MINISTÈRE
CHARGÉ
DES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Liberté
Égalité
Fraternité

Les collectivités locales en chiffres 2022

DGCL
Direction générale
des collectivités locales

STATISTIQUE PUBLIQUE

LES COLLECTIVITÉS LOCALES EN CHIFFRES

2022

Direction générale des collectivités locales

Directeur de la publication : Stanislas BOURRON

Rédacteur en chef : Luc BRIÈRE

Coordination éditoriale : Luc BRIÈRE, Benoît de LAPASSE

Contributions : Luc BRIÈRE, Guillaume LEFORESTIER, Léana Carelle MADJOU FOTSING, Déborah MASSIS, Bénédicte MORDIER, Xavier NIEL, Lionel SEBBANE, Nesheen SOLANKI.

ISBN : 978-2-11-167887-3

Réalisation : Cursives, Paris

Impression : Service Diffusion de la Gendarmerie
SDG 16-37250-2 300
Achevé d'imprimer en août 2022

Crédits photos de la couverture : DICOM du ministère de l'intérieur - Fotolia.com

Éditeur : DGCL – 2, place des Saussaies – 75800 Paris Cedex 08

PRÉSENTATION

Les Collectivités locales en chiffres est l'annuaire statistique de la Direction générale des collectivités locales (DGCL). Son objectif est de fournir annuellement les informations statistiques essentielles sur les collectivités locales. Il est réalisé par le Département des études et des statistiques locales (DESL) de la DGCL.

Les principaux chapitres sur les structures, les finances, les personnels des collectivités locales et les élus locaux donnent, en complément des chiffres, un commentaire succinct et surtout des définitions et des références. Les séries longues sur les divers sujets sont diffusées sous format électronique sur le site https://www.collectivites-locales.gouv.fr/collectivites-locales-chiffres. Un chapitre introductif présente sous forme de graphiques quelques chiffres clés des collectivités locales.

- Les chiffres figurant dans cet ouvrage sont ceux disponibles début juillet 2022. Les données des structures communales et intercommunales sont établies au 1er janvier 2022, d'autres peuvent porter sur des années antérieures en fonction de leur cycle de production (comptes et fiscalité en 2021, effectifs en 2020).
- Le champ couvert dans son acception la plus large est celui des administrations publiques locales, qui comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale. On désigne couramment dans cet ouvrage par l'expression « collectivités locales » l'ensemble formé par les collectivités territoriales (terme consacré par la Constitution pour les communes, départements et régions) et les groupements de communes à fiscalité propre (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes). Certaines données portent sur un champ élargi aux syndicats et aux établissements publics locaux.
- Dans la diffusion des statistiques, on distingue plusieurs ensembles géographiques de la France. La France métropolitaine comprend les 96 départements d'Europe. S'y ajoutent les 5 départements d'outre-mer (Dom) : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte. En ajoutant la collectivité de Saint-Martin à cet ensemble formé de la France métropolitaine et des cinq départements ou région d'outre-mer, on obtient le territoire économique de référence pour la comptabilité nationale et celui qui fait partie de l'Union européenne. Comme le font couramment les publications statistiques en référence à la définition utilisée par les organismes internationaux, *Collectivités locales en chiffres* emploie l'expression « France » pour l'ensemble comprenant la France métropolitaine et les Dom, auquel s'applique la quasi totalité des données présentées. Le territoire de la République française comprend également la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, les îles Wallis et Futuna, les Terres australes et antarctiques françaises, les îles éparses de l'Océan indien ainsi que les collectivités à statut particulier, Saint Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon (Saint-Martin étant déjà comptabilisée dans le territoire économique de la France). Ces territoires sont mentionnés dans certains tableaux.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le portail des collectivités locales :
www.collectivites-locales.gouv.fr

Sommaire

1 LES CHIFFRES CLÉS DES COLLECTIVITÉS LOCALES 7

1-1 Les chiffres clés des collectivités locales 8

1-2 Les chiffres clés des finances locales 9

1-3 Les chiffres clés de la fiscalité locale 10

1-4 Les chiffres clés des transferts de l'État aux collectivités 11

1-5 Les chiffres clés de la fonction publique territoriale 12

2 LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET LEUR POPULATION 13

Présentation - Définitions 14

2-1 Le découpage administratif de la République et sa population 18

2-2 Le nombre de collectivités territoriales 19

2-3a Les communes par taille : nombre et population 20

2-3b Les communes par taille : répartitions en % 21

2-4 Les communes de plus de 100 000 habitants 22

2-5a Les groupements de collectivités territoriales 23

2-5b Les groupements de collectivités territoriales : carte de l'intercommunalité à fiscalité propre au 1er janvier 2022 24

2-6 Les groupements de communes à fiscalité propre par taille 25

2-7a Les principaux groupements de communes à fiscalité propre : métropoles et communautés urbaines 26

2-7b Les principaux groupements de communes à fiscalité propre : communautés d'agglomération 27

2-7c Les principaux groupements de communes à fiscalité propre : communautés de communes 29

3 LES FINANCES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES 31

Présentation - Définitions 32

3-1 Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation 34

3-2 Les comptes des administrations publiques locales 35

3-3 La formation brute de capital fixe des administrations publiques 36

3-4 Les prélèvements obligatoires 37

3-5 Les capacités ou besoins de financement des administrations publiques 38

3-6 Les dépenses des administrations publiques par fonction 39

4 LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES 41

Présentation - Définitions 42

4-1 Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre 45

4-2 Les comptes des communes 46

4-2a Les comptes des communes de moins de 10 000 habitants 47

Sommaire

4-2b Les comptes des communes de 10 000 habitants et plus 48
4-3 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre 49
4-4 Les comptes du secteur communal 50
4-5 Les comptes des départements 51
4-6 Les comptes des régions et des collectivités territoriales uniques (CTU) 52
4-7a Les ratios financiers obligatoires du secteur communal : les communes 53
4-7b Les ratios financiers obligatoires du secteur communal : les communes, selon leur type 54
4-7c Les ratios financiers obligatoires du secteur communal : les groupements de communes à fiscalité propre 55
4-8 Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions 56
4-9 Les comptes des syndicats 57
4-10 Les comptes des collectivités locales y compris les syndicats 58
4-11 Les comptes des budgets annexes 59
4-12 Les comptes consolidés des collectivités locales et leur décomposition par région 60
4-13 Ventilation fonctionnelle des dépenses 61

5 LA FISCALITÉ LOCALE 69

Présentation - Définitions 73
5-1 Vue d'ensemble de la fiscalité locale 74
5-2 Les recettes de la fiscalité locale 75
5-3 Bases nettes et taux moyens d'imposition 76
5-4 Décomposition de l'évolution du produit des taxes en 2020 : effet base et effet taux 77
5-5 Les contributions de l'État à la fiscalité directe locale 78
5-6 Redevances et recettes tarifaires 79

6 LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT 81

Présentation - Définitions 82
6-1 Transferts financiers de l'État aux collectivités locales 84
6-2 Transferts financiers de l'État aux collectivités locales exécutés 85
6-3 Les dotations, subventions de fonctionnement, compensation d'exonérations et dégrèvements 86
6-4 Soutiens de l'État dans le cadre de la crise sanitaire et du plan France Relance 88

7 LES ÉLUS LOCAUX 89

Présentation - Définitions 90
7-1 Structure par âge et par catégorie socioprofessionnelle des élus locaux 92
7-2 Part des femmes parmi les élus locaux 93

Sommaire

8 LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE 95

Présentation - Définitions 96

8-1 Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales 99

8-2 Les effectifs et le volume de travail selon le type de collectivités locales 101

8-3 Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales par région 102

8-4 Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon le statut et la catégorie hiérarchique 104

8-5 Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon la filière 106

8-6 Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon l'âge 108

8-7 L'emploi dans les collectivités locales selon le nombre d'agents employés 110

8-8 L'emploi dans les collectivités locales selon le nombre d'habitants 113

8-9 Les femmes dans les collectivités locales 117

8-10 Les mouvements de personnel dans les collectivités locales 119

8-11 La fonction publique territoriale au sein de la fonction publique 120

8-12 Les salaires dans les collectivités locales 121

8-13 Les élections professionnelles dans la fonction publique territoriale 122

9 ÉLÉMENTS DE CONTEXTE 123

Présentation - Définitions 124

9-1 Le contexte européen 126

9-2 Le contexte régional 128

9-3 Le contexte départemental 130

10 LES SÉRIES LONGUES (en ligne seulement)

10-1 Les groupements de collectivités territoriales

10-2 Les comptes des administrations publiques locales

10-3 Les dépenses des administrations publiques locales ventilées par fonction

10-4 Les comptes des communes

10-5 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre

10-6 Les comptes du secteur communal

10-7 Les comptes des départements

10-8 Les comptes des régions

10-9 Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre

10-10 Les dépenses des collectivités locales dans les principaux domaines transférés

10-11 L'endettement des collectivités locales

10-12 Les taux de fiscalité locale

10-13 Les produits de fiscalité locale

10-14 Les compensations et dégrèvements en matière de fiscalité directe locale

10-15 Les effectifs des collectivités locales

10-16 Les dépenses de personnel des collectivités locales

1

LES CHIFFRES CLÉS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

1-1 Les chiffres clés des collectivités locales 8

1-2 Les chiffres clés des finances locales 9

1-3 Les chiffres clés de la fiscalité locale 10

1-4 Les chiffres clés des transferts de l'État aux collectivités 11

1-5 Les chiffres clés de la fonction publique territoriale 12

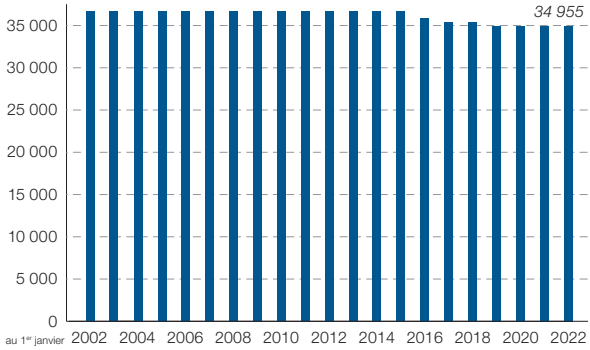
1-1 Les chiffres clés des collectivités locales

67,2 millions d'habitants en France au 1er janvier 2022, répartis dans 18 régions, 101 départements et 34 955 communes.

Nombre de communes

Au 1er janvier 2022, on compte dix communes de moins qu'en 2021, soit 34 955 communes.

▶ Voir fiche 2-2

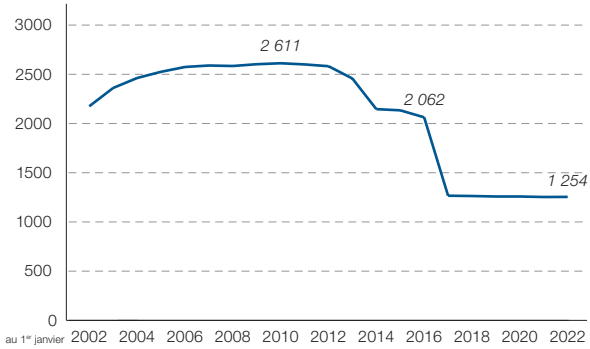


Source : Insee, code officiel géographique.

Nombre d'EPCI à fiscalité propre

Au cours des années 2010, le nombre d'EPCI à fiscalité propre a baissé, sous l'effet notamment de la mise en place des schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI). Au 1er janvier 2022 on compte 1 254 EPCI à fiscalité propre.

▶ Voir fiche 2-5a



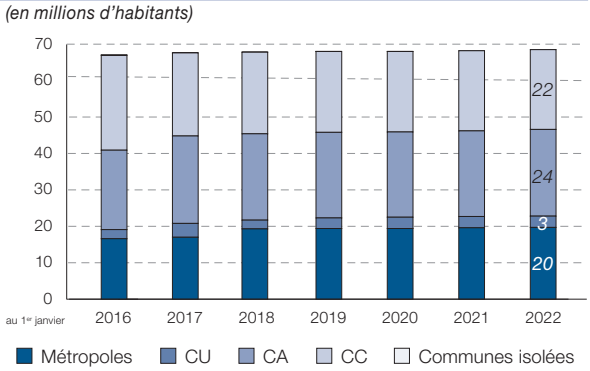
Source : DGCL, Banatic.

Population totale

Au 1er janvier 2022, les métropoles regroupent 19,7 millions d'habitants (en incluant la métropole de Lyon), au sens de leur population totale.

▶ Voir fiche 2-5a

(en millions d'habitants)

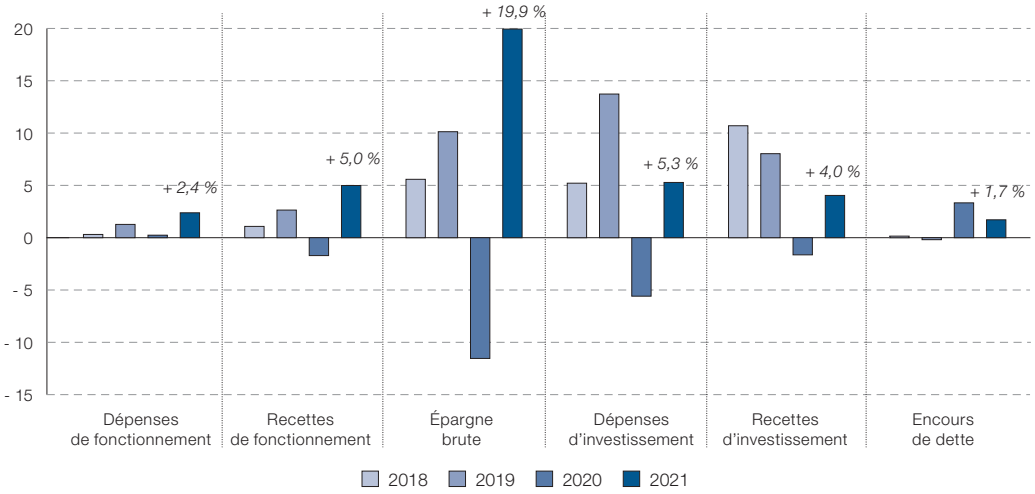


Source : DGCL, Banatic ; Insee, recensement de la population
CU : communautés urbaines ; CA : communautés d'agglomération ; CC : communautés de communes.

Taux de croissance annuels des principaux agrégats comptables

En 2021, les dépenses de fonctionnement des collectivités locales ont augmenté de + 2,4 % et leurs investissements ont augmenté de + 5,3 %.

▶ Voir fiche 4-1



Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion - budgets principaux.

Les finances des collectivités locales en 2021 ▶ Voir fiches 4-1 à 4-6

	Bloc communal	Départements	Régions	Ensemble
Dépenses de fonctionnement				
Niveau (en milliards d'euros)	98,9	57,8	22,6	**179,3**
Évolution	*+ 2,7 %*	*+ 1,4 %*	*+ 3,5 %*	**+ 2,4 %**
Recettes de fonctionnement				
Niveau (en milliards d'euros)	118,5	69,2	28,3	**216,0**
Évolution	*+ 4,0 %*	*+ 6,6 %*	*+ 5,4 %*	**+ 5,0 %**
Taux d'épargne brute				
Niveau (en %)	16,5 %	16,4 %	20,3 %	**17,0 %**
Évolution	*+ 1,0 pt*	*+ 4,3 pt*	*+ 1,5 pt*	**+ 2,1 pt**
Dépenses d'investissement [(a)]				
Niveau (en milliards d'euros)	32,8	11,4	13,2	**57,4**
Évolution	*+ 4,3 %*	*+ 9,4 %*	*+ 4,4 %*	**+ 5,3 %**
Recettes d'investissement [(b)]				
Niveau (en milliards d'euros)	15,8	2,6	5,3	**23,8**
Évolution	*+ 4,5 %*	*+ 7,5 %*	*+ 1,2 %*	**+ 4,0 %**
Besoin (-) ou capacité (+) de financement				
Niveau (en milliards d'euros)	2,6	2,6	-2,1	**3,0**

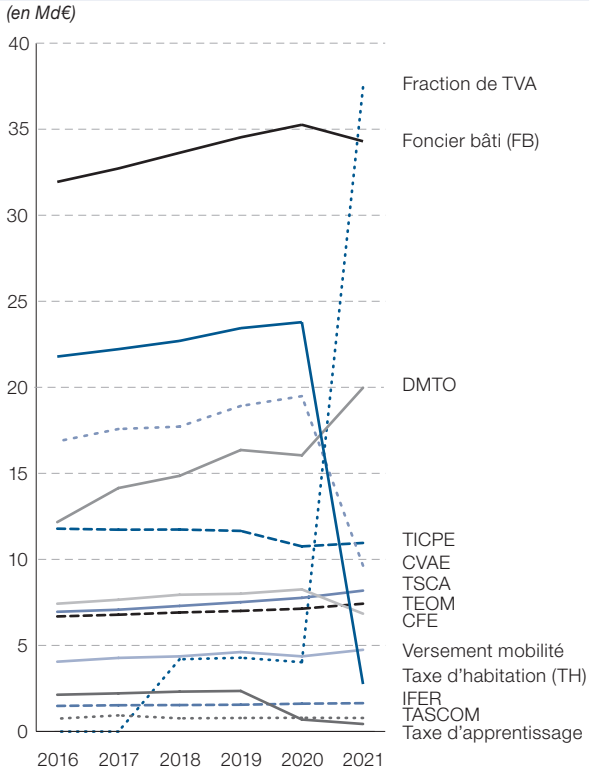
(a) Hors remboursement de dette.
(b) Hors emprunts.
Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion - budgets principaux.

1-3 Les chiffres clés de la fiscalité locale

Produits des principales recettes fiscales

Les produits de la fiscalité directe locale sont de 65,6 Md€ en 2021, en baisse de 33,0 %, compensée par une fraction de TVA (y compris effet net des coefficients correcteurs).

▶ Voir fiche 5-1



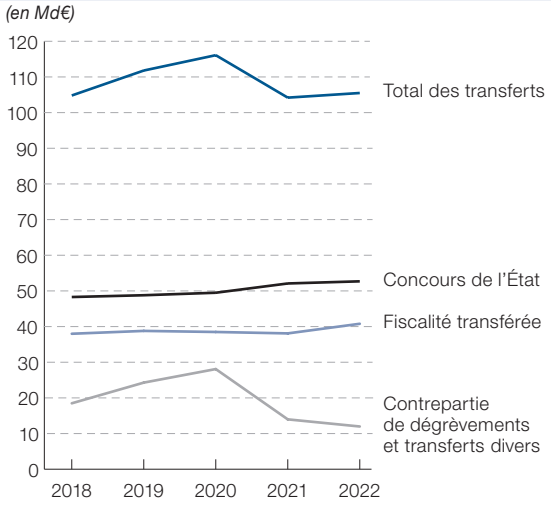
Source : DGCL. Données DGFiP, REI et Comptes de gestion - budgets principaux et annexes.

Les chiffres clés des transferts de l'État aux collectivités 1-4

Montants des transferts

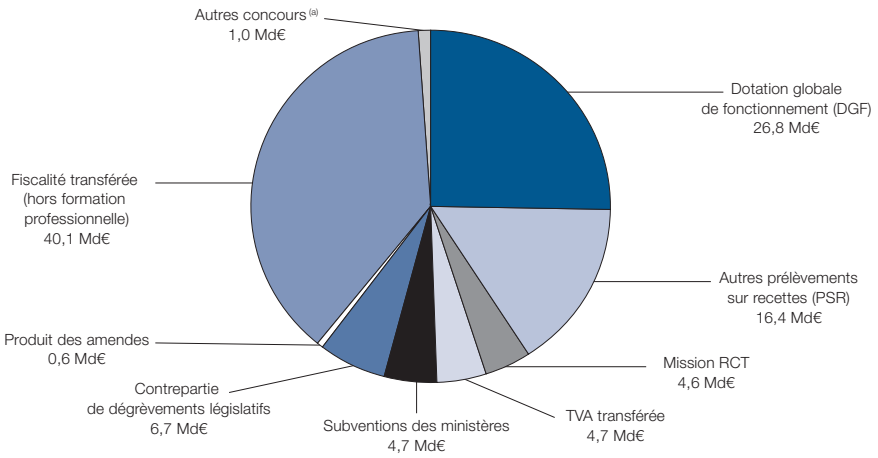
Les transferts de l'État aux collectivités territoriales représentent 105,5 Md€ en 2022. La réforme de la taxe d'habitation est à l'origine de la baisse des contreparties de dégrèvements à partir de 2021.

▶ Voir fiche 6-1



Source : Loi de finances initiale et PLF 2022.

Répartition en 2022 par type de transfert



Source : PLF 2022.

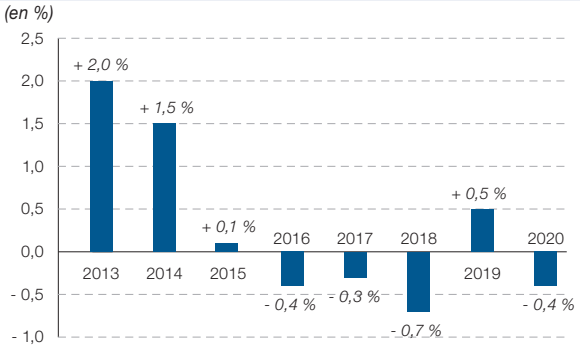
(a) Fonds de sauvegarde des départements ; ressources formation professionnelle et apprentissage.

1-5 Les chiffres clés de la fonction publique territoriale

Taux de croissance annuel des effectifs de la FPT

Au 31 décembre 2020 on compte 1,96 million d'agents dans la fonction publique territoriale (FPT). Cet effectif a diminué de - 0,4 % par rapport à 2019.

▶ Voir fiche 8-1

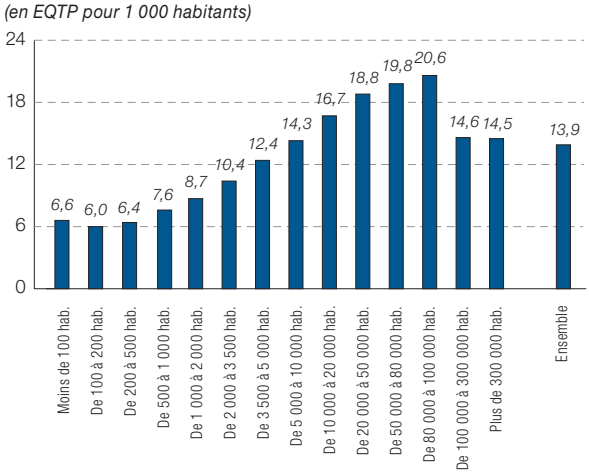


Source : DGCL. Données : Insee, SIASP.

Agents territoriaux pour 1 000 habitants

Le nombre d'agents territoriaux par habitant est de 13,9 agents en équivalent temps plein pour 1000 habitants. Ce taux d'administration est plus faible dans les petites communes et plus élevé dans les grandes.

▶ Voir fiche 8-8

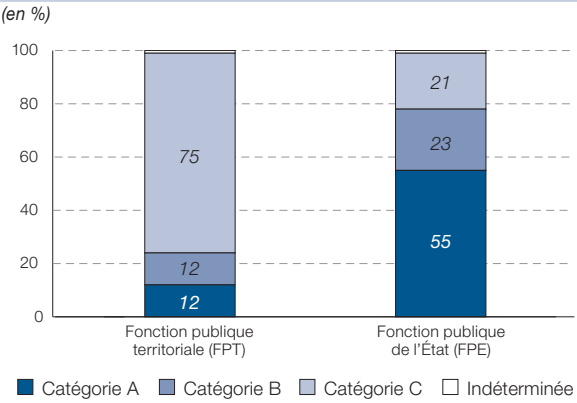


Source : DGCL. Données : Insee, SIASP.
EQTP : équivalents temps plein.

Répartition des agents par catégorie

Par rapport aux autres versants de la fonction publique, la FPT se caractérise par une forte proportion d'agents de catégorie C (75 %) et une faible proportion d'agents de catégorie A (12 %).

▶ Voir fiche 8-11



Source : DGCL. Données : Insee, SIASP.

2

LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET LEUR POPULATION

Présentation - Définitions 14

2-1 Le découpage administratif de la République et sa population 18

2-2 Le nombre de collectivités territoriales 19

2-3a Les communes par taille : nombre et population 20

2-3b Les communes par taille : répartitions en % 21

2-4 Les communes de plus de 100 000 habitants 22

2-5a Les groupements de collectivités territoriales 23

2-5b Les groupements de collectivités territoriales : carte de l'intercommunalité à fiscalité propre au 1er janvier 2022 24

2-6 Les groupements de communes à fiscalité propre par taille 25

2-7a Les principaux groupements de communes à fiscalité propre : métropoles et communautés urbaines 26

2-7b Les principaux groupements de communes à fiscalité propre : communautés d'agglomération 27

2-7c Les principaux groupements de communes à fiscalité propre : communautés de communes 29

2 Les collectivités locales et leur population

PRÉSENTATION

La population municipale en vigueur au 1er janvier 2022 est de 67,2 millions de personnes pour la France métropolitaine et dans les départements d'Outre-mer (DOM). En ajoutant les collectivités d'outre-mer et la Nouvelle-Calédonie, elle atteint 67,9 millions pour l'ensemble de la République française *(fiche 2.1)*.

Au cours de l'année 2021, neuf communes nouvelles ont été créées. Celles-ci ont regroupé dix-neuf anciennes communes dans huit départements différents. Le total de communes en France métropolitaine et dans les DOM diminue donc de dix unités, à 34 955 communes au 1er janvier 2022 *(fiche 2.2)*. La moitié de la population française réside dans des communes de moins de 10 000 habitants. Ces communes représentent 97 % du nombre des communes (fiche 2.3). Les 42 communes de plus de 100 000 habitants regroupent 15,2 % de la population. Les communes en forte croissance durant ces cinq dernières années (population en hausse de plus de 5 %) sont : Toulouse, Nantes, Montpellier, Bordeaux, Toulon, Saint-Denis de La Réunion, Annecy et Montreuil. À l'inverse, la population de quatre communes a diminué de plus de 2 % en cinq ans : Paris, Le Havre, Limoges et Mulhouse *(fiche 2.4)*.

Depuis la forte réduction du nombre d'EPCI à fiscalité propre au 1er janvier 2017 (- 39 %), liée à la mise en œuvre des schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI), la carte intercommunale ne connaît que quelques changements marginaux chaque année. Au 1er janvier 2022, on compte 1 254 EPCI à fiscalité propre en France métropolitaine et dans les DOM, soit un de plus qu'en 2021 *(fiches 2.5 à 2.7)*. Deux communautés de communes (CC) ont en effet eu recours à l'article 26 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique et se sont scindées pour donner naissance à quatre nouvelles CC. Dans le même temps la CA d'Agen a fusionné avec une CC voisine. À l'arrivée, la balance affiche donc un solde d'un EPCI supplémentaire. En 2021, quatre CC ont été transformées en CA ce qui fait passer le total de CA de 223 à 227 au 1er janvier 2022.

Au 1er janvier 2022, seules quatre communes de France métropolitaine ne sont pas membres d'un EPCI à fiscalité propre, ni de la métropole de Lyon. Toutes sont des îles mono-communales, bénéficiant d'une dérogation législative : l'île d'Yeu, l'île de Bréhat, l'île de Sein et l'île d'Ouessant.

Entre janvier 2021 et janvier 2022, la baisse du nombre de syndicats s'est poursuivie mais sur un rythme beaucoup plus faible que les années précédentes : - 2,0 % (contre - 4,2 % en 2021 et - 5,0 % en 2020). Le nombre de syndicats atteint désormais 8 882 début 2022, contre 9 065 en janvier 2021. Cette baisse concerne surtout les syndicats intercommunaux à vocation unique (- 2,8 % pour les SIVU, contre - 1,5 % pour les SIVOM et - 1,1 % pour les syndicats mixtes les syndicats mixtes *(fiche 2.5)*.

POUR EN SAVOIR PLUS

– « Stabilité du nombre de communes et d'EPCI à fiscalité propre en 2021 et ralentissement de la baisse du nombre de syndicats », Bulletin d'information statistique n° 163, mars 2022.
www.collectivites-locales.gouv.fr/bulletin-dinformation-statistique-bis-163

– Les données relatives à la population légale sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr.

– Les données relatives à l'intercommunalité sont issues de la base nationale de l'intercommunalité (BANATIC), alimentée à partir des données intercommunales ASPIC saisies par les préfectures :
www.banatic.interieur.gouv.fr.

– Les données de synthèse sur les intercommunalités sont téléchargeables sur :
www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales.

DÉFINITIONS

1) Les contours administratifs

Depuis la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, sont définies comme « ***collectivités territoriales de la République****» à l'article 72 de la Constitution :*
– les communes ;
– les départements y compris les départements d'outre-mer (DOM) ;
– les régions y compris les régions d'outre-mer (ROM) ;
– les collectivités à statut particulier ;
– les collectivités d'outre-mer (COM) régies par l'article 74 de la Constitution.
Peut s'y ajouter la Nouvelle-Calédonie qui est une collectivité publique dite sui generis *(«de son propre genre») dont le statut est fixé dans un titre spécial de la Constitution.*

▶ **La commune**
C'est la plus petite subdivision administrative française. Certaines communes ont acquis un statut particulier. C'est le cas de Paris, Marseille, Lyon depuis la loi dite «PML» du 31 décembre 1982.
La loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales instaure un nouveau dispositif de fusion de communes aboutissant à la création d'une ***commune nouvelle*** *soumise aux règles applicables aux communes. La loi n° 2015-292 du 16 mars 2015 a complété et modifié le régime des communes nouvelles. Sauf délibérations concordantes contraires des conseils municipaux, des* ***communes déléguées*** *reprenant le nom et les limites territoriales de l'ensemble des anciennes communes dont la commune nouvelle est issue sont instituées au sein de celle-ci. Le conseil municipal de la commune nouvelle peut décider de la suppression des communes déléguées dans un délai qu'il détermine. La commune nouvelle a seule la qualité de collectivité territoriale. La création au sein d'une commune nouvelle de communes déléguées entraîne de plein droit pour chacune d'entre elles :*
– l'institution d'un maire délégué, désigné par le conseil municipal de la commune nouvelle (à titre transitoire et jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal suivant la création de la commune nouvelle, le maire de l'ancienne commune en fonction lors de la création de la commune nouvelle devient de droit maire délégué) ;
– la création d'une annexe de la mairie dans laquelle sont établis les actes de l'état civil concernant les habitants de la commune déléguée.

▶ **Le département**
Créé par la loi du 22 décembre 1789, il devient une collectivité territoriale par la loi du 10 août 1871. Les départements d'outre-mer (DOM) ont, quant à eux, été créés par la loi du 19 mars 1946.

▶ **La région**
Elle a été créée par la loi de décentralisation du 2 mars 1982. La première élection des conseillers régionaux au suffrage universel direct a eu lieu le 16 mars 1986. Leur existence a été consacrée par la révision constitutionnelle du 28 mars 2003 et leur nombre a été réduit, en France métropolitaine, de 22 à 13 par la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral. La collectivité de Corse est dotée d'un statut particulier. Depuis le 1er janvier 2018, elle résulte de la fusion de la collectivité territoriale de Corse et des deux conseils départementaux de Corse.

▶ **Une collectivité à statut particulier** *est, en France, une collectivité territoriale qui, en application de l'article 72 de la Constitution, ne relève pas des trois catégories que sont les communes, les départements et les régions, sans pour autant être une collectivité d'outre-mer régie par l'article 73 de la Constitution. Quatre collectivités sont appelées collectivités territoriales uniques (CTU) : la Guyane, la Martinique, Mayotte et la Corse. S'y ajoutent la métropole de Lyon depuis 2015 et la Ville de Paris depuis 2019.*

▶ **Les collectivités d'outre-mer (COM)** *peuvent être considérées au nombre de 8. Ce sont, aux termes de la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, les cinq territoires de la République française dont le statut est régi par l'article 74 de la Constitution. Ces territoires ont des statuts et une organisation interne très divers régis par la loi organique. Ce sont Saint-Pierre-et-Miquelon (géré par un conseil territorial, et comprenant deux communes), Saint Barthélémy (géré par un conseil territorial), Saint Martin (géré par un conseil territorial), Wallis et Futuna (comprenant trois circonscriptions correspondant chacun à un royaume) et la Polynésie (collectivité d'outre-mer qui comprend 48 communes, regroupées dans 3 EPCI à fiscalité propre).*
À ces collectivités s'ajoutent la Nouvelle Calédonie, dont le statut est régi par le titre XIII de la Constitution, organisée en trois provinces et regroupant 33 communes ; les terres australes et antarctiques françaises (TAAF), sans population, découpées en cinq districts (dont les Iles éparses de l'océan Indien rattachées aux TAAF depuis 2007) ; l'île de Clipperton, sans population, placée directement sous l'autorité du gouvernement.

2) Les groupements de collectivités

Les ***établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)*** *désignent les différentes formes de coopération à personnalité morale existant entre les communes. On distingue deux types d'EPCI :*
– la forme dite à fiscalité propre, caractérisée par une fiscalité directe locale et par l'existence de compétences obligatoires : les communautés urbaines (CU), les communautés d'agglomération (CA), les syndicats d'agglomération nouvelle (SAN, supprimés par la loi NOTRe), les communautés de communes (CC) et les métropoles (autres que la métropole de Lyon).
– les syndicats de communes, i.e. *la forme sans fiscalité propre, financée par les contributions des communes qui en sont membres, dont les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU) et les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM), regroupés sous la dénomination de syndicats de communes. Les 11 établissements publics territoriaux (EPT) de la métropole du Grand Paris sont une forme particulière de syndicat intercommunal.*
Forment la catégorie des ***groupements de collectivités territoriales*** *les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et les syndicats mixtes fermés et certains syndicats mixtes ouverts (ceux visés à l'article L. 5721-8 du CGCT), les pôles métropolitains, les pôles d'équilibre territorial et rural (PETR), les agences départementales, les institutions ou organismes interdépartementaux et les ententes interrégionales.*

▶ **La communauté de communes (CC)**
Créée par la loi du 6 février 1992 et renforcée par la loi du 12 juillet 1999, la communauté de communes est un EPCI à fiscalité propre regroupant plusieurs communes, associées au sein d'un espace de solidarité, autour d'un projet commun de développement économique et d'aménagement de l'espace.

▶ **La communauté d'agglomération (CA)**
Créée par la loi du 12 juillet 1999 et modifiée par la loi du 16 décembre 2010, la communauté d'agglomération est un EPCI à fiscalité propre regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes-centre de plus de 15 000 habitants (des dérogations existent pour ces deux seuils démographiques).

▶ **La communauté urbaine (CU)**
La communauté urbaine regroupe depuis la loi du 16 décembre 2010 plusieurs communes formant un ensemble de plus de 450 000 habitants, d'un seul tenant et sans enclave. La loi du 27 janvier 2014 abaisse ce seuil de création de la CU à 250 000 habitants. Les communautés existant antérieurement à la loi de 1999 peuvent avoir des effectifs inférieurs à ce seuil. Forme de coopération plus intégrée que la communauté d'agglomération, la communauté urbaine dispose de compétences plus larges que celle-ci.

▶ **La métropole**
Créée par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, la métropole était initialement un EPCI regroupant des communes, formant à la date de sa création un ensemble de plus de 500 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave. La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a redéfini les métropoles de droit commun et leurs compétences. Au 1er janvier 2015, ont été transformés automatiquement en métropole huit EPCI à fiscalité propre qui formaient un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine, au sens de l'Insee, de plus de 650 000 habitants. Deux autres EPCI à fiscalité propre ont été transformés en métropole selon un dispositif de transformation facultative. Cette loi comporte également des dispositions spécifiques sur la métropole d'Aix-Marseille-Provence et la métropole du Grand Paris, qui ont été mises en place le 1er janvier 2016. La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain a assoupli les conditions de création d'une métropole et a ouvert la possibilité à de nouveaux EPCI de se transformer en métropoles.

▶ **La métropole de Lyon**
Contrairement aux autres métropoles, la métropole de Lyon est une collectivité territoriale à part entière et non un EPCI. La métropole de Lyon est une collectivité à statut particulier, au sens de l'article 72 de la Constitution, qui exerce à la fois les compétences dévolues aux conseils départementaux et celles dévolues aux métropoles. On ne comptabilise pas la métropole de Lyon comme un EPCI à fiscalité propre, mais elle est prise en compte dans la détermination du nombre de communes et du nombre d'habitants couverts par une intercommunalité à fiscalité propre.

▶ **Le syndicat d'agglomération nouvelle (SAN)**
Le syndicat d'agglomération nouvelle est une structure de coopération intercommunale mise en place pour organiser les villes nouvelles. Il n'existe plus de SAN depuis l'instauration de la loi NOTRe.

▶ **Les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM)**
Les SIVOM sont des EPCI. Leur objet n'est pas limité à une seule œuvre ou à seul objet d'intérêt intercommunal, mais comprend de multiples compétences. Le SIVOM exerce des responsabilités variées qui lui ont été confiées par les différentes communes. Ces dernières participent étroitement au pilotage du SIVOM.

▶ **Les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU)**
Les SIVU sont des EPCI. Leur fonctionnement est similaire à celui d'un syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) à la différence près qu'un SIVU ne dispose que d'une unique compétence fixée dans ses statuts : c'est un syndicat spécialisé. Historiquement c'est la plus ancienne structure intercommunale puisqu'elle a été créée par la loi du 22 mars 1890 sur les syndicats de communes. SIVU et SIVOM ne forment qu'une catégorie juridique, celle des syndicats de communes.

▶ **Les syndicats mixtes**
Ils ont été créés par un décret de 1935 pour donner aux collectivités la capacité de s'associer entre elles ou avec des établissements publics. Plusieurs constructions sont possibles : le syndicat mixte fermé qui associe (sauf exceptions prévues par l'article L. 5711-4) uniquement des communes et des EPCI, et le syndicat mixte ouvert qui inclut parmi ses membres différents échelons de collectivités territoriales ou des établissements publics tels qu'une chambre de commerce et d'industrie (CCI). Bien que soumis aux règles applicables aux EPCI, les syndicats mixtes ne sont pas au sens propre des EPCI, cette qualité étant réservée aux groupements de communes.

▶ **L'établissement public territorial (EPT)**
L'EPT est un établissement public à statut particulier. La métropole du Grand Paris (MGP) comprend Paris et onze territoires (établissements publics territoriaux, EPT), d'un seul tenant et sans enclave d'au moins 300 000 habitants. Les EPT exercent un certain nombre de compétences de proximité en lieu et place des communes.

▶ **Le pôle métropolitain**
Il a été créé par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010. Les conditions d'éligibilité ont été modifiées par la loi du 27 janvier 2014. Actuellement, le pôle métropolitain regroupe des EPCI à fiscalité propre dont au moins un comptant plus de 100 000 habitants. Par dérogation, le pôle métropolitain peut regrouper, sur un territoire d'un seul tenant et sans enclave, des EPCI à fiscalité propre comprenant au moins un EPCI de plus de 50 000 habitants limitrophe d'un état étranger. Les départements et régions peuvent également adhérer à un pôle métropolitain.

▶ **Le pôle d'équilibre territorial et rural (PETR)**
Créé par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, le pôle d'équilibre territorial et rural est un établissement public constitué par accord entre plusieurs EPCI à fiscalité propre, au sein d'un périmètre d'un seul tenant et sans enclave. Un EPCI à fiscalité propre ne peut appartenir à plus d'un pôle d'équilibre territorial et rural. Le PETR est soumis aux règles applicables aux syndicats mixtes. Lorsqu'une commune nouvelle est issue de la fusion de toutes les communes d'un EPCI à fiscalité propre membre d'un PETR, cette commune nouvelle peut rester membre de ce PETR jusqu'à son adhésion à un EPCI à fiscalité propre.

3) Populations

▶ **Le recensement de la population**
La nouvelle méthode de recensement (voir loi du 27 février 2002) repose sur deux principes :
– *les communes de moins de 10 000 habitants réalisent désormais une enquête de recensement exhaustive tous les cinq ans, à raison d'un cinquième des communes chaque année ;*
– *les communes de 10 000 habitants ou plus réalisent tous les ans une enquête par sondage auprès d'un échantillon de 8 % des logements.*

Le recensement de la population des collectivités d'outre-mer et de la Nouvelle-Calédonie relève, selon les cas, des articles 156 ou 157 du titre V de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002. Les populations légales de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, dont le recensement est réalisé dans le cadre général du recensement rénové (article 156), sont actualisées

chaque année. Les autres COM ainsi que la Nouvelle-Calédonie procèdent, par dérogation (article 157), à des recensements généraux de la population tous les cinq ans. Pour Mayotte, le dernier recensement général a eu lieu en 2017, sous la forme d'une enquête exhaustive dans toutes les communes. Suite à la loi n° 2017–256 du 28 février 2017 relative à l'égalité réelle outre-mer, Mayotte intègre progressivement le même protocole de collecte annuelle que les autres départements français.

▶ **La population légale** *authentifiée par décret regroupe, pour chaque commune, sa population totale, sa population municipale et sa population comptée à part. Le décret n° 2003-485 publié au Journal officiel du 8 juin 2003, relatif au recensement de la population fixe les différentes catégories de population et leur composition.*

▶ **La population municipale** *comprend les personnes ayant leur résidence habituelle (au sens du décret) sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.*

▶ **La population comptée à part** *comprend certaines personnes dont la résidence habituelle (au sens du décret) est dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur le territoire de la commune.*

▶ **La population totale** *d'une commune est égale à la somme de la population municipale et de la population comptée à part de la commune.*

2-1 Le découpage administratif de la République et sa population

Le découpage administratif de la République

(en nombre)

	2018	2019	2020	2021	2022
Communes	**35 440**	**35 053**	**35 051**	**35 048**	**35 038**
dont : France métropolitaine	35 228	34 841	34 839	34 836	34 826
DOM	129	129	129	129	129
COM et Nouvelle-Calédonie [(a)]	83	83	83	83	83
Arrondissements (sudivisions des départements)	**332**	**332**	**332**	**332**	**332**
dont : France métropolitaine	320	320	320	320	320
DOM	12	12	12	12	12
Départements (à distinguer des conseils départementaux)	**101**	**101**	**101**	**101**	**101**
dont : France métropolitaine	96	96	96	96	96
DOM	5	5	5	5	5
Régions (à distinguer des conseils régionaux)	**18**	**18**	**18**	**18**	**18**
dont : France métropolitaine	13	13	13	13	13
ROM	5	5	5	5	5
Collectivités d'outre-mer, TAAF et Nouvelle Calédonie [(a)]	**8**	**8**	**8**	**8**	**8**

Source : Insee, Code officiel géographique.

(a) Saint-Pierre-et-Miquelon (2 communes) ; Saint-Barthélemy ; Saint-Martin ; Polynésie française (48 communes). Nouvelle-Calédonie (33 communes). Wallis-et-Futuna (Territoire, découpé en trois circonscriptions territoriales). Terres australes et antarctiques françaises (TAAF, sans population), découpées en cinq districts. Île de Clipperton (sans population), rattachée directement au gouvernement.

Population municipale

(en nombre d'habitants)

Au 1er janvier	2018	2019	2020	2021	2022
France métropolitaine et d'outre-mer	**66 446 798**	**66 618 176**	**66 780 857**	**66 989 056**	**67 244 921**
dont : France métropolitaine	64 300 821	64 468 792	64 639 133	64 844 037	65 096 768
DOM	2 145 977	2 149 384	2 141 724	2 145 019	2 148 153
Collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie					
Saint-Pierre-et-Miquelon	6 021	6 008	5 997	5 985	5 974
Saint-Barthélémy	9 625	9 793	9 961	10 124	10 289
Saint-Martin	35 684	35 746	35 334	34 065	32 489
Polynésie française (dernier recensement en avril 2017)	275 918	275 918	275 918	275 918	275 918
Wallis-et-Futuna (dernier recensement en 2018)	12 197	11 558	11 558	11 558	11 558
Nouvelle-Calédonie (dernier recensement en août 2019)	268 767	268 767	271 407	271 407	271 407
Ensemble République française	**67 055 010**	**67 225 966**	**67 391 032**	**67 598 113**	**67 852 556**

Source : Insee, Recensements de la population.

Les collectivités territoriales en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer
(en nombre de collectivités)

	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble des collectivités locales	**47 320**	**46 310**	**45 802**	**45 397**	**45 205**
Collectivité territoriales	**35 472**	**35 085**	**35 083**	**35 079**	**35 069**
Communes	**35 357**	**34 970**	**34 968**	**34 965**	**34 955**
dont : France métropolitaine	35 228	34 841	34 839	34 836	34 826
Outre-mer	129	129	129	129	129
Conseils départementaux[a]	**96**	**96**	**96**	**95**	**95**
dont : France métropolitaine	94	94	94	93	93
Outre-mer	2	2	2	2	2
Conseils régionaux	**14**	**14**	**14**	**14**	**14**
dont : France métropolitaine	12	12	12	12	12
Outre-mer	2	2	2	2	2
Collectivités à statut particulier	**5**	**5**	**5**	**5**	**5**
Collectivité territoriale de Corse					
Collectivité de Corse	1	1	1	1	1
Métropole de Lyon	1	1	1	1	1
Martinique	1	1	1	1	1
Guyane	1	1	1	1	1
Département de Mayotte	1	1	1	1	1
Groupements de communes	**11 848**	**11 225**	**10 719**	**10 318**	**10 136**
Groupements de communes à fiscalité propre	**1 263**	**1 258**	**1 254**	**1 253**	**1 254**
Syndicats [b]	**10 585**	**9 967**	**9 465**	**9 065**	**8 882**

Source : Insee, Code officiel géographique ; DGCL, Banatic.
(a) Le passage en 2021 de 96 à 95 conseils départementaux est lié à la création de la Collectivité européenne d'Alsace, département de droit commun, par le décret n° 2019-142 du 27 février 2019 portant regroupement des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.
(b) Y compris syndicats en arrêt de compétence.

2-3a Les communes par taille

Nombre de communes et population municipale au 1er janvier 2022, selon la taille des communes

Taille des communes	France métropolitaine		DOM		France métropolitaine + DOM	
	Nombre de communes	Population municipale	Nombre de communes	Population municipale	Nombre de communes	Population municipale
Moins de 50 habitants	891	30 368	0	0	891	30 368
50 à 99 habitants	2 489	188 533	0	0	2 489	188 533
100 à 199 habitants	5 438	801 570	1	152	5 439	801 722
200 à 299 habitants	4 235	1 044 158	2	489	4 237	1 044 647
300 à 399 habitants	3 107	1 076 425	0	0	3 107	1 076 425
400 à 499 habitants	2 192	980 729	0	0	2 192	980 729
500 à 699 habitants	3 561	2 107 355	2	1 290	3 563	2 108 645
700 à 999 habitants	3 090	2 579 328	2	1 829	3 092	2 581 157
1 000 à 1 499 habitants	2 949	3 595 186	4	5 121	2 953	3 600 307
1 500 à 1 999 habitants	1 575	2 721 044	7	12 358	1 582	2 733 402
2 000 à 2 499 habitants	1 021	2 276 075	1	2 397	1 022	2 278 472
2 500 à 2 999 habitants	672	1 836 196	3	8 655	675	1 844 851
3 000 à 3 499 habitants	540	1 746 164	5	16 828	545	1 762 992
3 500 à 3 999 habitants	393	1 471 740	1	3 998	394	1 475 738
4 000 à 4 999 habitants	570	2 548 614	7	30 931	577	2 579 545
5 000 à 5 999 habitants	358	1 962 202	8	43 524	366	2 005 726
6 000 à 7 999 habitants	500	3 426 649	16	111 616	516	3 538 265
8 000 à 9 999 habitants	293	2 624 037	11	99 976	304	2 724 013
10 000 à 19 999 habitants	508	6 963 558	30	421 676	538	7 385 234
20 000 à 29 999 habitants	185	4 487 018	8	194 781	193	4 681 799
30 000 à 49 999 habitants	140	5 386 800	11	393 730	151	5 780 530
50 000 à 79 999 habitants	65	4 019 470	7	456 802	72	4 476 272
80 000 à 99 999 habitants	14	1 265 111	1	84 982	15	1 350 093
100 000 à 199 999 habitants	29	3 945 682	2	257 018	31	4 202 700
200 000 à 299 999 habitants	5	1 298 691	0	0	5	1 298 691
300 000 habitants et plus	6	4 714 065	0	0	6	4 714 065
Total	**34 826**	**65 096 768**	**129**	**2 148 153**	**34 955**	**67 244 921**

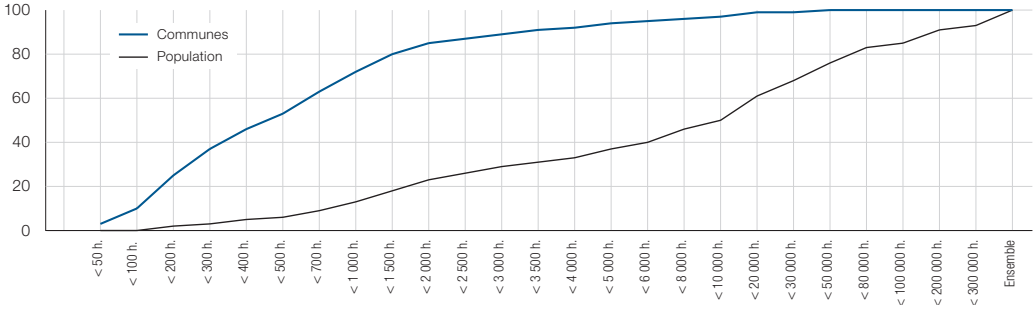
Source : Insee, Recensement de la population. Population municipale en vigueur en 2022 (millésimée 2019)
Champ : France métropolitaine + DOM.
Le département de Mayotte a été recensé en 2017.

Répartition (en % et en % cumulés) du nombre de communes et de la population municipale au 1er janvier 2022, selon la taille des communes

Taille des communes	Nombre de communes	Population	Taille des communes	Nombre de communes	Population
	en %			en % cumulés	
Moins de 50 habitants	2,5 %	0,0 %	Moins de 50 habitants	2,5 %	0,0 %
50 à 99 habitants	7,1 %	0,3 %	Moins de 100 habitants	9,7 %	0,3 %
100 à 199 habitants	15,6 %	1,2 %	Moins de 200 habitants	25,2 %	1,5 %
200 à 299 habitants	12,1 %	1,6 %	Moins de 300 habitants	37,4 %	3,1 %
300 à 399 habitants	8,9 %	1,6 %	Moins de 400 habitants	46,2 %	4,7 %
400 à 499 habitants	6,3 %	1,5 %	Moins de 500 habitants	52,5 %	6,1 %
500 à 699 habitants	10,2 %	3,1 %	Moins de 700 habitants	62,7 %	9,3 %
700 à 999 habitants	8,8 %	3,8 %	Moins de 1 000 habitants	71,5 %	13,1 %
1 000 à 1 499 habitants	8,4 %	5,4 %	Moins de 1 500 habitants	80,0 %	18,5 %
1 500 à 1 999 habitants	4,5 %	4,1 %	Moins de 2 000 habitants	84,5 %	22,5 %
2 000 à 2 499 habitants	2,9 %	3,4 %	Moins de 2 500 habitants	87,4 %	25,9 %
2 500 à 2 999 habitants	1,9 %	2,7 %	Moins de 3 000 habitants	89,4 %	28,7 %
3 000 à 3 499 habitants	1,6 %	2,6 %	Moins de 3 500 habitants	90,9 %	31,3 %
3 500 à 3 999 habitants	1,1 %	2,2 %	Moins de 4 000 habitants	92,1 %	33,5 %
4 000 à 4 999 habitants	1,7 %	3,8 %	Moins de 5 000 habitants	93,7 %	37,3 %
5 000 à 5 999 habitants	1,0 %	3,0 %	Moins de 6 000 habitants	94,8 %	40,3 %
6 000 à 7 999 habitants	1,5 %	5,3 %	Moins de 8 000 habitants	96,2 %	45,6 %
8 000 à 9 999 habitants	0,9 %	4,1 %	Moins de 10 000 habitants	97,1 %	49,6 %
10 000 à 19 999 habitants	1,5 %	11,0 %	Moins de 20 000 habitants	98,6 %	60,6 %
20 000 à 29 999 habitants	0,6 %	7,0 %	Moins de 30 000 habitants	99,2 %	67,5 %
30 000 à 49 999 habitants	0,4 %	8,6 %	Moins de 50 000 habitants	99,6 %	76,1 %
50 000 à 79 999 habitants	0,2 %	6,7 %	Moins de 80 000 habitants	99,8 %	82,8 %
80 000 à 99 999 habitants	0,0 %	2,0 %	Moins de 100 000 habitants	99,9 %	84,8 %
100 000 à 199 999 habitants	0,1 %	6,2 %	Moins de 200 000 habitants	100,0 %	91,1 %
200 000 à 299 999 habitants	0,0 %	1,9 %	Moins de 300 000 habitants	100,0 %	93,0 %
300 000 habitants et plus	0,0 %	7,0 %			
Total	**100,0 %**	**100,0 %**	**Toutes tailles confondues**	**100,0 %**	**100,0 %**

Source : Insee, Recensement de la population.
Champ : France métropolitaine + DOM.
Le département de Mayotte a été recensé en 2017.
Lecture : 2,5 % des communes ont moins de 50 habitants et 7,1 % des communes ont entre 50 et 99 habitants. Ces dernières regroupent 0,3 % de la population. Cumulées, les communes de moins de 100 habitants regroupent 0,3 % de la population et représentent 9,7 % des communes.

Répartition (en % cumulés) du nombre de communes et de la population municipale au 1er janvier 2022, selon la taille des communes



Lecture : les communes de moins de 3 000 habitants regroupent 89,4 % des communes ; elles regroupent 28,7 % de la population.
Source : Insee, Recensement de la population.
Champ : France métropolitaine + DOM.

2-4 Les communes de plus de 100 000 habitants

Les communes de plus de 100 000 habitants
(en nombre d'habitants)

Rang	Commune (n° du département)	Population municipale		Taux d'évolution sur 5 ans
		2017 (millésimée 2014)	2022 (millésimée 2019)	
1	Paris (75)	2 220 445	2 165 423	- 2,5 %
2	Marseille (13)	858 120	870 731	+ 1,5 %
3	Lyon (69)	506 615	522 969	+ 3,2 %
4	Toulouse (31)	466 297	493 465	+ 5,8 %
5	Nice (06)	343 895	342 669	- 0,4 %
6	Nantes (44)	298 029	318 808	+ 7,0 %
7	Montpellier (34)	275 318	295 542	+ 7,3 %
8	Strasbourg (67)	276 170	287 228	+ 4,0 %
9	Bordeaux (33)	246 586	260 958	+ 5,8 %
10	Lille (59)	233 897	234 475	+ 0,2 %
11	Rennes (35)	213 454	220 488	+ 3,3 %
12	Reims (51)	183 042	181 194	- 1,0 %
13	Toulon (83)	165 584	178 745	+ 7,9 %
14	Saint-Étienne (42)	170 761	173 821	+ 1,8 %
15	Le Havre (76)	172 807	168 290	- 2,6 %
16	Grenoble (38)	160 779	158 198	- 1,6 %
17	Dijon (21)	153 668	158 002	+ 2,8 %
18	Angers (49)	151 056	155 850	+ 3,2 %
19	Saint-Denis (974)	144 642	153 810	+ 6,3 %
20	Villeurbanne (69)	148 543	152 212	+ 2,5 %
21	Nîmes (30)	151 075	148 561	- 1,7 %
22	Clermont-Ferrand (63)	141 365	147 865	+ 4,6 %
23	Aix-en-Provence (13)	142 149	145 133	+ 2,1 %
24	Le Mans (72)	143 813	143 847	+ 0,0 %
25	Brest (29)	139 384	139 926	+ 0,4 %
26	Tours (37)	136 125	137 087	+ 0,7 %
27	Amiens (80)	132 479	134 706	+ 1,7 %
28	Limoges (87)	134 577	130 876	- 2,8 %
29	Annecy (74)	124 376[(a)]	130 721	+ 5,1 %
30	Boulogne-Billancourt (92)	116 927	121 583	+ 4,0 %
31	Perpignan (66)	120 605	119 344	- 1,0 %
32	Metz (57)	117 619	118 489	+ 0,7 %
33	Besançon (25)	116 690	117 912	+ 1,0 %
34	Orléans (45)	114 977	116 269	+ 1,1 %
35	Saint-Denis (93)	110 733	112 852	+ 1,9 %
36	Rouen (76)	110 618	112 321	+ 1,5 %
37	Montreuil (93)	104 748	111 240	+ 6,2 %
38	Argenteuil (95)	108 865	111 038	+ 2,0 %
39	Mulhouse (68)	111 167	108 312	- 2,6 %
40	Caen (14)	106 538	106 230	- 0,3 %
41	Nancy (54)	104 321	105 058	+ 0,7 %
42	Saint-Paul (974)	104 634	103 208	- 1,4 %

(a) À contour identique à celui de 2022.
Source : Insee, Recensement de la population.
Champ : France métropolitaine + DOM.

Nombre de groupements de communes à fiscalité propre

Au 1er janvier	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022-2021
Métropoles	21	21	21	21	21	**+ 0**
Communautés urbaines (CU)	11	13	14	14	14	**+ 0**
Communautés d'agglomération (CA)	222	223	222	223	227	**+ 4**
Communautés de communes (CC)	1 009	1 001	997	995	992	**- 3**
Nombre d'EPCI à fiscalité propre	**1 263**	**1 258**	**1 254**	**1 253**	**1 254**	**+ 1**
Métropole de Lyon	1	1	1	1	1	**+ 0**
Nombre total de communes regroupées[a]	**35 353**	**34 966**	**34 964**	**34 961**	**34 951**	**- 10**
Nombre de communes isolées	**4**	**4**	**4**	**4**	**4**	**+ 0**
Nombre de communes	**35 357**	**34 970**	**34 968**	**34 965**	**34 955**	**- 10**
EPCI à fiscalité professionnelle unique :						
Nombre de groupements	*1 061*	*1 073*	*1 074*	*1 075*	*1 084*	*+ 9*
Nombre de communes regroupées[a]	*29 667*	*29 818*	*29 905*	*30 089*	*30 231*	*+ 142*

Sources : DGCL, Banatic ; Insee, Recensements de la population.
Champ : France métropolitaine + DOM.
(a) Y compris les communes de la métropole de Lyon à partir de 2015.

Population[a] regroupée dans des groupements à fiscalité propre

Au 1er janvier	2018	2019	2020	2021	2022	Évolution 2022 / 2021
Métropoles	17 932 300	17 987 266	18 031 028	18 154 555	18 273 350	**+ 0,7 %**
Communauté urbaines (CU)	2 433 987	2 922 990	3 119 780	3 128 086	3 138 765	**+ 0,3 %**
Communautés d'agglomération (CA)	23 660 357	23 513 248	23 370 289	23 492 290	23 777 483	**+ 1,2 %**
Communautés de communes (CC)	22 448 738	22 184 722	22 094 182	22 039 498	21 867 973	**- 0,8 %**
Population totale des EPCI à fiscalité propre	**66 475 382**	**66 608 226**	**66 615 279**	**66 814 429**	**67 057 571**	**+ 0,4 %**
Métropole de Lyon	1 390 240	1 400 134	1 402 326	1 415 357	1 428 062	**+ 0,9 %**
Population totale regroupée	**67 865 622**	**68 008 360**	**68 017 605**	**68 229 786**	**68 485 633**	**+ 0,4 %**
Population totale des communes isolées	**6 359**	**6 373**	**6 382**	**6 439**	**6 460**	**+ 0,3 %**
Population regroupée des EPCI à FPU	*64 477 167*	*64 923 617*	*65 017 316*	*65 289 845*	*65 733 519*	*+ 0,7 %*

Sources : DGCL, Banatic ; Insee, Recensements de la population.
Champ : France métropolitaine + DOM.
(a) Population totale, en vigueur au 1er janvier de chaque année, des communes composant les groupements.

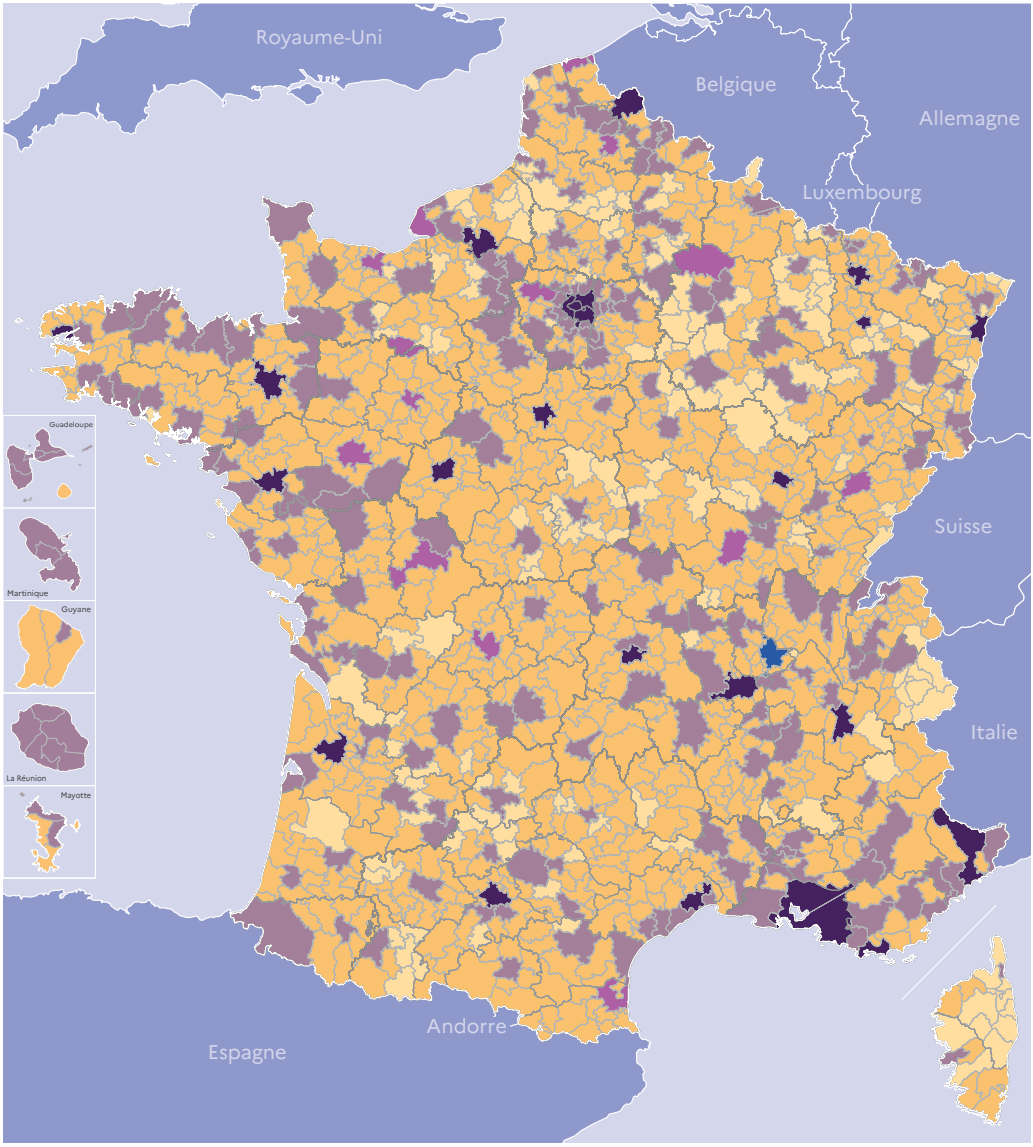
Nombre de syndicats[a]

Au 1er janvier	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022-2021
Syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU)	6 714	5 882	5 212	4 872	4 738	**- 134**
Syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM)	1 010	1 182	1 291	1 233	1 214	**- 19**
Établissements publics territoriaux (EPT)	11	11	11	11	11	**+ 0**
Syndicats mixtes	2 719	2 748	2 803	2 800	2 770	**- 30**
Pôles métropolitains	19	25	25	25	25	**+ 0**
Pôles d'équilibre territorial et rural (PETR)	112	119	123	124	124	**+ 0**
Total	**10 585**	**9 967**	**9 465**	**9 065**	**8 882**	**- 183**

Source : DGCL, Banatic.
Champ : France métropolitaine + DOM.
(a) Y compris syndicats en arrêt de compétence.

2-5b Les groupements de collectivités territoriales

L'intercommunalité à fiscalité propre au 1er janvier 2022



LES DIFFERENTS TYPES DE GROUPEMENTS A FISCALITE PROPRE

Métropoles
Nombre : 21
Nombre de communes : 911
Population totale regroupée : 18 273 350

Communautés urbaines
Nombre : 14
Nombre de communes : 658
Population totale regroupée : 3 138 765

Communautés d'agglomération
Nombre : 227
Nombre de communes : 7 526
Population totale regroupée : 23 777 483

Métropole de Lyon
Nombre : 1
Nombre de communes : 59
Population totale regroupée : 1 428 062

Communautés de communes à fiscalité professionnelle unique
Nombre : 823
Nombre de communes : 21 096
Population totale regroupée : 19 327 282

Communautés de communes à fiscalité additionnelle
Nombre : 169
Nombre de communes : 4 701
Population totale regroupée : 2 540 691

Communes isolées
Nombre de communes : 4
Population totale regroupée : 6 460

Sources : Direction générale des collectivités locales - ministère chargé des collectivités territoriales.
Insee (population totale en vigueur en 2022 - millésimée 2019).
Cartographie : DGCL - DESL, janvier 2022.
Fond de carte : © IGN - 2021. Tous droits réservés.

Répartition des groupements de communes à fiscalité propre par taille démographique au 1er janvier 2022

En nombre de groupements comportant[a] :	Métropoles	CU		CA	CC		EPCI à FP	
		FPU	FA		FPU	FA	Total	dont FPU
moins de 5 000 habitants					3	2	**5**	3
de 5 000 à 15 000 habitants					245	96	**341**	245
de 15 000 à 30 000 habitants				2	373	59	**434**	375
de 30 000 à 50 000 habitants				17	163	11	**191**	180
de 50 000 à 100 000 habitants		2		114	37	1	**154**	153
de 100 000 à 300 000 habitants	5	8	1	89	2		**105**	104
300 000 habitants et plus	16	3		5			**24**	24
Total	**21**	**13**	**1**	**227**	**823**	**169**	**1 254**	**1 084**
Nombre total de communes regroupées	*911*	*639*	*19*	*7 526*	*21 096*	*4 701*	***34 951[b]***	*30 231[b]*
Population totale (en millions d'habitants)[a]	*18,3*	*2,9*	*0,2*	*23,8*	*19,3*	*2,5*	***68,5[b]***	*65,7[b]*

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.
Champ : France métropolitaine + DOM.
FPU : fiscalité professionnelle unique ; FA : fiscalité additionnelle.
(a) Population totale en vigueur en 2022 (millésimée 2019).
(b) Bien qu'elle soit une collectivité territoriale, la métropole de Lyon est ici prise en compte dans le nombre de communes et dans le nombre d'habitants couverts par un EPCI à fiscalité propre car elle en exerce les compétences.

Population moyenne par nature juridique
(en nombre moyen d'habitants)

Au 1er janvier	2018	2019	2020	2021	2022
Communautés de communes (CC)	22 249	22 163	22 161	22 150	22 044
Communautés d'agglomération (CA)	106 578	105 441	105 272	105 347	104 747
Communautés urbaines (CU)	221 272	224 845	222 841	223 435	224 198
Métropoles	853 919	856 536	858 620	864 503	870 160
Métropole de Lyon	1 390 240	1 400 134	1 402 326	1 415 357	1 428 062
Ensemble	53 691	54 018	54 197	54 410	54 570

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.
Champ : France métropolitaine + DOM.

Population moyenne par nature juridique
(en nombre moyen d'habitants)

Au 1er janvier	2018	2019	2020	2021	2022
Syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU)	13 882	13 361	12 902	12 943	12 908
Syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM)	15 487	14 880	12 447	14 418	14 184
Etablissements publics territoriaux (EPT)	441 651	447 636	445 899	448 450	451 160
Syndicats mixtes	206 153	204 926	213 211	218 386	221 862
Pôles métropolitains	671 793	604 242	599 644	606 494	611 266
Pôles d'équilibre territorial et rural (PETR)	81 807	86 095	85 634	85 299	86 137
Ensemble	65 702	69 187	75 143	79 756	81 445

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.
Champ : France métropolitaine + DOM.

2-7a Les principaux groupements de communes à fiscalité propre

Les 21 métropoles au 1er janvier 2022

N° du département	Dénomination	Nombre total de communes	Population totale[a]
75	Métropole du Grand Paris	131	7 144 932
13	Métropole d'Aix-Marseille-Provence	92	1 920 664
59	Métropole Européenne de Lille	95	1 189 961
33	Bordeaux Métropole	28	824 449
31	Toulouse Métropole	37	806 198
44	Nantes Métropole	24	677 158
06	Métropole Nice Côte d'Azur	51	556 023
67	Eurométropole de Strasbourg	33	510 718
76	Métropole Rouen Normandie	71	501 431
34	Montpellier Méditerranée Métropole	31	497 771
35	Rennes Métropole	43	466 866
38	Grenoble-Alpes-Métropole	49	452 707
83	Métropole Toulon-Provence-Méditerranée	12	449 118
42	Saint-Etienne Métropole	53	410 565
63	Clermont Auvergne Métropole	21	302 146
37	Tours Métropole Val de Loire	22	301 900
45	Orléans Métropole	22	294 086
54	Métropole du Grand Nancy	20	262 121
21	Dijon Métropole	23	260 376
57	Metz Métropole	45	228 793
29	Brest Métropole	8	215 367
	Total	**911**	**18 273 350**

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.
(a) Population totale en vigueur en 2022 (millésimée 2019).

Les 14 communautés urbaines au 1er janvier 2022

N° du département	Dénomination	Régime fiscal	Nombre total de communes	Population totale[a]
78	CU Grand Paris Seine et Oise	FPU	73	425 585
49	CU Angers Loire Métropole	FPU	29	309 201
51	CU du Grand Reims	FPU	143	301 070
14	CU Caen la Mer	FPU	48	275 077
66	CU Perpignan Méditerranée Métropole	FPU	36	274 063
76	CU Le Havre Seine Métropole	FPU	54	271 215
72	CU Le Mans Métropole	FA	19	211 423
87	CU Limoges Métropole	FPU	20	210 567
25	CU Grand Besançon Métropole	FPU	68	200 685
86	CU du Grand Poitiers	FPU	40	199 846
59	CU de Dunkerque	FPU	17	197 430
62	CU d'Arras	FPU	46	110 743
71	CU Le Creusot Montceau-les-Mines	FPU	34	93 985
61	CU d'Alençon	FPU	31	57 875
	Total		**658**	**3 138 765**

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.
(a) Population totale en vigueur en 2022 (millésimée 2019).

Les 94 communautés d'agglomération de plus de 100 000 habitants au 1er janvier 2022

N° du département	Dénomination	Nombre total de communes	Population totale[a]
95	CA Roissy Pays de France	42	359 312
91	CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	23	356 846
78	CA Saint Germain Boucles de Seine	19	344 488
64	CA du Pays Basque	158	323 687
91	CA Communauté Paris-Saclay	27	317 964
95	CA Val Parisis	15	284 369
62	CA de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane	100	279 346
68	CA Mulhouse Alsace Agglomération	39	278 186
78	CA Versailles Grand Parc (CAVGP)	18	274 238
30	CA de Nîmes Métropole	39	261 779
62	CA de Lens - Liévin	36	243 291
78	CA de Saint Quentin en Yvelines	12	231 112
77	CA Paris - Vallée de la Marne	12	229 440
26	CA Valence Romans Agglo	54	228 961
95	CA de Cergy-Pontoise	13	214 498
974	CA Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR)	3	214 105
74	CA du Grand Annecy	34	213 365
974	CA Territoire de la Côte Ouest (TCO)	5	213 364
56	CA Lorient Agglomération	25	210 286
91	CA Coeur d'Essonne Agglomération	21	205 367
84	CA du Grand Avignon (COGA)	16	197 102
59	CA Valenciennes Métropole	35	194 240
80	CA Amiens Métropole	39	185 410
95	CA Plaine Vallée	18	184 918
974	CA CIVIS (Communauté Intercommunale des Villes Solidaires)	6	183 620
50	CA du Cotentin	129	183 572
06	CA de Sophia Antipolis	24	182 217
91	CA Val d'Yerres Val de Seine	9	179 086
17	CA de La Rochelle	28	178 487
10	CA Troyes Champagne Métropole	81	176 959
56	CA Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération	34	176 603
64	CA Pau Béarn Pyrénées	31	165 455
06	CA Cannes Pays de Lérins	5	161 671
59	CA de la Porte du Hainaut	47	159 987
22	CA Saint-Brieuc Armor Agglomération	32	156 306
972	CA du Centre de la Martinique	4	154 057
59	CA Douaisis Agglo	35	150 767
973	CA du Centre Littoral	6	149 206
16	CA du Grand Angoulême	38	146 498
25	CA Pays de Montbéliard Agglomération	72	142 732
73	CA du Grand Chambéry	38	140 834
28	CA Chartres Métropole	66	140 187
01	CA du Bassin de Bourg-en-Bresse	74	137 011
77	CA Melun Val de Seine	20	134 537
30	CA Alès Agglomération	72	133 837
11	CA Le Grand Narbonne	37	133 409
974	CA du Sud	4	131 514
44	CA de la Région Nazairienne et de l'Estuaire (CARENE)	10	130 121
34	CA de Béziers-Méditerranée	17	129 103

2-7b Les principaux groupements de communes à fiscalité propre

N° du département	Dénomination	Nombre total de communes	Population totale[a]
65	CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	86	128 336
974	CA Intercommunale de la Réunion Est (CIREST)	6	128 267
34	CA Sète Agglopôle Méditerranée	14	128 033
62	CA d'Hénin-Carvin	14	127 929
59	CA Maubeuge Val de Sambre	43	126 435
31	CA Le Muretain Agglo	26	125 509
79	CA du Niortais	40	125 100
08	CA Ardenne Métropole	58	124 154
49	CA Mauges Communauté	6	122 372
53	CA Laval Agglomération	34	118 757
71	CA Le Grand Chalon	51	118 121
83	CA Estérel Côte d'Azur Agglomération	5	118 085
28	CA Agglo du Pays de Dreux	81	116 970
11	CA Carcassonne Agglo	83	116 837
972	CA de l'Espace Sud de la Martinique	12	116 552
68	CA Colmar Agglomération	20	116 521
88	CA d'Epinal	78	114 398
42	CA Loire Forez Agglomération (LFA)	87	113 747
62	CA du Boulonnais	22	113 744
27	CA Evreux Portes de Normandie	74	112 624
38	CA Porte de l'Isère (CAPI)	22	110 742
83	CA Dracénie Provence Verdon Agglomération	23	110 458
19	CA du Bassin de Brive	48	110 079
77	CA Marne et Gondoire	20	109 179
41	CA de Blois ''Agglopolys''	43	108 556
77	CA du Pays de Meaux	26	108 238
62	CA du Pays de Saint-Omer	53	107 842
49	CA Agglomération du Choletais	26	107 500
24	CA Le Grand Périgueux	43	107 351
60	CA du Beauvaisis	53	106 588
18	CA Bourges Plus	17	105 802
27	CA Seine-Eure	60	105 371
62	CA Grand Calais Terres et Mers	14	105 130
90	CA Grand Belfort	52	104 901
29	CA Quimper Bretagne Occidentale	14	104 387
47	CA Agglomération d'Agen	44	103 761
22	CA Lannion-Trégor Communauté	57	103 561
42	CA Roannais Agglomération	40	102 851
06	CA du Pays de Grasse	23	102 161
83	CA de la Provence Verte	28	101 787
85	CA La Roche sur Yon - Agglomération	13	101 782
49	CA Saumur Val de Loire	45	101 525
22	CA Dinan Agglomération	64	100 919
971	CA CAP Excellence	3	100 651
01	CA du Pays de Gex	27	100 515

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.
Champ : France.
(a) Population totale en vigueur en 2022 (millésimée 2019).

Les 40 communautés de communes de plus de 50 000 habitants au 1er janvier 2022

N° du département	Dénomination	Régime fiscal	Nombre total de communes	Population totale[(a)]
38	CC Le Grésivaudan	FPU	43	105 383
59	CC de Flandre Intérieure	FPU	50	104 632
59	CC Pévèle-Carembault	FPU	38	98 430
973	CC de l'Ouest Guyanais	FPU	8	97 450
56	CC Auray Quiberon Terre Atlantique	FPU	24	90 815
01	CC de la Plaine de l'Ain	FPU	53	80 834
38	CC Les Balcons du Dauphiné	FPU	47	79 013
59	CC Coeur d'Ostrevent (CCCO)	FPU	20	71 651
17	CC de la Haute Saintonge	FA	129	70 089
40	CC Maremne Adour Côte Sud	FPU	23	70 052
38	CC Entre Bièvre et Rhône	FPU	37	69 559
44	CC du Pays d'Ancenis	FPU	20	69 361
44	CC d'Erdre et Gesvres	FPU	12	65 831
42	CC de Forez-Est	FPU	42	65 163
38	CC Les Vals du Dauphiné	FPU	36	64 908
60	CC Thelloise	FPU	41	62 315
91	CC du Val d'Essonne (CCVE)	FPU	21	61 776
83	CC du Golfe de Saint-Tropez	FPU	12	58 299
49	CC Loire Layon Aubance	FPU	19	57 731
60	CC du Pays de Valois	FPU	62	57 020
66	CC des Albères, de la Côte Vermeille et de l'Illibéris	FPU	15	56 682
85	CC Sud Vendée Littoral	FPU	43	56 371
38	CC Bièvre Isère	FPU	50	56 325
76	CC inter-Caux-Vexin	FPU	64	56 280
27	CC Intercom Bernay Terres de Normandie	FPU	75	56 166
69	CC Beaujolais Pierres Dorées	FPU	32	54 844
59	CC des Hauts de Flandre	FPU	40	54 674
64	CC de Lacq-Orthez	FPU	61	54 599
37	CC Touraine Vallée de l'Indre	FPU	22	54 387
54	CC Orne Lorraine Confluences	FPU	41	53 973
17	CC Vals de Saintonge Communauté	FPU	110	53 391
57	CC du Pays Orne Moselle	FPU	12	53 337
57	CC Rives de Moselle	FPU	20	53 119
22	CC Loudéac Communauté - Bretagne Centre	FPU	41	52 735
37	CC Loches Sud Touraine	FPU	67	52 496
34	CC du Pays de Lunel	FPU	14	51 565
78	CC Coeur d'Yvelines	FPU	31	51 538
976	CC du Centre-Ouest	FPU	5	51 449
34	CC du Grand Pic Saint-Loup	FPU	36	50 892
45	CC des Terres du Val de Loire	FPU	25	50 033

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.
Champ : France.
(a) Population totale en vigueur en 2022 (millésimée 2019).

3

LES FINANCES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

Présentation - définitions 32

3-1 Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation 34

3-2 Les comptes des administrations publiques locales 35

3-3 La formation brute de capital fixe des administrations publiques 36

3-4 Les prélèvements obligatoires 37

3-5 Les capacités ou besoins de financement des administrations publiques 38

3-6 Les dépenses des administrations publiques par fonction 39

3 Les finances des administrations publiques locales

PRÉSENTATION

Le montant des dépenses des administrations publiques locales progresse en 2021 pour atteindre 280,0 Md€ (+ 4,1 %) après une baisse de – 1,1 % en 2020 dans le contexte de la crise sanitaire. Pour les seules collectivités locales, c'est-à-dire en excluant les ODAL *(définitions)*, la hausse des dépenses en 2021 est moins marquée (+ 3,3 % après – 1,6 % en 2020). Les dépenses de l'ensemble des administrations publiques évoluant en 2021 au même rythme que celles des APUL, le poids des dépenses des APUL dans les dépenses de l'ensemble des administrations publiques est stable à 19,0 % en 2021 *(fiche 3.1)*.

Ces dépenses se répartissent entre 145,0 Md€ de dépenses de fonctionnement, 79,4 Md€ de prestations et transferts versés, 0,9 Md€ d'intérêts versés et 52,7 Md€ de dépenses d'investissement *(fiche 3.2)*. Ces dépenses d'investissement (FBCF) des APUL sont de nouveau en augmentation sensible en 2021 (+ 8,7 %), après un fort recul en 2020 du fait de la crise (- 9,4 %), année pour laquelle l'évolution de l'investissement était davantage marquée par les effets de la crise que par les effets habituels du cycle électoral *(fiche 3.3)*. Les dépenses d'investissement des seules collectivités locales progressent au même rythme (+ 8,6 %) que pour l'ensemble des APUL.

Concernant la ventilation par fonction des dépenses des APUL, hors services généraux, les principaux postes demeurent les affaires économiques, la protection sociale, l'enseignement qui représentent chacun entre 13 % et 21 % des dépenses *(fiche 3.6)*. La part des APUL dans les dépenses publiques atteint 86 % dans la fonction protection de l'environnement, 81 % dans la fonction logement-équipements collectifs, et 72 % dans la fonction loisirs-culture.

Le total des recettes des APUL (279,4 Md€) est en hausse de + 5,2 % en 2021, soit une progression plus rapide que les dépenses (fiche 3.2). Les prélèvements obligatoires perçus par les APUL augmentent en 2021 (+ 5,9 %) après un repli en 2020 (- 1,7 %). La hausse des prélèvements obligatoires reçus par les APUL est toutefois moins vive que la croissance de l'activité en valeur (+ 8,4 %) du fait d'assiettes dépendant partiellement de l'activité économique. Globalement, les impôts perçus par les APUL s'établissent à 162,6 Md€ et représentent 6,5 % du PIB, et près de 15,0 % de l'ensemble des prélèvements obligatoires *(fiche 3.4)*.

Selon les normes de la comptabilité nationale, le besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques s'améliore : il atteint – 6,4 % du PIB en 2021 après – 8,9 % en 2020 *(fiche 3.5)*. Le déficit de l'État diminue à – 143,7 Md€, en réduction de 36,4 Md€ par rapport à 2020 et les ODAC dégagent une capacité de financement de 0,3 Md€. Ces évolutions sont toutefois affectées par le contrecoup de la reprise de la dette de 25 Md€ de SNCF Réseau par l'État en 2020.

Les administrations publiques locales (APUL) sont en déficit de – 0,6 Md€ mais les collectivités locales sont excédentaires en 2021 (+ 4,7 Md€ après + 0,2 Md€ en 2020). La capacité de financement des collectivités locales est portée par les communes (+ 4,6 Md€, après + 3,1 Md€ en 2020) et les départements (excédent de + 1,6 Md€, après un déficit de – 1,3 Md€ en 2020). Le déficit des régions reste stable, à – 1,7 Md€. En revanche, le déficit des organismes divers d'administration locale se creuse, passant de – 3,6 Md€ en 2020 à – 5,3 Md€ en 2021, en raison principalement de la dégradation du solde d'Île-de-France Mobilités.

POUR EN SAVOIR PLUS

Les données figurant dans ce chapitre sont établies par l'INSEE, selon les concepts de la comptabilité nationale. Elles correspondent aux résultats publiés par l'INSEE fin mai 2022. Les valeurs sont exprimées en « base 2014 » comme ceux publiés en 2021.

Les données détaillées sont disponibles sur le site de l'INSEE : www.insee.fr thème « Les comptes de la Nation en 2021 », rubrique « Finances publiques ».

DÉFINITIONS

▶ **Les administrations publiques (APU)** *représentent l'ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des administrations publiques comprend les administrations publiques centrales (État, Organismes divers d'administration centrale), les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.*

▶ **Les administrations publiques locales (APUL)** *comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale (ODAL).*

▶ **Les collectivités locales** *au sens de la comptabilité nationale correspondent aux collectivités territoriales (communes, départements, régions), aux groupements à fiscalité propre (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes et syndicats d'agglomération nouvelle jusqu'en 2015) et à certaines activités des syndicats de communes. En comptabilité nationale, les comptes des collectivités locales présentent des résultats différents de ceux diffusés à partir des comptes de gestion ou des comptes administratifs.*

▶ **Les organismes divers d'administration locale (ODAL)** *correspondent principalement aux établissements publics locaux (centres communaux ou intercommunaux d'action sociale [CCAS, CIAS], caisses des écoles, services départementaux d'incendie et de secours [SDIS],...) aux établissements publics locaux d'enseignement (collèges, lycées d'enseignement général et professionnel), aux associations récréatives et culturelles financées majoritairement par les collectivités territoriales et aux chambres consulairesconsulaires (commerce et industrie, agriculture et métiers). À noter que deux structures de taille conséquente sont classées en ODAL : Ile-de-France Mobilités et la Société du Grand Paris (SGP).*

▶ **Les Organismes divers d'administration centrale (ODAC)** *sont des organismes auxquels l'État a confié une compétence fonctionnelle, spécialisée, au niveau national : Pôle emploi, Météo-France ou encore l'Inserm sont des ODAC. Ils possèdent des statuts juridiques variés – souvent des établissements publics à caractère administratif (EPA), en général dotés de la personnalité juridique. Il existe plus de 700 organismes de ce type.*

▶ **Valeur ajoutée**
Solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire. La valeur ajoutée des services non marchands est égale à la différence entre le coût total de production de ces services et la valeur des consommations intermédiaires.

▶ **Formation brute de capital fixe (FBCF)**
La FBCF ou formation brute de capital fixe est l'agrégat qui mesure en comptabilité nationale l'investissement (acquisitions moins cessions) en capital fixe des différents agents économiques résidents.

▶ **Les prélèvements obligatoires** *sont les impôts et cotisations sociales effectives reçus par les administrations publiques et les institutions européennes. Les prélèvements obligatoires sont nets des montants dus non recouvrables.*

▶ **Les prélèvements obligatoires revenant aux APUL** *comportent :*
– *les impôts directement perçus par les APUL à savoir l'ensemble des impôts traditionnels directs et indirects, à l'exception de certains impôts considérés comme un service à l'instar de la taxe pour l'enlèvement des ordures ménagères ;*
– *les transferts de recettes fiscales en provenance de l'État correspondant aux compensations de dégrèvements et exonérations au titre des taxes directes locales. Les compensations intégrées aux dotations de l'État (compensation de la part salaire de la taxe professionnelle) ne font pas partie des prélèvements obligatoires.*

▶ **Capacité ou besoin de financement**
La capacité de financement est le solde du compte de capital. Ce solde est égal à l'épargne brute augmentée des transferts nets en capital et diminuée des dépenses faites à des fins d'accumulation : FBCF, variations de stocks, acquisitions nettes d'objets de valeur et d'actifs non financiers non produits (terrains, actifs incorporels...). On parle de capacité de financement si le solde est positif, et de besoin de financement s'il est négatif.

▶ **Produit intérieur brut aux prix du marché / PIB**
Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières :
– *le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;*
– *le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;*
– *le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.*

3-1 Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation

Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation

(en milliards d'euros)

		2017	2018	2019	2020	2021
Valeur ajoutée	Valeur ajoutée brute des APUL	122,3	124,2	127,2	129,2	133,2
	Produit intérieur brut de la Nation	2 297,2	2 363,3	2 437,6	2 310,5	2 500,9
Formation brute de capital fixe	FBCF des APUL	42,6	46,2	53,5	48,5	52,7
	FBCF de la Nation	516,8	541,0	572,3	529,9	606,2

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2014.

Les comptes des administrations publiques en 2021

(en milliards d'euros)

	État	Organismes divers d'administration centrale	Administrations publiques locales	Administrations de sécurité sociale	Ensemble des administrations publiques[(a)]
Dépenses totales	566,6	103,5	280,0	683,1	1 475,6
Rémunérations des salariés	131,1	19,0	86,5	75,7	312,4
Prestations sociales en espèce et en nature	120,4	5,6	27,4	518,7	672,1
Formation brute de capital fixe	11,8	18,6	52,7	6,6	89,7
Production des branches marchandes et ventes résiduelles	5,1	6,1	37,7	16,5	65,4
Valeur ajoutée brute	145,0	37,8	133,2	89,4	405,3

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2014.

(a) Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés ; ainsi la somme des dépenses des sous-secteurs est supérieure à celles des APU dans leur ensemble.

Les dépenses des administrations publiques locales parmi les dépenses publiques

(en milliards d'euros)

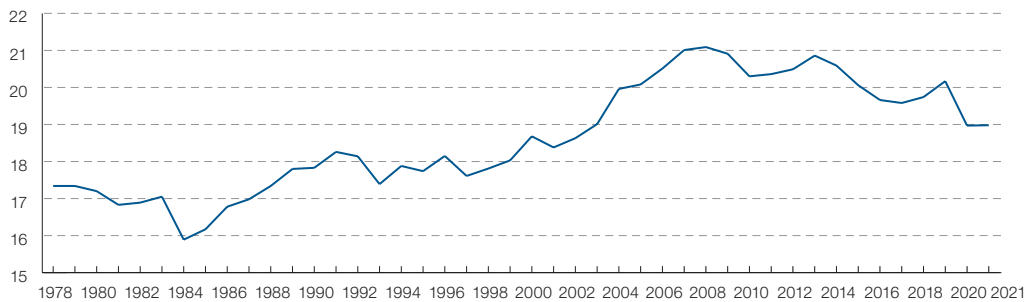
	2017	2018	2019	2020	2021
État	497,1	497,7	503,2	564,0	566,6
Organismes divers d'administration centrale	81,3	79,1	88,9	95,9	103,5
Administrations publiques locales	**254,2**	**259,5**	**272,1**	**269,0**	**280,0**
dont collectivités locales	***231,3***	***235,9***	***246,8***	***243,0***	***250,9***
Administrations de sécurité sociale	596,6	608,8	621,7	660,9	683,1
Ensemble des administrations publiques[(a)]	**1 298,0**	**1 315,1**	**1 349,3**	**1 418,6**	**1 475,6**

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2014.

(a) Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés ; ainsi la somme des dépenses des sous-secteurs est supérieure à celles des APU dans leur ensemble.

Poids des dépenses des administrations publiques locales dans les dépenses publiques

(en %)



Source : Insee, comptes nationaux - Base 2014.

Les comptes des administrations publiques locales

(en milliards d'euros)

	2017	2018	2019	2020	2021
DÉPENSES[a]					
Dépenses de fonctionnement	**136,4**	**137,4**	**139,9**	**139,3**	**145,0**
Consommations intermédiaires (P2)	51,9	52,7	53,8	51,8	55,1
Rémunération des salariés (D1)	81,5	81,6	83,0	84,2	86,5
Autres dépenses[b]	3,0	3,1	3,1	3,3	3,4
Intérêts versés (D41)	**1,2**	**1,3**	**1,3**	**1,1**	**0,9**
Prestations et autres transferts	**71,7**	**72,3**	**74,6**	**78,0**	**79,4**
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D62)	16,8	17,0	17,2	18,1	18,2
Transferts sociaux en nature de biens et services marchands (D632)	9,4	9,6	9,7	9,0	9,2
Subventions versées (D3)	13,6	13,6	13,8	14,2	14,4
Transferts courants (D7)	23,9	24,0	24,7	25,8	25,6
Transferts en capital à payer (D9p hors D995p)	8,1	8,1	9,2	10,8	12,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers	**44,9**	**48,6**	**56,3**	**50,7**	**54,7**
Formation brute de capital fixe (P51g)	42,6	46,2	53,5	48,5	52,7
Autres acquisitions moins cessions d'actifs non financiers (P52, P53, NP)	2,3	2,4	2,8	2,2	2,0
Total des dépenses	**254,2**	**259,5**	**272,1**	**269,0**	**280,0**
Total des dépenses hors éléments imputés[c]	*252,8*	*258,0*	*270,6*	*267,5*	*278,4*
RECETTES[a]					
Recettes de production	**44,1**	**44,5**	**44,7**	**41,3**	**45,3**
Production des branches marchandes et ventes résiduelles (P11)	35,6	36,4	36,9	35,0	37,7
Autres recettes[d]	8,5	8,1	7,8	6,3	7,5
Revenus de la propriété (D4)	**2,8**	**3,0**	**3,2**	**2,7**	**3,1**
Impôts et cotisations sociales	**143,7**	**151,8**	**157,1**	**154,4**	**163,5**
Impôts sur la production et les importations (D2)	115,0	122,6	127,0	123,7	152,4
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (D5)	19,6	17,2	14,3	10,8	2,8
Transferts de recettes fiscales (D733)	8,1	11,1	14,9	19,1	7,5
Cotisations sociales nettes (D61)	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9
Autres transferts	**65,4**	**62,9**	**66,1**	**67,3**	**67,6**
Transferts courants (D7)	55,7	52,1	53,5	54,3	53,4
Transferts en capital (D9r hors D91r, D995r)	9,7	10,8	12,6	13,0	14,2
Total des recettes	**255,9**	**262,3**	**271,1**	**265,6**	**279,4**
Total des recettes hors éléments imputés[c]	*254,4*	*260,7*	*269,5*	*264,0*	*277,8*
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (B9NF)	**+ 1,6**	**+ 2,7**	**- 1,1**	**- 3,5**	**- 0,6**

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2014.

Les intitulés sont suivis de la codification correspondante dans la nomenclature SEC2010.

(a) Les intérêts (D41), les transferts courants entre administrations (D73 hors D733) et les transferts en capital (D9 hors D91 et D995) sont consolidés des transferts internes aux sous-secteurs.

(b) Autres impôts sur la production (D29), revenus de la propriété autres que les intérêts (D4 hors D41) et impôts courants sur le revenu et le patrimoine (D5).

(c) L'enregistrement en comptabilité nationale des cotisations sociales imputées et de la production pour emploi final propre entraine un double compte de certaines recettes et dépenses.

(d) Production pour emploi final propre (P12), paiements partiels des ménages (partie de P13) et autres subventions sur la production (D39).

3-3 La formation brute de capital fixe des administrations publiques

Formation brute de capital fixe des administrations publiques
(en milliards d'euros)

	2017	2018	2019	2020	2021
Administrations publiques centrales	27,5	28,2	29,1	30,4	30,4
• État	10,5	10,9	10,9	12,5	11,8
• Organismes divers d'administration centrale	17,0	17,3	18,3	17,9	18,6
Administrations publiques locales	**42,6**	**46,2**	**53,5**	**48,5**	**52,7**
• dont collectivités locales	***39,7***	***42,6***	***48,9***	***43,6***	***47,3***
Secteur communal	*26,5*	*29,1*	*34,0*	*29,2*	*n. d.*
Départements	*5,9*	*6,0*	*6,6*	*6,7*	*n. d.*
Régions	*3,3*	*3,1*	*3,3*	*2,9*	*n. d.*
Syndicats	*4,0*	*4,5*	*5,0*	*4,7*	*n. d.*
• Organismes divers d'administration locale	***2,9***	***3,6***	***4,6***	***4,9***	***5,3***
Administrations de sécurité sociale	6,3	6,0	6,4	6,1	6,6
Ensemble des administrations publiques	**76,4**	**80,4**	**89,0**	**84,9**	**89,7**

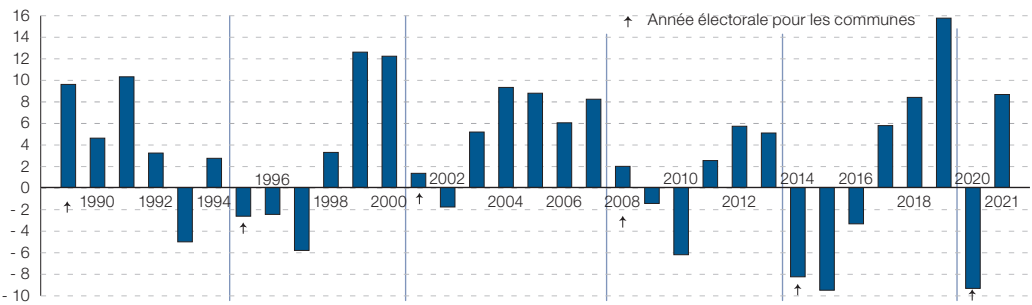
Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2014.
n. d. : non disponible.

Taux de croissance annuels de la formation brute de capital fixe des administrations publiques
(en %)

	2017	2018	2019	2020	2021
Administrations publiques centrales	- 1,6	+ 2,3	+ 3,4	+ 4,2	+ 0,3
• État	- 8,2	+ 3,4	- 0,2	+ 14,9	- 5,6
• Organismes divers d'administration centrale	+ 3,0	+ 1,6	+ 5,7	- 2,2	+ 4,4
Administrations publiques locales	**+ 5,8**	**+ 8,4**	**+ 15,8**	**- 9,4**	**+ 8,7**
• dont collectivités locales	***+ 4,4***	***+ 7,3***	***+ 14,7***	***- 11,0***	***+ 8,6***
Secteur communal	*+ 4,3*	*+ 9,5*	*+ 16,9*	*- 14,0*	*n. d.*
Départements	*- 0,8*	*+ 1,1*	*+ 10,7*	*+ 1,5*	*n. d.*
Régions	*- 1,8*	*- 6,4*	*+ 7,9*	*- 12,3*	*n. d.*
Syndicats	*+ 20,6*	*+ 13,9*	*+ 10,7*	*- 6,1*	*n. d.*
• Organismes divers d'administration locale	***+ 29,9***	***+ 22,8***	***+ 28,9***	***+ 7,1***	***+ 8,9***
Administrations de sécurité sociale	- 7,6	- 4,3	+ 6,3	- 4,6	+ 7,6
Ensemble des administrations publiques	**+ 1,8**	**+ 5,1**	**+ 10,8**	**- 4,6**	**+ 5,6**

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2014.
n. d. : non disponible.

Taux de croissance annuel de la formation brute de capital fixe des administrations publiques locales
(en %)



Source : Insee, comptes nationaux - Base 2014.

Prélèvements obligatoires

(en milliards d'euros)

	2017	2018	2019	2020	2021
Ensemble des prélèvements obligatoires	**1 036,8**	**1 057,5**	**1 068,6**	**1 026,0**	**1 107,7**
Impôts	**653,5**	**679,2**	**707,5**	**684,5**	**738,3**
dont perçus par :					
• l'État	316,5	313,4	295,7	274,5	300,0
• les organismes divers d'administration centrale	14,2	11,8	19,7	20,5	18,5
• les administrations publiques locales	**142,8**	**151,0**	**156,2**	**153,5**	**162,6**
• les administrations de sécurité sociale	175,9	198,3	231,4	231,0	251,5
• les institutions de l'Union européenne	4,0	4,6	4,6	5,1	5,7
Cotisations sociales	**383,3**	**378,3**	**361,0**	**341,4**	**369,4**
dont perçues par :					
• l'État	8,3	8,3	8,1	8,2	8,0
• les administrations de sécurité sociale	374,9	370,0	352,9	333,2	361,4

Source: Insee, Comptes nationaux - Base 2014.

Les impôts sont comptabilisés après transferts de recettes fiscales et sont nets des crédits d'impôts et des impôts dus non recouvrables. Les cotisations sociales sont nettes des cotisations dues non recouvrables.

Taux de prélèvement obligatoire

(en % du PIB)

	2017	2018	2019	2020	2021
Ensemble des prélèvements obligatoires	**45,1**	**44,7**	**43,8**	**44,4**	**44,3**
Impôts	**28,4**	**28,7**	**29,0**	**29,6**	**29,5**
dont perçus par :					
• l'État	13,8	13,3	12,1	11,9	12,0
• les organismes divers d'administration centrale	0,6	0,5	0,8	0,9	0,7
• les administrations publiques locales	**6,2**	**6,4**	**6,4**	**6,6**	**6,5**
• les administrations de sécurité sociale	7,7	8,4	9,5	10,0	10,1
• les institutions de l'Union européenne	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Cotisations sociales	**16,7**	**16,0**	**14,8**	**14,8**	**14,8**
dont perçues par :					
• l'État	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3
• les administrations de sécurité sociale	16,3	15,7	14,5	14,4	14,4

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2014.

Les impôts sont comptabilisés après transferts de recettes fiscales et sont nets des crédits d'impôts et des impôts dus non recouvrables. Les cotisations sociales sont nettes des cotisations dues non recouvrables.

3-5 Les capacités ou besoins de financement des administrations publiques

Capacités (+) ou besoins (-) de financement des administrations publiques
(en milliards d'euros)

	2017	2018	2019	2020	2021
Administrations publiques centrales	- 74,5	- 68,5	- 88,1	- 156,0	- 143,4
• État	- 70,1	- 66,0	- 85,7	- 180,2	- 143,7
• Organismes divers d'administration centrale	- 4,4	- 2,6	- 2,4	+ 24,1	+ 0,3
Administrations publiques locales	**+ 1,6**	**+ 2,7**	**- 1,1**	**- 3,5**	**- 0,6**
• dont collectivités locales	***+ 2,3***	***+ 4,2***	***+ 1,2***	***+ 0,2***	***+ 4,7***
Administrations de sécurité sociale	+ 4,9	+ 11,7	+ 14,5	- 46,0	- 16,7
Ensemble des administrations publiques	**- 68,0**	**- 54,1**	**- 74,7**	**- 205,5**	**- 160,7**

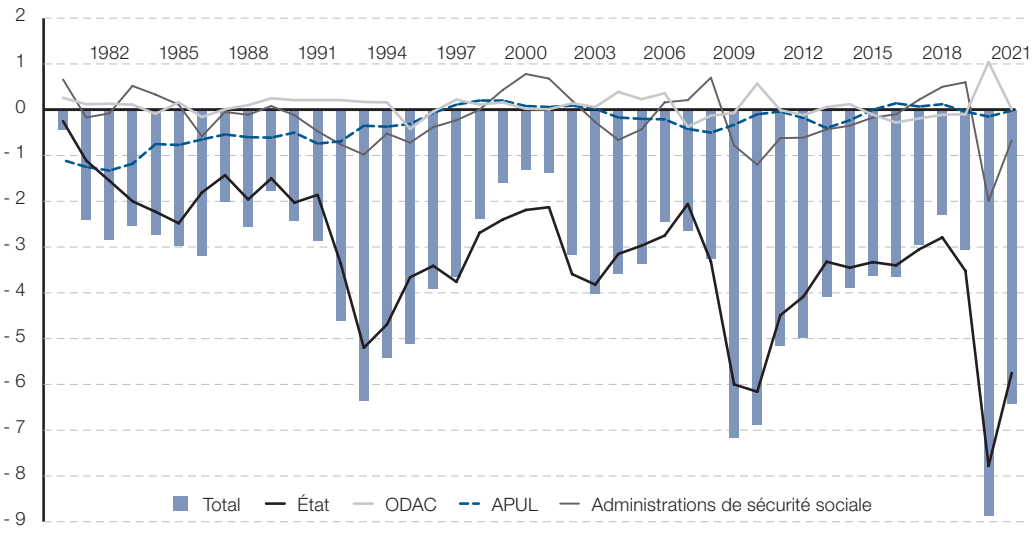
Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2014.

Capacités (+) ou besoins (-) de financement des administrations publiques
(en % du PIB)

	2017	2018	2019	2020	2021
Administrations publiques centrales	- 3,2	- 2,9	- 3,6	- 6,8	- 5,7
• État	- 3,1	- 2,8	- 3,5	- 7,8	- 5,7
• Organismes divers d'administration centrale	- 0,2	- 0,1	- 0,1	+ 1,0	+ 0,0
Administrations publiques locales	**+ 0,1**	**+ 0,1**	**- 0,0**	**- 0,1**	**- 0,0**
• dont collectivités locales	***+ 0,1***	***+ 0,2***	***+ 0,1***	***+ 0,0***	***+ 0,2***
Administrations de sécurité sociale	+ 0,2	+ 0,5	+ 0,6	- 2,0	- 0,7
Ensemble des administrations publiques	**- 3,0**	**- 2,3**	**- 3,1**	**- 8,9**	**- 6,4**

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2014.

Capacités (+) ou besoins (-) de financement des administrations publiques
(en % du PIB)



Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2014.

Les dépenses[a] des administrations publiques en 2020

(en milliards d'euros)

	Administrations publiques centrales	Administrations publiques locales	Administrations de sécurité sociale	Ensemble des administrations publiques[b]
Total des dépenses	**586,4**	**270,1**	**661,4**	**1 419,6**
Services généraux	130,1	48,9	4,4	132,7
Défense	44,2	–	–	44,2
Ordre et sûreté publics	32,7	8,4	–	40,8
Affaires économiques	107,7	56,1	3,2	156,6
Protection de l'environnement	3,9	20,6	–	24,1
Logements et équipements collectifs	5,4	21,0	–	25,8
Santé	13,2	2,2	199,3	207,0
Loisirs, culture et culte	10,1	24,1	–	33,6
Enseignement	93,1	36,2	–	126,7
Protection sociale	146,1	52,7	454,5	627,9

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2014.

(a) Il s'agit des dépenses consolidées : les flux internes aux sous-secteurs et entre sous-secteurs ne sont pas comptés dans les dépenses.

(b) Montants neutralisés des flux entre administrations. Par exemple, la dotation globale de fonctionnement (DGF) versée par l'État aux collectivités locales figure conventionnellement dans les « services généraux des administrations publiques ».

Poids relatif des dépenses par fonction en 2020

(en %)

	Administrations publiques centrales	Administrations publiques locales	Administrations de sécurité sociale	Ensemble des administrations publiques
Total des dépenses	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Services généraux	22,2	18,1	0,7	9,4
Défense	7,5	–	–	3,1
Ordre et sûreté publics	5,6	3,1	–	2,9
Affaires économiques	18,4	20,8	0,5	11,0
Protection de l'environnement	0,7	7,6	–	1,7
Logements et équipements collectifs	0,9	7,8	–	1,8
Santé	2,2	0,8	30,1	14,6
Loisirs, culture et culte	1,7	8,9	–	2,4
Enseignement	15,9	13,4	–	8,9
Protection sociale	24,9	19,5	68,7	44,2

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2014.

4

LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Présentation - Définitions 42

4-1 Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre 45

4-2 Les comptes des communes 46

4-2a Les comptes des communes de moins de 10 000 habitants 47

4-2b Les comptes des communes de 10 000 habitants ou plus 48

4-3 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre 49

4-4 Les comptes du secteur communal 50

4-5 Les comptes des départements 51

4-6 Les comptes des régions et des collectivités territoriales uniques (CTU) 52

4-7a Les ratios financiers obligatoires du secteur communal : les communes 53

4-7b Les ratios financiers obligatoires du secteur communal : les communes, selon leur type 54

4-7c Les ratios financiers obligatoires du secteur communal : les groupements de communes à fiscalité propre 55

4-8 Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions 56

4-9 Les comptes des syndicats 57

4-10 Les comptes des collectivités locales y compris syndicats 58

4-11 Les comptes des budgets annexes 59

4-12 Les comptes consolidés des collectivités locales et leur décomposition par région 60

4-13a - 4-13f Ventilation fonctionnelle des dépenses 61

4 Les finances des collectivités locales

PRÉSENTATION

L'analyse de la situation financière des collectivités locales en 2021 impose de remonter avant 2020 pour dresser des comparaisons pertinentes, en raison des effets de la crise sanitaire en 2020.

La situation financière agrégée de toutes les catégories de collectivités territoriales et de leurs groupements s'est améliorée entre 2018 et 2021. Leurs recettes réelles de fonctionnement ont progressé plus vite au cours de cette période (+ 5,9 %) que leurs dépenses réelles de fonctionnement (+ 3,9 %). Leur épargne brute, c'est-à-dire l'excédent issu de leur exploitation courante, a progressé de 5,3 Md€ (+ 16,8 %) et leur épargne nette, c'est-à-dire la différence entre leur épargne brute et le remboursement en capital de leur dette, a augmenté de 5,0 Md€ (+ 28,8 %) *(fiches 4.1 à 4.6)*.

La situation financière des collectivités territoriales en 2021 est meilleure que celle de 2019, ce qui montre leur résilience face aux effets de la crise sanitaire. Cette amélioration de la situation financière des collectivités territoriales résulte de plusieurs facteurs, et principalement :

– du dynamisme de leurs recettes fiscales (taxe d'habitation, taxes foncières, CFE), qui reposent sur une assiette de stock (la valeur locative des locaux imposables), indexée sur l'inflation, et indifférente aux effets de la conjoncture économique ;
– du soutien continu de l'État, marqué notamment par la stabilité de la DGF depuis 2017 (27 Md€), le maintien des dotations d'investissement (DSIL, DETR, etc.) à un niveau historiquement élevé, les mécanismes de soutien budgétaire pour faire face à la crise sanitaire, et les mesures d'aide à l'investissement dans le cadre du plan de relance ;
– de la maîtrise des dépenses de fonctionnement, à la fois par les collectivités locales concernées par la contractualisation prévue par la LPFP 2018-2022 mais plus généralement par l'ensemble des collectivités territoriales. La démarche de contractualisation entre l'État et les collectivités (« contrats de Cahors »), qui visait à garantir aux collectivités territoriales un maintien des dotations de l'État en contrepartie de leur effort de maîtrise des dépenses et de la dette publique, a montré son efficacité ;
– un niveau d'investissement dynamique, en hausse de + 13,0 % sur la période, soutenu par les mesures du plan de relance, mais également un niveau historiquement élevé de FCTVA, passé de 4,8 Md€ en 2018 à 5,7 Md€ en 2021.

Cette bonne situation d'ensemble ne doit pas masquer la disparité des situations individuelles entre les différentes catégories de collectivités territoriales (bloc communal, départements, régions), mais également au sein de chaque catégorie de collectivités territoriales *(fiches 4.7 et 4,8)*.

Aux résultats fournis par les budgets principaux des collectivités, on peut ajouter ceux des syndicats *(fiche 4.9)*, dont les dépenses de fonctionnement ont augmenté de +5,2 % entre 2018 et 2021, donc plus vite que les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre. L'ensemble des dépenses de fonctionnement des budgets principaux des collectivités locales (y compris les syndicats) augmente alors de + 4,0 % entre 2018 et 2021 *(fiche 4.10)*. On peut ajouter aussi les budgets annexes, dont les dépenses de fonctionnement ont augmenté de + 9,2 % sur la même période *(fiche 4.11)*. En sommant les budgets principaux et les budgets annexes de l'ensemble des collectivités locales (y compris syndicats), et en neutralisant les flux internes entre les différents budgets (remboursements de personnels, prise en charge des déficits des budgets annexes, subventions de fonctionnement ou d'investissement entre différents niveaux de collectivités, etc.), on obtient un compte consolidé de l'ensemble des collectivités locales *(fiche 4.12)*. Selon ce compte consolidé, les dépenses de fonctionnement ont en fait augmenté de + 4,4 % entre 2018 et 2021, et les recettes de fonctionnement de + 6,3 % (cf. la méthodologie de la consolidation dans la version en ligne de « Collectivités locales en chiffres »). On décompose ces comptes par région (dépenses et recettes consolidées de l'ensemble des collectivités d'une région), et l'on compare les montants régionaux par habitant *(fiche 4.12R)*.

Les dépenses liées à l'aménagement des territoires et à l'éducation sont celles qui ont le plus augmenté en 2021. Celles qui ont moins progressé en 2021 (santé, développement économique) s'étaient très fortement accrues en 2020 dans le contexte de la crise sanitaire et des mesures de soutien de l'économie qui en avaient résulté *(fiches 4.13)*.

POUR EN SAVOIR PLUS

Publications annuelles relatives à l'exploitation des comptes de gestion des communes, des EPCI, des régions et des départements.

Publications annuelles relatives à l'exploitation des budgets primitifs des régions et des départements.

Mise en ligne des comptes individuels des collectivités par la direction générale des finances publiques (DGFiP).

Tous ces documents sont disponibles sur le site : www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales.

DÉFINITIONS

▶ **Délai de désendettement :**
Cet indicateur (dette au 31/12 rapportée à l'épargne brute) répond à la question : en combien d'années une collectivité peut-elle rembourser sa dette si elle utilise pour cela la totalité de son épargne brute ? Un indicateur qui augmente indique donc une situation qui se dégrade.

▶ **Les ratios financiers obligatoires**
Pour les communes de 3 500 habitants ou plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) comprennent onze ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

> ***À noter :*** *Pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.*

Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)/population : *montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72) sont soustraites aux DRF.*

Ratio 2 = Produit des impositions directes/population *(recettes hors fiscalité reversée).*

Ratio 2 bis = Produit des impositions directes/population. *En plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.*

Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF)/population : *montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.*

Ratio 4 = Dépenses brutes d'équipement/population : *débit des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours) sauf 2324 (subventions), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 455 ou 456 selon les nomenclatures (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie sont ajoutés au calcul.*

Ratio 5 = Dette/population : *capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette/épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).*

Ratio 6 = DGF/population : *recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.*

Ratio 7 = Dépenses de personnel/DRF : *mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.*

Ratio 9 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + Remboursement de dette)/RRF : *capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont soustraites des DRF.*

Ratio 10 = Dépenses brutes d'équipement/RRF = taux d'équipement : *effort d'équipement de la collectivité au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Les dépenses liées à des travaux en régie, ainsi que celles pour compte de tiers sont ajoutées aux dépenses d'équipement brut.*

Ratio 11 = Dette/RRF = taux d'endettement : *mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.*

Population « municipale », « comptée à part », « totale », et population « DGF »
Dans le recensement de la population, la « population totale » est égale à la « population municipale » augmentée de la « population comptée à part », c'est-à-dire les personnes recensées sur d'autres communes mais qui ont conservé un lien avec une résidence sur la commune (par exemple les étudiants). Pour le calcul des dotations on inclut ces habitants comptés à part ; on considère en effet que ces personnes pèsent sur le budget de fonctionnement de la commune même si elles résident habituellement dans une autre commune.
Pour tenir compte des conditions particulières de certaines communes, qui pèsent sur leur fonctionnement, cette population totale est, en plus, majorée en fonction de deux critères particuliers. Il ne s'agit plus d'habitants « réels » recensés, mais d'une attribution forfaitaire exprimée en nombre d'habitants par commodité de calcul.

– *majoration en fonction du nombre de résidences secondaires : la population totale issue du recensement est forfaitairement majorée d'un habitant par résidence secondaire. Elles sont particulièrement nombreuses dans les zones touristiques. Cela aboutit à majorer la population nationale à ce titre d'un forfait de plus de 3 millions « d'habitants ».*
– *majoration pour places de caravanes dans les aires d'accueil des gens du voyage. Selon la même logique, la population totale est majorée d'un habitant par place de caravane située sur une aire d'accueil des gens du voyage. La majoration de population est portée à deux habitants par place de caravane pour les communes éligibles l'année précédente à la dotation de solidarité urbaine (DSU) ou à la première fraction (bourg-centre) de la dotation de solidarité rurale (DSR). Les caravanes de campings dans le cadre de l'hôtellerie de plein air ne sont pas concernées.*

Une fois effectuées ces deux majorations de la population totale, on obtient une population forfaitaire, dite « population DGF », car utilisée pour calculer la principale dotation que lui verse l'État pour son fonctionnement, la dotation globale de fonctionnement (DGF). Dans les tableaux du chapitre 4.7b, les ratios relatifs aux communes touristiques sont calculés par rapport à la population DGF. Les ratios des autres chapitres sont calculés par rapport à la population totale.

▶ Les communes touristiques

Au sein de l'article L. 2334-7 du CGCT, la dénomination « commune touristique » désigne les collectivités qui étaient bénéficiaires de la dotation supplémentaire touristique, aujourd'hui intégrée au sein de la dotation forfaitaire (loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993) dans la dotation globale de fonctionnement. La dotation touristique se fondait sur la capacité d'accueil et d'hébergement de la commune. Parmi les communes touristiques, on distingue les catégories suivantes :

– *les communes touristiques du littoral maritime (source : Service de la donnée et des études statistiques (SDES) du ministère en charge de l'environnement) ;*
– *les communes touristiques de montagne, repérées à l'aide du classement en zone défavorisée réalisé par le ministère de l'Agriculture (cf. ci-dessous). Les communes retenues sont celles qui sont entièrement classées « montagne » ou « haute montagne » et en France métropolitaine (source : Ministère chargé de l'agriculture) ;*
– *les communes touristiques « supports de station de sports d'hiver », définies à partir de la capacité d'hébergement et de la présence de remontées mécaniques (source : Service d'études d'aménagement touristique de la montagne-2005).*

▶ Les communes classées en zone de montagne

Le classement des communes en zone de montagne repose sur les dispositions du règlement n° 1257/1999 du Conseil de l'UE du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural et plus particulièrement sur son article 18 pour la montagne, et la directive 76/401/CEE du Conseil du 6 avril 1976 (détermination précise des critères pour le classement en France en zone de montagne).

Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre[a] - Opérations réelles

(en milliards d'euros)

Budgets principaux	2018	2019/ 2018	2019	2020/ 2019	2020	2021/ 2020 [c]	2021
							Valeurs provisoires
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**172,50**	**+ 1,3 %**	**174,70**	**+ 0,2 %**	**175,12**	**+ 2,4 %**	**179,28**
Achats et charges externes	30,86	+ 2,5 %	31,64	- 3,2 %	30,61	+ 5,5 %	32,30
Frais de personnel	62,95	+ 1,5 %	63,93	+ 1,1 %	64,61	+ 2,9 %	66,46
Charges financières	3,74	- 5,4 %	3,54	- 7,0 %	3,29	- 6,2 %	3,09
Dépenses d'intervention	69,67	+ 1,2 %	70,54	+ 0,3 %	70,78	+ 0,9 %	71,42
Autres dépenses de fonctionnement	5,27	- 4,2 %	5,05	+ 15,2 %	5,82	+ 3,3 %	6,01
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**203,89**	**+ 2,6 %**	**209,27**	**- 1,7 %**	**205,69**	**+ 5,0 %**	**215,96**
Impôts et taxes	140,90	+ 3,2 %	145,43	- 1,3 %	143,52	+ 3,9 %	149,18
- Impôts locaux	86,51	+ 3,4 %	89,47	+ 1,9 %	91,13	- 35,7 %	58,58
- Autres impôts et taxes	54,39	+ 2,9 %	55,96	- 6,4 %	52,40	+ 72,9 %	90,60
Concours de l'État	34,70	+ 0,5 %	34,88	+ 0,2 %	34,94	+ 5,6 %	36,90
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	26,82	- 0,1 %	26,78	- 0,6 %	26,61	+ 0,0 %	26,62
- Autres dotations	1,74	- 0,6 %	1,73	+ 10,4 %	1,90	+ 3,1 %	1,96
- Péréquations et compensations fiscales	6,14	+ 3,8 %	6,38	+ 0,7 %	6,42	+ 29,5 %	8,31
Subventions reçues et participations	11,43	+ 2,0 %	11,66	+ 6,0 %	12,36	+ 5,8 %	13,08
Ventes de biens et services	9,87	+ 4,3 %	10,30	- 16,8 %	8,57	+ 13,8 %	9,76
Autres recettes de fonctionnement	7,00	+ 0,0 %	7,00	- 10,0 %	6,30	+ 11,9 %	7,05
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**31,39**	**+ 10,1 %**	**34,57**	**- 11,5 %**	**30,58**	**+ 19,9 %**	**36,68**
Épargne nette = (3) - (8)	**17,34**	**+ 17,3 %**	**20,33**	**- 20,1 %**	**16,24**	**+ 37,5 %**	**22,32**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**50,81**	**+ 13,7 %**	**57,79**	**- 5,6 %**	**54,55**	**+ 5,3 %**	**57,43**
Dépenses d'équipement	35,73	+ 13,9 %	40,69	- 11,8 %	35,89	+ 7,8 %	38,67
Subventions d'équipement versées	12,62	+ 14,4 %	14,45	+ 9,7 %	15,84	+ 0,9 %	15,99
Autres depenses d'investissement	2,45	+ 8,1 %	2,65	+ 6,6 %	2,83	- 1,7 %	2,78
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**21,53**	**+ 8,0 %**	**23,26**	**- 1,6 %**	**22,88**	**+ 4,0 %**	**23,81**
FCTVA	4,80	+ 6,3 %	5,10	+ 8,2 %	5,52	+ 3,3 %	5,70
Dotations et Subventions d'équipement	11,57	+ 12,1 %	12,98	+ 0,8 %	13,09	+ 5,4 %	13,79
Autres recettes d'investissement	5,16	+ 0,5 %	5,19	- 17,5 %	4,28	+ 0,9 %	4,32
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**223,31**	**+ 4,1 %**	**232,48**	**- 1,2 %**	**229,67**	**+ 3,1 %**	**236,72**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**225,42**	**+ 3,2 %**	**232,53**	**- 1,7 %**	**228,58**	**+ 4,9 %**	**239,77**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**+ 2,11**		**+ 0,04**		**- 1,09**		**+ 3,05**
Remboursements de dette (8)	14,05	+ 1,3 %	14,23	+ 0,7 %	14,34	+ 0,1 %	14,35
Emprunts (9)	13,36	+ 2,0 %	13,62	+ 34,9 %	18,38	- 11,2 %	16,32
Flux net de dette = (9) - (8)	- 0,69		- 0,61		+ 4,04		+ 1,96
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**237,36**	**+ 3,9 %**	**246,72**	**- 1,1 %**	**244,01**	**+ 2,9 %**	**251,07**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**238,78**	**+ 3,1 %**	**246,15**	**+ 0,3 %**	**246,95**	**+ 3,7 %**	**256,08**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	+ 1,42		- 0,57		+ 2,95		+ 5,01
Dette au 31 décembre (12) [b]	**150,34**	**- 0,2 %**	**150,05**	**+ 3,3 %**	**155,05**	**+ 1,7 %**	**157,70**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	15,4%	+ 1,1 pt	16,5%	- 1,7 pt	14,9%	+ 2,1 pt	17,0%
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	8,5%	+ 1,2 pt	9,7%	- 1,8 pt	7,9%	+ 2,4 pt	10,3%
Taux d'endettement = (12) / (2)	73,7%	- 2,0 pt	71,7%	+ 3,7 pt	75,4%	- 2,4 pt	73,0%
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,8 ans	- 0,4 an	4,3 ans	+ 0,7 an	5,1 ans	- 0,8 an	4,3 ans

(a) Y compris les établissements publics territoriaux (EPT) de la métropole du grand Paris (MGP).

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(c) En 2021, un certain nombre de recettes fiscales directes ont été compensées par des fractions du produit de la TVA et par certaines dotations.

Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

Données non consolidées entre les différents niveaux de collectivités, sauf reversements fiscaux.

4-2 Les comptes des communes

Les comptes des communes - Opérations réelles
(en milliards d'euros)

Budgets principaux	2018	2019/ 2018 à champ constant[b]	2019	2020/ 2019	2020	2021/ 2020[c]	2021
						Valeurs provisoires	
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**67,58**	**+ 0,9 %**	**70,15**	**- 0,8 %**	**69,62**	**+ 2,7 %**	**71,51**
Achats et charges externes	16,73	+ 2,5 %	17,22	- 6,3 %	16,14	+ 6,4 %	17,18
Frais de personnel	37,63	+ 1,0 %	38,21	+ 0,5 %	38,41	+ 2,5 %	39,39
Charges financières	1,79	- 6,7 %	1,68	- 8,1 %	1,54	- 7,5 %	1,43
Dépenses d'intervention	8,56	- 0,5 %	10,22	+ 0,5 %	10,27	- 0,3 %	10,24
Autres dépenses de fonctionnement	2,86	- 2,2 %	2,81	+ 15,7 %	3,25	+ 0,7 %	3,27
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**79,90**	**+ 1,5 %**	**83,10**	**- 1,8 %**	**81,61**	**+ 3,8 %**	**84,67**
Impôts et taxes	52,34	+ 1,9 %	55,09	+ 0,1 %	55,16	+ 2,5 %	56,56
– Impôts locaux	45,51	+ 1,7 %	46,68	+ 1,3 %	47,27	- 0,3 %	47,14
(dont : fiscalité reversée)	*11,02*	*- 1,6 %*	*10,85*	*- 0,8 %*	*10,76*	*+ 0,5 %*	*10,82*
– Autres impôts et taxes	6,82	+ 3,3 %	8,42	- 6,2 %	7,89	+ 19,4 %	9,42
(dont : fraction de TVA)					*0,00*	–	*0,68*
Concours de l'État	14,13	+ 0,7 %	14,22	+ 1,2 %	14,38	+ 3,7 %	14,92
– Dotations globales de fonctionnement (DGF)	11,68	+ 0,5 %	11,72	+ 0,4 %	11,76	+ 0,6 %	11,82
– Autres dotations	0,28	+ 4,9 %	0,30	+ 14,7 %	0,34	+ 4,8 %	0,36
– Péréquations et compensations fiscales	2,16	+ 1,4 %	2,20	+ 3,6 %	2,28	+ 20,0 %	2,74
Subventions reçues et participations	3,50	- 2,1 %	3,49	+ 7,2 %	3,75	- 2,9 %	3,64
Ventes de biens et services	6,37	+ 2,6 %	6,61	- 22,7 %	5,11	+ 18,1 %	6,04
Autres recettes de fonctionnement	3,57	+ 1,2 %	3,69	- 13,3 %	3,20	+ 9,6 %	3,51
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**12,32**	**+ 4,9 %**	**12,95**	**- 7,5 %**	**11,98**	**+ 9,8 %**	**13,16**
Épargne nette = (3) - (8)	**6,10**	**+ 8,9 %**	**6,61**	**- 13,9 %**	**5,69**	**+ 19,4 %**	**6,79**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**22,16**	**+ 13,6 %**	**25,36**	**- 16,3 %**	**21,22**	**+ 6,0 %**	**22,50**
Dépenses d'équipement	19,96	+ 14,1 %	22,80	- 17,3 %	18,87	+ 5,7 %	19,95
Subventions d'équipement versées	1,26	+ 21,0 %	1,63	- 8,7 %	1,49	+ 7,8 %	1,60
Autres dépenses d'investissement	0,95	- 5,5 %	0,94	- 7,5 %	0,87	+ 9,6 %	0,95
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**11,23**	**+ 4,8 %**	**11,88**	**- 6,3 %**	**11,13**	**+ 1,9 %**	**11,34**
FCTVA	2,56	+ 8,1 %	2,77	+ 8,9 %	3,01	- 2,8 %	2,93
Dotations et subventions d'équipement	5,29	+ 10,7 %	5,90	- 3,7 %	5,68	+ 6,5 %	6,05
Autres recettes d'investissement	3,39	- 7,5 %	3,21	- 24,2 %	2,43	- 3,0 %	2,36
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**89,74**	**+ 4,1 %**	**95,51**	**- 4,9 %**	**90,84**	**+ 3,5 %**	**94,01**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**91,13**	**+ 1,9 %**	**94,99**	**- 2,4 %**	**92,74**	**+ 3,5 %**	**96,02**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**+ 1,39**		**- 0,53**		**+ 1,90**		**+ 2,01**
Remboursements de dette (8)	6,22	+ 1,0 %	6,35	- 0,8 %	6,29	+ 1,2 %	6,37
Emprunts (9)	5,67	+ 12,4 %	6,05	- 3,1 %	5,86	+ 9,8 %	6,43
Flux net de dette = (9) - (8)	- 0,55		- 0,30		- 0,44		+ 0,06
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**95,96**	**+ 3,9 %**	**101,86**	**- 4,6 %**	**97,13**	**+ 3,3 %**	**100,38**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**96,80**	**+ 2,5 %**	**101,03**	**- 2,4 %**	**98,59**	**+ 3,9 %**	**102,44**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	+ 0,84		- 0,82		+ 1,46		+ 2,07
Dette au 31 décembre (12) [a]	**64,95**	**- 0,5 %**	**64,72**	**+ 0,3 %**	**64,89**	**- 0,1 %**	**64,84**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	15,4 %	+ 0,5 pt	15,6 %	- 0,9 pt	14,7 %	+ 0,9 pt	15,5 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	7,6 %	+ 0,6 pt	8,0 %	- 1,0 pt	7,0 %	+ 1,0 pt	8,0 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	81,3 %	- 1,6 pt	77,9 %	+ 1,6 pt	79,5 %	- 2,9 pt	76,6 %
Délai de désendettement = (12) / (3)	5,3 ans	- 0,3 an	5,0 ans	+ 0,4 an	5,4 ans	- 0,5 an	4,9 ans

(a) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.
(b) Évolution calculée à champ constant, c'est-à-dire hors Paris.
(c) En 2021, la Ville de Paris perçoit une fraction des produits de la TVA en compensation de la perte de recettes fiscales directes.
Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

Les comptes des communes de moins de 10 000 habitants - Opérations réelles
(en milliards d'euros)

Valeurs provisoires

Budgets principaux	2018	2019 / 2018	2019	2020 / 2019	2020	2021 / 2020	2021
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**25,18**	**+ 1,1 %**	**25,40**	**- 1,8 %**	**24,91**	**+ 3,9 %**	**25,88**
Achats et charges externes	7,64	+ 2,7 %	7,83	- 7,4 %	7,25	+ 7,8 %	7,81
Frais de personnel	12,36	+ 1,4 %	12,51	+ 0,4 %	12,53	+ 3,5 %	12,96
Charges financières	0,70	- 5,9 %	0,65	- 8,2 %	0,60	- 9,1 %	0,54
Dépenses d'intervention	2,85	- 0,9 %	2,81	- 3,9 %	2,70	- 0,2 %	2,69
Autres dépenses de fonctionnement	1,63	- 1,5 %	1,60	+ 14,1 %	1,83	+ 2,1 %	1,87
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**31,06**	**+ 1,8 %**	**31,54**	**- 0,9 %**	**31,22**	**+ 3,4 %**	**32,27**
Impôts et taxes	19,11	+ 2,4 %	19,49	+ 1,2 %	19,70	- 0,1 %	19,67
– Impôts locaux	16,98	+ 2,0 %	17,26	+ 1,5 %	17,50	- 1,2 %	17,29
(dont : fiscalité reversée)	*3,73*	*- 0,9 %*	*3,67*	*- 0,8 %*	*3,66*	*+ 0,3 %*	*3,67*
– Autres impôts et taxes	2,12	+ 5,2 %	2,23	- 1,4 %	2,19	+ 8,6 %	2,38
Concours de l'État	6,36	+ 0,2 %	6,38	+ 1,6 %	6,48	+ 10,0 %	7,14
– Dotations globales de fonctionnement (DGF)	5,23	+ 0,2 %	5,25	+ 0,5 %	5,28	+ 0,6 %	5,32
– Autres dotations	0,12	+ 10,1 %	0,14	+ 32,1 %	0,18	+ 6,9 %	0,19
– Péréquations et compensations fiscales	1,00	- 1,0 %	0,99	+ 3,2 %	1,02	+ 59,2 %	1,63
Subventions reçues et participations	1,27	- 2,8 %	1,23	+ 6,2 %	1,30	- 1,4 %	1,27
Ventes de biens et services	2,45	+ 2,7 %	2,50	- 19,9 %	2,00	+ 19,3 %	2,38
Autres recettes de fonctionnement	1,88	+ 3,5 %	1,94	- 10,2 %	1,74	+ 4,0 %	1,81
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**5,88**	**+ 4,7 %**	**6,14**	**+ 2,8 %**	**6,31**	**+ 1,4 %**	**6,39**
Épargne nette = (3) - (8)	**3,30**	**+ 6,3 %**	**3,51**	**+ 3,1 %**	**3,61**	**+ 3,3 %**	**3,72**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**10,87**	**+ 11,7 %**	**12,12**	**- 18,5 %**	**9,86**	**+ 8,7 %**	**10,70**
Dépenses d'équipement	10,19	+ 11,8 %	11,37	- 18,6 %	9,24	+ 8,5 %	10,01
Subventions d'équipement versées	0,34	+ 22,5 %	0,42	- 10,9 %	0,37	+ 6,4 %	0,40
Autres dépenses d'investissement	0,34	- 2,0 %	0,33	- 23,1 %	0,25	+ 17,5 %	0,30
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**5,53**	**+ 7,8 %**	**5,94**	**- 4,5 %**	**5,66**	**+ 5,5 %**	**5,95**
FCTVA	1,30	+ 8,6 %	1,41	+ 6,4 %	1,50	- 1,2 %	1,48
Dotations et Subventions d'équipement	3,09	+ 10,5 %	3,40	- 3,3 %	3,28	+ 7,2 %	3,51
Autres recettes d'investissement	1,14	- 0,3 %	1,13	- 22,0 %	0,88	+ 10,7 %	0,96
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**36,06**	**+ 4,3 %**	**37,52**	**- 7,2 %**	**34,78**	**+ 5,3 %**	**36,58**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**36,58**	**+ 2,7 %**	**37,48**	**- 1,5 %**	**36,88**	**+ 3,7 %**	**38,22**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**+ 0,53**		**- 0,04**		**+ 2,10**		**+ 1,64**
Remboursements de dette (8)	2,58	+ 2,7 %	2,64	+ 2,4 %	2,70	- 1,0 %	2,67
Emprunts (9)	2,40	+ 8,4 %	2,60	- 29,0 %	1,84	+ 27,4 %	2,34
Flux net de dette = (9) - (8)	- 0,18		- 0,04		- 0,86		- 0,33
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**38,63**	**+ 4,2 %**	**40,16**	**- 6,6 %**	**37,47**	**+ 4,8 %**	**39,25**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**38,98**	**+ 3,1 %**	**40,08**	**- 3,3 %**	**38,72**	**+ 4,9 %**	**40,56**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	+ 0,35		- 0,08		+ 1,24		+ 1,31
Dette au 31 décembre (12) [(a)]	**23,77**	**+ 0,0 %**	**23,70**	**- 2,5 %**	**23,09**	**- 2,1 %**	**22,60**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	18,9 %	+ 0,5 pt	19,5 %	+ 0,7 pt	20,2 %	- 0,4 pt	19,8 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	10,6 %	+ 0,5 pt	11,1 %	+ 0,4 pt	11,6 %	- 0,0 pt	11,5 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	76,5 %	- 1,3 pt	75,1 %	- 1,2 pt	74,0 %	- 3,9 pt	70,0 %
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,0 ans	- 0,2 an	3,9 ans	- 0,2 an	3,7 ans	- 0,1 an	3,5 ans

Variations calculées à champ constant, c'est-à-dire sur les communes ayant le même numéro Siren sur deux années consécutives (et qui n'ont donc a priori pas changé significativement de contour). Communes ayant moins de 10 000 habitants en population totale l'année N pour les variations entre les années N - 1 et N.
(a) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.
Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

4-2b Les comptes des communes

Les comptes des communes de 10 000 habitants et plus - Opérations réelles
(en milliards d'euros)

Budgets principaux	2018	2019/ 2018 à champ constant[b]	2019	2020/ 2019	2020	2021/ 2020[c]	2021
							Valeurs provisoires
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**42,40**	**+ 0,7 %**	**44,75**	**- 0,1 %**	**44,71**	**+ 2,0 %**	**45,63**
Achats et charges externes	9,09	+ 2,3 %	9,39	- 5,4 %	8,89	+ 5,3 %	9,37
Frais de personnel	25,27	+ 0,8 %	25,71	+ 0,6 %	25,88	+ 2,1 %	26,42
Charges financières	1,09	- 7,3 %	1,03	- 8,1 %	0,95	- 6,5 %	0,88
Dépenses d'intervention	5,71	- 0,0 %	7,41	+ 2,1 %	7,57	- 0,3 %	7,55
Autres dépenses de fonctionnement	1,23	- 3,2 %	1,20	+ 17,9 %	1,42	- 1,2 %	1,40
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**48,84**	**+ 1,3 %**	**51,56**	**- 2,3 %**	**50,38**	**+ 4,0 %**	**52,40**
Impôts et taxes	33,23	+ 1,6 %	35,60	- 0,4 %	35,47	+ 4,0 %	36,90
– Impôts locaux	28,53	+ 1,5 %	29,42	+ 1,2 %	29,77	+ 0,3 %	29,86
(dont : fiscalité reversée)	*7,28*	*- 2,0 %*	*7,18*	*- 0,8 %*	*7,11*	*+ 0,6 %*	*7,15*
– Autres impôts et taxes	4,70	+ 2,1 %	6,18	- 8,0 %	5,70	+ 23,5 %	7,04
(dont : fraction de TVA)					*0,00*	-	*0,68*
Concours de l'État	7,77	+ 0,9 %	7,84	+ 0,8 %	7,90	- 1,4 %	7,78
– Dotations globales de fonctionnement (DGF)	6,45	+ 0,4 %	6,46	+ 0,3 %	6,48	+ 0,5 %	6,51
– Autres dotations	0,16	+ 0,3 %	0,16	+ 0,4 %	0,17	+ 2,5 %	0,17
– Péréquations et compensations fiscales	1,16	+ 3,5 %	1,21	+ 4,0 %	1,26	- 12,0 %	1,11
Subventions reçues et participations	2,23	- 1,7 %	2,27	+ 7,8 %	2,45	- 3,6 %	2,37
Ventes de biens et services	3,92	+ 2,6 %	4,10	- 24,4 %	3,11	+ 17,4 %	3,65
Autres recettes de fonctionnement	1,69	- 2,8 %	1,75	- 16,6 %	1,46	+ 16,3 %	1,70
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**6,44**	**+ 4,8 %**	**6,81**	**- 16,7 %**	**5,68**	**+ 19,2 %**	**6,77**
Épargne nette = (3) - (8)	**2,80**	**+ 11,8 %**	**3,10**	**- 33,1 %**	**2,08**	**+ 47,2 %**	**3,07**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**11,29**	**+ 15,7 %**	**13,24**	**- 14,4 %**	**11,35**	**+ 3,8 %**	**11,80**
Dépenses d'équipement	9,77	+ 16,8 %	11,43	- 15,9 %	9,63	+ 3,1 %	9,94
Subventions d'équipement versées	0,92	+ 19,7 %	1,21	- 7,9 %	1,12	+ 8,2 %	1,20
Autres dépenses d'investissement	0,61	- 7,8 %	0,60	+ 0,9 %	0,61	+ 6,4 %	0,65
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**5,71**	**+ 1,4 %**	**5,95**	**- 8,1 %**	**5,47**	**- 1,8 %**	**5,39**
FCTVA	1,26	+ 6,4 %	1,36	+ 11,5 %	1,51	- 4,3 %	1,45
Dotations et Subventions d'équipement	2,20	+ 11,1 %	2,51	- 4,3 %	2,40	+ 5,6 %	2,55
Autres recettes d'investissement	2,25	- 11,8 %	2,08	- 25,5 %	1,56	- 10,7 %	1,40
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**53,68**	**+ 3,8 %**	**57,99**	**- 3,4 %**	**56,06**	**+ 2,4 %**	**57,43**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**54,55**	**+ 1,3 %**	**57,51**	**- 2,9 %**	**55,86**	**+ 3,4 %**	**57,80**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**+ 0,86**		**- 0,48**		**- 0,20**		**+ 0,37**
Remboursements de dette (8)	3,65	- 0,5 %	3,71	- 3,1 %	3,60	+ 2,9 %	3,71
Emprunts (9)	3,27	+ 16,8 %	3,45	+ 16,3 %	4,02	+ 1,7 %	4,09
Flux net de dette = (9) - (8)	- 0,37		- 0,26		+ 0,42		+ 0,38
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**57,33**	**+ 3,5 %**	**61,70**	**- 3,4 %**	**59,66**	**+ 2,4 %**	**61,13**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**57,82**	**+ 2,1 %**	**60,96**	**- 1,8 %**	**59,88**	**+ 3,3 %**	**61,89**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	+ 0,49		- 0,74		+ 0,22		+ 0,75
Dette au 31 décembre (12) [a]	**41,17**	**- 0,8 %**	**41,02**	**+ 1,9 %**	**41,80**	**+ 1,0 %**	**42,23**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	13,2 %	+ 0,5 pt	13,2 %	- 1,9 pt	11,3 %	+ 1,6 pt	12,9 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	5,7 %	+ 0,6 pt	6,0 %	- 1,9 pt	4,1 %	+ 1,7 pt	5,9 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	84,3 %	- 1,6 pt	79,6 %	+ 3,4 pt	83,0 %	- 2,3 pt	80,6 %
Délai de désendettement = (12) / (3)	6,4 ans	- 0,3 an	6,0 ans	+ 1,3 an	7,4 ans	- 1,1 an	6,2 ans

Variations calculées à champ constant, c'est-à-dire sur les communes ayant le même numéro Siren sur deux années consécutives (et qui n'ont donc a priori pas changé significativement de contour). Communes ayant 10 000 habitants ou plus en population totale l'année N pour les variations entre les années N - 1 et N.
(a) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.
(b) Hors Paris.
(c) En 2021, la Ville de Paris perçoit une fraction des produits de la TVA en compensation de la perte de recettes fiscales directes.
Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre[a] - Opérations réelles

(en milliards d'euros)

Budgets principaux	2018	2019/ 2018	2019	2020/ 2019	2020	2021/ 2020 [c]	2021
						Valeurs provisoires	
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**25,38**	**+ 2,4 %**	**26,00**	**+ 2,5 %**	**26,65**	**+ 2,7 %**	**27,38**
Achats et charges externes	6,82	+ 2,8 %	7,01	- 0,9 %	6,95	+ 4,2 %	7,24
Frais de personnel	9,45	+ 3,9 %	9,82	+ 2,3 %	10,04	+ 4,2 %	10,46
Charges financières	0,62	- 5,5 %	0,58	- 5,2 %	0,55	- 5,2 %	0,52
Dépenses d'intervention	7,24	+ 0,9 %	7,30	+ 5,4 %	7,70	+ 1,4 %	7,80
Autres dépenses de fonctionnement	1,26	+ 2,1 %	1,29	+ 9,9 %	1,42	- 4,3 %	1,36
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**30,93**	**+ 3,6 %**	**32,03**	**+ 1,0 %**	**32,34**	**+ 4,5 %**	**33,81**
Impôts et taxes	17,48	+ 4,3 %	18,23	+ 2,4 %	18,67	- 1,3 %	18,42
- Impôts locaux	11,94	+ 8,3 %	12,94	+ 4,3 %	13,50	- 60,2 %	5,38
- Autres impôts et taxes	5,54	- 4,4 %	5,30	- 2,4 %	5,17	+ 152,3 %	13,05
(dont : fraction de TVA)					*0,00*	–	*7,43*
Concours de l'État	8,28	+ 1,1 %	8,37	- 0,2 %	8,35	+ 14,4 %	9,55
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	6,69	- 0,9 %	6,63	- 1,2 %	6,54	- 0,5 %	6,51
- Autres dotations	0,09	+ 5,2 %	0,09	+ 6,7 %	0,10	+ 16,8 %	0,12
- Péréquations et compensations fiscales	1,50	+ 9,9 %	1,65	+ 3,4 %	1,71	+ 71,3 %	2,92
Subventions reçues et participations	1,35	+ 7,4 %	1,46	+ 9,7 %	1,60	+ 11,8 %	1,78
Ventes de biens et services	2,93	+ 4,3 %	3,05	- 5,6 %	2,88	+ 8,8 %	3,14
Autres recettes de fonctionnement	0,89	+ 3,6 %	0,92	- 8,1 %	0,84	+ 7,7 %	0,91
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**5,55**	**+ 8,7 %**	**6,03**	**- 5,7 %**	**5,69**	**+ 13,0 %**	**6,43**
Épargne nette = (3) - (8)	**3,05**	**+ 12,5 %**	**3,43**	**- 3,5 %**	**3,31**	**+ 12,3 %**	**3,72**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**9,34**	**+ 18,1 %**	**11,02**	**- 6,9 %**	**10,26**	**+ 0,6 %**	**10,32**
Dépenses d'équipement	6,80	+ 19,0 %	8,10	- 10,2 %	7,27	+ 2,3 %	7,44
Subventions d'équipement versées	1,74	+ 15,2 %	2,00	+ 7,9 %	2,16	- 6,2 %	2,02
Autres dépenses d'investissement	0,80	+ 16,1 %	0,92	- 10,4 %	0,83	+ 2,7 %	0,85
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**3,61**	**+ 16,9 %**	**4,22**	**- 4,4 %**	**4,04**	**+ 11,5 %**	**4,50**
FCTVA	0,83	+ 12,7 %	0,93	+ 8,0 %	1,01	+ 18,8 %	1,19
Dotations et Subventions d'équipement	1,91	+ 17,1 %	2,24	- 7,2 %	2,08	+ 11,1 %	2,31
Autres recettes d'investissement	0,88	+ 20,3 %	1,05	- 9,3 %	0,95	+ 4,9 %	1,00
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**34,72**	**+ 6,6 %**	**37,03**	**- 0,3 %**	**36,92**	**+ 2,1 %**	**37,70**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**34,54**	**+ 5,0 %**	**36,25**	**+ 0,3 %**	**36,38**	**+ 5,3 %**	**38,31**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**- 0,18**		**- 0,77**		**- 0,54**		**+ 0,61**
Remboursements de dette (8)	2,50	+ 4,1 %	2,60	- 8,6 %	2,38	+ 13,9 %	2,71
Emprunts (9)	2,50	+ 24,3 %	3,11	+ 13,4 %	3,52	- 16,5 %	2,94
Flux net de dette = (9) - (8)	- 0,00		+ 0,50		+ 1,14		+ 0,23
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**37,22**	**+ 6,5 %**	**39,63**	**- 0,8 %**	**39,29**	**+ 2,8 %**	**40,41**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**37,04**	**+ 6,3 %**	**39,36**	**+ 1,4 %**	**39,90**	**+ 3,4 %**	**41,25**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	- 0,18		- 0,27		+ 0,61		+ 0,84
Dette au 31 décembre (12) [b]	**25,37**	**+ 2,2 %**	**25,94**	**+ 5,1 %**	**27,26**	**+ 3,3 %**	**28,16**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	17,9 %	+ 0,9 pt	18,8 %	- 1,2 pt	17,6 %	+ 1,4 pt	19,0 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	9,9 %	+ 0,8 pt	10,7 %	- 0,5 pt	10,2 %	+ 0,8 pt	11,0 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	82,0 %	- 1,1 pt	81,0 %	+ 3,3 pt	84,3 %	- 1,0 pt	83,3 %
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,6 ans	- 0,3 an	4,3 ans	+ 0,5 an	4,8 ans	- 0,4 an	4,4 ans

(a) Y compris métropole de Lyon, métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(c) En 2021, les GFP cessent de percevoir la taxe d'habitation sur les résidences principales et perçoivent en compensation une fraction du produit de la TVA.

Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

4-4 Les comptes du secteur communal

Les comptes des communes et de leurs groupements à fiscalité propre[a] - Opérations réelles
(en milliards d'euros)

Budgets principaux	2018	2019/ 2018 [c]	2019	2020/ 2019	2020	2021/ 2020 [d]	2021
						Valeurs provisoires	
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**92,96**	**+1,3 %**	**96,15**	**+0,1%**	**96,27**	**+2,7 %**	**98,89**
Achats et charges externes	23,55	+2,6 %	24,23	-4,7%	23,09	+5,8 %	24,42
Frais de personnel	47,08	+1,6 %	48,03	+0,9%	48,45	+2,9 %	49,85
Charges financières	2,41	-6,4 %	2,26	-7,4%	2,10	-6,9 %	1,95
Dépenses d'intervention	15,80	+0,2 %	17,53	+2,5%	17,97	+0,4 %	18,04
Autres dépenses de fonctionnement	4,12	-0,8 %	4,10	+13,9%	4,67	-0,8 %	4,63
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**110,83**	**+2,1 %**	**115,14**	**-1,0%**	**113,95**	**+4,0 %**	**118,48**
Impôts et taxes	69,81	+2,5 %	73,33	+0,7%	73,83	+1,6 %	74,99
– Impôts locaux	57,45	+3,1 %	59,61	+1,9%	60,77	-13,6 %	52,52
– Autres impôts et taxes	12,36	-0,5 %	13,71	-4,7%	13,06	+72,0 %	22,47
(dont : fraction de TVA)					*0,00*	-	*8,10*
Concours de l'État	22,41	+0,9 %	22,59	+0,6%	22,74	+7,7 %	24,48
– Dotations globales de fonctionnement (DGF)	18,37	-0,0 %	18,34	-0,2%	18,30	+0,2 %	18,34
– Autres dotations	0,38	+5,0 %	0,39	+12,8%	0,45	+7,5 %	0,48
– Péréquations et compensations fiscales	3,66	+4,9 %	3,85	+3,5%	3,99	+42,0 %	5,66
Subventions reçues et participations	4,85	+0,6 %	4,95	+8,0%	5,34	+1,5 %	5,42
Ventes de biens et services	9,30	+3,2 %	9,66	-17,3%	7,99	+14,8 %	9,17
Autres recettes de fonctionnement	4,45	+1,7 %	4,61	-12,2%	4,05	+9,2 %	4,42
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**17,87**	**+6,1 %**	**18,99**	**-6,9%**	**17,67**	**+10,9 %**	**19,59**
Épargne nette = (3) - (8)	**9,15**	**+10,1 %**	**10,04**	**-10,3%**	**9,00**	**+16,8 %**	**10,51**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**31,50**	**+15,0 %**	**36,39**	**-13,5%**	**31,48**	**+4,3 %**	**32,82**
Dépenses d'équipement	26,76	+15,4 %	30,90	-15,4%	26,14	+4,8 %	27,39
Subventions d'équipement versées	2,99	+17,3 %	3,63	+0,5%	3,64	-0,5 %	3,63
Autres dépenses d'investissement	1,74	+4,7 %	1,86	-9,0%	1,69	+6,3 %	1,80
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**14,85**	**+7,9 %**	**16,10**	**-5,8%**	**15,17**	**+4,5 %**	**15,85**
FCTVA	3,39	+9,3 %	3,70	+8,7%	4,02	+2,6 %	4,13
Dotations et Subventions d'équipement	7,20	+12,4 %	8,14	-4,7%	7,76	+7,7 %	8,36
Autres recettes d'investissement	4,26	-1,4 %	4,26	-20,6%	3,39	-0,8 %	3,36
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**124,46**	**+4,8 %**	**132,54**	**-3,6%**	**127,75**	**+3,1 %**	**131,70**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**125,67**	**+2,8 %**	**131,24**	**-1,6%**	**129,12**	**+4,0 %**	**134,33**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**+1,22**		**-1,30**		**+1,36**		**+2,62**
Remboursements de dette (8)	8,72	+1,9 %	8,95	-3,1%	8,67	+4,7 %	9,08
Emprunts (9)	8,17	+16,4 %	9,15	+2,5%	9,38	-0,1 %	9,37
Flux net de dette = (9) - (8)	-0,55		+0,20		0,70		+0,28
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**133,18**	**+4,6 %**	**141,49**	**-3,6%**	**136,42**	**+3,2 %**	**140,79**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**133,84**	**+3,6 %**	**140,39**	**-1,4%**	**138,49**	**+3,8 %**	**143,69**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	+0,66		-1,09		+2,07		+2,91
Dette au 31 décembre (12) [b]	**90,32**	**+0,3 %**	**90,66**	**+1,6%**	**92,15**	**+0,9 %**	**92,99**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	16,1%	+0,6 pt	16,5%	-1,0 pt	15,5%	+1,0 pt	16,5%
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	8,3%	+0,7 pt	8,7%	-0,8 pt	7,9%	+1,0 pt	8,9%
Taux d'endettement = (12) / (2)	81,5%	-1,4 pt	78,7%	+2,1 pt	80,9%	-2,4 pt	78,5%
Délai de désendettement = (12) / (3)	5,1 ans	- 0,3 an	4,8 ans	+ 0,4 an	5,2 ans	- 0,5 an	4,7 ans

(a) Y compris métropole de Lyon, métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.
(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.
(c) Évolution calculée à périmètre constant c'est-à-dire hors Ville de Paris.
(d) En 2021, les GFP cessent de percevoir la taxe d'habitation sur les résidences principales et perçoivent en compensation une fraction du produit de la TVA.
Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

Les comptes des départements[a] - Opérations réelles

(en milliards d'euros)

Valeurs provisoires

Budgets principaux	2018	2019/ 2018 à champ constant[c]	2019[d]	2020/ 2019	2020	2021/ 2020[e]	2021
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**57,28**	**+ 1,3 %**	**56,01**	**+ 1,8 %**	**57,03**	**+ 1,4 %**	**57,83**
Achats et charges externes	3,73	+ 1,5 %	3,69	+ 0,2 %	3,69	+ 1,0 %	3,73
Frais de personnel	11,92	+ 1,0 %	11,85	+ 1,6 %	12,04	+ 2,5 %	12,34
Charges financières	0,73	- 6,0 %	0,69	- 8,5 %	0,63	- 8,6 %	0,58
Dépenses d'intervention	40,01	+ 1,9 %	39,06	+ 2,2 %	39,90	+ 1,3 %	40,42
Autres dépenses de fonctionnement	0,89	- 16,2 %	0,73	+ 6,4 %	0,77	- 0,6 %	0,77
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**65,06**	**+ 3,2 %**	**65,15**	**- 0,4 %**	**64,88**	**+ 6,6 %**	**69,16**
Impôts et taxes	47,28	+ 4,8 %	47,67	- 0,0 %	47,65	+ 8,2 %	51,55
– Impôts locaux	21,09	+ 3,2 %	21,34	+ 1,3 %	21,62	- 66,1 %	7,34
– Autres impôts et taxes	26,19	+ 6,2 %	26,33	- 1,1 %	26,03	+ 69,9 %	44,22
(Dont : fraction de TVA)					*0,00*	–	*14,69*
(DMTO)	*11,52*	*+ 11,1 %*	*11,50*	*- 1,6 %*	*11,31*	*+ 27,0 %*	*14,35*
(TICPE)	*6,10*	*- 0,1 %*	*5,83*	*- 8,1 %*	*5,35*	*+ 1,6 %*	*5,44*
(TSCA)	*7,12*	*+ 3,1 %*	*7,27*	*+ 3,3 %*	*7,52*	*+ 5,5 %*	*7,93*
Concours de l'État	10,36	+ 0,7 %	10,43	- 1,5 %	10,27	- 0,6 %	10,21
– Dotations globales de fonctionnement (DGF)	8,14	- 0,1 %	8,13	- 1,6 %	8,01	- 0,4 %	7,98
– Autres dotations	0,46	- 1,2 %	0,46	- 0,1 %	0,46	+ 0,4 %	0,46
– Péréquations et compensations fiscales	1,76	+ 4,9 %	1,84	- 1,8 %	1,81	- 1,7 %	1,78
Subventions reçues et participations	4,81	- 2,9 %	4,60	+ 1,7 %	4,68	+ 6,5 %	4,98
Ventes de biens et services	0,43	+ 7,1 %	0,47	- 7,0 %	0,43	- 3,2 %	0,42
Autres recettes de fonctionnement	2,17	- 5,6 %	1,98	- 6,5 %	1,86	+ 7,5 %	1,99
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**7,78**	**+ 16,7 %**	**9,14**	**- 14,1 %**	**7,85**	**+ 44,2 %**	**11,33**
Épargne nette = (3) - (8)	**4,56**	**+ 24,6 %**	**5,74**	**- 20,4 %**	**4,57**	**+ 70,7 %**	**7,81**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**9,28**	**+ 13,5 %**	**10,31**	**+ 1,0 %**	**10,41**	**+ 9,4 %**	**11,39**
Dépenses d'équipement	5,77	+ 11,9 %	6,41	+ 1,5 %	6,50	+ 13,5 %	7,39
Subventions d'équipement versées	3,28	+ 16,9 %	3,68	- 1,2 %	3,64	+ 2,7 %	3,73
Autres dépenses d'investissement	0,22	+ 8,4 %	0,22	+ 20,9 %	0,27	+ 0,8 %	0,27
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**2,49**	**+ 11,1 %**	**2,53**	**- 3,5 %**	**2,44**	**+ 7,5 %**	**2,63**
FCTVA	0,84	+ 6,1 %	0,89	+ 10,5 %	0,98	+ 2,6 %	1,00
Dotations et subventions d'investissement	1,21	+ 13,1 %	1,22	- 7,2 %	1,13	+ 8,2 %	1,23
Autres recettes d'investissement	0,43	+ 17,1 %	0,43	- 21,8 %	0,33	+ 19,6 %	0,40
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**66,56**	**+ 3,0 %**	**66,32**	**+ 1,7 %**	**67,44**	**+ 2,6 %**	**69,22**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**67,55**	**+ 3,5 %**	**67,68**	**- 0,5 %**	**67,33**	**+ 6,6 %**	**71,79**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**0,99**		**1,36**		**- 0,11**		**+ 2,56**
Remboursements de dette (8)	3,23	+ 5,2 %	3,40	- 3,4 %	3,28	+ 7,3 %	3,52
Emprunts (9)	2,49	- 2,2 %	2,44	+ 72,3 %	4,20	- 31,2 %	2,89
Flux net de dette =(9) - (8)	- 0,73		- 0,96		+ 0,92		- 0,63
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**69,79**	**+ 3,1 %**	**69,72**	**+ 1,4 %**	**70,72**	**+ 2,9 %**	**72,74**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**70,04**	**+ 3,3 %**	**70,12**	**+ 2,0 %**	**71,53**	**+ 4,4 %**	**74,68**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	+ 0,26		+ 0,40		+ 0,81		+ 1,93
Dette au 31 décembre (12)[b]	**32,22**	**- 2,5%**	**31,40**	**+ 3,2 %**	**32,40**	**- 1,9 %**	**31,78**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	12,0 %	+ 1,6 pt	14,0 %	- 1,9 pt	12,1 %	+ 4,3 pt	16,4 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	7,0 %	+ 1,5 pt	8,8 %	- 1,8 pt	7,0 %	+ 4,2 pt	11,3 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	49,5 %	- 2,9 pt	48,2 %	+ 1,7 pt	49,9 %	- 4,0 pt	45,9 %
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,1 ans	- 0,7 an	3,4 ans	+ 0,7 an	4,1 ans	- 1,3 an	2,8 ans

(a) Hors collectivités territoriales uniques (CTU) de Martinique et Guyane et collectivité de Corse et hors Ville de Paris.

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(c) Évolution calculée à périmètre constant c'est-à-dire hors Paris.

(d) La Ville de Paris, créée en 2019 en lieu et place du département et de la commune de Paris, est considérée comme une commune.

(e) En 2021, les départements perdent le produit de la taxe foncière sur le foncier bâti (au profit des communes) et perçoivent en compensation une fraction du produit de la TVA.

Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

4-6 Les comptes des régions et des CTU

Les comptes des régions et des collectivités territoriales uniques (CTU) [a] - Opérations réelles
(en milliards d'euros)

Budgets principaux	2018	2019/ 2018	2019	2020/ 2019	2020	2021/ 2020 [c]	2021
							Valeurs provisoires
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**22,26**	**+ 1,2 %**	**22,54**	**- 3,2 %**	**21,81**	**+ 3,5 %**	**22,56**
Achats et charges externes	3,58	+ 3,9 %	3,72	+ 2,9 %	3,83	+ 8,4 %	4,15
Frais de personnel	3,95	+ 2,3 %	4,05	+ 1,9 %	4,12	+ 3,7 %	4,28
Charges financières	0,60	- 2,3 %	0,59	- 3,8 %	0,56	- 0,7 %	0,56
Dépenses d'intervention	13,86	+ 0,7 %	13,96	- 7,5 %	12,91	+ 0,4 %	12,96
Autres dépenses de fonctionnement	0,26	- 12,9 %	0,23	+ 68,5 %	0,38	+ 62,5 %	0,62
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**28,00**	**+ 3,5 %**	**28,98**	**- 7,3 %**	**26,86**	**+ 5,4 %**	**28,32**
Impôts et taxes	23,80	+ 2,6 %	24,43	- 9,8 %	22,04	+ 2,7 %	22,64
- Impôts locaux	7,97	+ 6,9 %	8,52	+ 2,6 %	8,74	- 114,6 %	- 1,28
- Autres impôts et taxes	15,84	+ 0,5 %	15,92	- 16,4 %	13,30	+ 79,8 %	23,92
- dont : fraction de TVA	*4,20*	*+ 2,3 %*	*4,29*	*- 6,2 %*	*4,03*	*+ 263,8 %*	*14,65*
- dont : cartes grises	*2,33*	*- 1,2 %*	*2,30*	*- 9,0 %*	*2,09*	*+ 3,5 %*	*2,16*
- dont : TICPE	*5,53*	*- 1,4 %*	*5,46*	*- 7,8 %*	*5,03*	*+ 2,2 %*	*5,14*
Concours de l'État	1,92	- 3,4 %	1,86	+ 4,0 %	1,93	+ 14,2 %	2,21
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	0,30	- 0,0 %	0,30	- 0,1 %	0,30	+ 0,4 %	0,31
- Autres dotations	0,90	- 2,6 %	0,87	+ 14,8 %	1,00	+ 2,3 %	1,03
- Péréquations et compensations fiscales	0,72	- 5,9 %	0,68	- 8,0 %	0,62	+ 40,1 %	0,87
Subventions reçues et participations	1,77	+ 19,7 %	2,12	+ 10,7 %	2,34	+ 14,1 %	2,67
Ventes de biens et services	0,13	+ 24,8 %	0,17	- 13,3 %	0,15	+ 14,6 %	0,17
Autres recettes de fonctionnement	0,37	+ 9,5 %	0,41	- 1,1 %	0,40	+ 58,9 %	0,64
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**5,74**	**+ 12,3 %**	**6,44**	**- 21,6 %**	**5,05**	**+ 13,9 %**	**5,76**
Épargne nette = (3) - (8)	**3,63**	**+ 25,3 %**	**4,55**	**- 41,4 %**	**2,67**	**+ 50,2 %**	**4,01**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**10,03**	**+ 10,5 %**	**11,09**	**+ 14,2 %**	**12,67**	**+ 4,4 %**	**13,23**
Dépenses d'équipement	3,20	+ 5,8 %	3,38	- 4,2 %	3,24	+ 20,1 %	3,89
Subventions d'équipement versées	6,35	+ 12,4 %	7,14	+ 20,0 %	8,56	+ 0,8 %	8,63
Autres dépenses d'investissement	0,49	+ 16,7 %	0,57	+ 52,1 %	0,86	- 18,2 %	0,71
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**4,20**	**+ 10,1 %**	**4,63**	**+ 13,9 %**	**5,27**	**+ 1,2 %**	**5,33**
FCTVA	0,57	- 10,3 %	0,51	+ 0,9 %	0,52	+ 10,2 %	0,57
Dotations et subventions d'investissement	3,16	+ 14,4 %	3,62	+ 15,9 %	4,19	+ 0,3 %	4,20
Autres recettes d'investissement	0,47	+ 6,2 %	0,50	+ 12,4 %	0,56	- 0,1 %	0,56
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**32,29**	**+ 4,1 %**	**33,63**	**+ 2,5 %**	**34,48**	**+ 3,8 %**	**35,79**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**32,20**	**+ 4,4 %**	**33,61**	**- 4,4 %**	**32,13**	**+ 4,7 %**	**33,65**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**- 0,09**		**- 0,02**		**- 2,34**		**- 2,14**
Remboursements de dette (8)	2,11	- 10,1 %	1,89	+ 26,1 %	2,39	- 26,6 %	1,75
Emprunts (9)	2,70	- 24,7 %	2,03	+ 136,2 %	4,80	- 15,4 %	4,06
Flux net de dette =(9) - (8)	+ 0,59		+ 0,14		+ 2,41		+ 2,31
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**34,40**	**+ 3,3 %**	**35,52**	**+ 3,8 %**	**36,86**	**+ 1,8 %**	**37,54**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**34,90**	**+ 2,1 %**	**35,64**	**+ 3,6 %**	**36,93**	**+ 2,1 %**	**37,71**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	+ 0,50		+ 0,12		+ 0,07		+ 0,17
Dette au 31 décembre (12) [b]	**27,81**	**+ 0,7 %**	**27,99**	**+ 9,0 %**	**30,50**	**+ 8,0 %**	**32,93**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	20,5 %	+ 1,7 pt	22,2 %	- 3,4 pt	18,8 %	+ 1,5 pt	20,3 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	13,0 %	+ 2,7 pt	15,7 %	- 5,8 pt	9,9 %	+ 4,2 pt	14,1 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	99,3 %	- 2,7 pt	96,6 %	+ 17,0 pt	113,5 %	+ 2,7 pt	116,3 %
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,8 ans	- 0,5 an	4,3 ans	+ 1,7 an	6,0 ans	- 0,3 an	5,7 ans

(a) Y compris collectivités territoriales uniques (CTU) de Martinique et Guyane à partir de 2016 et de Corse à partir de 2018.
(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.
(c) En 2021, la suppression de la part régionale de CVAE est compensée par une nouvelle fraction de TVA. Les reversements de fiscalité sont pour certaines régions supérieurs aux contributions directes, ce qui entraîne un montant total d'impôts locaux négatifs.
Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

Les ratios financiers obligatoires du secteur communal 4-7a

Ratios financiers des communes par strate de population en 2021

	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 *bis* €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
France métropolitaine hors Paris	971	538	686	1 170	297	851	177	56,4	90,9	25,4	72,8
France métropolitaine y compris Paris	1 037	552	697	1 235	301	950	171	54,6	91,6	24,3	76,9
Outre-mer	1 270	410	490	1 425	264	961	235	65,8	94,8	18,6	67,4
France	**1 044**	**548**	**691**	**1 241**	**299**	**950**	**173**	**55,1**	**91,7**	**24,1**	**76,6**
Communes en France métropolitaine											
Moins de 3 500 hab.	669	361	428	852	301	611	158	44,5	87,6	35,3	71,7
3 500 à 10 000 hab.	911	501	662	1 121	304	774	154	56,5	88,6	27,1	69,0
Moins de 10 000 hab.	757	412	513	951	302	671	157	49,8	88,0	31,8	70,6
10 000 hab. ou plus hors Paris	1 206	676	876	1 412	292	1 050	199	61,0	93,0	20,7	74,4

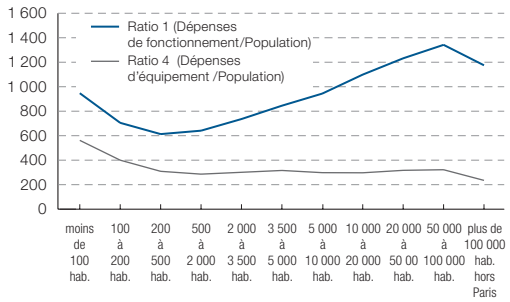
Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).
Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

Communes en France métropolitaine	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 *bis* €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
Moins de 100 hab.	947	375	379	1 338	562	650	265	22,9	78,8	42,0	48,6
100 à 200 hab.	705	314	333	959	400	601	203	28,3	83,4	41,7	62,7
200 à 500 hab.	613	312	328	795	309	537	164	35,1	87,3	38,9	67,5
500 à 2 000 hab.	641	348	411	812	286	596	155	44,7	88,2	35,2	73,4
2 000 à 3 500 hab.	736	415	528	926	301	679	152	51,3	87,9	32,5	73,3
3 500 à 5 000 hab.	845	468	610	1 047	316	731	154	54,0	88,2	30,2	69,8
5 000 à 10 000 hab.	944	517	688	1 158	298	796	154	57,6	88,7	25,7	68,7
10 000 à 20 000 hab.	1 099	594	804	1 305	297	829	170	60,4	91,0	22,8	63,5
20 000 à 50 000 hab.	1 232	686	902	1 440	317	1 006	201	62,3	92,6	22,0	69,9
50 000 à 100 000 hab.	1 342	736	995	1 574	322	1 360	212	61,7	94,1	20,4	86,4
100 000 hab. ou plus hors Paris	1 175	698	825	1 359	235	1 088	213	59,1	94,5	17,3	80,0

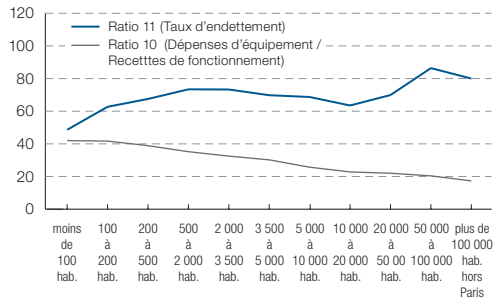
Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).
Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.
Champ : France métropolitaine.

Ratios financiers des communes par strate de population en 2021

en €/hab.



en %



Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).
Hors gestion active de la dette.
Champ : France métropolitaine.

4-7b Les ratios financiers obligatoires du secteur communal

Ratios financiers des communes en 2021 selon le type de communes et leur population

(France métropolitaine)	Nombre de communes	Ratio 1 €/h DGF	Ratio 2 €/h DGF	Ratio 2 *bis* €/h DGF	Ratio 3 €/h DGF	Ratio 4 €/h DGF	Ratio 5 €/h DGF	Ratio 6 €/h DGF	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
Communes touristiques et de montagne	**1 282**	**928**	**523**	**589**	**1 158**	**386**	**1 079**	**184**	**43,0**	**89,9**	**33,3**	**93,2**
Moins de 100 hab.	158	830	269	378	1 145	502	511	233	29,4	78,6	43,9	44,7
100 à 200 hab.	176	847	349	441	1 128	464	1 094	203	34,8	89,0	41,2	97,0
200 à 500 hab.	330	818	387	446	1 059	394	942	190	37,2	88,0	37,2	89,0
500 à 2000 hab.	448	868	484	542	1 098	367	1 089	191	39,5	89,2	33,4	99,2
2000 à 3500 hab.	101	1 001	602	674	1 221	366	1 021	183	43,4	90,9	30,0	83,6
3500 à 10 000 hab.	61	960	563	633	1 187	447	1 157	173	47,4	90,4	37,7	97,5
10 000 à 50 000 hab.	8	1 150	691	760	1 380	303	1 222	160	54,7	92,5	22,0	88,6
Communes touristiques hors montagne	**844**	**935**	**603**	**665**	**1 157**	**303**	**902**	**133**	**56,1**	**89,3**	**26,2**	**78,0**
Moins de 100 hab.	7	1 931	506	919	2 240	890	666	448	58,8	89,3	39,7	29,7
100 à 200 hab.	24	715	281	300	911	350	796	181	38,1	89,3	38,4	87,4
200 à 500 hab.	88	656	305	355	841	344	613	147	43,3	86,9	40,9	72,9
500 à 2000 hab.	304	665	390	423	854	266	579	157	48,5	86,0	31,1	67,9
2000 à 3500 hab.	163	763	476	534	982	342	743	157	53,1	85,2	34,8	75,7
3500 à 10 000 hab.	187	933	594	652	1 171	302	838	135	56,6	87,3	25,8	71,6
10 000 à 20 000 hab.	48	1 034	691	790	1 260	293	927	106	58,2	90,1	23,3	73,5
20 000 à 50 000 hab.	20	1 063	737	800	1 306	328	1 141	127	56,9	90,1	25,1	87,4
50 000 hab. et plus	3	1 235	727	766	1 352	242	1 564	109	59,8	107,0	17,9	115,7
Communes de montagne non touristiques	**4 756**	**794**	**383**	**518**	**990**	**323**	**774**	**164**	**50,2**	**89,2**	**32,6**	**78,2**
Moins de 100 hab.	884	860	275	314	1 217	619	675	294	25,6	79,4	50,9	55,5
100 à 200 hab.	976	702	242	300	964	483	649	241	32,3	82,8	50,1	67,3
200 à 500 hab.	1 335	644	270	301	846	365	660	192	37,6	87,8	43,1	78,0
500 à 2000 hab.	1 212	608	296	372	781	313	656	159	43,8	88,2	40,1	84,1
2000 à 3500 hab.	163	656	346	477	849	329	724	127	49,0	87,4	38,8	85,3
3500 à 10 000 hab.	149	849	441	623	1 060	294	841	125	54,8	88,7	27,7	79,4
10 000 à 20 000 hab.	28	1 009	524	761	1 213	303	1 062	156	57,7	91,1	25,0	87,5
20 000 hab. et plus	9	1 272	595	870	1 442	260	939	201	61,0	94,7	18,0	65,1
Communes ni touristiques, ni de montagne	**27 954**	**1 007**	**530**	**678**	**1 191**	**278**	**906**	**164**	**55,0**	**92,0**	**23,4**	**76,1**
Moins de 100 hab.	2 180	679	308	280	963	349	433	164	19,9	78,3	36,3	44,9
100 à 200 hab.	4 200	553	269	268	753	291	429	152	26,1	82,9	38,7	57,0
200 à 500 hab.	7 785	513	275	282	663	252	414	135	34,2	87,1	38,0	62,4
500 à 2000 hab.	9 344	570	312	369	721	252	500	138	45,2	88,2	35,0	69,3
2000 à 3500 hab.	1 840	664	368	480	833	266	589	140	52,2	88,0	31,9	70,7
3500 à 10 000 hab.	1 749	849	455	622	1 040	278	691	148	57,1	88,7	26,8	66,4
10 000 à 20 000 hab.	438	1 064	556	775	1 257	283	755	172	60,8	91,2	22,5	60,1
20 000 à 50 000 hab.	301	1 216	665	889	1 415	307	972	201	62,7	92,8	21,7	68,7
50 000 hab. et plus	117	1 454	732	895	1 648	283	1 532	180	53,5	95,4	17,1	93,0

Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).
Hors gestion active de la dette.
Champ : France métropolitaine.

Les ratios financiers obligatoires du secteur communal 4-7c

Ratios financiers des groupements de communes à fiscalité propre en 2021 (a)

	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 *bis* €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
France métropolitaine	380	234	71	470	109	401	93	40,1	88,8	23,2	85,4
Outre-Mer	395	140	78	465	107	238	57	25,0	88,9	23,1	51,2
France	**380**	**231**	**72**	**470**	**109**	**396**	**92**	**39,6**	**88,8**	**23,2**	**84,3**
Groupements de communes à fiscalité propre(a) (France)											
Métropoles et communautés urbaines (a)	415	285	89	544	150	624	144	39,6	86,9	27,6	114,7
Communautés d'agglomération	402	221	61	482	96	376	87	39,1	90,6	19,9	78,0
Communautés de communes à FPU	326	194	59	389	86	204	49	40,8	88,9	22,1	52,4
Communautés de communes à FA	308	143	119	367	68	152	21	36,4	88,8	18,5	41,4

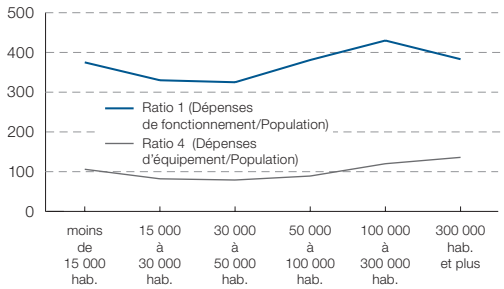
Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018). Hors gestion active de la dette.
(a) Hors métropole de Lyon, mais y compris métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

Groupements de communes à fiscalité propre(a) (France)	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 *bis* €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
Moins de 15 000 hab.	375	212	114	443	106	236	44	40,1	90,8	24,0	53,3
15 000 à 30 000 hab.	330	188	71	393	82	208	44	40,3	88,9	20,8	52,9
30 000 à 50 000 hab.	325	185	54	385	79	197	52	42,7	89,7	20,4	51,2
50 000 à 100 000 hab.	381	202	64	450	89	268	72	40,3	90,3	19,7	59,5
100 000 à 300 000 hab.	430	227	84	530	120	475	94	39,2	89,4	22,7	89,5
300 000 hab. et plus (a)	383	290	65	504	136	591	146	38,2	86,8	26,9	117,4

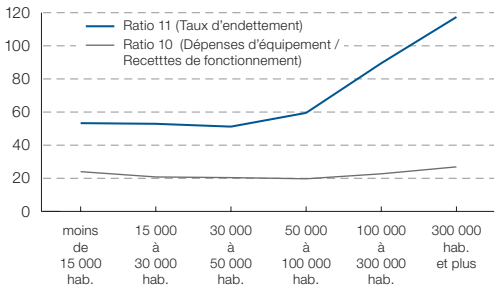
Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018). Hors gestion active de la dette.
(a) Hors métropole de Lyon, mais y compris métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

Ratios financiers R1, R4, R10 et R11 des groupements de communes à fiscalité propre(a) par strate de population en 2021

en €/hab.



en %



Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018). Hors gestion active de la dette.
(a) Hors métropole de Lyon, mais y compris métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

4-8 Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions

Ratios financiers des conseils départementaux par strate de population en 2021

	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 *bis* €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
France métropolitaine	901	67	117	1079	117	504	123	21,1	88,6	10,9	46,6
Outre-mer	1191	29	43	1391	148	332	241	29,1	88,5	10,6	23,8
France	**908**	**66**	**115**	**1087**	**118**	**499**	**125**	**21,3**	**88,6**	**10,9**	**45,9**
France métropolitaine											
Moins de 250 000 hab.	1040	48	96	1284	168	615	227	26,8	86,7	13,1	47,9
250 000 à 500 000 hab.	953	58	100	1148	127	538	155	23,0	88,3	11,0	46,9
500 000 à 1 000 000 hab.	832	58	91	1009	108	433	122	21,6	87,3	10,7	42,9
Plus de 1 000 000 hab.	913	77	140	1080	115	525	102	19,5	89,7	10,7	48,6

Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).
Champ : France y compris Mayotte et Collectivité européenne d'Alsace. Hors métropole de Lyon et Ville de Paris (comptées avec le secteur communal).
Hors gestion active de la dette.

Ratios financiers des conseils régionaux et des collectivités territoriales uniques (CTU) en 2021

	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 *bis* €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
Régions											
Auvergne-Rhône-Alpes	271	10	0	367	50	328	0	16,5	80,5	13,7	89,5
Bourgogne-Franche-Comté	356	14	32	441	40	380	0	17,9	85,5	9,0	86,4
Bretagne	278	8	10	366	58	416	0	18,0	81,4	15,9	113,6
Centre-Val de Loire	343	12	9	393	43	344	0	15,6	93,4	10,9	87,5
Grand Est	373	10	7	470	36	468	0	15,5	86,7	7,7	99,7
Hauts-de-France	379	9	22	439	36	527	0	16,7	92,9	8,2	120,0
Île-de-France	207	10	-171	286	53	494	0	17,7	77,8	18,5	172,7
Normandie	340	8	34	429	46	192	0	18,9	83,3	10,8	44,9
Nouvelle-Aquitaine	306	9	16	384	49	435	0	20,8	86,5	12,6	113,2
Occitanie	344	8	31	415	78	507	0	16,5	88,2	18,8	122,4
Pays de la Loire	275	9	0	332	52	518	0	16,3	92,3	15,6	156,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	284	8	1	375	35	552	0	19,5	82,2	9,3	147,3
Total des régions métropolitaines	299	10	-21	379	49	445	0	17,4	85,2	12,9	117,4
Régions d'outre-mer (ROM)											
Guadeloupe	622	7	-1	754	365	1 096	0	31,0	90,4	48,4	145,4
La Réunion	483	4	11	640	231	1 522	0	36,2	87,1	36,1	237,8
Total régions	**304**	**10**	**-20**	**385**	**53**	**463**	**0**	**18,0**	**85,3**	**13,8**	**120,3**
Collectivités territoriales uniques et de Corse											
Corse	2 721	56	105	3 282	445	2 727	311	24,5	87,2	13,6	83,1
Martinique	2 394	43	101	2 617	396	2 273	389	25,7	96,9	15,1	86,8
Guyane	1 384	22	50	1 591	354	502	189	41,5	89,8	22,3	31,6
France	**332**	**10**	**-19**	**417**	**58**	**485**	**4**	**19,0**	**85,8**	**14,0**	**116,3**

En 2021, la CVAE régionale est supprimée, compensée par une nouvelle fraction de TVA. Les reversements de fiscalité sont pour certaines régions supérieurs aux contributions directes, d'où certains montants d'impôts locaux négatifs.
Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).
Champ : France hors Mayotte.
Hors gestion active de la dette.

Les comptes des syndicats [(a)] - Opérations réelles
(en milliards d'euros)

Budgets principaux	2018	2019 / 2018	2019	2020 / 2019	2020	2021 / 2020	2021
						Valeurs provisoires	
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**9,81**	**+ 2,7 %**	**10,07**	**- 3,6 %**	**9,70**	**+ 6,4 %**	**10,32**
Achats et charges externes	5,04	+ 3,7 %	5,22	- 3,9 %	5,02	+ 8,6 %	5,45
Frais de personnel	2,52	+ 1,3 %	2,55	+ 0,5 %	2,57	+ 3,1 %	2,65
Charges financières	0,50	- 8,7 %	0,46	- 12,0 %	0,40	- 7,7 %	0,37
Dépenses d'intervention	0,98	+ 3,5 %	1,01	- 12,6 %	0,88	+ 10,0 %	0,97
Autres dépenses de fonctionnement	0,77	+ 6,7 %	0,82	+ 0,5 %	0,83	+ 5,7 %	0,87
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**12,82**	**+ 2,7 %**	**13,17**	**- 3,6 %**	**12,69**	**+ 7,0 %**	**13,58**
Impôts et taxes	1,98	+ 6,3 %	2,11	- 4,8 %	2,01	+ 7,2 %	2,15
- Impôts locaux	0,17	+ 7,9 %	0,18	+ 0,7 %	0,18	+ 3,7 %	0,19
- Autres impôts et taxes	1,82	+ 6,2 %	1,93	- 5,3 %	1,83	+ 7,5 %	1,97
Concours de l'État	0,02	+ 26,3 %	0,03	+ 52,9 %	0,04	+ 21,8 %	0,05
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	0,01	- 7,0 %	0,01	+ 263,1 %	0,02	+ 0,3 %	0,02
- Autres dotations	0,01	+ 49,0 %	0,02	+ 0,1 %	0,02	+ 16,9 %	0,02
- Péréquations et compensations fiscales	0,00	- 23,9 %	0,00	+ 0,2 %	0,00	+ 335,8 %	0,01
Subventions reçues et participations	5,08	+ 0,5 %	5,11	+ 0,3 %	5,12	+ 5,5 %	5,41
Ventes de biens et services	4,69	+ 2,7 %	4,82	- 7,5 %	4,45	+ 8,3 %	4,83
Autres recettes de fonctionnement	1,05	+ 6,3 %	1,11	- 4,1 %	1,06	+ 8,2 %	1,15
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**3,02**	**+ 2,8 %**	**3,10**	**- 3,6 %**	**2,99**	**+ 9,2 %**	**3,27**
Épargne nette = (3) - (8)	**1,65**	**+ 4,9 %**	**1,73**	**+ 1,5 %**	**1,76**	**+ 12,5 %**	**1,98**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**5,46**	**+ 7,0 %**	**5,85**	**- 10,3 %**	**5,24**	**+ 13,0 %**	**5,93**
Dépenses d'équipement	4,90	+ 3,5 %	5,07	- 11,3 %	4,50	+ 14,4 %	5,15
Subventions d'équipement versées	0,13	+ 132,0 %	0,30	+ 6,8 %	0,32	- 11,0 %	0,28
Autres dépenses d'investissement	0,43	+ 10,3 %	0,48	- 10,1 %	0,43	+ 16,8 %	0,50
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**2,49**	**+ 8,0 %**	**2,69**	**- 5,4 %**	**2,54**	**+ 10,2 %**	**2,80**
FCTVA	0,17	+ 15,9 %	0,19	+ 12,7 %	0,22	+ 17,8 %	0,26
Dotations et subventions d'investissement	1,61	+ 11,4 %	1,80	- 1,1 %	1,78	+ 11,1 %	1,98
Autres recettes d'investissement	0,71	- 1,5 %	0,69	- 21,4 %	0,55	+ 4,1 %	0,57
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**15,27**	**+ 4,2 %**	**15,92**	**- 6,1 %**	**14,95**	**+ 8,7 %**	**16,25**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**15,31**	**+ 3,6 %**	**15,86**	**- 3,9 %**	**15,23**	**+ 7,6 %**	**16,38**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**+ 0,04**		**- 0,06**		**+ 0,29**		**+ 0,14**
Remboursements de dette (8)	1,37	+ 0,4 %	1,37	- 10,0 %	1,23	+ 4,5 %	1,29
Emprunts (9)	1,31	- 0,9 %	1,29	+ 4,8 %	1,36	+ 21,6 %	1,65
Flux net de dette =(9) - (8)	- 0,06		- 0,08		+ 0,12		+ 0,36
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**16,64**	**+ 3,9 %**	**17,29**	**- 6,4 %**	**16,18**	**+ 8,4 %**	**17,54**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**16,62**	**+ 3,2 %**	**17,15**	**- 3,3 %**	**16,59**	**+ 8,7 %**	**18,03**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	- 0,02		- 0,14		+ 0,41		+ 0,50
Dette au 31 décembre (12) [(b)]	**14,29**	**+ 0,9 %**	**14,41**	**- 5,9 %**	**13,56**	**+ 2,6 %**	**13,91**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	23,5 %	+ 0,0 pt	23,6 %	+ 0,0 pt	23,6 %	+ 0,5 pt	24,0 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	12,9 %	+ 0,3 pt	13,1 %	+ 0,7 pt	13,8 %	+ 0,7 pt	14,5 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	111,4 %	- 2,0 pt	109,4 %	- 2,6 pt	106,8 %	- 4,5 pt	102,4 %
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,7 ans	- 0,1 an	4,6 ans	- 0,1 an	4,5 ans	- 0,3 an	4,3 ans

(a) Types 421 à 424 dans les comptes de gestion, c'est-à-dire y compris les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM), les syndicats intercommuaux à vocation unique (SIVU), les pôles métropolitains et les PETR, mais hors EPT (assimilés à des EPCI à fiscalité propre dans nos statistiques).
(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.
Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants calculés hors gestion active de la dette.

4-10 Les comptes des collectivités locales y compris les syndicats

Les comptes des collectivités locales y compris syndicats [(a)] - Opérations réelles
(en milliards d'euros)

Budgets principaux	2018	2019/ 2018	2019	2020/ 2019	2020	2021/ 2020	2021
						Valeurs provisoires	
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**182,30**	**+ 1,3 %**	**184,77**	**+ 0,0 %**	**184,82**	**+ 2,6 %**	**189,60**
Achats et charges externes	35,90	+ 2,7 %	36,86	- 3,3 %	35,63	+ 6,0 %	37,75
Frais de personnel	65,47	+ 1,5 %	66,48	+ 1,1 %	67,18	+ 2,9 %	69,11
Charges financières	4,24	- 5,8 %	4,00	- 7,6 %	3,70	- 6,3 %	3,46
Dépenses d'intervention	70,65	+ 1,3 %	71,55	+ 0,2 %	71,66	+ 1,0 %	72,39
Autres dépenses de fonctionnement	6,04	- 2,8 %	5,87	+ 13,2 %	6,64	+ 3,6 %	6,88
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**216,71**	**+ 2,6 %**	**222,44**	**- 1,8 %**	**218,39**	**+ 5,1 %**	**229,54**
Impôts et taxes	142,88	+ 3,3 %	147,54	- 1,4 %	145,53	+ 4,0 %	151,33
- Impôts locaux	86,67	+ 3,4 %	89,65	+ 1,8 %	91,31	- 35,6 %	58,76
- Autres impôts et taxes	56,21	+ 3,0 %	57,89	- 6,3 %	54,23	+ 70,7 %	92,57
Concours de l'État	34,72	+ 0,5 %	34,91	+ 0,2 %	34,98	+ 5,6 %	36,94
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	26,82	- 0,1 %	26,78	- 0,6 %	26,63	+ 0,0 %	26,64
- Autres dotations	1,75	- 0,2 %	1,74	+ 10,3 %	1,92	+ 3,2 %	1,99
- Péréquations et compensations fiscales	6,15	+ 3,8 %	6,38	+ 0,7 %	6,42	+ 29,5 %	8,32
Subventions reçues et participations	16,51	+ 1,6 %	16,77	+ 4,3 %	17,48	+ 5,7 %	18,48
Ventes de biens et services	14,56	+ 3,8 %	15,11	- 13,8 %	13,02	+ 12,0 %	14,58
Autres recettes de fonctionnement	8,04	+ 0,9 %	8,11	- 9,2 %	7,37	+ 11,3 %	8,20
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**34,41**	**+ 9,5 %**	**37,67**	**- 10,9 %**	**33,57**	**+ 19,0 %**	**39,94**
Épargne nette = (3) - (8)	**18,99**	**+ 16,2 %**	**22,06**	**- 18,4 %**	**18,00**	**+ 35,0 %**	**24,30**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**56,27**	**+ 13,1 %**	**63,63**	**- 6,0 %**	**59,80**	**+ 6,0 %**	**63,36**
Dépenses d'équipement	40,64	+ 12,6 %	45,76	- 11,8 %	40,38	+ 8,5 %	43,82
Subventions d'équipement versées	12,75	+ 15,6 %	14,74	+ 9,6 %	16,16	+ 0,7 %	16,27
Autres dépenses d'investissement	2,89	+ 8,4 %	3,13	+ 4,1 %	3,26	+ 0,7 %	3,28
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**24,02**	**+ 8,0 %**	**25,95**	**- 2,0 %**	**25,42**	**+ 4,7 %**	**26,61**
FCTVA	4,96	+ 6,6 %	5,29	+ 8,4 %	5,73	+ 3,9 %	5,96
Dotations et subventions d'investissement	13,19	+ 12,1 %	14,78	+ 0,6 %	14,87	+ 6,1 %	15,77
Autres recettes d'investissement	5,87	+ 0,2 %	5,88	- 18,0 %	4,82	+ 1,3 %	4,88
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**238,58**	**+ 4,1 %**	**248,40**	**- 1,5 %**	**244,62**	**+ 3,4 %**	**252,97**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**240,73**	**+ 3,2 %**	**248,38**	**- 1,8 %**	**243,81**	**+ 5,1 %**	**256,15**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**+ 2,15**		**- 0,02**		**- 0,81**		**+ 3,19**
Remboursements de dette (8)	15,42	+ 1,2 %	15,61	- 0,2 %	15,57	+ 0,4 %	15,64
Emprunts (9)	14,67	+ 1,7 %	14,92	+ 32,3 %	19,74	- 9,0 %	17,97
Flux net de dette =(9) - (8)	- 0,75		- 0,69		+ 4,16		+ 2,32
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**254,00**	**+ 3,9 %**	**264,01**	**- 1,4 %**	**260,19**	**+ 3,2 %**	**268,61**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**255,40**	**+ 3,1 %**	**263,30**	**+ 0,1 %**	**263,55**	**+ 4,0 %**	**274,12**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	+ 1,40		- 0,71		+ 3,36		+ 5,51
Dette au 31 décembre (12) [(b)]	**164,63**	**- 0,1 %**	**164,46**	**+ 2,5 %**	**168,61**	**+ 1,8 %**	**171,61**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	15,9 %	+ 1,1 pt	16,9 %	- 1,6 pt	15,4 %	+ 2,0 pt	17,4 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	8,8 %	+ 1,2 pt	9,9 %	- 1,7 pt	8,2 %	+ 2,3 pt	10,6 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	76,0 %	- 2,0 pt	73,9 %	+ 3,3 pt	77,2 %	- 2,4 pt	74,8 %
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,8 ans	- 0,4 an	4,4 ans	+ 0,7 an	5,0 ans	- 0,7 an	4,3 ans

(a) Types 421 à 424 dans les comptes de gestion, c'est-à-dire y compris les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM), les syndicats intercommuaux à vocation unique (SIVU), les pôles métropolitains et les PETR, mais hors EPT (assimilés à des EPCI à fiscalité propre dans nos statistiques).
(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.
Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants calculés hors gestion active de la dette.
Données non consolidées entre les différents niveaux de collectivités, sauf reversements fiscaux.

Ensemble des collectivités locales (y compris syndicats) [a] - Opérations réelles
(en milliards d'euros)

Budgets annexes	2018	2019 / 2018	2019	2020 / 2019	2020	2021 / 2020	2021
						Valeurs provisoires	
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**17,17**	**+ 4,8 %**	**17,99**	**- 0,0 %**	**17,99**	**+ 4,3 %**	**18,75**
Achats et charges externes	9,29	+ 6,6 %	9,90	- 1,2 %	9,78	+ 6,5 %	10,42
Frais de personnel	3,76	+ 3,5 %	3,89	+ 3,6 %	4,03	+ 3,4 %	4,17
Charges financières	0,78	- 6,7 %	0,73	- 0,8 %	0,72	- 8,7 %	0,66
Dépenses d'intervention	1,55	+ 1,6 %	1,57	+ 6,2 %	1,67	+ 2,7 %	1,71
Autres dépenses de fonctionnement	1,79	+ 6,3 %	1,90	- 6,2 %	1,79	+ 0,6 %	1,80
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**22,12**	**+ 3,9 %**	**22,99**	**+ 0,3 %**	**23,05**	**+ 5,4 %**	**24,28**
Impôts et taxes	4,77	+ 8,2 %	5,17	+ 0,0 %	5,17	+ 7,6 %	5,56
Concours de l'État	0,07	+ 50,6 %	0,11	- 62,7 %	0,04	+ 12,8 %	0,05
Subventions reçues et participations	4,26	+ 3,7 %	4,42	+ 4,0 %	4,59	- 3,2 %	4,45
Ventes de biens et services	10,87	+ 2,1 %	11,09	- 3,4 %	10,72	+ 7,9 %	11,56
Autres recettes de fonctionnement	2,14	+ 2,7 %	2,20	+ 14,6 %	2,52	+ 5,6 %	2,66
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**4,95**	**+ 0,9 %**	**4,99**	**+ 1,3 %**	**5,06**	**+ 9,3 %**	**5,53**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**8,33**	**+ 13,3 %**	**9,44**	**- 13,9 %**	**8,12**	**+ 9,5 %**	**8,90**
Dépenses d'équipement	7,46	+ 12,8 %	8,42	- 15,4 %	7,12	+ 11,5 %	7,94
Subventions d'équipement versées	0,20	+ 0,1 %	0,20	+ 59,5 %	0,32	+ 6,9 %	0,34
Autres dépenses d'investissement	0,67	+ 22,7 %	0,82	- 17,0 %	0,68	- 9,6 %	0,62
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**3,44**	**+ 7,7 %**	**3,71**	**- 6,8 %**	**3,46**	**+ 3,3 %**	**3,57**
FCTVA	0,19	+ 10,8 %	0,21	- 0,3 %	0,21	+ 28,7 %	0,27
Dotations et subventions d'investissement	2,27	+ 6,0 %	2,40	- 3,4 %	2,32	+ 12,5 %	2,61
Autres recettes d'investissement	0,99	+ 11,3 %	1,10	- 15,6 %	0,93	- 25,2 %	0,69
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**25,50**	**+ 7,6 %**	**27,43**	**- 4,8 %**	**26,11**	**+ 5,9 %**	**27,65**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**25,56**	**+ 4,4 %**	**26,70**	**- 0,7 %**	**26,50**	**+ 5,1 %**	**27,85**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**+ 0,06**		**- 0,73**		**+ 0,39**		**+ 0,20**
Remboursements de dette (8)	2,69	- 0,4 %	2,68	+ 0,8 %	2,70	+ 4,1 %	2,81
Emprunts (9)	3,54	+ 10,4 %	3,90	- 14,2 %	3,35	- 7,1 %	3,11
Flux net de dette =(9) - (8)	+ 0,85		+ 1,22		+ 0,65		+ 0,30
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**28,19**	**+ 6,8 %**	**30,11**	**- 4,3 %**	**28,81**	**+ 5,7 %**	**30,46**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**29,10**	**+ 5,2 %**	**30,60**	**- 2,5 %**	**29,85**	**+ 3,7 %**	**30,96**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	+ 0,91		+ 0,49		+ 1,04		+ 0,50
Dette au 31 décembre (12) [b]	**30,17**	**+ 3,8 %**	**31,32**	**+ 3,6 %**	**32,44**	**- 0,3 %**	**32,33**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	22,4 %	- 0,7 pt	21,7 %	+ 0,2 pt	22,0 %	+ 0,8 pt	22,8 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	10,2 %	- 0,1 pt	10,1 %	+ 0,2 pt	10,2 %	+ 1,0 pt	11,2 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	136,4 %	- 0,2 pt	136,3 %	+ 4,5 pt	140,8 %	- 7,6 pt	133,2 %
Délai de désendettement = (12) / (3)	6,1 ans	+ 0,2 an	6,3 ans	+ 0,1 an	6,4 ans	- 0,6 an	5,8 ans

(a) Non compris les établissements publics locaux.
(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.
Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette, non consolidés entre les différents niveaux de collectivités.

4-12a Les comptes consolidés des collectivités locales et leur décomposition

Consolidation de l'ensemble des collectivités (y compris syndicats) [a] - Opérations réelles
(en milliards d'euros)

						Valeurs provisoires	
Comptes et niveaux consolidés	**2018**	**2019/ 2018**	**2019**	**2020/ 2019**	**2020**	**2021/ 2020**	**2021**
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**192,53**	**+ 1,7 %**	**195,74**	**- 0,1 %**	**195,45**	**+ 2,9 %**	**201,06**
Achats et charges externes	44,44	+ 3,6 %	46,03	- 3,1 %	44,63	+ 6,1 %	47,37
Frais de personnel	67,48	+ 1,7 %	68,63	+ 1,1 %	69,39	+ 2,8 %	71,34
Charges financières	5,00	- 5,9 %	4,71	- 6,5 %	4,40	- 6,7 %	4,11
Dépenses d'intervention	68,93	+ 1,3 %	69,80	+ 0,0 %	69,82	+ 1,3 %	70,71
Autres dépenses de fonctionnement	6,68	- 1,6 %	6,57	+ 9,8 %	7,21	+ 4,3 %	7,53
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**231,89**	**+ 2,8 %**	**238,42**	**- 1,8 %**	**234,09**	**+ 5,3 %**	**246,54**
Impôts et taxes	147,66	+ 3,4 %	152,70	- 1,3 %	150,70	+ 4,1 %	156,89
Concours de l'État	34,79	+ 0,7 %	35,02	+ 0,0 %	35,02	+ 5,6 %	36,99
Subventions reçues et participations	17,51	+ 2,1 %	17,87	+ 3,9 %	18,57	+ 5,2 %	19,55
Ventes de biens et services	22,92	+ 3,5 %	23,73	- 10,9 %	21,14	+ 10,8 %	23,41
Autres recettes de fonctionnement	9,01	+ 0,8 %	9,09	- 4,7 %	8,66	+ 12,0 %	9,70
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**39,36**	**+ 8,4 %**	**42,68**	**- 9,5 %**	**38,64**	**+ 17,7 %**	**45,48**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**60,41**	**+ 12,4 %**	**67,93**	**- 7,0 %**	**63,14**	**+ 6,4 %**	**67,19**
Dépenses d'équipement	48,09	+ 12,7 %	54,18	- 12,3 %	47,50	+ 8,9 %	51,75
Subventions d'équipement versées	8,93	+ 11,5 %	9,96	+ 18,4 %	11,80	- 1,2 %	11,65
Autres dépenses d'investissement	3,39	+ 11,8 %	3,78	+ 1,5 %	3,84	- 1,4 %	3,79
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**23,18**	**+ 5,5 %**	**24,46**	**- 1,9 %**	**23,99**	**+ 4,3 %**	**25,02**
FCTVA	5,15	+ 6,7 %	5,50	+ 8,1 %	5,95	+ 4,8 %	6,23
Dotations et subventions d'équipement	11,43	+ 6,7 %	12,20	+ 2,5 %	12,50	+ 7,3 %	13,42
Autres recettes d'investissement	6,60	+ 2,4 %	6,76	- 18,0 %	5,54	- 3,0 %	5,38
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**252,94**	**+ 4,2 %**	**263,67**	**- 1,9 %**	**258,59**	**+ 3,7 %**	**268,25**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**255,08**	**+ 3,1 %**	**262,87**	**- 1,8 %**	**258,08**	**+ 5,2 %**	**271,56**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**+ 2,13**		**- 0,79**		**- 0,51**		**+ 3,31**
Remboursements de dette (8)	17,85	+ 1,2 %	18,07	+ 0,0 %	18,07	+ 1,1 %	18,26
Emprunts (9)	18,04	+ 3,4 %	18,66	+ 23,2 %	22,99	- 8,8 %	20,97
Flux net de dette =(9) - (8)	+ 0,18		+ 0,59		+ 4,92		+ 2,71
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**270,79**	**+ 4,0 %**	**281,73**	**- 1,8 %**	**276,66**	**+ 3,6 %**	**286,51**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**273,11**	**+ 3,1 %**	**281,53**	**- 0,2 %**	**281,06**	**+ 4,1 %**	**292,53**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	+ 2,32		- 0,20		+ 4,41		+ 6,02
Dette au 31 décembre (12) [b]	**194,80**	**+ 0,5 %**	**195,79**	**+ 2,7 %**	**201,06**	**+ 1,4 %**	**203,94**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	17,0 %	+ 0,9 pt	17,9 %	- 1,4 pt	16,5 %	+ 1,9 pt	18,4 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	9,3 %	+ 1,0 pt	10,3 %	- 1,5 pt	8,8 %	+ 2,3 pt	11,0 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	84,0 %	- 1,9 pt	82,1 %	+ 3,8 pt	85,9 %	- 3,2 pt	82,7 %
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,9 ans	- 0,4 an	4,6 ans	+ 0,6 an	5,2 ans	- 0,7 an	4,5 ans

(a) Non compris les établissements publics locaux.
(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.
Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux et annexes. Montants consolidés des flux croisés et calculés hors gestion active de la dette.

Les comptes consolidés des collectivités locales et leur décomposition par région 4-12b

Consolidation de l'ensemble des collectivités (y compris syndicats) [a] par région

2021	Dépenses de fonctionnement	Recettes de fonctionnement	Épargne brute	Dépenses d'investissement (hors remboursement de dette)	Recettes d'investissement (hors emprunts)	Dette au 31/12	Besoin (+) ou capacité (-) de financement (en € / hab. DGF)	Taux d'épargne brute (EB / RF)	Délai de désendettement (Dette / EB)
	Montants en € / habitant						Soldes et ratios comptables		
France métropolitaine + DOM	**2 946**	**3 613**	**667**	**985**	**367**	**2 989**	**+ 49**	**18,4 %**	**4,5 ans**
Auvergne-Rhône-Alpes	2 879	3 662	783	1 127	415	3 070	+ 72	21,4 %	3,9 ans
Bourgogne-Franche-Comté	2 745	3 394	649	929	329	2 617	+ 48	19,1 %	4,0 ans
Bretagne	2 600	3 326	726	960	313	2 538	+ 79	21,8 %	3,5 ans
Centre-Val de Loire	2 702	3 306	604	986	393	2 637	+ 11	18,3 %	4,4 ans
Corse	4 752	5 682	929	1 697	691	4 510	- 77	16,4 %	4,9 ans
Grand Est	2 706	3 348	642	859	327	2 542	+ 110	19,2 %	4,0 ans
Hauts-de-France	2 966	3 560	593	807	327	2 874	+ 114	16,7 %	4,8 ans
Île-de-France [b]	2 950	3 504	553	929	340	3 213	- 35	15,8 %	5,8 ans
Normandie	2 857	3 553	696	919	360	2 443	+ 137	19,6 %	3,5 ans
Nouvelle-Aquitaine	2 928	3 652	725	1 060	379	2 879	+ 43	19,8 %	4,0 ans
Occitanie	3 203	3 919	716	1 117	398	3 356	- 3	18,3 %	4,7 ans
Pays-de-la-Loire	2 623	3 332	709	972	335	2 553	+ 72	21,3 %	3,6 ans
PACA	3 381	4 113	732	979	342	3 943	+ 94	17,8 %	5,4 ans
Guadeloupe	4 279	4 867	588	1 048	612	2 595	+ 153	12,1 %	4,4 ans
Guyane	2 895	3 320	425	1 205	853	1 000	+ 73	12,8 %	2,4 ans
Martinique	4 539	4 888	348	1 140	642	3 654	- 149	7,1 %	10,5 ans
La Réunion	3 539	4 197	658	1 315	574	4 123	- 82	15,7 %	6,3 ans
Mayotte	2 235	2 620	385	745	372	763	+ 12	14,7 %	2,0 ans
	Taux de croissance [c] en 2021 (en %)						Écart [c] 2021 - 2020		
France métropolitaine + DOM	**+ 2,5 %**	**+ 5,0 %**	**+ 17,3 %**	**+ 6,1 %**	**+ 4,0 %**	**+ 1,1 %**	**+ 56**	**+ 1,9 pt**	**- 0,7 an**
Auvergne-Rhône-Alpes	+ 2,6 %	+ 3,9 %	+ 8,8 %	+ 3,3 %	+ 2,0 %	- 1,0 %	+ 36	+ 1,0 pt	- 0,4 an
Bourgogne-Franche-Comté	+ 2,8 %	+ 4,3 %	+ 11,1 %	+ 10,3 %	+ 5,8 %	+ 1,4 %	- 4	+ 1,2 pt	- 0,4 an
Bretagne	+ 2,5 %	+ 4,6 %	+ 13,2 %	+ 3,0 %	+ 4,7 %	+ 0,3 %	+ 70	+ 1,6 pt	- 0,4 an
Centre-Val de Loire	+ 2,9 %	+ 4,0 %	+ 9,4 %	+ 19,1 %	+ 27,3 %	+ 3,0 %	- 22	+ 0,9 pt	- 0,3 an
Corse	+ 2,2 %	+ 5,5 %	+ 26,4 %	+ 17,9 %	+ 4,0 %	+ 2,1 %	- 37	+ 2,7 pt	- 1,2 an
Grand Est	+ 3,7 %	+ 6,7 %	+ 21,4 %	+ 7,2 %	+ 3,6 %	- 0,0 %	+ 67	+ 2,3 pt	- 0,9 an
Hauts-de-France	+ 3,9 %	+ 5,6 %	+ 15,3 %	+ 6,6 %	+ 18,4 %	- 1,2 %	+ 79	+ 1,4 pt	- 0,8 an
Île-de-France [b]	+ 2,0 %	+ 4,3 %	+ 18,9 %	+ 6,1 %	+ 4,7 %	+ 2,8 %	+ 50	+ 1,9 pt	- 0,9 an
Normandie	+ 3,0 %	+ 4,7 %	+ 11,9 %	- 2,0 %	- 9,5 %	- 0,6 %	+ 55	+ 1,3 pt	- 0,4 an
Nouvelle-Aquitaine	+ 2,5 %	+ 6,0 %	+ 22,9 %	+ 10,6 %	+ 7,5 %	+ 2,1 %	+ 59	+ 2,7 pt	- 0,8 an
Occitanie	+ 2,3 %	+ 4,5 %	+ 15,6 %	+ 10,3 %	+ 5,5 %	+ 2,6 %	+ 13	+ 1,8 pt	- 0,6 an
Pays-de-la-Loire	+ 3,6 %	+ 5,2 %	+ 11,6 %	+ 4,7 %	+ 9,1 %	+ 0,6 %	+ 58	+ 1,2 pt	- 0,4 an
PACA	+ 0,7 %	+ 5,8 %	+ 37,7 %	- 3,0 %	- 9,2 %	+ 0,3 %	+ 196	+ 4,1 pt	- 2,0 an
Guadeloupe	+ 1,8 %	+ 4,6 %	+ 30,0 %	- 8,2 %	- 8,0 %	+ 4,1 %	+ 177	+ 2,4 pt	- 1,1 an
Guyane	+ 0,9 %	+ 6,5 %	+ 69,7 %	+ 17,0 %	- 12,4 %	+ 2,7 %	- 121	+ 4,8 pt	- 1,5 an
Martinique	+ 3,1 %	+ 5,6 %	+ 54,8 %	+ 24,3 %	+ 58,1 %	+ 7,9 %	+ 137	+ 2,3 pt	- 4,6 an
La Réunion	+ 1,4 %	+ 6,0 %	+ 40,1 %	+ 11,0 %	- 21,3 %	+ 5,0 %	- 97	+ 3,8 pt	- 2,1 an
Mayotte	+ 9,1 %	+ 12,8 %	+ 40,3 %	- 2,3 %	+ 5,3 %	+ 1,1 %	+ 147	+ 2,9 pt	- 0,8 an

(a) Non compris les établissements publics locaux.

(b) La source utilisée n'inclut pas Île-de-France mobilité.

(c) Évolutions des montants par habitant, donc compte tenu de la croissance de la population totale (municipale et comptée à part).

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux et annexes, consolidés des flux croisés. Insee, recensement de la population.

4-13a Ventilation fonctionnelle des dépenses des communes

Communes de 3 500 habitants ou plus

(en millions d'euros)

2021	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	en € / habitant [a]	*Part dans le budget*	Évolution
Services généraux	**17 847**	**3 389**	**21 236**	**452**	***29,6 %***	**+ 3,4 %**
Opérations non ventilables	710	692	1 402	30	*2,0 %*	+ 1,9 %
Administration générale	16 540	2 639	19 180	408	*26,7 %*	+ 3,6 %
Conseils, assemblée locale	581	55	636	14	*0,9 %*	+ 0,4 %
Coopération décentralisée et actions internationales	16	2	18	0	*0,0 %*	+ 14,2 %
Sécurité et salubrité publiques	**2 814**	**303**	**3 117**	**66**	***4,3 %***	**+ 2,2 %**
Services communs (sécurité)	202	43	244	5	*0,3 %*	- 2,8 %
Police, sécurité, justice	1 561	150	1 711	36	*2,4 %*	+ 5,0 %
Incendie et secours	706	66	772	16	*1,1 %*	+ 1,6 %
Hygiène et salubrité publique	119	10	129	3	*0,2 %*	- 3,1 %
Autres interventions de protection civile	225	36	261	6	*0,4 %*	- 5,9 %
Enseignement, formation et apprentissage	**9 122**	**2 312**	**11 434**	**243**	***15,9 %***	**+ 7,3 %**
Services communs (enseignement)	1 400	253	1 653	35	*2,3 %*	+ 6,0 %
Enseignement du premier degré	4 710	1 773	6 484	138	*9,0 %*	+ 7,1 %
Enseignement du second degré	90	31	122	3	*0,2 %*	- 27,4 %
Enseignement supérieur, professionnel et continu	110	54	164	4	*0,2 %*	+ 8,8 %
Hébergement et restauration scolaires	2 424	188	2 612	56	*3,6 %*	+ 11,8 %
Autres services annexes de l'enseignement	387	13	400	9	*0,6 %*	+ 4,8 %
Culture, vie sociale, sport et jeunesse	**9 725**	**2 960**	**12 685**	**270**	***17,7 %***	**+ 2,3 %**
Services communs et vie sociale	1 207	133	1 340	29	*1,9 %*	+ 0,2 %
Culture	4 122	1 128	5 250	112	*7,3 %*	+ 2,0 %
dont : expression et action culturelles	*2 648*	*555*	*3 203*	*68*	4,5 %	*+ 1,1 %*
: conservation et diffusion du patrimoine	*1 474*	*574*	*2 048*	*44*	2,8 %	*+ 3,3 %*
Sports	1 864	1 495	3 359	72	*4,7 %*	+ 1,4 %
Jeunesse et loisirs	2 532	204	2 736	58	*3,8 %*	+ 5,1 %
Santé, action sociale	**7 784**	**483**	**8 267**	**176**	***11,5 %***	**+ 0,8 %**
Services communs (y compris APA et RSA)	611	5	616	13	*0,9 %*	+ 3,5 %
Santé	426	73	498	11	*0,7 %*	- 4,4 %
Action sociale (hors APA et RSA)	6 747	405	7 153	152	*10,0 %*	+ 1,0 %
dont : – services communs action sociale	*1 662*	*50*	*1 711*	*36*	2,4 %	*+ 1,1 %*
– famille et enfance	*3 742*	*258*	*4 001*	*85*	5,6 %	*+ 1,8 %*
– personnes âgées	*325*	*33*	*358*	*8*	0,5 %	*- 0,2 %*
– personnes handicapées	*266*	*27*	*293*	*6*	0,4 %	*- 0,7 %*
– autres interventions sociales	*753*	*37*	*790*	*17*	1,1 %	*- 2,3 %*
Aménagement des territoires et habitat	**3 588**	**1 832**	**5 420**	**115**	***7,5 %***	**+ 5,3 %**
Services communs et sécurité	40	4	44	1	*0,1 %*	+ 52,1 %
Aménagement des territoires	3 349	1 353	4 702	100	*6,5 %*	+ 5,4 %
dont : – espaces verts urbains	*1 937*	*410*	*2 347*	*50*	3,3 %	*+ 3,4 %*
– éclairage public	*584*	*341*	*924*	*20*	1,3 %	*- 0,2 %*
– autres aménagements urbains et ruraux	*829*	*603*	*1 432*	*30*	2,0 %	*+ 13,3 %*
Habitat	199	475	674	14	*0,9 %*	+ 2,6 %
Environnement	**1 982**	**486**	**2 468**	**53**	***3,4 %***	**- 1,8 %**
Services communs et actions transversales	356	206	562	12	*0,8 %*	+ 0,7 %
Collecte et traitement des déchets	565	35	599	13	*0,8 %*	+ 0,2 %
Propreté urbaine	808	52	861	18	*1,2 %*	+ 2,8 %
Actions en matière de gestion des eaux	103	64	167	4	*0,2 %*	- 33,6 %
Autres actions environnementales	150	130	280	6	*0,4 %*	+ 3,9 %
Transports, routes et voiries	**2 642**	**3 717**	**6 359**	**135**	***8,9 %***	**- 0,8 %**
Services communs	605	339	944	20	*1,3 %*	+ 0,8 %
Transports scolaires	51	0	52	1	*0,1 %*	+ 16,9 %
Transports publics (hors scolaire)	515	104	619	13	*0,9 %*	+ 5,7 %
Routes et voiries	1 249	2 069	3 318	71	*4,6 %*	- 1,2 %
Infrastructures de transport	221	1 204	1 425	30	*2,0 %*	- 3,7 %
Action économique	**555**	**291**	**846**	**18**	***1,2 %***	**- 3,8 %**
Services communs (y compris R & D)	233	115	348	7	*0,5 %*	+ 6,0 %
Foires et marchés	82	55	136	3	*0,2 %*	- 15,3 %
Agriculture, pêche et agro- alimentaire	15	11	26	1	*0,0 %*	+ 22,5 %
Industrie, commerce et artisanat	85	56	141	3	*0,2 %*	- 16,4 %
Développement touristique	140	54	194	4	*0,3 %*	- 2,9 %
Plan de relance (crise sanitaire)	**5**	**9**	**14**	**0**	***0,0 %***	
TOTAL (communes ≥ 3 500 h.)	**56 065**	**15 782**	**71 847**	**1 530**	***100,0 %***	**+ 3,0 %**
Charges financières (communes ≥ 3500 h.)	1 122			24		- 7,0 %
Communes hors champ (≤ 3500 habitants)	14 321	6 717	21 038	989		+ 6,0 %

(a) Population totale au sens de l'Insee (= municipale + comptée à part), au 1er janvier, résidant dans le champ retenu pour les dépenses des communes.

Champ : communes de 3 500 habitants ou plus. La Ville de Paris est considérée comme une commune.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles.

Ventilation fonctionnelle des dépenses des groupements de communes à FP 4-13b

GFP ayant au moins une commune de 3 500 habitants ou plus
(en millions d'euros)

2021	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	en € / habitant [a]	*Part dans le budget*	Évolution
Services généraux	**6 818**	**1 438**	**8 256**	**130**	***23,5 %***	**- 0,9 %**
Opérations non ventilables	606	321	928	15	*2,6 %*	- 27,4 %
Administration générale	5 979	1 104	7 083	111	*20,2 %*	+ 3,7 %
Conseils, assemblée locale	208	1	209	3	*0,6 %*	+ 9,3 %
Coopération décentralisée et actions internationales	25	11	36	1	*0,1 %*	+ 19,5 %
Sécurité et salubrité publiques	**1 338**	**72**	**1 410**	**22**	***4,0 %***	**+ 1,6 %**
Services communs (sécurité)	35	19	54	1	*0,2 %*	- 14,3 %
Police, sécurité, justice	45	7	52	1	*0,1 %*	+ 9,7 %
Incendie et secours	1 218	30	1 247	20	*3,6 %*	+ 2,8 %
Hygiène et salubrité publique	17	3	20	0	*0,1 %*	- 29,0 %
Autres interventions de protection civile	24	13	37	1	*0,1 %*	+ 3,2 %
Enseignement, formation et apprentissage	**613**	**348**	**961**	**15**	***2,7 %***	**+ 7,8 %**
Services communs (enseignement)	54	7	62	1	*0,2 %*	+ 58,3 %
Enseignement du premier degré	170	118	287	5	*0,8 %*	+ 6,8 %
Enseignement du second degré	65	59	124	2	*0,4 %*	- 2,9 %
Enseignement supérieur, professionnel et continu	98	142	240	4	*0,7 %*	+ 8,3 %
Hébergement et restauration scolaires	184	14	198	3	*0,6 %*	+ 6,8 %
Autres services annexes de l'enseignement	42	8	50	1	*0,1 %*	+ 2,5 %
Culture, vie sociale, sport et jeunesse	**3 129**	**1 228**	**4 357**	**69**	***12,4 %***	**+ 4,5 %**
Services communs et vie sociale	221	29	249	4	*0,7 %*	+ 0,1 %
Culture	1 553	358	1 911	30	*5,4 %*	+ 0,9 %
dont : expression et action culturelles	*1 007*	*213*	*1 220*	*19*	3,5 %	*+ 1,4 %*
: conservation et diffusion du patrimoine	*546*	*145*	*691*	*11*	2,0 %	*+ 0,1 %*
Sports	931	797	1 728	27	*4,9 %*	+ 9,2 %
Jeunesse et loisirs	425	44	469	7	*1,3 %*	+ 5,6 %
Santé, action sociale	**2 363**	**199**	**2 562**	**40**	***7,3 %***	**+ 4,4 %**
Services communs (y compris APA et RSA)	418	3	421	7	*1,2 %*	+ 1,3 %
Santé	86	50	136	2	*0,4 %*	+ 14,4 %
Action sociale (hors APA et RSA)	1 860	146	2 006	32	*5,7 %*	+ 4,4 %
dont : – services communs action sociale	*214*	*14*	*228*	*4*	0,6 %	*+ 3,9 %*
– famille et enfance	*1 053*	*83*	*1 136*	*18*	3,2 %	*+ 6,2 %*
– personnes âgées	*127*	*8*	*135*	*2*	0,4 %	*- 2,3 %*
– personnes handicapées	*230*	*3*	*233*	*4*	0,7 %	*+ 3,5 %*
– autres interventions sociales	*236*	*39*	*274*	*4*	0,8 %	*+ 1,6 %*
Aménagement des territoires et habitat	**1 189**	**1 627**	**2 816**	**44**	***8,0 %***	**+ 6,0 %**
Services communs et sécurité	94	48	142	2	*0,4 %*	+ 15,3 %
Aménagement des territoires	869	951	1 820	29	*5,2 %*	+ 2,4 %
dont : – espaces verts urbains	*257*	*51*	*308*	*5*	*0,9 %*	*+ 4,1 %*
– éclairage public	*198*	*153*	*351*	*6*	*1,0 %*	*+ 7,0 %*
– autres aménagements urbains et ruraux	*414*	*747*	*1 161*	*18*	*3,3 %*	*+ 0,7 %*
Habitat	226	628	854	13	*2,4 %*	+ 12,8 %
Environnement	**5 624**	**991**	**6 614**	**104**	***18,8 %***	**+ 4,4 %**
Services communs et actions transversales	270	101	371	6	*1,1 %*	- 1,4 %
Collecte et traitement des déchets	4 145	319	4 465	70	*12,7 %*	+ 4,4 %
Propreté urbaine	465	38	502	8	*1,4 %*	+ 2,1 %
Actions en matière de gestion des eaux	539	336	875	14	*2,5 %*	+ 9,2 %
Autres actions environnementales	206	196	402	6	*1,1 %*	+ 2,6 %
Transports, routes et voiries	**2 825**	**2 784**	**5 609**	**88**	***16,0 %***	**+ 0,2 %**
Services communs	349	177	527	8	*1,5 %*	- 4,5 %
Transports scolaires	148	1	149	2	*0,4 %*	+ 15,1 %
Transports publics (hors scolaire)	1 211	295	1 506	24	*4,3 %*	- 2,3 %
Routes et voiries	935	1 931	2 866	45	*8,2 %*	+ 2,1 %
Infrastructures de transport	182	380	562	9	*1,6 %*	- 1,4 %
Action économique	**1 400**	**1 098**	**2 498**	**39**	***7,1 %***	**- 4,6 %**
Services communs (y compris R & D)	915	887	1 802	28	*5,1 %*	- 2,0 %
Foires et marchés	31	15	46	1	*0,1 %*	- 7,8 %
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	26	24	49	1	*0,1 %*	+ 30,5 %
Industrie, commerce et artisanat	29	42	71	1	*0,2 %*	- 55,8 %
Développement touristique	400	130	530	8	*1,5 %*	- 0,3 %
Plan de relance (crise sanitaire)	**22**	**9**	**31**	**0**	***0,1 %***	
TOTAL (GFP dans le champ)	**25 321**	**9 794**	**35 114**	**552**	***100,0 %***	**+ 1,9 %**
Charges financières (GFP dans le champ)	504			8		- 5,0 %
GFP hors champ	1 554	525	2 080	449		+ 7,2 %

(a) Population totale au sens de l'Insee (= municipale + comptée à part), au 1er janvier, résidant dans le champ retenu pour les dépenses des GFP (donc hors communes isolées).
Champ : GFP ayant au moins une commune de 3500 habitants ou plus. La métropole de Lyon est considérée comme un GFP.
Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles.

4-13c Ventilation fonctionnelle des dépenses des départements

Départements

(en millions d'euros)

2021	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	en € / habitant [a]	*Part dans le budget*	Évolution
Services généraux	**4 897**	**1 223**	**6 120**	**96**	***8,9 %***	**+ 0,4 %**
Opérations non ventilables	213	294	506	8	*0,7 %*	- 18,6 %
Administration générale	4 399	926	5 325	84	*7,8 %*	+ 2,6 %
Conseils, assemblée locale	198	1	199	3	*0,3 %*	- 0,2 %
Coopération décentralisée et actions internationales	88	3	90	1	*0,1 %*	+ 9,0 %
Sécurité et salubrité publiques	**2 717**	**201**	**2 918**	**46**	***4,3 %***	**+ 3,0 %**
Incendie et secours	2 677	156	2 833	45	*4,1 %*	+ 2,2 %
Autres sécurité et salubrité	40	45	85	1	*0,1 %*	+ 36,1 %
Enseignement, formation et apprentissage	**3 384**	**2 546**	**5 930**	**93**	***8,6 %***	**+ 9,9 %**
Services communs	655	5	660	10	*1,0 %*	- 0,4 %
Enseignement du premier degré	3	81	84	1	*0,1 %*	+ 6,3 %
Enseignement du second degré	2 543	2 392	4 935	78	*7,2 %*	+ 11,7 %
Enseignement supérieur, professionnel et continu	89	55	144	2	*0,2 %*	+ 13,2 %
Autres services annexes de l'enseignement	94	13	107	2	*0,2 %*	+ 0,7 %
Culture, vie sociale, sport et jeunesse	**1 313**	**569**	**1 882**	**30**	***2,7 %***	**+ 4,0 %**
Services communs et vie sociale	315	26	341	5	*0,5 %*	+ 1,8 %
Culture	667	326	993	16	*1,4 %*	+ 7,1 %
Sports	253	187	440	7	*0,6 %*	+ 1,7 %
Jeunesse et loisirs	79	30	109	2	*0,2 %*	- 5,8 %
Santé, action sociale	**40 619**	**404**	**41 023**	**645**	***59,8 %***	**+ 1,4 %**
Santé (y compris PMI et planification familiale)	832	35	867	14	*1,3 %*	- 4,8 %
Action sociale (hors APA et RSA)	*22 422*	358	22 780	358	*33,2 %*	+ 2,1 %
dont : – services communs action sociale	*2 389*	*113*	*2 502*	*39*	3,6 %	*- 1,0 %*
– famille et enfance	*8 608*	*91*	*8 700*	*137*	12,7 %	*+ 3,3 %*
– personnes âgées	*2 282*	*100*	*2 382*	*37*	3,5 %	*- 5,1 %*
– personnes handicapées	*8 573*	*29*	*8 602*	*135*	12,5 %	*+ 4,5 %*
– autres interventions sociales	*570*	*24*	*594*	*9*	0,9 %	*- 4,1 %*
Personnes dépendantes (APA)	6 146	0	6 146	97	*9,0 %*	+ 2,0 %
dont : – services communs APA	*137*	*0*	*137*	*2*	0,2 %	*+ 3,5 %*
– à domicile	*3 576*	*0*	*3 576*	*56*	5,2 %	*+ 2,1 %*
– versée aux bénéficiaires en établissement	*205*	*0*	*205*	*3*	0,3 %	*+ 2,7 %*
– versée aux établissements	*2 229*	*0*	*2 229*	*35*	3,2 %	*+ 1,8 %*
RSA et RMI	11 220	11	11 230	176	*16,4 %*	+ 0,3 %
dont : – RSA-insertion sociale	*630*	*0*	*630*	*10*	0,9 %	*+ 2,3 %*
– RSA-insertion professionnelle	*472*	*2*	*474*	*7*	0,7 %	*+ 8,9 %*
– RSA-allocations	*9 771*	*0*	*9 771*	*154*	14,2 %	*- 0,9 %*
– RSA-autres	*347*	*8*	*355*	*6*	0,5 %	*+ 22,0 %*
Aménagement des territoires et habitat	**250**	**1 312**	**1 562**	**25**	***2,3 %***	**+ 16,5 %**
Services communs et sécurité	60	6	66	1	*0,1 %*	+ 237,0 %
Aménagement des territoires	103	971	1 074	17	*1,6 %*	+ 16,1 %
Habitat	88	335	423	7	*0,6 %*	+ 6,6 %
Environnement	**518**	**545**	**1 062**	**17**	***1,5 %***	**+ 3,0 %**
Services communs et actions transversales	240	130	370	6	*0,5 %*	- 0,9 %
Actions en matière de déchets et propreté urbaine	6	12	18	0	*0,0 %*	- 11,5 %
Actions en matière de gestion des eaux	68	169	237	4	*0,3 %*	- 0,6 %
Autres actions environnementales	203	234	437	7	*0,6 %*	+ 9,7 %
Transports, routes et voiries	**2 915**	**4 041**	**6 956**	**109**	***10,1 %***	**+ 3,2 %**
Services communs	102	3	105	2	*0,2 %*	+ 130,0 %
Transports scolaires	270	0	270	4	*0,4 %*	- 10,2 %
Transports publics (hors scolaire)	433	220	653	10	*1,0 %*	+ 0,3 %
Routes et voiries	2 064	3 642	5 707	90	*8,3 %*	+ 3,5 %
dont : – voirie départementale	*1 146*	*3 218*	*4 363*	*69*	6,4 %	*+ 8,0 %*
– autres services	*919*	*425*	*1 343*	*21*	2,0 %	*- 8,8 %*
Infrastructures de transport (gares, ports etc.)	47	175	222	3	*0,3 %*	- 3,5 %
Action économique	**615**	**464**	**1 080**	**17**	***1,6 %***	**- 3,6 %**
Services communs (y compris R & D)	178	158	337	5	*0,5 %*	+ 2,8 %
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	174	119	293	5	*0,4 %*	+ 5,7 %
Industrie, commerce et artisanat	22	71	93	1	*0,1 %*	- 24,3 %
Développement touristique	241	117	358	6	*0,5 %*	- 9,0 %
Plan de relance (crise sanitaire)	**28**	**84**	**112**	**2**	***0,2 %***	
TOTAL	**57 257**	**11 389**	**68 647**	**1 079**	***100,0 %***	**+ 2,7 %**
Charges financières (fonctionnement)	577		577	9		- 8,6 %

(a) Population totale au sens de l'Insee (= municipale + comptée à part), au 1er janvier, résidant dans le champ retenu pour les dépenses des conseils départementaux : hors Paris, Guyane, Martinique, Corse et communes de la métropole de Lyon.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

Ventilation fonctionnelle des dépenses des régions et des CTU 4-13d

Régions et CTU

(en millions d'euros)

2021	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	en € / habitant [a]	*Part dans le budget*	Évolution
Services généraux	**3 010**	**1 882**	**4 891**	**72**	***13,9 %***	**- 1,3 %**
Opérations non ventilables	49	45	94	1	*0,3 %*	+ 27,9 %
Administration générale	2 212	207	2 419	36	*6,9 %*	+ 0,3 %
Conseils, assemblée locale	131	1	131	2	*0,4 %*	+ 1,0 %
Coopération décentralisée et actions internationales	618	1 629	2 246	33	*6,4 %*	- 4,0 %
dont : gestion des fonds européens	*565*	*1 624*	*2 189*	*32*	6,2 %	*- 4,4 %*
Sécurité et salubrité publiques	**84**	**23**	**107**	**2**	***0,3 %***	**+ 3,6 %**
Enseignement, formation et apprentissage	**8 118**	**3 392**	**11 509**	**169**	***32,7 %***	**+ 7,8 %**
Services communs (enseignement)	55	18	73	1	*0,2 %*	- 6,8 %
Enseignement du premier degré	0	12	12	0	*0,0 %*	- 13,7 %
Enseignement du second degré	3 728	2 684	6 412	94	*18,2 %*	+ 9,0 %
Enseignement supérieur, professionnel et continu	4 193	441	4 634	68	*13,2 %*	+ 6,5 %
dont : – enseignement supérieur	*99*	*213*	*312*	*5*	0,9 %	*+ 3,4 %*
– formation professionnelle	*2 761*	*17*	*2 778*	*41*	7,9 %	*+ 14,4 %*
– apprentissage	*112*	*182*	*294*	*4*	0,8 %	*- 21,1 %*
– formation sanitaire et sociale	*1 221*	*29*	*1 250*	*18*	3,5 %	*+ 0,3 %*
Autres services annexes de l'enseignement	142	236	378	6	*1,1 %*	+ 9,0 %
Culture, vie sociale, sport et jeunesse	**723**	**485**	**1 208**	**18**	***3,4 %***	**+ 0,4 %**
Services communs et vie sociale	25	0	25	0	*0,1 %*	+ 13,8 %
Culture	513	244	758	11	*2,2 %*	- 5,6 %
Sports	143	228	371	5	*1,1 %*	+ 8,9 %
Jeunesse et loisirs	42	11	52	1	*0,1 %*	+ 46,4 %
Santé, action sociale	**821**	**58**	**879**	**13**	***2,5 %***	**- 15,0 %**
Services communs (santé, social)	420	2	422	6	*1,2 %*	- 5,1 %
Santé	69	34	104	2	*0,3 %*	- 60,3 %
Action sociale	332	22	354	5	*1,0 %*	+ 7,8 %
Aménagement des territoires et habitat	**124**	**1 277**	**1 402**	**21**	***4,0 %***	**+ 5,4 %**
Services communs et sécurité	32	46	77	1	*0,2 %*	- 5,1 %
Aménagement des territoires	87	1 088	1 175	17	*3,3 %*	+ 4,9 %
Habitat	6	144	149	2	*0,4 %*	+ 16,5 %
Environnement	**248**	**406**	**655**	**10**	***1,9 %***	**+ 16,8 %**
Services communs et actions transversales	71	20	91	1	*0,3 %*	- 17,7 %
Actions en matière de déchets et propreté urbaine	6	21	28	0	*0,1 %*	+ 111,1 %
Actions en matière de gestion des eaux	33	93	126	2	*0,4 %*	+ 23,5 %
Autres actions environnementales	137	273	410	6	*1,2 %*	+ 22,4 %
Transports, routes et voiries	**7 872**	**3 625**	**11 497**	**169**	***32,6 %***	**+ 11,2 %**
Services communs	38	43	81	1	*0,2 %*	+ 45,6 %
Transports scolaires	1 620	7	1 627	24	*4,6 %*	+ 21,1 %
Transports publics (hors scolaire)	5 898	2 130	8 029	118	*22,8 %*	+ 8,7 %
dont : – transports ferroviaire de voyageurs	*3 601*	*1 933*	*5 534*	*81*	15,7 %	*+ 10,4 %*
– autres transports de voyageurs	*2 265*	*168*	*2 433*	*36*	6,9 %	*+ 6,4 %*
– transports de marchandises	*33*	*30*	*63*	*1*	0,2 %	*- 30,1 %*
Routes et voiries	69	692	762	11	*2,2 %*	+ 28,7 %
dont : – voirie nationale	*0*	*257*	*257*	*4*	0,7 %	*+ 58,1 %*
– voirie régionale	*58*	*271*	*329*	*5*	0,9 %	*+ 7,5 %*
Infrastructures de transport	246	752	998	15	*2,8 %*	+ 4,1 %
dont : – gares et infrastructures ferroviaires	*18*	*509*	*526*	*8*	1,5 %	*+ 3,9 %*
– infrastructures portuaires et aéroportuaires	*38*	*233*	*271*	*4*	0,8 %	*+ 5,6 %*
– liaisons multimodales	*190*	*11*	*201*	*3*	0,6 %	*+ 2,8 %*
Action économique	**975**	**2 014**	**2 989**	**44**	***8,5 %***	**- 19,6 %**
Services communs (y compris R & D)	413	712	1 125	17	*3,2 %*	- 18,3 %
dont : R & D	*180*	*332*	*512*	*8*	1,5 %	*+ 3,5 %*
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	154	361	515	8	*1,5 %*	+ 4,3 %
Industrie, commerce et artisanat	283	745	1 028	15	*2,9 %*	- 31,4 %
Développement touristique	125	196	321	5	*0,9 %*	- 7,7 %
Plan de relance (crise sanitaire)	**27**	**64**	**91**	**1**	***0,3 %***	
TOTAL	**22 003**	**13 226**	**35 229**	**518**	***100,0 %***	**+ 3,9 %**
Charges financières (fonctionnement)	560		560	8		- 0,7 %

(a) Population totale au sens de l'Insee (= municipale + comptée à part), au 1er janvier, résidant dans le champ retenu pour les dépenses des conseils régionaux et des collectivités territoriales uniques, donc hors Mayotte.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

4-13e Ventilation fonctionnelle des dépenses des CT et de leurs groupements à FP

Collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre
(en millions d'euros)

2021	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	*Part dans le budget*	Évolution
Services généraux	**32 572**	**7 931**	**40 503**	**19,2 %**	***+ 1,5 %***
Opérations non ventilables	1 579	1 352	2 931	1,4 %	*- 12,5 %*
Administration générale	29 131	4 876	34 007	16,1 %	*+ 3,2 %*
Conseils, assemblée locale	1 118	57	1 175	0,6 %	*+ 1,8 %*
Coopération décentralisée et actions internationales	745	1 645	2 391	1,1 %	*- 3,2 %*
Sécurité et salubrité publiques	**6 953**	**599**	**7 552**	**3,6 %**	***+ 2,4 %***
Enseignement, formation et apprentissage	**21 237**	**8 598**	**29 835**	**14,2 %**	***+ 8,0 %***
Services communs (enseignement)	2 165	284	2 448	1,2 %	*+ 4,6 %*
Enseignement du premier degré	4 883	1 984	6 867	3,3 %	*+ 7,0 %*
Enseignement du second degré	6 427	5 166	11 593	5,5 %	*+ 9,4 %*
Enseignement supérieur, professionnel et continu	4 490	693	5 182	2,5 %	*+ 6,9 %*
Autres services annexes de l'enseignement	664	270	935	0,4 %	*+ 5,8 %*
Culture, vie sociale, sport et jeunesse	**14 890**	**5 242**	**20 132**	**9,5 %**	***+ 2,8 %***
Services communs et vie sociale	1 767	188	1 955	0,9 %	*+ 0,6 %*
Culture	6 854	2 057	8 911	4,2 %	*+ 1,6 %*
Sports	3 191	2 708	5 898	2,8 %	*+ 4,0 %*
Jeunesse et loisirs	3 077	289	3 366	1,6 %	*+ 5,3 %*
Santé, action sociale	**51 588**	**1 144**	**52 732**	**25,0 %**	***+ 1,1 %***
Services communs (santé, social)	1 448	10	1 459	0,7 %	*+ 0,2 %*
Santé	1 413	192	1 605	0,8 %	*- 11,4 %*
Action sociale	48 727	942	49 669	23,6 %	*+ 1,6 %*
Aménagement des territoires et habitat	**5 151**	**6 049**	**11 200**	**5,3 %**	***+ 6,9 %***
Services communs et sécurité	225	104	329	0,2 %	*+ 30,0 %*
Aménagement des territoires	4 408	4 363	8 771	4,2 %	*+ 5,9 %*
Habitat	518	1 582	2 100	1,0 %	*+ 8,3 %*
Environnement	**8 372**	**2 428**	**10 800**	**5,1 %**	***+ 3,4 %***
Services communs et actions transversales	937	456	1 393	0,7 %	*- 1,7 %*
Actions en matière de déchets et propreté urbaine	5 995	477	6 472	3,1 %	*+ 3,8 %*
Actions en matière de gestion des eaux	743	662	1 405	0,7 %	*+ 0,9 %*
Autres actions environnementales	696	833	1 530	0,7 %	*+ 9,6 %*
Transports, routes et voiries	**16 254**	**14 167**	**30 420**	**14,4 %**	***+ 4,6 %***
Services communs	1 094	563	1 657	0,8 %	*+ 4,2 %*
Transports scolaires	2 089	9	2 098	1,0 %	*+ 15,4 %*
Transports publics (hors scolaire)	8 057	2 749	10 806	5,1 %	*+ 6,3 %*
Routes et voiries	4 318	8 334	12 652	6,0 %	*+ 3,1 %*
Infrastructures de transport	695	2 512	3 207	1,5 %	*- 1,0 %*
Action économique	**3 545**	**3 867**	**7 413**	**3,5 %**	***- 11,1 %***
Services communs (y compris R & D, foires et marchés)	1 852	1 942	3 794	1,8 %	*- 7,1 %*
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	369	515	884	0,4 %	*+ 6,4 %*
Industrie, commerce et artisanat	419	914	1 333	0,6 %	*- 31,6 %*
Développement touristique	905	496	1 402	0,7 %	*- 4,7 %*
Plan de relance (crise sanitaire)	**83**	**166**	**248**	**0,1 %**	
TOTAL	**160 646**	**50 191**	**210 837**	**100,0 %**	***+ 2,9 %***
Charges financières (fonctionnement)	2 763		2 763		*- 5,8 %*
Communes et GFP hors champ	15 875	7 243	23 118		*+ 6,1 %*

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

Ventilation fonctionnelle des dépenses des budgets annexes et des syndicats 4-13f

Budgets annexes [a]

(en millions d'euros)

2021	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	*Part dans le budget*	Évolution
Services généraux	1 141	1 008	2 149	*9,2 %*	+ 1,7 %
Sécurité (incendie)	0	0	0	*0,0 %*	- 0,7 %
Enseignement, formation et apprentissage	97	8	105	*0,5 %*	+ 2,1 %
Culture, vie sociale, sport et jeunesse	549	213	762	*3,3 %*	+ 7,7 %
Santé, action sociale	999	118	1 117	*4,8 %*	+ 4,0 %
Aménagement des territoires et habitat	916	388	1 304	*5,6 %*	+ 8,3 %
Environnement	6 940	3 924	10 864	*46,7 %*	+ 9,9 %
dont : – actions en matière de déchets et propreté urbaine	*3 425*	*397*	*3 822*	16,4 %	*+ 11,5 %*
– actions en matière de gestion des eaux	*3 289*	*3 361*	*6 649*	28,6 %	*+ 8,7 %*
– autres actions environnementales (y compris énergie)	*226*	*166*	*392*	1,7 %	*+ 13,5 %*
Transports, routes et voiries	4 861	1 128	5 989	*25,8 %*	- 0,2 %
Action économique	676	289	964	*4,1 %*	+ 11,9 %
Ensemble des activités [b]	**16 179**	**7 076**	**23 255**	***100,0 %***	**+ 5,9 %**
Charges financières (fonctionnement)	551		551		- 9,5 %

(a) Communes, EPCI à fiscalité propre, y compris les EPT de la MGP et la métropole de Lyon, départements, régions et CTU. Y compris les budgets annexes en M22 de ces collectivités.
(b) Voir la note du tableau des syndicats.
Source : DGCL. Données DGFiP ; comptes de gestion.

Syndicats [a]

(en millions d'euros)

2021	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	*Part dans le budget*	Évolution
Services généraux	834	916	1 750	*9,3 %*	- 4,9 %
Sécurité (incendie)	28	3	31	*0,2 %*	+ 1,6 %
Enseignement, formation et apprentissage	397	61	458	*2,4 %*	+ 4,9 %
Culture, vie sociale, sport et jeunesse	268	49	317	*1,7 %*	+ 2,5 %
Santé, action sociale	448	21	469	*2,5 %*	+ 3,1 %
Aménagement des territoires et habitat	132	718	851	*4,5 %*	+ 82,3 %
Environnement	6 887	4 809	11 697	*62,3 %*	+ 9,4 %
dont : – actions en matière de déchets	*3 909*	*693*	*4 603*	24,5 %	*+ 9,3 %*
– actions en matière de gestion des eaux	*1 991*	*2 141*	*4 132*	22,0 %	*+ 9,2 %*
– autres actions environnementales (y compris énergie)	*987*	*1 975*	*2 962*	15,8 %	*+ 10,1 %*
Transports, routes et voiries	2 136	840	2 976	*15,8 %*	+ 6,8 %
Action économique	169	70	239	*1,3 %*	+ 14,7 %
Ensemble des activités [b]	**11 300**	**7 488**	**18 788**	***100,0 %***	**+ 9,1 %**
Charges financières (fonctionnement)	464		464		- 7,2 %

(a) Budgets principaux des syndicats à vocation unique, et ensemble des budgets annexes des syndicats, y compris en M22. Les budgets principaux des SIVOM ne sont pas inclus. Montants non consolidés entre BP et BA.
(b) La ventilation est faite selon le code d'activité de l'établissement, codée dans le fichier des comptes de gestion. Les comptes des budgets annexes, comme ceux des syndicats et ceux des EPL, ne sont pas codés selon la ventilation fonctionnelle utilisée pour ventiler les dépenses des budgets principaux.
Codes d'activités : Services généraux = 11, 27, 38, 39, 40 ; Sécurité = 26 ; Enseignement = 03, 23 ; Culture = 07 ; Sports = 08 ; Santé-social = 05, 06, 31, 32, 33, 50, 51 ; Aménagement des territoires = 15, 28, 34, 36 ; Déchets = 10 ; Eau = 01, OA, OE ; Autres environnement = 02, 19, 25, 35 ; Transports = 04, 13, 14, 17, 21 ; Action économique = 09, 12, 16, 18, 20, 22, 24, 29, 30, 37.
Source : DGCL. Données DGFiP ; comptes de gestion.

5

LA FISCALITÉ LOCALE

Présentation - Définitions 70

5-1 Vue d'ensemble de la fiscalité locale 73

5-2 Les recettes de la fiscalité locale 74

5-3 Bases nettes et taux moyens d'imposition 75

5-4 Décomposition de l'évolution du produit des taxes en 2021 : effet base et effet taux 76

5-5 Les contributions de l'État à la fiscalité directe locale 78

5-6 Redevances et recettes tarifaires 79

5 La fiscalité locale

PRÉSENTATION

Les recettes fiscales des collectivités locales se composent pour 42 % d'impôts directs locaux et pour 58 % d'autres impôts et taxes locales.

– Dans les **impôts directs**, on distingue traditionnellement, d'une part, les **taxes dites « ménages »** (même si une partie est versée au titre de locaux commerciaux ou industriels) : taxe d'habitation, essentiellement sur les résidences secondaires (THRS), taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV), taxe sur le foncier bâti (FB) et non-bâti (FNB) et, d'autre part, les **impôts dits « économiques »**, car versés par les entreprises : cotisation foncière des entreprises (CFE), cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) et taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM). La fiscalité directe englobe aussi la **taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)** et le produit des **taxes annexes** mises en place en 2015 : la taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA), à destination de la région Île-de-France, et la taxe de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), à destination du bloc communal.

L'année 2021 est marquée par l'entrée en vigueur du **nouveau schéma de financement des collectivités locales**, avec notamment la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et la baisse des impôts économiques. Les lois de finances pour 2020 et 2021 ont introduit des mesures d'allègement important des impôts locaux et ont ainsi modifié la structure des ressources des collectivités : les recettes fiscales locales baissent de - 33,0 % en 2021 (après + 2,2 % en 2020) et s'élèvent à 65,6 Md€, contre 97,8 Md€ l'année précédente *(fiche 5.1)*. Cette baisse est neutre pour les finances des collectivités locales puisque toutes les mesures nouvelles sont intégralement compensées par l'État par l'intermédiaire de mécanismes fiscaux ou de prélèvements sur recettes pérennes et dynamiques, notamment **des transferts de TVA à hauteur de 32,6 Md€, sur les 37,4 Md€ de TVA transférés au total**.

La baisse des recettes fiscales touche les deux catégories d'impôts, ménages et économiques : elle est de - 35,5 % dans le premier cas (soit - 21,4 Md€). La suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales explique essentiellement ce recul : le produit de la TH perçue par les collectivités diminue de - 88,4 % en 2021, ne représentant plus que 2,8 Md€. Le montant des impôts économiques quant à lui, baisse de -37,2 %, du fait de la diminution de moitié du produit de la CVAE (- 50,5 %, soit - 9,9 Md€ en 2021, contre + 3,0 % en 2020).

– Aux impôts directs s'ajoutent d'**autres taxes locales**, dont les plus importantes sont les droits de mutation à titre onéreux (DMTO), la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) et la taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA). D'après les comptes de gestion des collectivités, l'ensemble de ces autres taxes représente 91,9 Md€ en 2021 (y compris les impôts et taxes de la section d'investissement), dont 37,4 Md€ de transferts de TVA *(fiche 5.1)*. Leur forte hausse par rapport à 2020 (+ 73,9 %) résulte essentiellement de ces transferts de TVA et de la hausse des DMTO suite à la reprise des transactions après la crise sanitaire de la Covid. **Le total des impôts et taxes augmente ainsi en 2021 de + 4,1 %.**

– Les **contributions de l'État** à la fiscalité locale peuvent prendre deux formes : **les dégrèvements et les allocations compensatrices**. D'un montant de 24,9 Md€ en 2020, ces contributions représentaient 26,8 % des recettes des collectivités locales *(fiche 5.5)*. En 2019, cette proportion était de 23,1 % et 19,0 % en 2018 : la suppression progressive de la taxe d'habitation explique essentiellement ces évolutions.

– À ces recettes fiscales, viennent s'ajouter **des recettes tarifaires ou provenant de la ventes de biens ou de services** *(fiche 5.6)*. Ces recettes étant généralement liées à l'activité économique, elles ont, pour la plupart d'entre elles, augmenté en 2021.

POUR EN SAVOIR PLUS

« Guide statistique de la fiscalité directe locale 2020 », DGCL, mars 2022.

« La fiscalité directe locale en 2021 », DGCL, BIS *n° 164, juillet 2022.*

DÉFINITIONS

Taxes « ménages »

▶ Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)
Perçue par le bloc communal, elle est due par l'occupant – au 1er janvier de l'année d'imposition – d'un immeuble au titre de la résidence secondaire, et quelle que soit sa qualité : propriétaire ou locataire.

▶ Taxe d'habitation des logements vacants (THLV)
Impôt direct facultatif. Depuis 2007, sous réserve que la taxe annuelle sur les logements vacants (TLV) ne soit pas applicable sur leur territoire, les communes peuvent assujettir à la taxe d'habitation des logements vacants (THLV) depuis plus de 5 ans au 1er janvier de l'année d'imposition. À compter de 2012, ce dispositif est étendu aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre lorsqu'ils remplissent certaines conditions.

▶ Majoration de 20 % de la THRS
Afin d'inciter à l'affectation des locaux d'habitation à la résidence principale de leurs occupants dans les zones où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, l'article 31 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014 a institué la possibilité pour les communes classées dans les zones géographiques mentionnées au premier alinéa du I de l'article 232 du code général des impôts (CGI) de majorer de 20 % la part communale de la taxe d'habitation des logements meublés non affectés à l'habitation principale. Les personnes contraintes de disposer d'un deuxième logement proche de l'endroit où elles exercent leur activité professionnelle bénéficient d'un dégrèvement. Il en est de même des personnes de condition modeste qui s'installent durablement dans une maison de retraite ou un établissement de soins de longue durée et qui bénéficient, pour leur ancienne résidence principale, en application de l'article 1391 B bis du CGI ou de l'article 1414 B du CGI, du maintien des allègements de taxe foncière ou de taxe d'habitation ainsi que, plus généralement, de toute autre personne établissant qu'elle ne peut, pour une cause étrangère à sa volonté, affecter son logement à un usage d'habitation principale. Cette majoration de taxe d'habitation est codifiée à l'article 1407 ter du CGI et peut être instituée à compter de 2015.

▶ Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB)
Impôt direct qui était, jusqu'en 2020, perçu au profit du bloc communal, des départements et des CTU. Son produit est désormais affecté au seul bloc communal, suite à la suppression de la taxe d'habitation. Cette taxe est due par le propriétaire d'immeuble au 1er janvier de l'année d'imposition et est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée des éventuels abattements.

▶ Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB)
Impôt direct perçu au profit de toutes les collectivités territoriales (hors le département de Paris) et tous les EPCI à fiscalité additionnelle ou mixte jusqu'en 2010, et à partir de 2011 au profit du seul secteur communal. Elle est due par le propriétaire du terrain au 1er janvier de l'année d'imposition. La taxe est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée d'un abattement forfaitaire de 20 %.

▶ Taxe foncière additionnelle sur les propriétés non bâties (TAFNB)
Impôt direct, créé en 2011, perçu au profit du seul secteur communal y compris les EPCI à FPU. Elle résulte du transfert de produit de la TFNB des régions et départements vers le secteur communal. Son taux est définitivement fixé en 2011 à partir des taux 2010 votés par les départements et les régions. Seules les bases évoluent.

Impôts économiques

▶ Contribution économique territoriale (CET)
Impôt créé en 2010 qui concerne toutes les entreprises. Il est composé de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

▶ Cotisation foncière des entreprises (CFE)
Impôt destiné à partir de 2011 aux communes et aux groupements à fiscalité propre. La CFE est assise sur les valeurs locatives des propriétés bâties et non bâties des entreprises.

▶ Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)
impôt dont le produit est partagé depuis 2017 conformément à la nouvelle répartition des compétences entre les collectivités issue de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), à hauteur de 26,5 % pour le secteur communal, 23,5 % pour les départements et 50 % pour les régions. Cette répartition est modifiée en 2021 : le secteur communal en bénéficie désormais 53 % et les départements 47 %.

▶ Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)
Impôt qui taxe les grandes entreprises des réseaux d'énergie, de télécommunications et des transports. Son produit est perçu par l'État en 2010, puis à compter de 2011 réparti entre les différentes collectivités selon les catégories d'installation.

▶ Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)
Impôt perçu au profit des collectivités du secteur communal à compter de 2011. Jusqu'en 2010, cette taxe était perçue au profit de l'État. Elle est due par tous les commerces exploitant une surface de vente au détail dépassant 400 m². Elle peut faire l'objet d'une modulation de coefficients à partir de 2012.

Autres taxes locales

▶ Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)
Impôt direct facultatif, additionnel à la taxe foncière sur les propriétés bâties. La TEOM est due par tout propriétaire d'une propriété imposable à la taxe foncière sur les propriétés bâties dans une zone où les déchets sont collectés. Adossée à l'impôt sur le foncier bâti, la TEOM est destinée à pourvoir aux dépenses du service de collecte et de traitement des ordures ménagères. À partir de 2014, certaines collectivités locales ont mis en œuvre une part incitative à la TEOM. Elle a pour but d'encourager la réduction et le tri des déchets des ménages en permettant de compléter l'assiette de la TEOM par une partie calculée en fonction du volume, du poids, du nombre d'enlèvements ou, le cas échéant, à titre transitoire pendant cinq ans, du nombre de personnes composant le foyer.

▶ Taxe Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)
Instaurée en 2015, à la suite de la loi MAPTAM, au profit des communes et des EPCI, cette taxe est facultative et permet de répondre aux dépenses d'investissements liées à la prévention contre les inondations et à la protection des biens et des personnes. Elle est acquittée par les assujettis aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière des entreprises. Elle est plafonnée à 40 € par habitant et par année.

▶ **Taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA)**
Instaurée en 2015 au profit de la région Île-de-France, elle permet de financer les dépenses d'investissements en faveur des transports en commun de la région. Cette taxe prend la forme de deux taxes additionnelles : une à la taxe foncière sur les propriétés bâties et une à la cotisation foncière des entreprises.

Autres impôts et taxes

▶ **Droits de mutation à titre onéreux (DMTO)**
▶ **Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)**
▶ **Taxe sur les conventions d'assurance (TSCA)**
▶ **Versement mobilité (ex-versement transport)**
▶ **Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE)**

Compensations et dégrèvements

▶ **Compensations**
Allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser des pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidés par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend donc de décisions nationales. Les dotations de compensation dont bénéficient les collectivités locales ne sont pas comptabilisées dans les compensations.

▶ **Dégrèvements législatifs**
Prise en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. L'État verse l'intégralité du produit correspondant au coût des dégrèvements aux collectivités locales.

▶ **Contributions brutes de l'État**
Somme des compensations et des dégrèvements législatifs.

▶ **Part des recettes fiscales prises en charge par l'État**
Pour une taxe donnée, c'est le rapport de la somme des compensations et dégrèvements accordés au titre de cette taxe sur la somme des recettes fiscales des collectivités locales perçues au titre de cette taxe.

Taux d'imposition

▶ **Taux d'imposition moyen pour une taxe et un type de collectivité**
Les « taux statistiques moyens » publiés ici rapportent le produit réellement perçu aux bases. Ainsi, les produits comprennent le cas échéant les « gains et pertes », le lissage depuis 2017, et ils intègrent divers produits supplémentaires : majoration sur les résidences secondaires pour la TH, taxe additionnelle sur le non-bâti, part incitative de la TEOM. Le taux moyen qui en résulte diffère donc légèrement du taux moyen calculé par l'administration fiscale pour déterminer les taux plafonds, et qui se rapproche de la « moyenne des taux de taxe ». Contrairement à cette approche réglementaire, les taux statistiques publiés ici permettent le bouclage entre les bases, les produits et les taux.

▶ **Effet base, effet taux**
L'effet base correspond à l'évolution que les produits auraient connue à taux d'imposition constants, c'est-à-dire si les bases avaient été les seules à évoluer ; l'effet taux explique la part restante de l'évolution globale. De cette façon, quand un groupement perçoit une année une taxe alors qu'il ne la percevait pas l'année précédente, l'augmentation du produit qui en résulte est intégralement retranscrite dans l'effet taux : sa base imposable n'a pas changé (à contour du groupement identique, bien sûr) et comme l'effet base est calculé en multipliant cette base inchangée à des taux d'imposition constants, cet effet base est forcément nul. Par déduction, toute l'augmentation du produit provient de l'effet taux.

Impôts et taxes perçus par les collectivités locales

(en millions d'euros)

2021	Communes[c]	Syndicats	GFP[d]	Départements	Régions et CTU	Ensemble 2021	*Évolution 2021/2020*
Total des impôts et taxes	**47 516**	**2 583**	**33 951**	**48 384**	**24 973**	**157 407**	***+ 4,1 %***
Impôts et taxes de la section de fonctionnement	**46 524**	**2 582**	**33 648**	**48 384**	**24 671**	**155 810**	***+ 4,1 %***
Impôts locaux[a]	**37 598**	**732**	**22 332**	**4 137**	**755**	**65 553**	***- 33,0 %***
TH[e]	1 908	30	821	–	–	**2 759**	*- 88,4 %*
TH logements vacants	80	0	2	–	–	**82**	*- 2,4 %*
Foncier bâti (FB)	32 360	137	1 802	–	–	**34 298**	*- 2,7 %*
Réforme TH - Effet net des coefficients correcteurs (FB)	581	–	–	–	–	**581**	–
Versements coeff. correcteurs (FB)	*3 706*	–	–	–	–	***3 706***	–
Prélèvements coeff. correcteurs (FB)	*- 3 125*	–	–	–	–	***- 3 125***	–
Foncier non bâti (FnB)[f]	873	6	237	–	–	**1 116**	*+ 0,9 %*
CFE	540	2	6 311	–	–	**6 853**	*- 17,1 %*
CVAE	650	–	5 135	3 823	32	**9 639**	*- 50,5 %*
IFER	78	–	609	314	646	**1 647**	*+ 1,8 %*
TASCOM	26	–	769	–	–	**794**	*- 0,6 %*
TEOM	503	556	6 373	–	–	**7 432**	*+ 4,1 %*
GEMAPI et TASA	-	-	275	-	77	**352**	*+ 23,7 %*
Autres impôts et taxes[b]	**8 926**	**1 851**	**11 316**	**44 248**	**23 917**	**90 257**	***+ 73,9 %***
Fraction de TVA	676	0	7 425	14 690	14 646	**37 436**	*+ 830,0 %*
DMTO	4 995	0	425	14 355	201	**19 975**	*+ 24,5 %*
Attribution fonds de péréquation DMTO	- 225	0	- 60	186	53	**- 46**	*- 134,8 %*
TICPE	262	0	113	5 439	5 142	**10 957**	*+ 1,8 %*
TSCA	77	0	66	7 928	121	**8 192**	*+ 5,5 %*
Versement mobilité (VM)	10	1 277	3 460	0	0	**4 747**	*+ 8,7 %*
TCFE	880	752	39	692	9	**2 372**	*+ 5,2 %*
Certificats d'immatriculation	0	0	0	0	2 163	**2 163**	*+ 3,5 %*
Recettes liées à l'apprentissage et à la formation professionnelle	0	0	0	16	424	**439**	*- 37,5 %*
Taxe d'aménagement	3	0	0	595	10	**608**	*+ 13,0 %*
Taxe de séjour	159	6	238	19	0	**423**	*+ 5,4 %*
Corse et Outre-mer	1 117	0	13	132	908	**2 170**	*+ 9,6 %*
dont : carburants	*108*	*0*	*11*	*97*	*313*	***530***	*+ 9,4 %*
octroi de mer	*1 008*	*0*	*0*	*25*	*334*	***1 366***	*+ 11,0 %*
Pylônes électriques	287	0	0	0	0	**287**	*+ 2,5 %*
Balayage	113	0	0	0	0	**113**	*+ 2,4 %*
Taxes funéraires	1	0	0	0	0	**1**	*- 86,0 %*
Taxes sur les passagers	2	0	0	0	1	**4**	*+ 12,9 %*
Droits de place	127	1	3	0	0	**131**	*+ 42,2 %*
Permis de conduire	0	0	0	0	0	**0**	*- 98,4 %*
Véhicule de transport de marchandises	0	0	0	0	0	**0**	*+ 21,2 %*
Déchets stockés	16	6	1	0	0	**23**	*+ 9,1 %*
Locaux à usage de bureaux	0	0	0	0	213	**213**	*+ 0,0 %*
Redevance des mines	7	0	1	11	0	**18**	*- 9,0 %*
Eaux minérales	22	0	0	0	0	**22**	*+ 1,8 %*
Jeux et paris	161	1	8	0	0	**170**	*- 17,8 %*
Remontées mécaniques	5	0	0	1	0	**6**	*- 87,9 %*
Publicité extérieure	191	0	2	0	0	**194**	*+ 18,8 %*
Solde (dont autres reversements)	*38*	*- 192*	*- 419*	*185*	*26*	***- 361***	*+ 0,8 %*
Impôts et taxes de la section d'investissement[b]	**991**	**0**	**303**	**0**	**302**	**1 597**	***+ 7,8 %***
Taxe d'aménagement	966	0	303	0	54	**1 323**	*+ 14,7 %*
TICPE	0	0	0	0	248	**248**	*- 16,0 %*
Autres	25	0	1	0	0	**25**	*- 20,6 %*

(a) Source : Recensement des éléments d'imposition (REI). (b) Source : comptes de gestion. Voir la partie «Définitions» pour la signification des acronymes. (c) Y compris Ville de Paris. (d) Y compris métropole de Lyon et les EPT de la MGP. (e) Y compris majorations des résidences secondaires (136 M€) et hors produit TH perçu par l'État (5,5 Md€). (f) Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti (86 M€).

Champ : ensemble des budgets (principaux et annexes) des collectivités locales et de leurs syndicats.

Source : DGCL. Données DGFiP, REI pour les impôts locaux et comptes de gestion pour les autres.

5-2 Les recettes de la fiscalité locale

Les recettes de la fiscalité locale[a]

(en millions d'euros)

		2017	2018	2019	2020	2021
Ensemble de la fiscalité locale		**90 668**	**92 612**	**95 696**	**97 840**	**65 553**
Taxe d'habitation (TH)	Communes	15 159	15 471	15 977	16 218	1 908
	dont : résidences secondaires [b]	*1 661*	*1 697*	*1 795*	*1 801*	*1 907*
	Syndicats	99	90	91	82	30
	GFP	6 960	7 135	7 375	7 493	821
	dont : résidences secondaires	-	-	-	*776*	*820*
	Secteur communal	**22 218**	**22 697**	**23 443**	**23 793**	**2 759**
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	Communes	62	69	73	82	80
	Syndicats	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
	GFP	1	2	2	2	2
	Secteur communal	**64**	**71**	**75**	**84**	**82**
Taxe sur le foncier bâti (FB)	Communes	17 092	17 527	18 358	18 775	32 360
	Syndicats	103	95	96	88	137
	GFP	1 617	1 773	1 839	1 907	1 802
	Secteur communal	**18 812**	**19 394**	**20 293**	**20 770**	**34 298**
	Départements	13 799	14 065	14 059	14 314	-
	CTU	113	169	174	179	-
	Ensemble collectivités	**32 723**	**33 628**	**34 526**	**35 264**	**34 298**
Taxe sur le foncier non bâti (FnB) [c]	Communes	831	840	858	869	873
	Syndicats	5	4	4	4	6
	GFP	218	223	230	233	237
	Secteur communal	**1 054**	**1 067**	**1 092**	**1 106**	**1 116**
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Communes	658	641	618	629	540
	Syndicats	4	2	2	2	2
	GFP	7 001	7 311	7 385	7 634	6 311
	Secteur communal	**7 663**	**7 954**	**8 006**	**8 265**	**6 853**
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	Communes	140	126	624	654	650
	GFP	4 647	4 701	5 033	5 193	5 135
	Secteur communal	**4 787**	**4 826**	**5 657**	**5 847**	**5 785**
	Départements	3 987	4 008	3 776	3 867	3 823
	Régions et CTU	8 807	8 890	9 492	9 776	32
	Ensemble collectivités	**17 581**	**17 725**	**18 925**	**19 490**	**9 639**
Impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (IFER)	Communes	76	71	71	73	78
	GFP	513	535	562	580	609
	Secteur communal	**589**	**605**	**633**	**653**	**687**
	Départements	279	281	290	300	314
	Régions et CTU	659	652	633	664	646
	Ensemble collectivités	**1 527**	**1 538**	**1 557**	**1 617**	**1 647**
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	Communes	37	28	21	26	26
	GFP	905	747	770	773	769
	Secteur communal	**942**	**774**	**791**	**799**	**794**
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) [d]	Communes	791	619	626	624	503
	Syndicats	524	517	525	534	556
	GFP	5 477	5 787	5 861	5 979	6 373
	Secteur communal	**6 792**	**6 924**	**7 012**	**7 137**	**7 432**
dont part incitative		*12,8*	*20,8*	*28,2*	*33,5*	*36,0*
Taxes annexes	GEMAPI (secteur communal)	25	154	190	204	275
	TASA (Région)	80	80	80	80	77

(a) La métropole de Lyon et les EPT de la métropole du grand Paris (MGP) sont, par convention statistique, intégralement assimilés aux GFP. (b) Y compris majoration des résidences secondaires. (c) Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti. (d) Par collectivité réellement bénéficiaire, après reversement des GFP aux syndicats.

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Bases nettes et taux moyens d'imposition 5-3

Les bases nettes[a]

(en millions d'euros)

		2017	2018	2019	2020	2021
Taxe d'habitation (TH)[b]	*Valeur locative des locaux d'habitation*	*118 040*	*120 368*	*124 347*	*126 482*	–
	– Abattements pour charges de famille	*7 503*	*7 577*	*7 727*	*7 720*	–
	– Abattements facultatifs	*8 731*	*8 634*	*8 883*	*8 972*	–
	– Exonérations	*11 459*	*12 154*	*12 816*	*13 437*	–
	= Bases nettes des communes	90 346	92 004	94 921	96 353	11 291
	dont : – résidences principales	*80 279*	*81 791*	*84 221*	*85 614*	–
	– résidences secondaires	*10 067*	*10 213*	*10 700*	*10 739*	*11 291*
	Syndicats	11 550	10 182	10 458	9 705	3 666
	GFP	76 763	77 462	80 741	82 051	9 826
	dont : – résidences principales	–	–	–	*72 701*	–
	– résidences secondaires	–	–	–	*9 350*	*9 826*
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	Communes	355	390	410	462	452
	Syndicats	17	15	16	15	14
	GFP	10	18	19	21	20
Taxe sur le foncier bâti (FB)	Communes	88 373	90 299	92 742	94 812	90 904
	Syndicats	10 629	9 465	9 662	9 093	8 972
	GFP	52 068	55 044	57 135	58 656	57 502
	Départements	84 547	85 975	80 599	82 429	0
	CTU	490,96	926	956	985	0
Taxe sur le foncier non bâti (FnB)[c]	Communes	1 969	1 985	2 027	2 051	2 056
	Syndicats	141	111	113	112	113
	GFP	1 935	1 954	1 993	2 017	2 022
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Communes	3 717	3 593	3 481	3 549	3 050
	Syndicats	112	77	81	86	58
	GFP	27 178	28 072	28 304	29 210	23 881
	Secteur communal[d]	**29 149**	**30 091**	**30 271**	**31 274**	**25 881**
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	Communes	12 511	10 690	10 867	10 994	8 069
	Syndicats et GFP	61 107	64 876	66 835	68 195	72 883
	Secteur communal	**73 618**	**75 567**	**77 701**	**79 188**	**80 952**
Taxes annexes	GEMAPI (secteur communal)	7 004	53 738	104 407	108 594	87 503
	TASA (région)	32 389	33 128	33 597	34 365	33 434

(a) La métropole de Lyon et les EPT de la métropole du grand Paris (MGP) sont, par convention statistique, intégralement assimilés aux GFP.
(b) En 2021, la base nette de la TH sur les résidences secondaires pour les communes et les GFP. Base nette de la TH sur tous les locaux pour les syndicats.
(c) Non compris la taxe additionnelle au foncier non bâti.
(d) La base du secteur communal est la somme des bases communales et intercommunales en FPU, en ZAE et en ZDE.
Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

5-3 Bases nettes et taux moyens d'imposition

Les taux moyens d'imposition [a]

(en %)

		2017	2018	2019	2020	2021
Taxe d'habitation (TH)[b]	Communes	16,78	16,82	16,83	16,83	16,90
	Syndicats	0,85	0,89	0,87	0,85	0,83
	GFP	9,07	9,21	9,13	9,13	8,35
	Secteur communal	**24,59**	**24,67**	**24,70**	**24,69**	**24,44**
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	Communes	17,60	17,61	17,71	17,68	17,68
	Syndicats	1,02	1,16	1,13	0,98	1,05
	GFP	9,51	10,04	10,03	10,06	9,94
	Secteur communal	**17,91**	**18,13**	**18,22**	**18,17**	**18,15**
Taxe sur le foncier bâti (FB)[c]	Communes	19,34	19,41	19,79	19,80	35,60
	Syndicats	0,97	1,01	0,99	0,97	1,52
	GFP	3,10	3,22	3,22	3,25	3,13
	Secteur communal	**21,29**	**21,48**	**21,88**	**21,91**	**37,73**
	Départements	16,32	16,36	17,44	17,37	-
	CTU	22,93	18,21	18,21	18,16	-
	Ensemble des collectivités	**37,03**	**37,24**	**37,23**	**37,19**	**37,73**
Taxe sur le foncier non bâti (FnB)[d]	Communes	42,20	42,30	42,32	42,34	42,46
	Syndicats	3,50	3,78	3,63	3,66	5,76
	GFP	11,26	11,42	11,54	11,57	11,71
	Secteur communal	**53,51**	**53,75**	**53,86**	**53,92**	**54,30**
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Communes	17,71	17,84	17,77	17,72	17,70
	Syndicats	3,42	3,13	2,76	2,61	4,03
	GFP	25,76	26,04	26,09	26,13	26,43
	Secteur communal	**26,29**	**26,43**	**26,45**	**26,43**	**26,48**
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) [e]	Communes	6,32	5,79	5,76	5,68	6,23
	Syndicats et GFP	9,82	9,72	9,55	9,55	9,51
	Secteur communal	**9,23**	**9,16**	**9,02**	**9,01**	**9,18**
Taxes annexes	GEMAPI (secteur communal)	0,36	0,29	0,18	0,19	0,31
	TASA (région)	0,25	0,24	0,24	0,23	0,23

Pour chaque type de collectivité, les taux moyens des taxes dites « ménages » sont calculés en divisant la somme des produits réellement perçus par la somme de leurs bases. Les produits réellement perçus intègrent les « gains et pertes », les lissages depuis 2017, et les produits des taxes additionnelles ou des majorations. Pour le secteur communal et l'ensemble des collectivités, les taux moyens sont calculés en rapportant l'ensemble des produits aux bases communales.
Pour la CFE, la base du secteur communal est la somme des bases communales et intercommunales en FPU, en ZAE et en ZDE.
(a) La métropole de Lyon et les EPT de la métropole du grand Paris (MGP) sont, par convention statistique, intégralement assimilés aux GFP.
(b) Y compris majoration des résidences secondaires. En 2021, taux moyen de la TH sur les résidences secondaires ; tous types de locaux pour les autres années.
(c) En 2021, la part départementale de la TFPB est incluse dans le produit communal pour le calcul du taux moyen, d'où la forte évolution par rapport à 2020.
(d) Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti.
(e) Y compris la part incitative.
Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Décomposition de l'évolution des produits des taxes en 2021 : effet base et effet taux 5-4

Décomposition de l'évolution des produits des taxes en 2021 : effet base et effet taux
(en %)

Collectivités selon le type de fiscalité (y compris les syndicats à contributions fiscalisées)		Évolution du produit	Effet base*	Effet taux*
Taxe d'habitation (TH) [a]	Communes	+ 5,9	+ 5,9	- 0,1
	dont : – membres d'un EPCI à FA	+ 2,4	+ 2,4	+ 0,0
	– membres d'un EPCI à FPU	+ 6,2	+ 6,2	- 0,1
	EPCI à FP (y compris MGP)	+ 5,7	+ 5,7	+ 0,0
	dont : – à FA	+ 4,3	+ 4,3	+ 0,0
	– à FPU	+ 5,8	+ 5,8	+ 0,0
	Secteur communal	**+ 3,7**	**+ 6,0**	**- 2,2**
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	Communes	- 2,3	- 2,3	+ 0,0
	dont : – membres d'un EPCI à FA	+ 3,9	+ 3,9	+ 0,0
	– membres d'un EPCI à FPU	- 2,6	- 2,6	+ 0,0
	EPCI à FP (y compris MGP)	- 5,4	- 5,6	+ 0,2
	dont : – à FA	.	.	.
	– à FPU	- 5,4	- 5,6	+ 0,2
	Secteur communal	**- 2,4**	**- 2,4**	**+ 0,0**
Taxe sur le foncier bâti (FB) [b]	Communes	- 2,7	- 4,3	+ 1,6
	dont : – membres d'un EPCI à FA	- 8,0	- 8,5	+ 0,5
	– membres d'un EPCI à FPU	- 2,5	- 4,1	+ 1,7
	EPCI à FP (y compris MGP)	- 5,5	- 5,3	- 0,2
	dont : – à FA	- 7,8	- 10,8	+ 3,3
	– à FPU	- 5,2	- 4,6	- 0,7
	Secteur communal	**- 2,7**	**- 4,4**	**+ 1,7**
Taxe sur le foncier non bâti (FnB) [c]	Communes	+ 0,5	+ 0,3	+ 0,2
	dont : – membres d'un EPCI à FA	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,3
	– membres d'un EPCI à FPU	+ 0,5	+ 0,3	+ 0,2
	EPCI à FP (y compris MGP)	+ 1,5	+ 0,2	+ 1,3
	dont : – à FA	+ 2,1	+ 0,2	+ 1,9
	– à FPU	+ 1,4	+ 0,2	+ 1,2
	Secteur communal	**+ 0,9**	**+ 0,3**	**+ 0,7**
Ensemble des «taxes ménages»	Communes	- 2,2	- 3,7	+ 1,5
	dont : – membres d'un EPCI à FA	- 6,5	- 7,0	+ 0,4
	– membres d'un EPCI à FPU	- 2,0	- 3,5	+ 1,6
	EPCI à FP (y compris MGP)	- 2,0	- 1,9	- 0,0
	dont : – à FA	- 5,2	- 7,7	+ 2,7
	– à FPU	- 1,6	- 1,3	- 0,3
	Secteur communal	**- 2,2**	**- 3,5**	**+ 1,4**
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Communes	- 14,2	- 14,2	+ 0,0
	EPCI	- 17,3	- 17,4	+ 0,1
	dont : – à FA	- 29,4	- 30,5	+ 1,5
	– à FPU	- 17,1	- 17,2	+ 0,0
	Secteur communal	**- 17,1**	**- 17,2**	**+ 0,1**
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)[d]	**Secteur communal**	**+ 4,1**	**+ 1,4**	**+ 2,6**

** Lorsqu'un groupement instaure une taxe qui n'existait pas l'année précédente, cette instauration est intégralement comptée dans l'effet taux. On considère que la base préexistait, mais qu'elle était affectée d'un taux nul. Cela explique les écarts entre l'évolution des bases dans le tableau 5.3 et l'effet base ici.*
FA : fiscalité additionnelle ; FPU : fiscalité professionnelle unique.
(a) Y compris majoration sur les résidences secondaires.
(b) À champ constant : la part départementale de la TFPB est incluse dans le produit communal en 2020.
(c) Y compris taxe additionnelle.
(d) Y compris la part incitative.
Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

5-5 Les contributions de l'État à la fiscalité directe locale

Compensations et dégrèvements législatifs au titre de la fiscalité directe locale

(en millions d'euros)

	2017	2018	2019	2020	2021
Compensations (1)					
Taxe d'habitation	1 650	1 733	1 855	1 964	14
Taxe sur le foncier bâti	117	123	137	142	2 033
Taxe sur le foncier non bâti	133	117	118	117	117
Impôts économiques	101	58	216	240	1 881
Total	**2 001**	**2 031**	**2 326**	**2 463**	**4 045**
Dégrèvements législatifs (2)					
Taxe d'habitation	3 652	6 673	10 489	14 413	n. d.
Taxes foncières	1 468	1 656	1 639	1 911	n. d.
Impôts économiques	6 065	6 266	6 491	6 146	n. d.
Total	**11 185**	**14 595**	**18 619**	**22 470**	**n. d.**
Contributions brutes de l'État (1 + 2)					
Taxe d'habitation	5 301	8 406	12 344	16 377	14
Taxes foncières	1 719	1 897	1 894	2 170	2 150
Impôts économiques	6 166	6 323	6 707	6 386	1 881
Total	**13 186**	**16 626**	**20 945**	**24 933**	**4 045**

n. d. : non disponible.
Source : DGCL. Données DGFIP.

Recettes (produits perçus et compensations) au titre de la fiscalité directe locale

(en millions d'euros)

	2017	2018	2019	2020	2021
Taxe d'habitation	23 931	24 500	25 373	25 841	2 856
Taxes foncières	34 027	34 935	35 873	36 629	37 564
Impôts économiques	27 813	28 049	29 494	30 411	20 813
Total contributions directes	**85 772**	**87 485**	**90 740**	**92 881**	**61 233**
TEOM	6 792	6 924	7 012	7 137	7 432
TASA et GEMAPI	105	234	270	284	352
Total fiscalité directe locale	**92 669**	**94 642**	**98 022**	**100 303**	**69 017**

Source : DGCL. Données DGFIP.

Part des recettes [(a)] prises en charge par l'État au titre de la fiscalité directe locale

(en %)

	2017	2018	2019	2020	2021
Taxe d'habitation	22,2	34,3	48,7	63,4	0,5
Taxes foncières	5,1	5,4	5,3	5,9	5,7
Impôts économiques	22,2	22,5	22,7	21,0	9,0
Total contributions directes	**15,4**	**19,0**	**23,1**	**26,8**	**6,6**
Total fiscalité directe locale	**14,2**	**17,6**	**21,4**	**24,9**	**5,9**

(a) Recettes : produits perçus + compensations.
Source : DGCL. Données DGFIP.

Principales redevances et recettes tarifaires en 2021

(en millions d'euros)

2021	Communes[a]	Syndicats	GFP[b]	Départements	Régions et CTU	Ensemble 2021	*Évolution 2021/2020*
Ventes de produits finis							
Vente d'eau	314	1 411	1 266	0	1	**2 992**	*+ 2,4 %*
Taxes et redevance d'eau	80	237	304	0	0	**621**	*+ 0,2 %*
Vente de terrains aménagés	440	4	364	0	0	**809**	*+ 12,3 %*
Produits forestiers							
Récoltes	2	1	0	0	0	**4**	*- 3,6 %*
Coupes de bois	252	13	0	3	0	**269**	*+ 33,6 %*
Utilisation du domaine							
Concessions et redevances funéraires	133	2	3	0	0	**138**	*+ 7,4 %*
Droits de stationnement, location	537	17	97	81	10	**741**	*+ 12,8 %*
Redevance stationnement et post-stationnement	645	1	85	0	0	**731**	*+ 33,9 %*
Péage, passage, pesage	1	0	34	5	0	**40**	*+ 4,7 %*
Droits de chasse et pêche	30	1	0	0	0	**32**	*- 1,3 %*
Pâturage	4	2	0	0	0	**6**	*+ 5,8 %*
Dégradation voies et chemins	7	0	0	2	0	**10**	*+ 1,2 %*
Redevance ski de fond	3	1	4	0	0	**9**	*+ 131,8 %*
Autres redevances	97	94	41	17	4	**254**	*+ 11,4 %*
Prestations de services							
Transport	7	356	609	19	0	**992**	*+ 10,7 %*
Enlèvements ordures, déchets	23	247	269	0	0	**540**	*+ 11,0 %*
Culture	189	18	73	14	1	**294**	*+ 16,5 %*
Sports et loisirs	256	26	155	3	0	**440**	*+ 15,0 %*
Analyse et désinfection	0	0	0	47	3	**50**	*+ 110,2 %*
Droits navigation	16	1	0	0	1	**18**	*- 5,1 %*
Social	711	34	159	30	1	**935**	*+ 19,5 %*
Périscolaire	1 703	122	152	3	14	**1 994**	*+ 35,0 %*
Assainissement	475	1 194	2 595	110	0	**4 374**	*+ 4,9 %*
Location compteurs	29	87	90	0	0	**206**	*+ 5,2 %*
Autres recettes							
Ventes de marchandises	91	132	107	10	0	**341**	*+ 43,7 %*
Concessions, brevets, marques	29	57	16	0	0	**102**	*- 2,9 %*
Revenus des immeubles	1 805	72	422	96	18	**2 413**	*+ 4,3 %*
Fermiers et concessionnaires	419	527	369	30	11	**1 357**	*+ 19,2 %*

(a) Y compris Ville de Paris.

(b) Y compris métropole de Lyon et les EPT de la MGP.

Champ : ensemble des budgets (principaux et annexes) des collectivités locales et de leurs syndicats.

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion.

6

LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT

Présentations - Définitions 82

6-1 Transferts financiers de l'État aux collectivités locales 84

6-2 Transferts financiers de l'État aux collectivités locales exécutés 85

6-3 Détail des dotations et compensations, et répartition de la DGF 86

6-4 Soutiens de l'État en faveur des collectivités locales dans le cadre de la crise sanitaire et du plan France Relance 88

6 Les concours financiers de l'État

PRÉSENTATION

Les transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales représentent 105,5 Md€ dans le projet de loi de finances pour 2022, en autorisations d'engagement *(fiche 6.1)*. Ils sont en hausse de + 1,3 Md€ par rapport à 2021.

Ces transferts financiers se composent de trois ensembles :

- les **concours financiers de l'État aux collectivités** *(partie I du tableau 6.1)*, s'élèvent à 52,7 Md€ en 2022. Ils rassemblent les transferts financiers spécifiquement destinés aux collectivités et à leurs groupements : prélèvements sur recettes (PSR) de l'État au profit des collectivités territoriales (43,2 Md€), crédits de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » (4,6 Md€), et TVA affectée aux régions en substitution de la DGF depuis 2018 (4,7 Md€), et aux départements à compter de 2021 (264 M€).
- les **transferts divers de l'État, hors fiscalité transférée et hors apprentissage** *(partie II du tableau 6.1)* atteignent 12,0 Md€ en 2022. Ils comprennent les subventions aux collectivités territoriales des ministères autres que ceux en charge des collectivités territoriales (4,7 Md€), les contreparties de dégrèvements d'impositions locales décidés par voie législative (6,7 Md€) et le produit des amendes de police de la circulation et des radars (0,6 Md€). Ces transferts ont beaucoup diminué par rapport à 2020, compte-tenu de la suppression des dégrèvements de la taxe d'habitation.
- la **fiscalité transférée** et le **financement de la formation professionnelle** *(parties III, IV et V du tableau 6.1)* visent à compenser les mesures de décentralisation et les transferts de compétences vers les collectivités territoriales, et s'élèvent quant à eux à 40,8 Md€ en 2022.

Par rapport aux montants prévus en loi de finances initiale ou en projets de loi de finances, certains montants exécutés en 2020 leur ont été supérieurs (FCTVA, amendes de police et radars, certaines fiscalités transférées), ou inférieurs (subventions à l'investissement, subventions des autres ministères que ceux en charge des collectivités territoriales aux collectivités). Certaines mesures exceptionnelles liées à la crise sanitaire ont par ailleurs été exécutées en 2020 sans avoir été prévues dans la loi de finances initiale *(fiches 6.2 et 6.4)*.

POUR EN SAVOIR PLUS

Consulter l'espace dédié aux dotations sur le site www.collectivites-locales.gouv.fr : http://www.dotations-dgcl.interieur.gouv.fr/consultation/accueil.php.

DÉFINITIONS

▶ **Les prélèvements sur recettes (PSR)** *correspondent à la rétrocession d'un montant déterminé des recettes de l'État au profit des collectivités territoriales afin de couvrir les charges qui leur incombent ou de compenser des exonérations, des réductions ou des plafonnements d'impôts. Ces crédits ne transitent pas en tant que tels par le budget de l'État. La DGF est, en masse, le principal PSR bénéficiant aux collectivités locales.*

▶ **Les crédits budgétaires** *relèvent principalement de la mission Relations avec les collectivités territoriales (DETR, subventions spécifiques, …). Ils constituent soit des aides automatiques (par exemple la DGE des départements, qui correspond à un taux de concours sur les dépenses d'investissement réalisées par ces derniers), soit des aides décidées par les autorités de l'État.*

▶ **Compensations :** *allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser des pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidés par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend donc de décisions nationales.*

▶ **Dégrèvements législatifs :** *prise en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. L'État prend intégralement à sa charge le coût des dégrèvements et verse le produit correspondant aux collectivités locales.*

*Les **transferts de compétences** opérés depuis 1984 ont donné lieu à un transfert concomitant de ressources équivalentes au profit des collectivités territoriales concernées. Ces ressources prennent soit la forme de **fiscalité transférée** comme c'est le cas avec les fractions de taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP devenue TICPE) ou de taxe spéciale sur les contrats d'assurance (TSCA) transférées aux départements et aux régions en compensation des transferts de compétences depuis 2005, soit la forme de **dotations spécifiques**, comme la dotation générale de décentralisation et la DGD formation professionnelle destinée à l'origine au financement des fonds régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle. Le périmètre de ces dotations peut évoluer avec le temps ; ainsi 95 % de la DGD a été incluse dans la DGF en 2004. La DGD formation professionnelle a été remplacée en 2014 par un panier de ressources dynamiques.*

▶ **Dotation globale de fonctionnement (DGF) :** *la dotation globale de fonctionnement, instituée par la loi du 3 janvier 1979, est un prélèvement sur recettes distribué aux collectivités locales.*

▶ **La DGF des communes** *est composée d'une dotation forfaitaire et des composantes liées à la péréquation.*
La dotation forfaitaire comprenait jusqu'en 2014 la dotation de base liée au nombre d'habitants, la dotation proportionnelle à la superficie, le complément de garantie mis en place en 2005 à l'occasion de la réforme de la dotation forfaitaire, la dotation pour les communes situées au cœur d'un parc national ou d'un parc naturel marin et enfin les montants correspondant à la compensation de la suppression de la part « salaires » de la taxe professionnelle et à la compensation des baisses de DCTP (dotation de compensation de la taxe professionnelle). À compter de 2015, ces composantes historiques sont fusionnées. La dotation forfaitaire des communes est désormais établie sur la base du montant calculé l'année précédente majoré de la part dynamique de la population.
Les dotations de péréquation sont au nombre de trois :
– la dotation de solidarité urbaine destinée aux communes urbaines défavorisées ;
– la dotation de solidarité rurale destinée aux communes rurales défavorisées ou confrontées à des charges de centralité ;
– la dotation nationale de péréquation destinée à réduire les inégalités de ressources fiscales.

▶ **La DGF des EPCI** *est composée d'une dotation d'intercommunalité et d'une dotation de compensation.*
La dotation d'intercommunalité est attribuée en fonction du nombre d'habitants du groupement, de son potentiel fiscal, du revenu de ses habitants et de son intégration fiscale. Réformée en 2019, elle comprend une part péréquation (70 % du total) et une dotation de base (30 %).
La dotation de compensation correspond à la compensation de la suppression de la part « salaires » de la TP et à la compensation des baisses de DCTP (dotation de compensation de la taxe professionnelle).

▶ **La DGF des départements** *est composée d'une dotation forfaitaire, d'une dotation de compensation, et de deux dotations de péréquation. Les dotations de péréquation sont la dotation de péréquation urbaine destinée aux départements urbains, et la dotation de fonctionnement minimale attribuée aux départements ruraux.*

▶ **La DGF des régions**, *créée en 2004, est remplacée, à compter de 2018, par une fraction de TVA.*

▶ **La dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)** *a été créée par l'article 179 de la loi de finances pour 2011. Elle résulte de la fusion de la dotation globale d'équipement des communes et de la dotation de développement rural (DDR).*

▶ **La dotation de soutien à l'investissement public local (DSIL)**, *créée à titre exceptionnel en 2016, a été pérennisée par l'article 157 de la loi de finances pour 2018.*

▶ **La dotation globale d'équipement (DGE) des départements** *a été créée par l'article 103 de la loi du 2 mars 1982 et finance les dépenses d'aménagement foncier et d'équipement rural effectuées par les départements. Elle est remplacée à partir de 2019 pour une dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID). Elle est composée d'une part péréquation directement versée aux conseils départementaux, et d'une part « projets » attribuée par les préfets de région.*

▶ **La dotation politique de la ville (DPV)**, *ancienne dotation de développement urbaine (DDU), permet de financer des projets d'investissement ou des actions dans le domaine économique et social en lien avec les objectifs poursuivis par la politique de la ville.*

▶ **Le fonds de compensation de la TVA (FCTVA)** *assure aux collectivités locales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux, la compensation, à un taux forfaitaire, de la TVA dont elles s'acquittent pour leurs dépenses d'investissement.*

6-1 Transferts financiers de l'État aux collectivités locales

Les transferts financiers de l'État aux collectivités locales

(autorisations d'engagement en millions d'euros)

	LFI 2018	LFI 2019	LFI 2020	LFI 2021	PLF 2022 constant	PLF 2022 courant
Total des transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales	**104 772**	**111 849**	**116 069**	**104 248**	**105 514**	**105 518**
I - Concours de l'État en faveur des collectivités territoriales (hors crédits DGCL)	**48 260**	**48 771**	**49 505**	**52 119**	**52 731**	**52 735**
a) Prélèvements sur recettes de l'État	**40 347**	**40 577**	**41 247**	**43 400**	**43 208**	**43 212**
Dotations et subventions de fonctionnement *(voir détails fiche 6.3)*	27 597	27 584	27 596	28 023	27 604	27 607
Compensations d'exonérations et de dégrèvements législatifs *(voir détails fiche 6.3)*	6 141	6 347	6 654	7 835	8 108	8 108
Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	5 612	5 649	6 000	6 546	6 500	6 500
Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)	326	326	326	326	326	326
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)	661	661	661	661	661	661
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGCES)	3	3	3	3	3	3
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	7	7	7	7	7	7
b) Mission «Relations avec les collectivités territoriales» (hors crédits DGCL)	**3 791**	**3 893**	**3 829**	**4 175**	**4 581**	**4 581**
Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)	1 046	1 046	1 046	1 046	1 046	1 046
Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements (DSIL)	615	570	570	570	907	907
Dotation politique de la ville (DPV, ex-DDU)	150	150	150	150	150	150
Dotation globale d'équipement des départements (DGE-DSID)	212	296	212	212	212	212
Dotation pour les titres sécurisés (DTS)	40	40	46	46	48	48
Dotation générale de décentralisation (DGD)	1 541	1 546	1 546	1 550	1 550	1 550
Dotations Outre-mer	140	141	143	145	145	145
Dotation de compensation régions frais de gestion TH (prévue en LFI 2020)	–	–	0	293	293	293
Dotations de compensation de la réduction des taxes additionnelles de CFE et TFPB	–	–	0	17	19	19
Remboursement des frais de garde - élu local	–	–	7	7	4	4
Dotation protection fonctionnelle élu local	–	–	3	3	3	3
Autres	47	104	106	136	204	204
c) Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) transférée aux régions (ex-DGF)	**4 122**	**4 301**	**4 429**	**4 294**	**4 679**	**4 679**
d) Fonds de sauvegarde des départements (art 16 et 208 LFI 2020)	**–**	**–**	**–**	**250**	**264**	**264**
II - Contreparties de dégrèvements et transferts financiers divers	**18 497**	**24 314**	**28 060**	**13 969**	**11 972**	**11 972**
Subventions de fonctionnement et d'équipement aux collectivités des autres ministères	2 954	3 978	4 390	4 356	4 677	4 677
Contreparties de divers dégrèvements législatifs	15 026	19 858	23 049	8 970	6 695	6 695
Produit des amendes de police de la circulation et des radars	517	478	621	643	600	600
III - Fiscalité transférée (hors formation professionnelle et apprentissage)	**34 938**	**35 554**	**37 318**	**37 263**	**40 056**	**40 056**
Fiscalité transférée au titre de l'acte I de la décentralisation (loi du 7 janvier 1983)	12 507	12 958	14 703	14 587	16 762	16 762
Fiscalité transférée au titre de l'acte II de la décentralisation	12 833	12 809	12 333	12 333	12 619	12 619
Fiscalité transferée suite à la réforme de la fiscalité directe locale	7 397	7 549	7 943	7 964	8 344	8 344
Fiscalité transférée à divers titres	1 242	1 268	1 322	1 322	1 342	1 342
Fiscalité transférée au titre du pacte de confiance et de responsabilité	959	970	1 017	1 067	974	974
IV - Financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage	**3 077**	**3 210**	**1 186**	**879**	**747**	**747**
Ressources des régions au titre de la réforme de la formation professionnelle	964	1 004	1 029	722	590	590
Ressources des régions au titre de l'apprentissage	2 113	2 206	157	157	157	157
V - TICPE-DRONISEP	**–**	**–**	**–**	**8**	**8**	**8**

Source : Direction du budget ; projets de loi de finances.
Pour le détail des parties III et IV, voir la version en ligne

Transferts financiers de l'État aux collectivités locales exécutés 6-2

Les transferts financiers exécutés

(autorisations d'engagement en millions d'euros)

	Exécution 2018	Exécution 2019	Exécution 2020	Taux d'exécution 2018	Taux d'exécution 2019	Taux d'exécution 2020
Total des transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales	**107 731**	**113 328**	**115 421**	**102,8 %**	**101,3 %**	**99,4 %**
I - Concours de l'État en faveur des collectivités territoriales (hors crédits DGCL)	**48 218**	**49 033**	**50 442**	**99,9 %**	**100,5 %**	**101,9 %**
a) Prélèvements sur recettes	**40 325**	**40 890**	**41 999**	**99,9 %**	**100,8 %**	**101,8 %**
Dotations et subventions de fonctionnement *(voir composition fiche 6.3)*	27 622	27 599	27 588	100,1 %	100,1 %	100,0 %
Compensations d'exonérations et de dégrèvements législatifs *(voir composition fiche 6.3)*	6 185	6 344	6 431	100,7 %	100,0 %	96,6 %
Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	5 519	5 949	6 406	98,3 %	105,3 %	106,8 %
Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)	326	326	326	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)	661	661	661	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGCES)	3	3	3	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	7	7	7	100,0 %	100,0 %	100,0 %
PSR de soutien aux collectivités locales pendant la crise économique et sanitaire	–	–	578	–	–	–
b) Mission Relations avec les collectivités territoriales (hors crédits DGCL)	**3 693**	**3 851**	**4 418**	**97,4 %**	**98,9 %**	**115,4 %**
Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)	961	967	945	91,9 %	92,4 %	90,3 %
Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements (DSIL)	614	557	526	99,8 %	97,7 %	92,3 %
Dotation politique de la ville (DPV, ex-DDU)	143	142	137	95,3 %	94,7 %	91,3 %
Dotation globale d'équipement des départements (DGE-DSID)	189	283	204	89,2 %	95,6 %	96,2 %
Dotation pour les titres sécurisés (DTS)	39	43	45	97,5 %	107,5 %	97,8 %
Dotation générale de décentralisation (DGD)	1 546	1 546	1 545	100,3 %	100,0 %	99,9 %
Dotations Outre-mer	140	141	142	100,0 %	100,0 %	99,3 %
Mesures exceptionnelles 2020 (masques, DSIL exceptionnelle)	–	–	705	–	–	–
Autres (y compris fonds départements, absent des LFI)	61	172	169	129,8 %	165,4 %	159,4 %
c) Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) transférée aux régions	**4 200**	**4 292**	**4 025**	**101,9 %**	**99,8 %**	**90,9 %**
II - Contreparties de dégrèvements et transferts financiers divers	**20 285**	**23 559**	**27 107**	**109,7 %**	**96,9 %**	**96,6 %**
Subventions de fonctionnement et d'équipement aux collectivités des autres ministères	3 896	4 110	3 530	131,9 %	103,3 %	80,4 %
Contreparties de divers dégrèvements législatifs	15 707	18 887	22 929	104,5 %	95,1 %	99,5 %
Produit des amendes de police de la circulation et des radars	690	571	656	133,5 %	119,5 %	105,6 %
Subventions pour travaux divers d'intérêt local (TDIL)	–8	–9	–7	–	–	–
III - Fiscalité transférée (hors formation professionnelle et apprentissage)	**36 083**	**37 551**	**36 711**	**103,3 %**	**105,6 %**	**98,4 %**
Fiscalité transférée au titre de l'acte I de la décentralisation (loi du 7 janvier 1983)	13 601	14 751	14 260	108,7 %	113,8 %	97,0 %
Fiscalité transférée au titre de l'acte II de la décentralisation	12 832	12 808	12 378	100,0 %	100,0 %	100,4 %
Fiscalité transferée suite à la réforme de la fiscalité directe locale	7 452	7 743	7 763	100,7 %	102,6 %	97,7 %
Fiscalité transférée à divers titres	1 240	1 255	1 295	99,8 %	99,0 %	98,0 %
Fiscalité transférée au titre du pacte de confiance et de responsabilité	958	994	1 015	99,9 %	102,5 %	99,8 %
IV - Financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage	**3 146**	**3 185**	**1 162**	**102,2 %**	**99,2 %**	**98,0 %**
Ressources des régions au titre de la réforme de la formation professionnelle	969	982	1 005	100,5 %	97,8 %	97,7 %
Ressources des régions au titre de l'apprentissage	2 177	2 203	157	103,0 %	99,9 %	100,0 %

Source : Direction du budget ; projets de loi de finances.
Pour le détail des parties III et IV, voir la version en ligne

6-3 Les dotations, subventions de fonctionnement, compensation d'exonérations et dégrèvements

Dotations et subventions de fonctionnement

(autorisations d'engagement en millions d'euros, votés en loi de finances initiale)

	LFI 2018	LFI 2019	LFI 2020	LFI 2021	PLF 2022 constant	PLF 2022 courant
Dotation globale de fonctionnement (DGF) [a]	26 960	26 948	26 847	26 758	26 756	26 786
Dotation spéciale instituteurs (DSI)	13	11	8	7	6	6
Dotation élu local	65	65	93	101	101	101
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la Corse	41	41	63	63	57	57
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI)[b]	500	492	467	466	466	439
Prélèvement sur les recettes au profit de la collectivité territoriale de Guyane	18	27	27	27	27	27
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la Polynésie française	–	–	91	91	91	91
Soutien exceptionnel de l'État au profit des collectivités du bloc communal (LFR3 pour 2020)	–	–	0	510	100	100
Total	**27 597**	**27 584**	**27 596**	**28 023**	**27 604**	**27 607**

(a) Réajustement du droit à compensation de La Réunion à la suite de la recentralisation du RSA réalisée le 1er janvier 2020.
(b) Débasage des parts du FMDI du département de Seine-Saint-Denis.
Source : Direction du budget ; projets de loi de finances.

Compensations d'exonérations et de dégrèvements législatifs

(autorisations d'engagement en millions d'euros, votés en loi de finances initiale)

	LFI 2018	LFI 2019	LFI 2020	LFI 2021	PLF 2022 constant	PLF 2022 courant
Dotation de compensation des pertes de CET et de redevance des mines	74	74	50	50	50	50
Compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	2 079	2 310	2 669	540	581	581
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	530	500	451	413	388	388
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)	2 940	2 977	2 918	2 905	2 880	2 880
Dotation de compensation de la taxe sur les logements vacants	4	4	4	4	4	4
Dotation de compensation de la réforme de la fiscalité à Mayotte	99	107	107	107	107	107
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (FDPTP)	333	284	284	284	284	284
Compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	82	91	48	48	48	48
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	–	–	123	123	123	123
Prélèvement sur les recettes pour la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	–	–	0	3 290	3 642	3 642
PSR de compensation des communes contribuant au FNGIR subissant une perte de CFE	–	–	–	1	1	1
PSR exceptionnel de compensation du FNPDMTO	–	–	–	60	–	–
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités qui abandonnnent ou renoncent aux loyers	–	–	–	10	–	–
Total	**6 141**	**6 347**	**6 654**	**7 835**	**8 108**	**8 108**

Source : Direction du budget ; projets de loi de finances.

Répartition de la DGF

	DGF 2020 (en millions d'euros)	DGF 2021 (en millions d'euros)	Évolution 2021/2020	
			en valeur	en %
DGF voté en LFI	26 847	26 758	- 89	- 0,3 %
Masse répartie	26 835	26 750	- 85	- 0,3 %
Communes et groupements de communes à fiscalité propre	**18 330**	**18 333**	**+ 3**	**+ 0,0 %**
Dotation forfaitaire des communes	7 019	6 906	- 113	- 1,6 %
Dotation forfaitaire groupements touristiques	19	18	- 1	- 5,3 %
Dotations d'aménagement	11 292	11 409	+ 117	+ 1,0 %
Dotation d'intercommunalité	1 593	1 623	+ 30	+ 1,9 %
Dotation de compensation des EPCI	4 832	4 739	- 93	- 1,9 %
Dotation de solidarité urbaine (DSU)	2 381	2 471	+ 90	+ 3,8 %
Dotation de solidarité rurale (DSR)	1 692	1 782	+ 90	+ 5,3 %
Dotation nationale de péréquation (DNP)	794	794	+ 0	+ 0,0 %
Départements	**8 506**	**8 417**	**- 89**	**- 1,0 %**
Dotation forfaitaire	4 257	4 247	- 10	- 0,2 %
Dotation de compensation	2 736	2 646	- 90	- 3,3 %
Dotation de péréquation urbaine (DPU)	678	573	- 105	- 15,5 %
Dotation de fonctionnement minimale (DFM)	835	950	+ 115	+ 13,8 %

Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

6-4 Soutiens de l'État dans le cadre de la crise sanitaire et du plan France Relance

Dispositifs en faveur des collectivités locales dans le cadre de la crise sanitaire et du plan France Relance
(autorisations d'engagement en millions d'euros)

	2020	2021
LFR3 2020		
Filet de sécurité communal	216	–
Communes	*141*	–
EPCI à fiscalité propre	*41*	–
EPT	*3*	–
Syndicats AOM	*29*	–
Syndicats loisirs	*1*	–
Filet de sécurité des régions d'outre-mer	42	–
Filet de sécurité collective d'outre-mer (à destination de Wallis-et-Futuna)	1	–
Avances remboursables de DMTO	55	–
DSIL exceptionnelle	575	373
LFR4 2020		
Avances remboursables AOM (hors IDFM)	639	–
LFI 2021		
Filet de sécurité du bloc communal (acomptes)	–	57
LFR1 2021		
Aides aux régies SPA/SPIC (article 26)	–	210
Filets de sécurité outre-mer et Corse (montant intégral versé en acomptes aux régions d'outre mer)	–	13
Dotation de rénovation thermique des bâtiments publics du bloc communal	–	643
Dotation de rénovation thermique des bâtiments publics des départements	–	301
Dotation régionale d'investissement	–	600
Participation de l'Etat à l'achat de masques*	129	99
Total	**1 657**	**2 296**

** LFI 2020, LFR 4 2020, LFR 2 2021*
Source : DGCL.

7

LES ÉLUS LOCAUX

Présentation - Définitions 90

7-1 Structure par âge et par catégorie socioprofessionnelle des élus locaux 92

7-2 Part des femmes parmi les élus locaux 93

7 Les élus locaux

PRÉSENTATION

Au 1er janvier 2022, la population française de plus de 18 ans est répartie en trois tiers presque équivalents entre les personnes de 18 à 40 ans, de 40 à 60 ans et de 60 ans ou plus. Ce n'est pas le cas pour les élus locaux *(fiche 7.1)*. Ainsi, la part des élus de moins de 40 ans est très inférieure à celle de la population (de 18 ans ou plus) : entre seulement 6 % (des conseillers communautaires) et 16 % (pour les conseillers municipaux ou régionaux). Entre 1995 et 2015, cette proportion de jeunes élus avait augmenté pour les conseillers régionaux ; l'augmentation était plus récente pour les conseillers départementaux. Les dernières élections départementales et régionales (2021) ont au contraire vu la part des jeunes élus régresser.

27,5 % des élus locaux sont retraités ou inactifs, contre 46,1 % dans la population de 15 ans ou plus. Par rapport à leur part dans la population totale, les catégories sociales surreprésentées parmi les élus locaux sont les cadres et les artisans-commerçants, ainsi que les agriculteurs du fait du nombre élevé des communes rurales. Les catégories sous-représentées sont les ouvriers et les employés *(fiche 7.1)*.

La part des femmes parmi les élus locaux progresse sur le moyen terme, mais reste loin de la parité pour les fonctions exécutives locales. Cette part est plus élevée parmi les jeunes élus : 45,3 % de femmes parmi les élus de 18 à 39 ans, pour une proportion moyenne de 41,5 % tous âges confondus *(fiche 7.2)*.

L'alternance obligatoire d'un homme et d'une femme dans la constitution des listes de candidats s'applique depuis 2014 aux communes de 1000 habitants ou plus. Cette obligation se traduit, début 2022, par un taux de féminisation de 48,3 % dans les communes de plus de 1000 habitants. En dessous de ce seuil, la parité n'est pas obligatoire et la part des femmes parmi les élus est de 37,5 % *(fiche 7.2)*. Le taux de féminisation des conseillers départementaux est quant à lui de 50,0 %, traduisant l'obligation de présenter des binômes mixtes (hommes, femmes) de candidats. Celui des conseillers régionaux et territoriaux est de 48,5 % début 2022.

Pour les fonctions de président, ces taux de féminisation sont en revanche plus faibles : au début de l'année 2022, les femmes représentent 31,6 % des présidents de conseil régional, 20,0 % des présidents de conseil départemental, 11,8 % des présidents de conseil communautaire et 20,1 % des maires. Plus on s'éloigne de la fonction de maire, plus les fonctions sont occupées par des femmes : 33,4 % parmi les premiers adjoints, 42,3 % pour les deuxièmes adjoints et 44,9 % parmi les autres adjoints et conseillers *(fiche 7.2)*.

Le taux de féminisation des maires est de 21,0 % dans les communes de moins de 500 habitants. Il diminue avec la taille de la commune, jusqu'à la strate de 30 000 à 100 000 habitants (15,7 %) ; il augmente à nouveau pour les communes de 100 000 habitants ou plus (23,8 %, soit 10 femmes maires sur 42) *(fiche 7.2)*.

POUR EN SAVOIR PLUS

Ministère de l'Intérieur : **www.interieur.gouv.fr/Elections**

La décomposition par région des statistiques est disponible en ligne sur le site de la DGCL : https://www.collectivites-locales.gouv.fr/collectivites-locales-chiffres

« Les femmes sont de plus en plus présentes dans la vie politique locale en 2022, mais les plus hautes fonctions restent majoritairement l'apanage des hommes », bulletin d'information statistique (BIS) de la DGCL, n° 162, mars 2022.

DÉFINITIONS

Les données sont recueillies et produites au ministère de l'Intérieur par le bureau des élections et des études politiques (direction de la modernisation et de l'action territoriale).

▶ Mandats
Il s'agit des mandats électifs tels qu'ils figurent dans le répertoire national des élus (RNE).

▶ Répertoire national des élus (RNE)
Le RNE, régi par le décret n° 2014-1479 du 9 décembre 2014 relatif à la mise en œuvre de deux traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés «Application élection» et «Répertoire national des élus», constitue une base de données mise à jour en continu par les préfectures, afin d'assurer le suivi des mandats électoraux et des fonctions électives de tous les élus.

▶ Catégories socioprofessionnelles
Elles sont déterminées selon 65 postes pour la quasi-totalité des élus. Ces professions ont été reclassées selon la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) de l'Insee, agrégée en 8 postes. Il subsiste un nombre important de déclarations «autres professions» qui ne peuvent être reclassées. Par ailleurs, la ventilation par l'Insee de la population selon leur PCS est disponible pour les plus de 15 ans, donc au-delà de la population éligible, et comprend de plus un grand nombre de personnes en formation («autres sans activité professionnelle»).

▶ Parité et conseils communautaires
Dans les communes de moins de 1 000 habitants, les conseillers communautaires sont désignés parmi les conseillers municipaux élus en suivant l'ordre du tableau (maire, adjoints, puis conseillers) et dans la limite du nombre de sièges attribués à la commune au sein du conseil communautaire.
Dans les communes de 1 000 habitants ou plus, la liste des candidats au mandat de conseiller communautaire est établie sur la base des candidats aux élections municipales qui lui correspond : les citoyens utilisent un seul bulletin de vote, mentionnant une liste de candidats aux élections municipales et la liste des candidats au mandat de conseiller communautaire qui lui est liée (quelle que soit la taille de la commune, il n'est pas possible d'être conseiller communautaire sans être au préalable conseiller municipal ou conseiller d'arrondissement). Par construction, les groupements ayant beaucoup de communes de 1 000 habitants ou plus intègreront alors davantage de femmes dans leur conseil, puisque les listes se présentant dans ces communes ont l'obligation de respecter la parité.

7-1 Structure par âge et par catégories socioprofessionnelle des élus locaux

Nombre d'élus locaux au 1er janvier 2022 et répartition par âge[a]

Mandats	Effectifs pourvus	Répartition par classe d'âge (en %)				Âge moyen
		moins de 40 ans	de 40 à 59 ans	60 ans et plus	Ensemble	
Ensemble des mandats	**572 817**	**14,9**	**48,3**	**36,8**	**100,0**	**53,8**
Conseillers régionaux et territoriaux[b]	1 927	16,4	58,1	25,5	100,0	51,3
Dont : présidents	19	.	47,4	52,6	100,0	59,0
Conseillers départementaux[c]	4 056	9,4	53,3	37,3	100,0	55,1
Dont : présidents	95	2,1	47,4	50,5	100,0	59,2
Conseillers communautaires[d]	66 015	6,0	42,8	51,1	100,0	58,3
Dont : présidents	1 251	3,4	44,4	52,2	100,0	59,0
Conseillers municipaux[e]	500 819	16,1	49,0	34,9	100,0	53,2
Dont : maires	34 841	3,3	38,4	58,3	100,0	60,3
1ers adjoints	33 974	5,7	44,0	50,3	100,0	58,1
2es adjoints	31 869	8,4	48,2	43,4	100,0	56,3
autres adjoints	50 756	9,2	49,0	41,8	100,0	55,7
autres conseillers	349 379	20,1	50,6	29,4	100,0	51,3
Dont : communes de moins de 1 000 habitants	281 392	17,7	47,7	34,5	100,0	52,8
communes de 1 000 habitants et plus	219 427	14,0	50,6	35,5	100,0	53,6
Population française de 18 à 99 ans (au 01/01/2022)	*53 375 000*	*32,9%*	*32,7%*	*34,4%*	*100,0*	*50,6*

(a) Âge au 1er janvier.
(b) Y compris Corse, Martinique et Guyane. Les présidents d'organe exécutif sont comptés avec les présidents.
(c) Y compris Collectivité européenne d'Alsace.
(d) Y compris métropole de Lyon.
(e) Y compris Paris.
Source : DGCL. Données : ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques (répertoire national des élus) ; Insee, estimations de population.
Champ : France métropolitaine + DOM.

La catégorie socioprofessionnelle des élus locaux au 1er janvier 2022

(en %)

Catégorie socioprofessionnelle	Ensemble des élus locaux	Conseillers régionaux et territoriaux	Conseillers départementaux	Conseillers communautaires	Conseillers municipaux	dont : maires	*Population de 15 ans ou plus*
Agriculteurs exploitants	7,9	3,6	4,1	7,6	8,0	11,7	*0,7*
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	6,6	10,1	6,5	6,6	6,6	6,0	*3,5*
Cadres et professions intellectuelles supérieures	21,5	49,4	38,9	26,4	20,6	21,3	*10,6*
Professions intermédiaires	16,9	10,9	14,0	13,1	17,5	10,6	*13,7*
Employés	13,1	5,9	6,3	7,8	13,9	6,0	*14,2*
Ouvriers	6,5	0,8	0,5	2,0	7,1	2,5	*10,9*
Retraités	23,9	11,3	23,1	33,2	22,7	39,2	*46,1*
Autres sans activité professionnelle	3,6	8,0	6,6	3,3	3,6	2,7	
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	*100,0*

Source : DGCL. Données : ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques (répertoire national des élus, février 2022) ; Insee, enquête Emploi 2020.
Champ : France métropolitaine + DOM.

Part des femmes parmi les élus locaux 7-2

Part des femmes parmi les élus locaux au 1er janvier 2022, selon l'âge[a]

(en %)

Mandats	Âge des élus [a]						
	Tous âges	De 18 à 39 ans	De 40 à 49 ans	De 50 à 54 ans	De 55 à 59 ans	De 60 à 64 ans	65 ans ou plus
Ensemble des mandats	**41,5**	**45,3**	**47,3**	**45,2**	**41,7**	**37,5**	**33,4**
Conseillers régionaux et territoriaux[b]	**48,5**	51,3	53,5	51,7	47,9	46,6	33,1
Dont : présidents	**31,6**	–	33,3	60,0	–	–	33,3
Conseillers départementaux[c]	**50,0**	45,8	52,6	54,8	55,2	49,4	42,1
Dont : présidents	**20,0**	50,0	8,3	23,1	45,0	9,5	11,1
Conseillers communautaires[d]	**35,0**	43,3	44,7	42,8	37,9	32,1	26,0
Dont : présidents	**11,8**	11,9	11,1	18,3	18,1	12,1	6,3
Conseillers municipaux[e]	**42,2**	45,4	47,5	45,4	42,1	38,4	34,8
Dont : maires	**20,1**	24,6	25,5	26,2	23,2	19,2	15,5
1ers adjoints	**33,4**	36,3	38,7	38,2	35,4	31,5	28,3
2es adjoints	**42,3**	42,0	47,7	46,3	42,7	40,7	37,0
autres adjoints	**44,3**	49,1	51,3	49,5	45,7	40,5	35,5
autres conseillers	**45,0**	45,8	48,7	47,0	44,5	42,0	39,6
Dont : communes de moins de 1 000 habitants	**37,5**	41,2	41,7	39,4	36,4	34,3	31,5
communes de 1 000 habitants et plus	**48,3**	52,1	54,6	52,4	49,0	43,3	39,0

(a) Âge au 1er janvier.
(b) Y compris Corse, Martinique et Guyane. Les présidents d'organe exécutif sont comptés avec les présidents.
(c) Y compris Collectivité européenne d'Alsace.
(d) Y compris métropole de Lyon.
(e) Y compris Paris.
Lecture : 41,5 % des élus sont des femmes. Parmi les conseillers régionaux ou territoriaux de 18 à 39 ans, 51,3 % sont des femmes. Il n'y a pas de président de région ou de CTU âgé de 18 à 39 ans.
Source : DGCL. Données : ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques (répertoire national des élus, février 2022).
Champ : France métropolitaine + DOM.

Part des femmes parmi les maires au 1er janvier 2022, selon leur âge et la taille de la commune

(en %)

Mandats	Âge des maires [a]						
	Tous âges	De 18 à 39 ans	De 40 à 49 ans	De 50 à 54 ans	De 55 à 59 ans	De 60 à 64 ans	65 ans ou plus
Maires	**20,1**	24,6	25,5	26,2	23,2	19,2	15,5
d'une commune de moins de 500 habitants	**21,0**	30,1	27,0	26,4	23,4	19,7	16,8
de 500 à 1 000 habitants	**18,9**	19,8	24,8	26,7	20,2	18,9	14,4
de 1 000 à 3 500 habitants	**19,7**	19,3	25,3	27,8	25,5	18,7	13,5
de 3 500 à 10 000 habitants	**17,9**	16,7	22,5	21,5	23,0	18,4	11,5
de 10 000 à 30 000 habitants	**18,4**	7,9	17,9	20,7	25,6	15,7	17,7
de 30 000 à 100 000 habitants	**15,7**	31,6	12,0	16,7	19,0	7,7	14,5
de 100 000 habitants ou plus	**23,8**	–	18,8	–	–	37,5	18,2

(a) Âge au 1er janvier.
Lecture : 20,1 % des maires sont des femmes. La part des femmes parmi les maires de 18 à 39 ans d'une commune de moins de 500 habitants est de 30,1%.
Source : DGCL. Données : ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques (répertoire national des élus, février 2022).
Champ : France métropolitaine + DOM.

8

LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Présentation - Définitions 96

8-1 Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales 99

8-2 Les effectifs et le volume de travail selon le type de collectivités locales 101

8-3 Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales par région 102

8-4 Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon le statut et la catégorie hiérarchique 104

8-5 Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon la filière 106

8-6 Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon l'âge 108

8-7 L'emploi dans les collectivités locales selon le nombre d'agents employés 110

8-8 L'emploi dans les collectivités locales selon le nombre d'habitants 113

8-9 Les femmes dans les collectivités locales 117

8-10 Les mouvements de personnel dans les collectivités locales 119

8-11 La fonction publique territoriale au sein de la fonction publique 120

8-12 Les salaires dans les collectivités locales 121

8-13 Les élections professionnelles dans la fonction publique territoriale 122

8 La fonction publique territoriale

PRÉSENTATION

Au 31 décembre 2020, on compte 1 960 300 agents rémunérés en emploi principal dans la fonction publique territoriale (FPT). Parmi eux, 1 455 600 sont fonctionnaires, 419 900 sont contractuels, 28 500 agents bénéficient de contrats aidés et 56 300 relèvent d'autres statuts (assistants maternels, apprentis, collaborateurs de cabinet). Par ailleurs, on dénombre 36 700 postes dits secondaires, c'est-à-dire des postes occupés par des agents ayant une autre activité dans la fonction publique davantage rémunératrice. En volume de travail, on dénombre au total 1 827 700 agents en équivalent temps plein en 2020 (fiche 8.1).

Dans le contexte de la crise sanitaire, les effectifs des versants de la fonction publique évoluent différemment. Dans la fonction publique d'État, ils augmentent de + 0,8 % en 2020 et dans la fonction publique hospitalière de + 1,8 %. Au contraire, entre fin 2019 et fin 2020, les effectifs de la FPT se replient de - 0,4 %, après une hausse de + 0,5 % en 2019. Le recul du nombre d'agents en contrat aidé continue de ralentir (- 12,4 % après - 15,7 % en 2019 et - 43,0 % en 2018). Hors contrats aidés, les effectifs sont en baisse (- 0,2 % après + 0,9 % en 2019) : la hausse des contractuels (+ 3 % après + 4,2 % en 2019) ne compense pas la baisse des fonctionnaires (- 0,9 % après un effectif stable en 2019 ; *fiches 8.4 et 8.11*). Le volume de travail en EQTP recule en 2020 de 0,2 % *(fiche 8.1)*.

Hors bénéficiaires de contrats aidés, les effectifs de la FPT baissent un peu dans les organismes communaux (- 0,6 %). Le ralentissement dans les organismes intercommunaux (+ 0,3 % après + 3,5 % en 2019) s'explique notamment par une baisse du transfert d'agents des organismes communaux vers les organismes intercommunaux. Les effectifs de la FPT reculent légèrement dans les organismes départementaux (- 0,3 %). Ils augmentent dans les régions (+ 2,1 % ; *fiche 8.2*).

Par rapport aux deux autres versants de la fonction publique, la FPT se caractérise par une forte proportion d'agents de catégorie C (74,8 %). Suite au reclassement de cadres d'emplois de B à A en 2019, les proportions d'agents de catégorie A et B sont désormais du même ordre : 12,4 % pour les agents de catégorie A et 11,9 % pour ceux de la catégorie B *(fiches 8.4 et 8.11)*.

Le nombre d'employeurs de la FPT s'établit à environ 42 000, dont 9,7 % ne rémunèrent que des agents en emplois secondaires ou contrats aidés. Les organismes communaux et les organismes intercommunaux concentrent plus des trois quarts des effectifs de la FPT et les organismes départementaux près de 18 % *(fiches 8.4 et 8.7)*.

Dans la FPT, plus de trois agents sur cinq sont des femmes (61,3 %), proportion supérieure à celle de la fonction publique de l'État (57,2 %) mais inférieure à celle de la fonction publique hospitalière (78,1 %). Elles sont massivement présentes dans les établissements communaux (86,6 %). La catégorie hiérarchique ayant la part des femmes la plus importante est la catégorie A, à la suite des reclassements de B en A de cadres d'emploi majoritairement féminins, en 2019 (69,4 % ; *fiches 8.9 et 8.11*).

La filière technique et la filière administrative regroupent près de 70 % des effectifs territoriaux. La répartition des emplois par filière varie fortement selon le niveau de collectivité : par exemple, la filière technique est fortement présente au sein des régions. Les filières sociale et médico-sociale sont très largement féminines (à hauteur respectivement de 95,3 % et 95 %) tandis que les femmes ne représentent que 5,7 % des effectifs de la filière incendie et secours et 21,4 % de la filière police municipale *(fiches 8.5 et 8.9)*.

Les agents de la FPT sont, en moyenne, plus âgés que dans les deux autres versants : 45,6 ans contre seulement 43 ans dans la fonction publique d'État et 41,9 ans dans la fonction publique hospitalière. Les fonctionnaires sont plus âgés que les contractuels *(fiches 8.6 et 8.11)*.

Le salaire mensuel net moyen dans la FPT est de 2 028 € (hors emplois aidés) en 2020, en hausse de + 1,2 % en euros courants et donc, hors inflation, en hausse de + 0,7% en euros constants *(fiche 8.12)*.

Les dernières élections professionnelles dans la fonction publique ont eu lieu le 6 décembre 2018 *(fiche 8.13)*. Les prochaines auront lieu en décembre 2022.

POUR EN SAVOIR PLUS

« En 2020, le nombre d'agents de la fonction publique territoriale est en recul», Bulletin d'information statistique n° 160, décembre 2021, www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales

« En 2020, l'emploi continue d'augmenter dans la fonction publique, notamment dans le versant hospitalier », Insee Première n° 1897, mars 2022, www.insee.fr

« En 2020, le salaire net moyen augmente de 0,8 % en euros constants au sein de la fonction publique territoriale », Insee Première n° 1915, juillet 2022, www.insee.fr

Rapport annuel sur l'état de la fonction publique. Édition 2021, en ligne sur le site de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), www.fonction-publique.gouv.fr

DÉFINITIONS

▶ **Les trois versants de la fonction publique**

La fonction publique en France comprend trois composantes : fonction publique de l'État, territoriale et hospitalière. Dans le cadre d'un même statut général des fonctionnaires, chacune est régie par des dispositions particulières à caractère national.

*Les emplois de la **fonction publique d'État (FPE)** se répartissent entre les administrations centrales de l'État et ses services déconcentrés.*

*La création de la **fonction publique territoriale (FPT)** en 1984 a suivi les lois de décentralisation (1983) confiant aux collectivités locales la responsabilité de services d'intérêts locaux. La fonction publique territoriale regroupe l'ensemble des emplois des collectivités territoriales (la commune, le département, la région) et de leurs établissements publics.*

*La **fonction publique hospitalière (FPH)**, telle que définie par la loi du 9 janvier 1986, regroupe, à l'exception du personnel médical (médecins, biologistes, pharmaciens et orthodontistes), l'ensemble des emplois des établissements suivants :*

- *les établissements d'hospitalisation publics ;*
- *les maisons de retraite publiques ;*
- *les établissements publics ou à caractère public relevant des services départementaux de l'aide sociale à l'enfance ;*
- *les établissements publics pour mineurs ou adultes handicapés ou inadaptés ;*
- *les centres d'hébergement et de réinsertion sociale publics ou à caractère public.*

▶ **Le système d'information sur les agents des services publics (SIASP)**

Élaboré par l'Insee pour le suivi des trois versants de la fonction publique (territorial-FPT, de l'État-FPE et hospitalier-FPH) repose sur la mobilisation de sources administratives. Il constitue l'équivalent pour le secteur public des déclarations annuelles de données sociales (DADS).

▶ **Emploi annexe, emploi non-annexe, emploi principal et emploi secondaire**

Un emploi est considéré comme annexe s'il génère un faible volume de travail annuel, soit moins de 30 jours ou moins de 120 heures. Au contraire, un emploi générant un volume de travail significatif sera non-annexe. Certains agents exercent deux (voire plusieurs) emplois non-annexes dans la fonction publique. Il est fréquent, en particulier, qu'un agent d'une collectivité territoriale exerce une seconde activité dans une autre collectivité ou dans un autre versant de la fonction publique ou dans le secteur privé. L'un est l'emploi principal (en principe celui dont la rémunération est la plus élevée), l'autre, ou les autres, sont des emplois secondaires. Ce sont le plus souvent des agents contractuels qui sont concernés.

▶ **Volume de travail en équivalent temps plein**

Il prend en compte l'ensemble des emplois qui regroupe les activités à temps complet, à temps partiel ou au forfait, aux cessations progressives d'activité ou aux périodes de congés de maladie ordinaire et aux congés formation. Ces emplois peuvent être annexes ou non annexes.

▶ **Les établissements publics à caractère administratif (EPA)**

Le statut de recrutement des agents dans ces établissements est de droit public. Sont notamment classés en EPA les universités, les établissements publics scientifiques et techniques, dont le personnel relève surtout de la FPE, les centres communaux d'action sociale, les organismes intercommunaux (FPT), les hôpitaux publics et les maisons de retraite publiques autonomes (FPH).

▶ **La métropole de Lyon**

Elle a été créée au 1er janvier 2015. Elle reprend les compétences de la communauté urbaine (CU) de Lyon et exerce de plus sur son territoire les compétences d'un conseil départemental. Bien que son statut soit unique, ses effectifs ont été comptabilisés avec ceux des EPCI à fiscalité propre.

▶ **Les établissements publics territoriaux (EPT)**

Les EPT ont été créés au 1er janvier 2016. Ils correspondent à des sous-ensembles de la métropole du Grand Paris. Même s'il ne s'agit pas de métropoles, leurs effectifs ont été comptés avec celles-ci.

*Créée au 1er janvier 2016, la **collectivité unique de Guyane** correspond à la fusion du département et de la région de Guyane. Il en va de même pour la **collectivité unique de Martinique**. La **collectivité de Corse**, créée au 1er janvier 2018, correspond à la fusion des deux départements et de la collectivité territoriale. Son effectif est comptabilisé avec ceux des régions. La **Ville de Paris**, créée au 1er janvier 2019, est une entité correspondant à la fusion du département et de la commune de Paris. Son effectif est comptabilisé avec ceux des communes.*

▶ **Les contrats aidés**

Un contrat aidé est un contrat de travail dérogatoire au droit commun, pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, qui peuvent prendre la forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales ou d'aides à la formation. Le principe général est de diminuer, par des aides directes ou indirectes, les coûts d'embauche et/ou de formation pour l'employeur. Ces emplois aidés sont, en général, accessibles prioritairement à des « publics cibles », telles les personnes « en difficulté sur le marché du travail » ou les jeunes. Dans le secteur non marchand, ils sont le plus souvent conclus par des associations, des collectivités territoriales ou des entreprises publiques.

8 La fonction publique territoriale

▶ Les notions de cadre d'emplois et de filière

La loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale définit ainsi le cadre d'emplois : « Un cadre d'emplois regroupe les fonctionnaires soumis au même statut particulier, titulaires d'un grade leur donnant vocation à occuper un ensemble d'emplois. Chaque titulaire d'un grade a vocation à occuper certains des emplois correspondant à ce grade. Le cadre d'emplois peut regrouper plusieurs grades ». La loi précise que les cadres d'emplois sont répartis en catégories hiérarchiques, désignées, en ordre décroissant, par les lettres A, B, C (A : fonctions de direction et de conception ; B : fonctions d'application et de maîtrise ; C : fonctions d'exécution).

La loi dispose que chaque cadre d'emplois est régi par un statut particulier, établi par décret en Conseil d'État. Le statut particulier définit, pour chaque cadre d'emplois, la hiérarchie des grades, le nombre d'échelons dans chaque grade, les règles d'avancement d'échelon et de promotion au grade supérieur. Il présente un caractère national. Il est donc commun aux fonctionnaires des communes, des départements, des régions et de leurs établissements publics. Ce statut précise aussi les fonctions que peuvent exercer les fonctionnaires du cadre d'emplois. Par commodité, ces cadres d'emplois sont regroupés en « filières », qui désignent le secteur d'activité commun à plusieurs d'entre eux (filière sportive, culturelle par exemple).

▶ Comité technique (CT)

Un CT est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents, ainsi qu'auprès de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents. Les représentants titulaires et suppléants du personnel sont élus au scrutin de liste à un tour, à la proportionnelle avec attribution des restes à la plus forte moyenne. Les comités techniques sont consultés principalement sur des questions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services.

▶ Les centres de gestion

Établissements publics à caractère administratif, les centres de gestion sont gérés par des élus des collectivités. Ils sont départementaux à l'exception de la région parisienne où deux centres interdépartementaux gèrent l'un la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne), l'autre la grande couronne (Val d'Oise, Essonne, Yvelines). Les centres de gestion ont pour mission la gestion du personnel territorial et regroupent obligatoirement les collectivités et leurs établissements employant moins de 350 agents et, de façon facultative, toute autre collectivité qui le souhaite.

Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon le type d'emplois

(en milliers)

	Emplois au 31 décembre					Volume de travail en équivalent temps plein				
	2018	2019	2020	Évolution 2018-2019	Évolution 2019-2020	2018	2019	2020	Évolution 2018-2019	Évolution 2019-2020
Emplois non annexes[a] (1)	**2 001,3**	**2 010,3**	**1 997,0**	**+ 0,4 %**	**- 0,7 %**	**1 803,4**	**1 809,1**	**1 807,4**	**+ 0,3 %**	**- 0,1 %**
Emplois principaux[b]	1 958,0	1 968,5	1 960,3	+ 0,5 %	- 0,4 %	1 773,5	1 778,5	1 780,4	+ 0,3 %	+ 0,1 %
Emplois secondaires[b]	43,3	41,8	36,7	- 3,5 %	- 12,2 %	30,0	30,6	27,0	+ 2,0 %	- 11,8 %
Emplois annexes[c] (2)	**s.o.**	**s.o.**	**s.o.**	**s.o.**	**s.o.**	**23,3**	**23,2**	**20,3**	**- 0,4 %**	**- 12,2 %**
Ensemble des emplois (1)+(2)	**s.o.**	**s.o.**	**s.o.**	**s.o.**	**s.o.**	**1 826,7**	**1 832,3**	**1 827,7**	**+ 0,3 %**	**- 0,2 %**

(a) Les emplois dits « non annexes » correspondent à des emplois dont la durée est supérieure à 30 jours et le nombre d'heures rémunérées supérieur à 120.
(b) Lorsqu'un agent cumule plusieurs emplois non annexes dans la fonction publique, l'emploi principal est celui pour lequel son salaire net est le plus élevé. Les autres emplois sont dits « secondaires ».
(c) Un emploi annexe est, ici, un emploi dont la durée est inférieure à 30 jours ou le nombre d'heures inférieur à 120. Du fait du faible volume d'heures qu'ils représentent, ils ne sont pas pris en compte pour le calcul des effectifs.
s. o. : sans objet.
Note : les emplois secondaires pouvant être occupés par les mêmes agents que les emplois principaux, ils sont supprimés du calcul des effectifs au 31 décembre pour éviter les doubles comptes. Les volumes de travail en équivalent temps plein, eux, seront calculés sur l'ensemble des emplois. Ils correspondent à l'ensemble du travail généré, quel que soit le type de poste. Ils prendront donc en compte non seulement les emplois principaux, mais également les emplois secondaires et les emplois annexes.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte, tous emplois.

Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon le statut

(en milliers)

	Effectifs au 31 décembre					Volume de travail en équivalent temps plein				
	2018	2019	2020	Évolution 2018-2019	Évolution 2019-2020	2018	2019	2020	Évolution 2018-2019	Évolution 2019-2020
Ensemble hors bénéficiaires de contrats aidés (1)	**1 919,4**	**1 936,0**	**1 931,8**	**+ 0,9 %**	**- 0,2 %**	**1 791,7**	**1 806,1**	**1 807,0**	**+ 0,8 %**	**+ 0,1 %**
Fonctionnaires	1 468,8	1 469,0	1 455,6	+ 0,0 %	- 0,9 %	1 394,3	1 392,7	1 387,7	- 0,1 %	- 0,4 %
Contractuels	391,1	407,7	419,9	+ 4,2 %	+ 3,0 %	344,3	359,6	365,3	+ 4,4 %	+ 1,6 %
Autres[a]	59,5	59,3	56,3	- 0,3 %	- 5,0 %	53,0	53,9	54,0	+ 1,5 %	+ 0,3 %
Bénéficiaires de contrats aidés (2)	**38,6**	**32,5**	**28,5**	**- 15,7 %**	**- 12,4 %**	**35,0**	**26,2**	**20,7**	**- 25,2 %**	**- 20,8 %**
Total (1) + (2)	**1 958,0**	**1 968,5**	**1 960,3**	**+ 0,5 %**	**- 0,4 %**	**1 826,7**	**1 832,3**	**1 827,7**	**+ 0,3 %**	**- 0,2 %**

(a) Collaborateurs de cabinet, assistants maternels, apprentis.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte, emplois principaux pour les effectifs au 31/12, ensemble des emplois pour les volumes de travail en équivalent temps plein. Tous statuts.

8-1b Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales

Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon la catégorie hierarchique, le sexe et le type de temps de travail des agents

(en milliers)

	Effectifs au 31 décembre					Volume de travail en équivalent temps plein				
	2018	2019	2020	Évolution 2018- 2019	Évolution 2019- 2020	2018	2019	2020	Évolution 2018- 2019	Évolution 2019- 2020
Catégorie A	182,1	240,5	242,4	+ 32,1 % (+ 2,8 %)[a]	+ 0,8 %	173,0	225,6	229,6	+ 30,4 % (+ 1,8 %)[a]	+ 1,8 %
Catégorie B	281,6	229,4	232,8	- 18,5 % (+ 0,1 %)[a]	+ 1,5 %	262,7	214,8	217,6	- 18,2 % (+ 0,4 %)[a]	+ 1,3 %
Catégorie C	1 478,0	1 482,4	1 465,4	+ 0,3 %	- 1,1 %	1 375,2	1 375,2	1 361,1	+ 0,0 %	- 1,0 %
non déterminé	16,3	16,1	19,8	- 0,7 %	+ 22,4 %	15,8	16,7	19,4	+ 5,7 %	+ 16,8 %
Femmes	1 196,2	1 204,3	1 202,4	+ 0,7 %	- 0,2 %	1 087,6	1 092,4	1 092,9	+ 0,4 %	+ 0,1 %
Hommes	761,9	764,2	758,0	+ 0,3 %	- 0,8 %	739,0	739,9	734,8	+ 0,1 %	- 0,7 %
Agents à temps plein sur un emploi à temps complet	1 435,0	1 450,5	1 463,3	+ 1,1 %	+ 0,9 %	1 433,9	1 443,9	1 453,5	+ 0,7 %	+ 0,7 %
Agents à temps partiel[b]	523,1	518,0	497,0	- 1,0 %	- 4,0 %	392,7	388,4	374,3	- 1,1 %	- 3,6 %
Total	**1 958,0**	**1 968,5**	**1 960,3**	**+ 0,5 %**	**- 0,4 %**	**1 826,7**	**1 832,3**	**1 827,7**	**+ 0,3 %**	**- 0,2 %**

(a) En 2019, les cadres d'emplois d'assistant socio-éducatif, éducateur de jeunes enfants et infirmiers de sapeurs pompiers professionnels ont changé de catégorie hiérarchique et sont passés de B à A. Les évolutions entre parenthèses sont calculées à champ constant, c'est-à-dire sans prendre en compte ces cadres d'emplois en 2018 et 2019.

(b) sont comptabilisés, ici, les temps partiel sur emploi à temps complet et les emploi à temps non complet.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte, emplois principaux pour les effectifs au 31/12, ensemble des emplois pour les volumes de travail en équivalent temps plein. Tous statuts.

Les effectifs et le volume de travail selon le type de collectivités locales 8-2

Les effectifs employés par les collectivités locales et leur volume de travail selon le type de collectivités

	Nombre de collectivités en 2020 [a]	Emplois au 31 décembre (en milliers)					Volume de travail en équivalent temps plein (en milliers)				
		2018	2019	2020	Évolution 2018-2019	Évolution 2019-2020	2018	2019	2020	Évolution 2018-2019	Évolution 2019-2020
Total organismes communaux	**30 784**	**1 136,2**	**1 142,8**	**1 135,9**	**+ 0,6 %** (+ 0,2 %)[c]	**- 0,6 %**	**1 050,3**	**1 055,0**	**1 047,8**	**+ 0,4 %** (+ 0,0 %)[c]	**- 0,7 %**
Communes de moins de 1 000 hab.	18 188	69,7	68,3	67,7	- 2,0 %	- 1,0 %	59,7	58,5	57,9	- 2,0 %	- 1,1 %
Communes de 1 000 à 1 999 hab.	4 424	60,5	59,5	58,4	- 1,6 %	- 2,0 %	54,2	53,3	52,3	- 1,7 %	- 1,9 %
Communes de 2 000 à 3 499 hab.	2 204	64,6	64,8	64,3	+ 0,3 %	- 0,8 %	59,7	59,9	59,2	+ 0,3 %	- 1,2 %
Communes de 3 500 à 4 999 hab.	967	51,5	52,7	53,1	+ 2,2 %	+ 0,7 %	48,2	49,2	49,2	+ 1,9 %	+ 0,0 %
Communes de 5 000 à 9 999 hab.	1 175	125,7	125,4	124,8	- 0,2 %	- 0,5 %	117,1	116,7	115,7	- 0,3 %	- 0,8 %
Communes de 10 000 à 19 999 hab.	528	129,8	129,0	127,9	- 0,7 %	- 0,8 %	122,2	120,9	119,7	- 1,0 %	- 1,1 %
Communes de 20 000 à 49 999 hab.	342	206,6	207,0	206,9	+ 0,2 %	+ 0,0 %	194,4	194,3	194,1	+ 0,0 %	- 0,1 %
Communes de 50 000 à 79 999 hab.	71	84,7	92,5	91,3	9,3 %[b]	- 1,3 %	80,5	87,5	86,6	+ 8,7 %	- 1,1 %
Communes de 80 000 à 99 999 hab.	15	33,0	29,2	29,3	- 11,5 %[b]	+ 0,4 %	31,3	27,3	27,4	- 12,8 %	+ 0,5 %
Communes de 100 000 hab. et plus	42	182,8	186,5	186,1	+ 2,1 % (- 0,5 %)[c]	- 0,2 %	170,1	173,8	173,5	+ 2,2 % (- 0,8 %)[c]	- 0,2 %
Total des communes	**27 956**	**1 008,9**	**1 015,0**	**1 009,8**	**+ 0,6 %** (+ 0,2 %)[c]	**- 0,5 %**	**937,4**	**941,4**	**935,5**	**+ 0,4 %** (- 0,1 %)[c]	**- 0,6 %**
Établissements communaux[d]	**2 828**	**127,3**	**127,8**	**126,1**	**+ 0,4 %**	- 1,3 %	**112,9**	**113,6**	**112,4**	**+ 0,6 %**	- 1,1 %
Organismes intercommunaux[e]	**6 622**	**330,9**	**342,4**	**343,5**	**+ 3,5 %**	**+ 0,3 %**	**307,5**	**318,9**	**323,8**	**+ 3,7 %**	**+ 1,6 %**
Communautés urbaines (CU) et métropoles[e]	47	88,2	94,0	94,1	+ 6,5 %	+ 0,1 %	84,3	90,2	90,9	+ 7,0 %	+ 0,8 %
Communautés d'agglomération (CA)	221	93,0	94,5	94,3	+ 1,7 %	- 0,2 %	87,1	88,6	91,7	+ 1,7 %	+ 3,5 %
Communautés de communes (CC)	990	79,3	82,3	83,9	+ 3,8 %	+ 1,9 %	72,1	74,9	76,5	+ 4,0 %	+ 2,0 %
Total des EPCI[f] à fiscalité propre[e]	**1 258**	**260,5**	**270,8**	**272,3**	**+ 4,0 %**	**+ 0,6 %**	**243,5**	**253,8**	**259,1**	**+ 4,2 %**	**+ 2,1 %**
Syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM)	847	8,7	9,4	8,9	+ 8,3 %	- 5,2 %	7,5	8,1	7,5	+ 7,5 %	- 6,8 %
Syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU)	2 544	19,5	17,6	16,2	- 9,8 %	- 7,9 %	16,8	15,2	13,9	- 9,5 %	- 8,6 %
Syndicats mixtes	1 792	34,4	36,2	37,2	+ 5,2 %	+ 2,6 %	32,8	34,3	35,3	+ 4,6 %	+ 3,0 %
Autres établissements publics intercommunaux	181	7,7	8,3	8,9	+ 7,2 %	+ 7,4 %	6,9	7,4	8,0	+ 8,0 %	+ 7,1 %
Total des groupements intercommunaux sans fiscalité propre	**5 364**	**70,4**	**71,5**	**71,2**	**+ 1,6 %**	**- 0,4 %**	**64,0**	**65,1**	**64,8**	**+ 1,6 %**	**- 0,5 %**
Organismes départementaux	**287**	**349,2**	**346,8**	**345,7**	**- 0,7 %** (+ 0,7 %)[c]	**- 0,3 %**	**335,2**	**332,2**	**334,6**	**- 0,9 %** (+ 0,5 %)[c]	**+ 0,7 %**
Départements	95	280,1	276,4	275,9	- 1,3 % (+ 0,2 %)[c]	- 0,2 %	266,8	262,3	265,0	- 1,7 % (- 0,1 %)[c]	+ 1,0 %
SDIS[f]	96	54,3	55,4	56,1	+ 2,0 %	+ 1,3 %	53,7	54,4	55,3	+ 1,3 %	+ 1,6 %
Centres de gestion et CNFPT[f]	96	14,8	15,1	13,6	+ 1,7 %	- 9,5 %	14,7	15,5	14,4	+ 5,3 %	- 7,5 %
Régions[g]	**17**	**94,6**	**94,9**	**96,9**	**+ 0,4 %**	**+ 2,1 %**	**90,7**	**91,6**	**91,9**	**+ 1,0 %**	**+ 0,3 %**
Autres[h]	**242**	**8,6**	**9,2**	**9,8**	**+ 6,2 %**	**+ 7,4 %**	**8,0**	**8,4**	**8,9**	**+ 5,5 %**	**+ 5,2 %**
Total hors bénéficiaires de contrats aidés (1)		**1 919,4**	**1 936,0**	**1 931,8**	**+ 0,9 %**	**- 0,2 %**	**1 791,7**	**1 806,1**	**1 807,0**	**+ 0,8 %**	**+ 0,1 %**
Emplois bénéficiaires de contrats aidés (2)		38,6	32,5	28,5	- 15,7 %	- 12,4 %	35,0	26,2	20,7	- 25,2 %	- 20,8 %
Total des collectivités / Total des emplois (1) + (2)	**37 952**	**1 958,0**	**1 968,5**	**1 960,3**	**0,5 %**	**- 0,4 %**	**1 826,7**	**1 832,3**	**1 827,7**	**+ 0,3 %**	**- 0,2 %**

(a) Collectivités locales employant au moins un agent en emploi principal, y compris les bénéficiaires de contrats aidés. • (b) La population de la commune de Fort-de-France baisse en 2019. La commune passe de la tranche de population 80 000 à 99 999 habitants à entre 50 000 et 79 999 habitants en 2019 ce qui explique les fortes évolutions dans ces deux tranches. • «(c) Au 1er janvier 2019, le département et la commune de Paris ont fusionné dans l'ensemble «Ville de Paris», ce qui accroît fortement les effectifs des communes. Les évolutions entre parenthèses sont calculées à champ constant, c'est-à-dire hors Paris. • (d) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées. • (e) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux. • (f) EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux). • (g) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique et la collectivité de Corse. • (h) OPHLM en 2018 et caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux en 2018, 2019 et 2020. Les OPHLM sortent du champ de la FPT en 2019.

Lecture : au 31 décembre 2020, les 18 188 communes de moins de 1 000 habitants employant au moins un agent en emploi principal comptent 67 700 agents sur un emploi principal. Le volume de travail de ces collectivités est de 57 900 agents en équivalent temps plein.

Source : Insee, SIASP, Recensements de la population 2019, 2021 et 2022. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte, emplois principaux pour les effectifs au 31/12, ensemble des emplois pour les volumes de travail en équivalent temps plein. Tous statuts.

8-3a Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales par région

Effectifs et volume de travail des collectivités locales par région

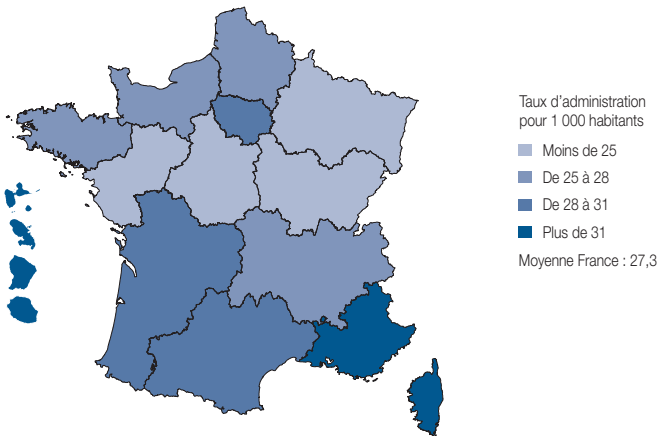
(en milliers)

	Effectifs au 31 décembre					Volume de travail en équivalent temps plein				
	2018	2019	2020	Évolution 2018- 2019	Évolution 2019- 2020	2018	2019	2020	Évolution 2018- 2019	Évolution 2019- 2020
Auvergne-Rhône-Alpes	218,8	221,0	220,3	+ 1,0 %	- 0,3 %	201,2	202,3	202,2	+ 0,6 %	- 0,1 %
Bourgogne-Franche-Comté	72,9	73,1	72,5	+ 0,3 %	- 0,7 %	68,0	67,8	67,4	- 0,3 %	- 0,6 %
Bretagne	95,3	95,4	95,5	+ 0,0 %	+ 0,1 %	88,2	88,5	88,4	+ 0,3 %	- 0,2 %
Centre-Val de Loire	68,3	68,5	68,1	+ 0,4 %	- 0,7 %	64,3	64,2	64,0	- 0,1 %	- 0,3 %
Corse	13,0	13,2	13,3	+ 1,6 %	+ 0,9 %	12,6	12,8	12,8	+ 1,6 %	+ 0,4 %
Grand-Est	131,6	132,1	130,0	+ 0,4 %	- 1,6 %	121,7	121,9	121,2	+ 0,2 %	- 0,5 %
Hauts-de-France	167,6	167,8	166,8	+ 0,1 %	- 0,6 %	155,1	154,6	153,7	- 0,3 %	- 0,6 %
Île-de-France	366,4	367,9	366,1	+ 0,4 %	- 0,5 %	345,4	345,2	343,8	+ 0,0 %	- 0,4 %
Normandie	96,5	95,9	95,1	- 0,5 %	- 0,9 %	89,4	89,3	88,6	- 0,2 %	- 0,8 %
Nouvelle-Aquitaine	187,5	189,1	188,4	+ 0,8 %	- 0,4 %	176,1	177,7	177,3	+ 0,9 %	- 0,2 %
Occitanie	192,0	193,0	193,3	+ 0,5 %	+ 0,1 %	178,1	179,3	179,4	+ 0,6 %	+ 0,1 %
Pays de la Loire	99,3	100,4	101,3	+ 1,0 %	+ 0,9 %	91,2	92,3	92,9	+ 1,2 %	+ 0,6 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	168,1	169,0	168,9	+ 0,5 %	- 0,1 %	159,7	160,3	160,1	+ 0,4 %	- 0,1 %
France métropolitaine	**1 877,2**	**1 886,4**	**1 879,3**	**+ 0,5 %**	**- 0,4 %**	**1 751,0**	**1 756,1**	**1 751,8**	**+ 0,3 %**	**- 0,2 %**
Guadeloupe	16,0	16,0	15,5	- 0,3 %	- 3,0 %	15,4	15,3	15,1	- 0,6 %	- 1,1 %
Guyane	9,2	9,9	9,9	+ 8,3 %	+ 0,0 %	8,5	8,9	9,2	+ 4,5 %	+ 3,6 %
Martinique	16,6	16,7	16,6	+ 0,1 %	- 0,5 %	15,8	15,9	15,8	+ 0,8 %	- 0,6 %
La Réunion	39,0	39,6	39,1	+ 1,4 %	- 1,3 %	36,1	36,1	35,8	+ 0,2 %	- 0,8 %
Régions d'outre-mer	**80,8**	**82,1**	**81,0**	**+ 1,6 %**	**- 1,3 %**	**75,7**	**76,2**	**76,0**	**+ 0,6 %**	**- 0,3 %**
France	**1 958,0**	**1 968,5**	**1 960,3**	**+ 0,5 %**	**- 0,4 %**	**1 826,7**	**1 832,3**	**1 827,7**	**+ 0,3 %**	**- 0,2 %**

Lecture : au 31 décembre 2020, les collectivités de la région Auvergne-Rhône-Alpes comptent 220 300 agents sur un emploi principal. En 2020, le volume de travail généré par ces collectivités est de 202 200 agents en équivalent temps plein.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux pour les effectifs au 31 décembre et ensemble des emplois pour le volume de travail en équivalent temps plein. Tous statuts.

Taux d'administration régional en 2020

(en EQTP[a] pour 1 000 habitants ; en %)



(a) EQTP : équivalent temps plein. Un agent travaillant à temps plein toute l'année compte 1, les autres comptent au prorata de leur quotité de travail par rapport à un temps complet et de leur durée de poste sur l'année.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Ensemble des emplois. Tous statuts.

Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales par région 8-3b

Effectifs par région selon le type de collectivités, au 31 décembre 2020

(en milliers)

	Organismes communaux		Organismes intercommunaux		Organismes départementaux			Régions	Autres[d]	Ensemble
	Communes	Établ. communaux[a]	EPCI[b] à fiscalité propre	Autres[c]	Départements	SDIS[b]	CDG et CNFPT[b]			
Auvergne-Rhône-Alpes	114,0	13,9	36,5	8,5	29,1	7,1	1,4	9,1	0,7	220,3
Bourgogne-Franche-Comté	31,2	2,6	12,9	3,5	14,3	2,3	1,2	4,3	0,2	72,5
Bretagne	40,1	13,2	16,4	3,4	14,0	2,4	1,5	4,3	0,4	95,5
Centre-Val de Loire	34,6	2,5	10,4	2,9	11,5	2,1	0,3	3,5	0,2	68,1
Corse	5,8	0,2	1,4	0,6	–	0,6	0,1	4,5	0,1	13,3
Grand-Est	55,4	4,8	28,9	5,4	21,9	4,1	1,2	7,5	0,7	130,0
Hauts-de-France	85,3	8,9	21,7	7,5	27,2	5,7	0,8	9,3	0,4	166,8
Île-de-France	262,4	17,3	19,5	7,0	38,3	5,7	1,5	10,9	3,5	366,1
Normandie	43,8	6,6	16,9	4,6	14,6	2,5	0,8	5,0	0,3	95,1
Nouvelle-Aquitaine	79,0	18,1	31,1	12,6	28,7	5,9	2,5	9,0	1,5	188,4
Occitanie	86,1	16,0	34,0	9,7	32,9	4,8	1,1	8,1	0,6	193,3
Pays de la Loire	48,5	9,8	17,5	2,8	14,9	2,8	0,6	4,1	0,3	101,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	95,7	8,9	23,4	2,9	22,7	8,0	0,6	6,1	0,6	168,9
France métropolitaine	**981,8**	**122,9**	**270,7**	**71,3**	**270,1**	**53,9**	**13,4**	**85,8**	**9,5**	**1 879,3**
Guadeloupe	9,0	1,1	1,0	0,5	2,0	0,4	0,1	1,4	0,0	15,5
Guyane	5,2	0,5	0,3	0,0	–	0,3	0,0	3,4	0,1	9,9
Martinique	8,4	2,1	1,0	0,3	–	0,3	0,1	4,2	0,2	16,6
La Réunion	21,3	5,1	2,2	0,2	6,1	1,1	0,1	2,9	0,1	39,1
Régions d'outre-mer	**44,0**	**8,7**	**4,5**	**1,0**	**8,1**	**2,2**	**0,3**	**11,9**	**0,4**	**81,0**
France	**1 025,8**	**131,6**	**275,2**	**72,3**	**278,2**	**56,1**	**13,7**	**97,7**	**9,9**	**1 960,3**

(a) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées. • (b) EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CDG : centre de gestion - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux). • (c) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux. • (d) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

Lecture : au 31 décembre 2020, les communes de la région Auvergne-Rhône-Alpes comptent 114 000 agents sur un emploi principal et leurs établissements communaux en dénombrent 13 900.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux, tous statuts.

Effectifs par région selon le statut et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2020

(en milliers)

	Répartition par statut				Répartition par catégorie hiérarchique				Total
	Hors bénéficiaires de contrats aidés			Contrats aidés	A	B	C	Non déterminée	
	Fonctionnaires	Contractuels	Autres[a]						
Auvergne-Rhône-Alpes	163,0	50,1	5,4	1,7	29,6	27,2	161,5	2,0	220,3
Bourgogne-Franche-Comté	54,7	14,6	2,4	0,8	9,4	8,8	53,8	0,6	72,5
Bretagne	71,4	19,9	3,4	0,7	12,4	11,8	70,3	1,0	95,5
Centre-Val de Loire	52,6	12,4	2,5	0,6	7,9	8,0	51,5	0,6	68,1
Corse	11,3	1,7	0,2	0,1	1,5	1,1	10,6	0,1	13,3
Grand-Est	97,9	26,5	3,1	2,4	17,2	16,6	94,8	1,4	130,0
Hauts-de-France	123,0	31,8	7,5	4,5	19,6	18,7	126,9	1,6	166,8
Île-de-France	261,1	93,2	10,4	1,5	50,0	48,8	261,5	5,9	366,1
Normandie	71,0	20,0	2,9	1,1	10,5	11,9	72,1	0,6	95,1
Nouvelle-Aquitaine	144,0	36,7	5,5	2,1	22,0	20,4	144,6	1,4	188,4
Occitanie	146,4	39,4	5,2	2,3	22,7	21,2	147,7	1,7	193,3
Pays de la Loire	77,8	20,1	2,7	0,6	13,0	13,0	74,6	0,6	101,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	135,0	29,5	3,0	1,5	19,7	19,7	128,0	1,4	168,9
France métropolitaine	**1 409,2**	**396,0**	**54,3**	**19,8**	**235,5**	**227,1**	**1 397,9**	**18,8**	**1 879,3**
Guadeloupe	13,3	1,9	0,3	0,0	1,4	1,0	13,0	0,0	15,5
Guyane	6,0	2,2	0,2	1,5	0,9	0,7	8,3	0,1	9,9
Martinique	11,1	4,5	0,5	0,5	1,6	1,4	12,9	0,7	16,6
La Réunion	16,0	15,4	1,0	6,6	3,1	2,6	33,2	0,2	39,1
Régions d'outre-mer	**46,4**	**23,9**	**2,0**	**8,7**	**6,9**	**5,7**	**67,5**	**0,9**	**81,0**
France	**1 455,6**	**419,9**	**56,3**	**28,5**	**242,4**	**232,8**	**1 465,4**	**19,8**	**1 960,3**

(a) Collaborateurs de cabinet, assistants maternels, apprentis.

Lecture : au 31 décembre 2020, la région Auvergne-Rhône-Alpes compte 163 000 agents fonctionnaires et 50 100 contractuels.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts.

8-4a Les effectifs et le volume de travail selon le statut et la catégorie hiérarchique

Effectifs des collectivités locales et leur volume de travail par statut et catégorie hiérarchique

(en milliers)

	Effectifs au 31 décembre					Volume de travail en équivalent temps plein				
	2018	2019	2020	Évolution 2018-2019	Évolution 2019-2020	2018	2019	2020	Évolution 2018-2019	Évolution 2019-2020
Ensemble hors bénéficiaires de contrats aidés										
Fonctionnaires	**1 468,8**	**1 469,0**	**1 455,6**	**+ 0,0 %**	**- 0,9 %**	**1 394,3**	**1 392,7**	**1 387,7**	**- 0,1 %**	**- 0,4 %**
Catégorie A	135,3	180,6	178,8	+ 33,4 % (+ 0,9 %)[a]	- 1,0 %	131,3	172,6	172,5	+ 31,4 % (- 0,2 %)[a]	+ 0,0 %
Catégorie B	224,5	178,7	177,4	- 20,4 % (- 1,1 %)[a]	- 0,7 %	212,3	171,7	170,4	- 19,1 % (+ 0,2 %)[a]	- 0,7 %
Catégorie C	1 107,3	1 108,4	1 098,0	+ 0,1 %	- 0,9 %	1 049,2	1 047,2	1 043,3	- 0,2 %	- 0,4 %
Catégorie indéterminée	1,6	1,3	1,5	- 21,3 %	+ 14,4 %	1,5	1,2	1,5	- 20,7 %	+ 21,6 %
Contractuels	**391,1**	**407,7**	**419,9**	**+ 4,2 %**	**+ 3,0 %**	**344,3**	**359,6**	**365,3**	**+ 4,4 %**	**+ 1,6 %**
Catégorie A	44,8	57,8	61,3	+ 29,1 % (+ 8,6 %)[a]	+ 6,0 %	39,9	51,1	55,1	+ 28,0 % (+ 8,1 %)[a]	+ 7,8 %
Catégorie B	57,1	50,7	55,4	- 11,2 % (+ 4,5 %)[a]	+ 9,2 %	50,4	43,1	47,2	- 14,6 % (+ 1,0 %)[a]	+ 9,5 %
Catégorie C	274,6	284,3	284,9	+ 3,5 %	+ 0,2 %	239,7	250,0	245,1	+ 4,3 %	- 2,0 %
Catégorie indéterminée	14,6	14,9	18,3	+ 1,6 %	+ 23,1 %	14,2	15,4	18,0	+ 8,5 %	+ 16,4 %
Autres	**59,5**	**59,3**	**56,3**	**- 0,3 %**	**- 5,0 %**	**53,0**	**53,9**	**54,0**	**+ 1,5 %**	**+ 0,2 %**
Assistants maternels et familiaux (cat. C)	45,9	44,8	42,0	- 2,4 %	- 6,3 %	41,9	40,5	40,6	- 3,5 %	+ 0,3 %
Apprentis (cat. A, B ou C)	11,7	12,2	12,1	+ 4,5 %	- 1,2 %	9,3	11,2	11,2	+ 21,4 %	- 0,6 %
Collaborateurs de cabinet (cat. A, B ou C)	1,9	2,3	2,3	+ 19,9 %	+ 0,1 %	1,8	2,1	2,2	+ 15,7 %	+ 2,7 %
Total	**1 919,4**	**1 936,0**	**1 931,8**	**+ 0,9 %**	**- 0,2 %**	**1 791,7**	**1 806,1**	**1 807,0**	**+ 0,8 %**	**+ 0,0 %**
Bénéficiaires de contrats aidés (cat. C)	**38,6**	**32,5**	**28,5**	**- 15,7 %**	**- 12,4 %**	**35,0**	**26,2**	**20,7**	**- 25,2 %**	**- 20,8 %**
Ensemble (y compris bénéficiaires de contrats aidés)	**1 958,0**	**1 968,5**	**1 960,3**	**+ 0,5 %**	**- 0,4 %**	**1 826,7**	**1 832,3**	**1 827,7**	**+ 0,3 %**	**- 0,3 %**
Catégorie A	182,1	240,5	242,4	+ 32,1 % (+ 2,8 %)[a]	+ 0,8 %	173,0	225,6	229,6	+ 30,4 % (+ 1,8 %)[a]	+ 1,8 %
Catégorie B	281,6	229,4	232,8	- 18,5 % (+ 0,1 %)[a]	+ 1,5 %	262,7	214,8	217,6	- 18,2 % (+ 0,4 %)[a]	+ 1,3 %
Catégorie C	1 478,0	1 482,4	1 465,4	+ 0,3 %	- 1,1 %	1 374,9	1 375,2	1 361,1	+ 0,0 %	- 1,0 %
Catégorie indéterminée	16,3	16,1	19,8	- 0,7 %	+ 22,4 %	15,8	16,7	19,4	+ 5,7 %	+ 16,8 %

(a) Dans la NET 2019, les cadres d'emplois d'assistant socio-éducatif, éducateur de jeunes enfants et infirmiers de sapeurs pompiers professionnels ont changé de catégorie hiérarchique et sont passés de B à A. Les évolutions entre parenthèses sont calculées à champ constant, sans prendre en compte ces cadres d'emplois en 2018 et 2019.

Lecture : au 31 décembre 2020, les collectivités comptent 1 455 600 agents fonctionnaires. En 2020, le volume de travail généré par ces collectivités est de 1 387 700 agents en équivalent temps plein.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux pour les effectifs au 31 décembre et ensemble des emplois pour le volume de travail en équivalent temps plein. Tous statuts.

Les effectifs et le volume de travail selon le statut et la catégorie hiérarchique 8-4b

Effectifs par statut et catégorie hiérarchique selon le type de collectivités, au 31 décembre 2020
(en milliers)

	Organismes communaux		Organismes intercommunaux		Organismes départementaux			Régions	Autres[d]	Ensemble
	Communes	Établ. communaux[a]	EPCI[b] à fiscalité propre	Autres[c]	Départements	SDIS[b]	CDG et CNFPT[b]			
Ensemble hors bénéficiaires de contrats aidés										
Fonctionnaires	**770,2**	**79,1**	**208,3**	**44,8**	**207,7**	**54,6**	**6,5**	**79,7**	**4,8**	**1 455,6**
Catégorie A	55,2	9,6	31,1	4,8	60,0	5,0	2,2	9,5	1,3	178,8
Catégorie B	82,4	4,5	35,3	6,0	32,6	8,0	1,7	5,9	1,0	177,4
Catégorie C	631,5	64,9	141,9	33,9	115,1	41,4	2,6	64,2	2,4	1 098,0
Catégorie indéterminée	1,1	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,1	1,5
Contractuels	**224,1**	**45,6**	**60,7**	**25,8**	**34,5**	**1,3**	**7,1**	**15,9**	**5,0**	**419,9**
Catégorie A	18,0	5,5	12,5	4,4	13,9	0,3	1,3	3,7	1,6	61,3
Catégorie B	28,7	2,1	12,4	4,5	4,6	0,2	0,8	0,8	1,4	55,4
Catégorie C	166,7	36,6	33,7	16,3	14,4	0,7	4,6	10,4	1,4	284,9
Catégorie indéterminée	10,6	1,3	2,1	0,7	1,5	0,1	0,4	1,0	0,5	18,3
Autres	**15,5**	**1,5**	**3,3**	**0,6**	**33,7**	**0,2**	**0,1**	**1,3**	**0,1**	**56,3**
Assistants maternels et familiaux (cat. C)	7,4	1,1	1,0	0,3	31,6	–	0,0	0,6	0,0	42,0
Apprentis (cat. A, B ou C)	6,8	0,4	2,0	0,4	1,7	0,2	0,1	0,6	0,1	12,1
Collaborateurs de cabinet (cat. A, B ou C)	1,4	0,0	0,3	0,0	0,4	0,0	0,0	0,2	0,0	2,3
Total	**1 009,8**	**126,1**	**272,3**	**71,2**	**275,9**	**56,1**	**13,6**	**96,9**	**9,8**	**1 931,8**
Bénéficiaires de contrats aidés (cat. C)	**16,0**	**5,4**	**2,9**	**1,1**	**2,2**	**0,0**	**0,0**	**0,7**	**0,0**	**28,5**
Ensemble (y compris bénéficiaires de contrats aidés)	**1 025,8**	**131,6**	**275,2**	**72,3**	**278,2**	**56,1**	**13,7**	**97,7**	**9,9**	**1 960,3**
Catégorie A	74,6	15,2	44,0	9,2	74,3	5,4	3,5	13,4	3,0	242,4
Catégorie B	111,1	6,6	47,7	10,5	37,1	8,2	2,5	6,7	2,4	232,8
Catégorie C	828,4	108,4	181,4	51,9	165,1	42,4	7,3	76,5	3,9	1 465,4
Catégorie indéterminée	11,7	1,3	2,1	0,7	1,7	0,2	0,4	1,0	0,6	19,8

(a) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées.
(b) EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CDG : centre de gestion - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux).
(c) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux.
(d) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.
Lecture : au 31 décembre 2020, les communes comptent 770 200 agents fonctionnaires.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts.

8-5a Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon la filière

Effectifs des collectivités locales par filière

(en milliers)

	Effectifs au 31 décembre					Volume de travail en équivalent temps plein				
	2018	2019	2020	Évolution 2018- 2019	Évolution 2019- 2020	2018	2019	2020	Évolution 2018- 2019	Évolution 2019- 2020
Administrative	428,8	431,6	431,4	+ 0,6 %	- 0,1 %	408,6	411,4	412,3	+ 0,7 %	+ 0,2 %
Technique	850,4	858,1	855,5	+ 0,9 %	- 0,3 %	804,5	809,4	807,8	+ 0,6 %	- 0,2 %
Culturelle	79,5	80,2	78,7	+ 0,9 %	- 1,9 %	67,5	68,7	67,5	+ 1,7 %	- 1,8 %
Sportive	18,7	18,7	17,7	+ 0,1 %	- 5,7 %	18,9	19,0	18,1	+ 0,4 %	- 4,4 %
Sociale	169,7	170,5	171,1	+ 0,5 %	+ 0,4 %	153,4	154,1	154,6	+ 0,5 %	+ 0,3 %
Médico-sociale	91,8	92,2	91,3	+ 0,4 %	- 0,9 %	83,9	83,8	83,4	- 0,1 %	- 0,4 %
Médico-technique	2,6	2,5	2,4	- 2,9 %	- 4,9 %	2,3	2,2	2,1	- 2,6 %	- 4,3 %
Police municipale	24,0	24,0	24,1	- 0,2 %	+ 0,7 %	23,4	23,7	24,1	+ 1,5 %	+ 1,4 %
Incendie et secours	40,9	41,3	41,6	+ 1,1 %	+ 0,6 %	40,5	40,8	41,1	+ 0,5 %	+ 0,8 %
Animation	128,0	131,9	133,4	+ 3,0 %	+ 1,2 %	111,9	113,8	115,0	+ 1,7 %	+ 1,1 %
Autres cas[a]	25,4	25,6	28,3	+ 0,9 %	+ 10,6 %	23,8	25,4	27,0	+ 7,0 %	+ 6,4 %
Total	**1860,0**	**1876,7**	**1875,5**	**+ 0,9 %**	**- 0,1 %**	**1 738,6**	**1 752,2**	**1 753,0**	**+ 0,8 %**	**+ 0,0 %**

(a) Autres agents non classables dans une filière.

Note : Les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et familiaux, les apprentis et les collaborateurs de cabinet font l'objet d'un classement spécifique au sein de la nomenclature des emplois territoriaux. Ils ne sont pas pris en compte dans cette répartition.

Lecture : au 31 décembre 2020, la filière administrative compte 431 400 agents fonctionnaires et contractuels confondus. En 2020, le volume de travail généré dans cette filière est de 412 300 agents en équivalent temps plein.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux pour les effectifs au 31 décembre et ensemble des emplois pour le volume de travail en équivalent temps plein. Fonctionnaires et contratuels.

Effectifs par filière selon le statut et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2020

(en milliers)

	Répartition par statut		Répartition par catégorie hiérarchique				Total
	Fonctionnaires	Contractuels	A	B	C	Non déterminée	
Administrative	355,4	75,9	93,3	86,9	251,2	–	431,4
Technique	694,1	161,3	37,4	57,1	761,0	–	855,5
Culturelle	54,5	24,2	15,8	37,9	25,1	–	78,7
Sportive	12,7	5,0	0,7	15,4	1,6	–	17,7
Sociale	127,1	44,1	57,6	1,9	111,6	–	171,1
Médico-sociale	66,1	25,3	29,9	2,2	59,3	–	91,3
Médico-technique	1,5	0,9	0,2	2,0	0,2	–	2,4
Police municipale	23,8	0,4	0,2	2,4	21,5	–	24,1
Incendie et secours	41,0	0,6	3,9	4,2	33,5	–	41,6
Animation	74,8	58,6	0,2	20,8	112,4	–	133,4
Autres cas[a]	4,6	23,7	1,0	2,0	5,6	19,8	28,3
Total	**1 455,6**	**419,9**	**240,1**	**232,8**	**1 382,8**	**19,8**	**1 875,5**

(a) Autres agents non classables dans une filière.

Note : Les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et familiaux, les apprentis et les collaborateurs de cabinet font l'objet d'un classement spécifique au sein de la nomenclature des emplois territoriaux. Ils ne sont pas pris en compte dans cette répartition.

Lecture : au 31 décembre 2020, parmi les 431 400 fonctionnaires et contractuels travaillant dans la filière administrative, 93 300 sont de catégorie A.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Fonctionnaires et contractuels.

Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon la filière 8-5b

Effectifs des collectivités locales par filière selon le type de collectivités, au 31 décembre 2020

(en milliers)

	Organismes communaux		Organismes intercommunaux		Organismes départementaux			Régions	Autres[d]	Total
	Communes	Établ. communaux[a]	EPCI[b] à fiscalité propre	Autres[c]	Départements	SDIS[b]	CDG et CNFPT[b]			
Administrative	215,4	18,8	72,3	14,1	72,0	6,5	7,6	21,5	3,2	431,4
Technique	477,9	23,8	127,6	37,7	107,0	5,1	3,3	71,3	1,8	855,5
Culturelle	47,0	0,2	19,8	2,4	5,3	0,0	0,4	0,5	3,1	78,7
Sportive	11,1	0,1	5,4	0,5	0,3	0,0	0,1	0,0	0,0	17,7
Sociale	67,8	45,3	12,9	8,4	35,3	0,1	0,7	0,6	0,1	171,1
Médico-sociale	33,2	27,7	7,8	2,9	18,2	0,0	0,7	0,4	0,4	91,3
Médico-technique	0,6	0,4	0,1	0,1	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4
Police municipale	23,2	0,1	0,7	0,1	–	–	0,0	–	0,0	24,1
Incendie et secours	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	41,4	–	0,0	–	41,6
Animation	103,1	6,1	19,4	3,1	0,8	0,0	0,4	0,1	0,5	133,4
Autres cas[d]	14,9	2,2	3,0	1,2	2,1	2,8	0,4	1,1	0,6	28,3
Total	**994,2**	**124,6**	**269,0**	**70,6**	**242,2**	**55,9**	**13,6**	**95,6**	**9,8**	**1875,5**

(a) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées.
(b) EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours -CDG : centre de gestion - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux).
(c) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux.
(d) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.
(e) Autres agents non classables dans une filière.
Note : Les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et familiaux, les apprentis et les collaborateurs de cabinet font l'objet d'un classement spécifique au sein de la nomenclature des emplois territoriaux. Ils ne sont pas pris en compte dans cette répartition.
Lecture : au 31 décembre 2020, dans les communes, 215 400 agents fonctionnaires ou contractuels travaillent dans la filière administrative.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Fonctionnaires et contractuels.

Part de fonctionnaires selon la filière et le type de collectivité, au 31 décembre 2020

(en %)

	Organismes communaux		Organismes intercommunaux		Organismes départementaux			Régions	Autres[d]	Total	Évolution 2019-2020 (en point de %)
	Communes	Établ. communaux[a]	EPCI[b] à fiscalité propre	Autres[c]	Départements	SDIS[b]	CDG et CNFPT[b]				
Administrative	83,7	79,8	79,9	68,2	86,7	95,0	67,8	80,7	52,2	82,4	- 0,4
Technique	80,8	62,2	82,7	66,6	88,8	90,3	25,5	85,4	56,8	81,1	- 0,6
Culturelle	67,3	25,0	74,1	58,4	86,7	87,5	39,7	84,6	50,1	69,3	+ 0,4
Sportive	75,4	54,0	66,0	55,4	84,5	33,3	39,7	70,0	60,5	71,8	+ 1,2
Sociale	82,1	62,0	68,8	57,7	82,1	94,2	9,1	78,1	31,3	74,2	- 1,6
Médico-sociale	77,8	63,5	71,1	59,5	80,9	74,5	23,5	74,3	34,7	72,3	- 1,5
Médico-technique	42,1	33,6	53,5	35,7	87,0	73,7	50,0	63,4	60,0	63,7	- 0,5
Police municipale	99,0	28,8	99,3	51,1	–	–	100,0	–	–	98,5	+ 0,3
Incendie et secours	8,6	2,4	4,3	0,0	–	99,1	–	–	–	98,7	- 0,2
Animation	55,7	54,1	59,7	52,9	68,7	100,0	5,0	92,7	48,4	56,1	+ 0,2
Autres cas[d]	9,7	3,0	1,6	1,6	9,6	97,4	1,0	1,3	12,9	16,3	- 2,3
Total	**77,5**	**63,4**	**77,4**	**63,4**	**85,8**	**97,7**	**47,6**	**83,3**	**48,7**	**77,6**	**- 0,7**

(a) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées.
(b) EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CDC : centre de gestion - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux).
(c) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux.
(d) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.
(e) Autres agents non classables dans une filière.
Note : Les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et familiaux, les apprentis et les collaborateurs de cabinet font l'objet d'un classement spécifique au sein de la nomenclature des emplois territoriaux. Ils ne sont pas pris en compte dans cette répartition.
Lecture : au 31 décembre 2020, dans les communes, parmi les fonctionnaires et contractuels en emploi principal, 83,7% sont fonctionnaires.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Fonctionnaires et contractuels.

8-6a Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon l'âge

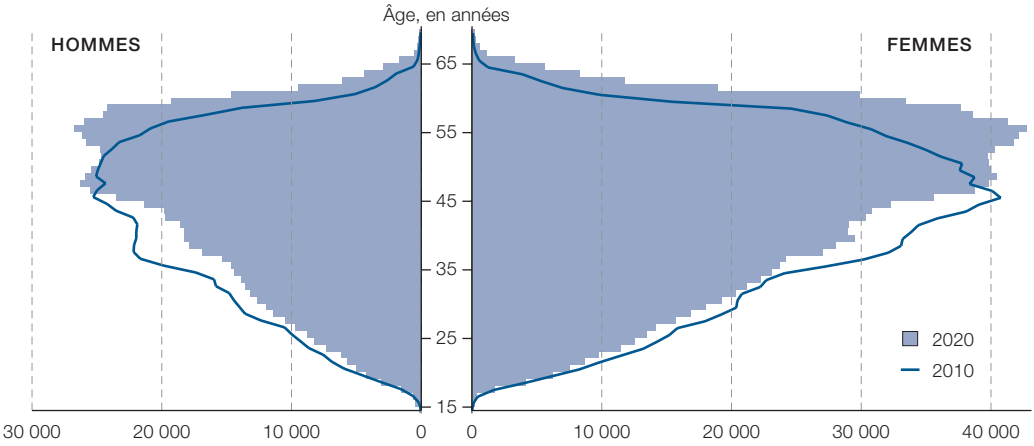
Effectifs et volume de travail des collectivités locales par âge

(en milliers)

	Effectifs au 31 décembre					Volume de travail en équivalent temps plein				
	2018	2019	2020	Évolution 2018- 2019	Évolution 2019- 2020	2018	2019	2020	Évolution 2018- 2019	Évolution 2019- 2020
Moins de 25 ans	84,8	85,5	84,3	+ 0,9 %	- 1,4 %	74,3	75,3	72,4	+ 1,2 %	- 3,8 %
De 25 à 29 ans	126,3	124,3	121,3	- 1,5 %	- 2,5 %	115,5	112,7	109,4	- 2,5 %	- 2,9 %
De 30 à 39 ans	375,5	376,8	371,2	+ 0,4 %	- 1,5 %	343,5	343,1	338,5	- 0,1 %	- 1,3 %
De 40 à 49 ans	567,8	562,1	552,5	- 1,0 %	- 1,7 %	529,0	522,6	514,8	- 1,2 %	- 1,5 %
De 50 à 54 ans	333,2	329,4	327,0	- 1,1 %	- 0,7 %	311,7	307,8	306,4	- 1,2 %	- 0,5 %
De 55 à 59 ans	317,8	325,9	330,0	+ 2,6 %	+ 1,2 %	297,4	304,6	309,3	+ 2,4 %	+ 1,6 %
De 60 ans et plus	152,7	164,5	174,1	+ 7,7 %	+ 5,9 %	155,2	166,3	177,1	+ 7,2 %	+ 6,5 %
Total	**1 958,0**	**1 968,5**	**1 960,3**	**+ 0,5 %**	**- 0,4 %**	**1 826,7**	**1 832,3**	**1 827,7**	**+ 0,3 %**	**- 0,2 %**

Lecture : au 31 décembre 2020, 84 300 agents des collectivités locales avaient moins de 25 ans. En 2020, le volume de travail effectué par ces agents correspond à 72 400 équivalent temps plein.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux pour les effectifs au 31 décembre et ensemble des emplois pour le volume de travail en équivalent temps plein. Tous statuts.

Pyramides des âges en 2010 et 2020



Lecture : au 31 décembre 2020, les collectivités locales comptent 8 300 agents de sexe masculin agés de 25 ans.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux.Tous statuts.

Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon l'âge 8-6b

Répartition des effectifs par âge, selon le statut et le type de collectivités, au 31 décembre 2020

(en %)

	Organismes communaux		Organismes intercommunaux		Organismes départementaux			Régions	Autres[d]	Total
	Communes	Établ. communaux[a]	EPCI[b] à fiscalité propre	Autres[c]	Départements	SDIS[b]	CDG et CNFPT[b]			
Ensemble (y compris contrats aidés)	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Moins de 25 ans	4,8	6,6	4,3	5,0	2,0	3,7	6,8	1,8	4,0	4,3
De 25 à 29 ans	6,3	7,1	7,2	7,7	4,4	6,6	9,6	3,7	9,0	6,2
De 30 à 39 ans	18,4	18,8	22,2	21,9	16,6	27,2	22,6	13,8	24,1	18,9
De 40 à 49 ans	27,3	26,2	30,3	28,9	28,5	37,6	27,8	27,0	27,5	28,2
De 50 à 54 ans	16,7	16,5	15,1	15,1	18,2	13,0	13,7	21,4	14,2	16,7
De 55 à 59 ans	17,4	16,2	14,1	14,5	19,0	9,2	11,6	20,9	12,0	16,8
De 60 ans et plus	9,1	8,6	6,8	6,9	11,3	2,8	7,9	11,4	9,2	8,9
dont fonctionnaires	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Moins de 25 ans	0,9	0,8	0,9	1,0	0,4	3,0	0,4	0,3	0,5	0,8
De 25 à 29 ans	4,0	3,6	4,3	4,4	2,6	6,4	3,0	2,0	3,8	3,8
De 30 à 39 ans	17,2	16,8	20,7	19,9	16,0	27,3	20,7	11,7	21,0	17,7
De 40 à 49 ans	29,4	28,6	33,1	32,3	30,5	38,2	33,8	27,1	30,0	30,4
De 50 à 54 ans	18,8	19,7	17,0	17,8	19,5	13,1	17,2	23,3	17,8	18,7
De 55 à 59 ans	20,0	20,4	16,3	17,2	20,4	9,4	15,3	23,1	15,3	19,2
De 60 ans et plus	9,8	10,2	7,7	7,5	10,5	2,8	9,6	12,5	11,8	9,5
dont contractuels	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Moins de 25 ans	15,3	15,5	12,9	10,2	9,3	23,5	12,1	6,2	6,5	13,7
De 25 à 29 ans	14,1	12,8	16,4	13,2	17,8	15,4	15,7	11,8	13,7	14,5
De 30 à 39 ans	23,6	22,5	28,4	25,9	28,7	26,8	24,5	24,9	27,4	24,8
De 40 à 49 ans	21,7	22,6	22,2	23,9	22,5	18,5	22,5	27,5	25,6	22,4
De 50 à 54 ans	10,0	11,2	8,8	10,9	9,2	7,8	10,6	13,0	11,1	10,1
De 55 à 59 ans	8,9	9,3	7,3	10,0	7,1	4,6	8,3	11,0	9,1	8,7
De 60 ans et plus	6,4	6,1	4,1	5,8	5,4	3,3	6,3	5,6	6,7	5,9

(a) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées.
(b) EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CDG : centre de gestion - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux).
(c) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux.
(d) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.
Lecture : au 31 décembre 2020, dans les communes, 4,8 % des agents ont moins de 25 ans.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts.

Effectifs des collectivités locales par âge selon le statut et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2020

(en milliers)

	Répartition par statut				Répartition par catégorie hiérarchique				Total
	Hors bénéficiaires de contrats aidés			Contrats aidés	A	B	C	Non déterminée	
	Fonctionnaires	Contractuels	Autres[a]						
Moins de 25 ans	12,2	57,5	10,3	4,3	3,3	7,1	70,6	3,3	84,3
De 25 à 29 ans	55,4	60,7	2,1	3,2	14,2	12,8	91,9	2,3	121,3
De 30 à 39 ans	257,4	104,3	3,7	5,8	53,0	44,0	270,3	3,9	371,2
De 40 à 49 ans	441,9	93,9	10,9	5,9	78,4	72,6	397,2	4,3	552,5
De 50 à 54 ans	271,9	42,4	9,2	3,6	34,1	37,5	253,5	2,0	327,0
De 55 à 59 ans	279,1	36,5	10,5	3,8	34,6	38,4	255,0	2,0	330,0
De 60 ans et plus	137,8	24,7	9,6	2,0	24,8	20,3	126,9	2,1	174,1
Total	**1 455,6**	**419,9**	**56,3**	**28,5**	**242,4**	**232,8**	**1 465,4**	**19,8**	**1 960,3**

(a) Collaborateurs de cabinet, assistants maternels, apprentis.
Lecture : au 31 décembre 2020, parmi les 84 300 agents ayant moins de 25 ans, 12 200 sont fonctionnaires.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts.

8-7a L'emploi dans les collectivités locales selon le nombre d'agents employés

Répartition des collectivités locales et des emplois selon la taille des collectivités, au 31 décembre 2020

(effectifs en milliers ; répartition en %)

Taille de la collectivité (en nombre d'agents en emploi principal hors contrats aidés)	Collectivités[a]		Emplois principaux hors bénéficiaires de contrats aidés		Emplois principaux, bénéficiaires de contrats aidés		Emplois secondaires		Total des emplois	
	Nombre	Répartition	Effectifs	Répartition	Effectifs	Répartition	Effectifs	Répartition	Effectifs	Répartition
Aucun agent[b]	4 066	9,7	s. o.	s. o.	0,8	2,8	4,6	12,6	5,4	0,3
de 1 à 4 agents	16 394	39,0	35,7	1,9	1,7	6,1	5,5	15,0	43,0	2,2
de 5 à 9 agents	7 509	17,9	50,0	2,6	1,9	6,6	1,9	5,1	53,8	2,7
de 10 à 19 agents	5 079	12,1	68,1	3,5	2,3	8,1	1,3	3,6	71,7	3,6
de 20 à 49 agents	4 000	9,5	126,0	6,5	3,8	13,4	2,1	5,6	131,8	6,6
de 50 à 99 agents	2 154	5,1	149,3	7,7	3,2	11,3	2,5	6,9	155,0	7,8
de 100 à 249 agents	1 611	3,8	245,9	12,7	4,7	16,4	3,7	10,0	254,2	12,7
de 250 à 349 agents	324	0,8	96,1	5,0	1,2	4,4	1,4	3,7	98,7	4,9
de 350 à 999 agents	576	1,4	325,9	16,9	3,3	11,5	4,8	13,0	333,9	16,7
1 000 agents et plus	305	0,7	834,9	43,2	5,5	19,4	9,0	24,5	849,4	42,5
Total	**42 018**	**100,0**	**1 931,8**	**100,0**	**28,5**	**100,0**	**36,7**	**100,0**	**1 997,0**	**100,0**

(a) Collectivités locales employant au moins un agent en emploi principal ou secondaire.
(b) Ces collectivités n'ont aucun agent rémunéré en emploi principal (hors contrat aidé). Elles emploient soit des agents dont l'emploi est secondaire, soit des contrats aidés.
s.o.: sans objet.
Lecture : au 31 décembre 2020, 4 066 collectivités locales n'emploient aucun agent sur un emploi principal (hors contrat aidé). Ces collectivités comptent 5 400 agents qui sont en contrat aidé ou dont l'emploi est secondaire pour eux.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux et secondaires. Tous statuts.

Nombre d'emplois principaux selon la taille des collectivités, par statut et catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2020

(en milliers)

Taille de la collectivité (en nombre d'agents en emploi principal hors contrats aidés)	Répartition par statut				Répartition par catégorie hiérarchique				Total
	Hors bénéficiaires de contrats aidés			Contrats aidés	A	B	C	Non déterminée	
	Fonction-naires	Contractuels	Autres[a]						
Aucun agent[b]	s.o.	s.o.	s.o.	0,8	s.o.	s.o.	0,8	s.o.	0,8
de 1 à 4 agents	25,4	10,3	0,1	1,7	2,3	2,7	32,3	0,2	37,5
de 5 à 9 agents	36,7	13,1	0,2	1,9	2,5	3,4	45,7	0,2	51,9
de 10 à 19 agents	52,5	15,2	0,4	2,3	3,7	5,3	61,0	0,3	70,4
de 20 à 49 agents	94,5	30,4	1,0	3,8	9,9	12,3	106,9	0,7	129,8
de 50 à 99 agents	107,1	40,9	1,2	3,2	13,0	15,7	122,9	1,0	152,5
de 100 à 249 agents	177,5	64,9	3,5	4,7	21,8	29,0	196,7	3,0	250,6
de 250 à 349 agents	70,0	24,7	1,4	1,2	8,4	12,0	75,3	1,6	97,3
de 350 à 999 agents	242,8	77,1	6,0	3,3	33,7	42,9	249,0	3,5	329,2
1 000 agents et plus	649,1	143,3	42,5	5,5	147,0	109,4	574,9	9,2	840,4
Ensemble des emplois principaux	**1 455,6**	**419,9**	**56,3**	**28,5**	**242,4**	**232,8**	**1 465,4**	**19,8**	**1 960,3**

(a) Collaborateurs de cabinets, assistants maternels et familiaux, apprentis.
(b) Ces collectivités n'ont aucun agent rémunéré en emploi principal (hors contrat aidé). Elles emploient soit des agents dont l'emploi est secondaire, soit des contrats aidés.
s.o.: sans objet.
Lecture : au 31 décembre 2020, dans les collectivités locales employant entre 1 et 4 agents sur un emploi principal, hors contrat aidé, 37 500 agents en emploi principal (y compris contrat aidé). Parmi eux, 1 700 sont des bénéficiaires de contrats aidés.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts.

Nombre d'emplois principaux hors contrats aidés selon la taille des collectivités et leur type, au 31 décembre 2020

(nombre d'emplois en milliers)

Taille de la collectivité (en nombre d'agents en emploi principal hors contrat aidé)	Nombre de collectivités[a]	Organismes communaux		Organismes intercommunaux		Organismes départementaux			Régions	Autres[e]	Total
		Communes	Établ. communaux[b]	EPCI[c] à fiscalité propre	Autres[d]	Départements	SDIS[c]	CDG et CNFPT[c]			
de 1 à 4 agents	16 394	28,2	1,4	0,0	6,0	–	–	–	–	0,1	35,7
de 5 à 9 agents	7 509	37,6	2,6	0,2	9,3	–	–	–	–	0,3	50,0
de 10 à 19 agents	5 079	52,5	6,0	1,2	7,6	–	–	0,1	–	0,7	68,1
de 20 à 49 agents	4 000	80,6	19,5	9,1	13,9	–	0,0	1,2	–	1,8	126,0
de 50 à 99 agents	2 154	80,1	32,2	22,4	11,2	–	0,2	1,5	–	1,7	149,3
de 100 à 249 agents	1 611	140,4	30,2	51,7	13,8	–	4,0	3,7	–	2,0	245,9
de 250 à 349 agents	324	57,6	9,1	17,1	5,1	–	4,9	2,1	–	0,3	96,1
de 350 à 999 agents	576	209,8	16,2	69,7	2,7	3,5	19,6	2,5	–	1,8	325,9
1 000 agents et plus	305	323,0	9,0	100,9	1,7	272,4	27,4	2,5	96,9	1,1	834,9
Emplois principaux hors contrats aidés	**37 952**	**1 009,8**	**126,1**	**272,3**	**71,2**	**275,9**	**56,1**	**13,6**	**96,9**	**9,8**	**1 931,8**

(a) Collectivités locales employant au moins un agent en emploi principal hors contrats aidés.
(b) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées.
(c) EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CDG : centre de gestion - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux).
(d) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux.
(e) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.
Lecture : au 31 décembre 2020, les 16 394 collectivités locales employant entre 1 et 4 agents sur un emploi principal hors contrats aidés comptabilisent 35 700 emplois principaux qui ne sont pas des contrats aidés. Parmi eux, 28 200 sont dans des communes.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts, hors contrats aidés.

Nombre de bénéficiaires de contrats aidés selon la taille des collectivités et leur type, au 31 décembre 2020

(nombre d'emplois en milliers)

Taille de la collectivité (en nombre d'agents en emploi principal hors contrat aidé)	Nombre de collectivités[a]	Organismes communaux		Organismes intercommunaux		Organismes départementaux			Régions	Autres[e]	Total
		Communes	Établ. communaux[b]	EPCI[c] à fiscalité propre	Autres[d]	Départements	SDIS[c]	CDG et CNFPT[c]			
Aucun agent[f]	259	0,2	0,5	–	0,0	–	–	–	–	–	0,8
de 1 à 4 agents	1 124	1,3	0,2	–	0,2	–	–	–	–	–	1,7
de 5 à 9 agents	969	1,4	0,3	0,0	0,2	–	–	–	–	0,0	1,9
de 10 à 19 agents	924	1,6	0,6	0,0	0,1	–	–	–	–	0,0	2,3
de 20 à 49 agents	967	2,0	1,3	0,3	0,2	–	–	0,0	–	0,0	3,8
de 50 à 99 agents	664	1,6	1,0	0,5	0,2	–	–	0,0	–	0,0	3,2
de 100 à 249 agents	569	2,6	1,0	0,9	0,2	–	0,0	0,0	–	–	4,7
de 250 à 349 agents	122	0,7	0,3	0,2	0,1	–	0,0	–	–	–	1,2
de 350 à 999 agents	220	2,4	0,2	0,7	0,0	0,0	0,0	–	–	–	3,3
1 000 agents et plus	127	2,2	0,1	0,3	–	2,2	0,0	–	0,7	–	5,5
Bénéficiaires de contrats aidés	**5 945**	**16,0**	**5,4**	**2,9**	**1,1**	**2,2**	**0,0**	**0,0**	**0,7**	**0,0**	**28,5**

(a) Collectivités locales employant au moins un agent en emploi principal hors contrats aidés.
(b) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées.
(c) EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CDG : centre de gestion - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux).
(d) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux.
(e) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.
(f) Ces collectivités n'ont aucun agent rémunéré en emploi principal (hors contrat aidé). Elles emploient soit des agents dont l'emploi est secondaire, soit des contrats aidés.
Lecture : au 31 décembre 2020, les 259 collectivités locales n'employant aucun agent sur un emploi principal hors contrats aidés emploient 800 bénéficiaires de contrats aidés. Parmi eux, 200 sont dans des communes.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Contrats aidés.

8-7c L'emploi dans les collectivités locales selon le nombre d'agents employés

Nombre d'emplois secondaires selon la taille des collectivités et leur type, au 31 décembre 2020

(nombre d'emplois en milliers)

Taille de la collectivité (en nombre d'agents en emploi principal hors contrat aidé)	Nombre de collectivités[a]	Organismes communaux		Organismes intercommunaux		Organismes départementaux			Régions	Autres[e]	Total
		Communes	Établ. communaux[b]	EPCI[c] à fiscalité propre	Autres[d]	Départements	SDIS[c]	CDG et CNFPT[c]			
Aucun agent[f]	3 961	3,9	0,1	–	0,6	–	–	–	–	0,0	4,6
de 1 à 4 agents	4 821	4,5	0,1	0,0	0,8	–	–	–	–	0,0	5,5
de 5 à 9 agents	1 545	1,1	0,1	0,0	0,6	–	–	–	–	0,0	1,9
de 10 à 19 agents	964	0,8	0,1	0,1	0,3	–	–	0,0	–	0,0	1,3
de 20 à 49 agents	1 187	1,0	0,4	0,3	0,2	–	0,0	0,1	–	0,1	2,1
de 50 à 99 agents	1 083	1,1	0,4	0,6	0,2	–	0,0	0,1	–	0,1	2,5
de 100 à 249 agents	1 039	1,7	0,5	1,2	0,2	–	0,0	0,2	–	0,1	3,7
de 250 à 349 agents	260	0,8	0,1	0,4	0,0	–	0,0	0,1	–	0,0	1,4
de 350 à 999 agents	523	3,2	0,1	1,3	0,0	0,0	0,1	0,1	–	0,0	4,8
1 000 agents et plus	295	5,7	0,1	0,7	0,0	1,8	0,0	0,3	0,2	0,0	9,0
Ensemble des emplois secondaires	**15 678**	**23,8**	**2,0**	**4,5**	**3,0**	**1,9**	**0,1**	**0,8**	**0,2**	**0,4**	**36,7**

(a) Collectivités locales employant au moins un agent en emploi principal hors contrats aidés.
(b) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées.
(c) EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CDG : centre de gestion - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux).
(d) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux.
(e) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.
(f) Ces collectivités n'ont aucun agent rémunéré en emploi principal (hors contrat aidé). Elles emploient soit des agents dont l'emploi est secondaire, soit des contrats aidés.
Lecture : au 31 décembre 2020, les 3 961 collectivités locales n'employant aucun agent en emploi principal hors contrats aidés emploient 4 600 agents en emploi secondaire. Parmi eux, 3 900 sont dans des communes.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Emplois secondaires.

Nombre d'emplois secondaires selon la taille des collectivités, par statut et catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2020

(en milliers)

Taille de la collectivité (en nombre d'agents en emploi principal hors contrats aidés)	Répartition par statut				Répartition par catégorie hiérarchique				Total
	Hors bénéficiaires de contrats aidés			Contrats aidés	A	B	C	Non déterminée	
	Fonctionnaires	Contractuels	Autres[a]						
Aucun agent[b]	3,3	1,3	0,0	0,0	0,7	0,7	3,1	0,1	4,6
de 1 à 4 agents	3,8	1,7	0,0	0,0	0,5	0,6	4,2	0,1	5,5
de 5 à 9 agents	1,2	0,7	0,0	0,0	0,1	0,2	1,5	0,1	1,9
de 10 à 19 agents	0,7	0,6	–	0,0	0,1	0,2	0,9	0,1	1,3
de 20 à 49 agents	0,8	1,2	0,0	0,0	0,3	0,5	1,1	0,2	2,1
de 50 à 99 agents	1,0	1,5	0,0	0,0	0,4	0,8	1,2	0,2	2,5
de 100 à 249 agents	1,4	2,2	0,0	0,0	0,4	1,4	1,4	0,4	3,7
de 250 à 349 agents	0,5	0,8	0,0	–	0,2	0,6	0,4	0,2	1,4
de 350 à 999 agents	1,5	3,2	0,1	0,0	0,8	1,6	1,5	0,9	4,8
1 000 agents et plus	1,9	5,9	1,2	0,0	1,7	1,7	3,4	2,2	9,0
Ensemble des emplois secondaires	**16,0**	**19,2**	**1,4**	**0,1**	**5,2**	**8,2**	**18,8**	**4,4**	**36,7**

(a) Collaborateurs de cabinet, assistants maternels et familiaux, apprentis.
(b) Ces collectivités n'ont aucun agent rémunéré en emploi principal (hors contrat aidé). Elles emploient soit des agents dont l'emploi est secondaire, soit des contrats aidés.
Lecture : au 31 décembre 2020, les collectivités locales qui emploient 1 à 4 agents en emploi principal hors contrat aidé, emploient également 5 500 agents en emploi secondaire dont 500 emplois de catégorie A.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Emplois secondaires.

L'emploi dans les collectivités locales selon le nombre d'habitants 8-8a

Emplois et indicateurs sur les communes par strate démographique, au 31 décembre 2020

Strate démographique de la commune	Nombre de communes	Emplois au 31 décembre 2020 (en milliers)				Indicateurs sur les emplois principaux		Volume de travail en EQTP[b] (en milliers)	Taux d'administration (en EQTP[b] pour 1 000 hab.; en %)
		Emplois principaux		Emplois secondaires	Total des emplois	Effectif moyen	Dernier décile[a]		
		Hors bénéficiaires de contrats aidés	Contrats aidés						
Moins de 100 hab.	1 748	1,0	0,1	1,3	2,4	1	2	1,3	6,6
de 100 à 199 hab.	4 441	4,8	0,2	3,0	8,0	1	3	4,5	6,0
de 200 à 499 hab.	8 994	22,5	0,9	3,6	27,0	2	5	19,2	6,4
de 500 à 999 hab.	6 469	39,4	1,4	1,5	42,4	6	10	34,7	7,6
de 1 000 à 1 999 hab.	4 425	58,4	1,9	1,0	61,3	13	21	53,7	8,7
de 2 000 à 3 499 hab.	2 204	64,4	1,6	0,8	66,8	29	46	60,4	10,4
de 3 500 à 4 999 hab.	967	53,1	1,0	0,6	54,7	55	85	50,0	12,4
de 5 000 à 9 999 hab.	1 175	124,9	2,3	1,5	128,6	108	169	117,5	14,3
de 10 000 à 19 999 hab.	528	127,9	1,8	1,8	131,4	245	362	121,0	16,7
de 20 000 à 49 999 hab.	342	206,9	1,9	3,3	212,2	610	917	195,5	18,8
de 50 000 à 79 999 hab.	71	91,3	1,1	1,5	94,0	1 302	1 739	87,3	19,8
de 80 000 à 99 999 hab.	15	29,3	0,5	0,7	30,5	1 985	2 442	27,8	20,6
de 100 000 à 299 9990 hab.	36	85,7	1,0	1,0	87,7	2 406	3 612	80,4	14,6
300 000 hab. et plus	6	100,4	0,3	2,0	102,7	16 777	s.	37,1	14,5
Total	**31 421**	**1 009,9**	**16,0**	**23,8**	**1 049,7**	**36**	**49**	**890,5**	**13,9**

(a) Le dernier décile est la valeur pour laquelle 10 % des observations sont au dessus. Par exemple, ici, 10 % des 1 773 communes de moins de 100 habitants comptent plus de 2 agents. • (b) EQTP : équivalent temps plein. • s.: soumis au secret statistique.

Note : Ici, pour une commune donnée, on compte les emplois exercés en son sein, qu'elle soit l'employeur ou non.

Lecture : au 31 décembre 2020, les 1 748 communes de moins de 100 habitants dans lesquelles au moins un agent travaille comptent 1 000 agents en emploi principal hors contrats aidés et 100 bénéficiaires de contrats aidés.

Source : Insee, SIASP, Recensement de la population 2022. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Communes ayant au moins un agent y travaillant, emplois principaux et secondaires confondus. Ensemble des emplois pour le volume de travail en EQTP et pour le taux d'administration. Tous statuts.

Emplois et indicateurs sur les établissements communaux[a] par strate démographique, au 31 décembre 2020

Strate démographique de la commune du siège de l'établissement communal	Nombre d'établ. communaux	Nombre de communes accueillant des établ. communaux	Emplois au 31 décembre 2020 (en milliers)				Indicateurs sur les emplois principaux		Volume de travail en EQTP[c] (en milliers)	Taux d'administration (en EQTP[c] pour 1 000 hab.; en %)
			Emplois principaux		Emplois secondaires	Total des emplois	Effectif moyen	Dernier décile[b]		
			Hors bénéficiaires de contrats aidés	Contrats aidés						
Moins de 500 hab.	42	42	0,4	0,0	0,0	0,4	10	36	0,3	19,6
de 500 à 999 hab.	115	111	2,7	0,0	0,1	2,8	24	59	2,4	21,1
de 1 000 à 1 999 hab.	274	263	6,2	0,1	0,1	6,4	24	65	5,4	10,4
de 2 000 à 3 499 hab.	384	377	8,1	0,2	0,2	8,5	22	62	7,2	5,6
de 3 500 à 4 999 hab.	322	314	6,0	0,2	0,1	6,3	19	61	5,3	3,4
de 5 000 à 9 999 hab.	646	621	14,3	0,7	0,2	15,2	23	62	13,0	2,6
de 10 000 à 19 999 hab.	441	411	15,7	0,7	0,3	16,6	37	90	14,2	2,2
de 20 000 à 49 999 hab.	353	297	20,3	1,6	0,4	22,3	63	155	19,6	1,7
de 50 000 à 79 999 hab.	79	65	9,2	0,4	0,2	9,8	123	250	8,9	1,8
de 80 000 à 99 999 hab.	17	14	3,4	0,2	0,0	3,7	213	472	3,3	2,1
de 100 000 à 299 9990 hab.	46	30	11,8	0,8	0,1	12,6	278	660	11,4	1,6
300 000 hab. et plus	27	6	13,2	0,1	0,2	13,4	489	871	11,7	0,2
Total	**2 746**	**2 551**	**111,1**	**5,0**	**1,8**	**117,9**	**43**	**87**	**247,9**	**1,2**

(a) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées. • (b) Le dernier décile est la valeur pour laquelle 10 % des observations sont au dessus. Par exemple, ici, 10 % des 274 établissements communaux ayant entre 1 000 et 1 999 habitants font travailler plus de 65 agents. • (c) EQTP : équivalent temps plein.

Note : Ici, pour un établissement communal donné, on compte les emplois exercés en son sein, qu'il soit l'employeur ou non.

Lecture : au 31 décembre 2020, les 42 établissements communaux dans lesquels au moins un agent travaille et se situant dans des communes de 200 à 499 habitants comptent 300 agents sur un emploi principal qui n'est pas un contrat aidé.

Source : Insee, SIASP, Recensement de la population 2022. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Établissements communaux ayant au moins un agent y travaillant, emplois principaux et secondaires confondus. Ensemble des emplois pour le volume de travail en EQTP et pour le taux d'administration. Tous statuts.

8-8b L'emploi dans les collectivités locales selon le nombre d'habitants

Emplois et indicateurs sur les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre par strate démographique, au 31 décembre 2020

Strate démographique de l'intercommunalité	Nombre d'EPCI à fiscalité propre	Emplois au 31 décembre 2020 (en milliers)				Indicateurs sur les emplois principaux		Volume de travail en EQTP[b] (en milliers)	Taux d'administration (en EQTP[b] pour 1 000 hab.; en %)
		Emplois principaux		Emplois secondaires	Total des emplois	Effectif moyen	Dernier décile[a]		
		Hors bénéficiaires de contrats aidés	Contrats aidés						
Moins de 5 000 hab.	4	0,2	0,0	0,0	0,2	40	64	0,1	7,1
de 5 000 à 14 999 hab.	337	15,0	0,4	0,5	15,8	45	91	13,7	4,3
de 15 000 à 29 999 hab.	431	36,0	0,7	1,0	37,7	85	156	33,4	3,5
de 30 000 à 49 999 hab.	198	30,4	0,4	0,6	31,5	155	291	28,4	3,7
de 50 000 à 99 999 hab.	149	42,9	0,4	0,8	44,1	290	506	42,0	4,1
de 100 000 à 299 999 hab.	105	74,2	0,7	0,9	75,8	713	1 486	72,5	4,3
300 000 hab. et plus	33	72,8	0,3	0,7	73,8	2 214	5 568	70,4	2,7
Total	**1 257**	**271,4**	**2,9**	**4,5**	**278,8**	**217**	**438**	**260,5**	**3,5**

(a) Le dernier décile est la valeur pour laquelle 10 % des observations sont au dessus. Par exemple, ici, 10 % des 431 EPCI à fiscalité propre ayant entre 15 000 et 29 999 habitants comptent plus de 156 agents.
(b) EQTP : équivalent temps plein.
Note : Ici, pour un EPCI à fiscalité propre donné, on compte les emplois exercés en son sein, qu'il soit employeur ou non.
Lecture : au 31 décembre 2020, les 337 EPCI à fiscalité propre dans lesquels au moins un agent travaille et se situant dans une intercommunalité de 5 000 à 14 999 habitants comptent 15 800 emplois dont 400 sont des emplois principaux occupés par des bénéficiaires de contrats aidés.
Source : Insee, SIASP ; DGCL, Banatic. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. EPCI à fiscalité propre ayant au moins un agent y travaillant, emplois principaux et secondaires confondus. Ensemble des emplois pour le volume de travail en EQTP et volume de travail pour le taux d'administration. Tous statuts.

Emplois et indicateurs sur les groupements intercommunaux sans fiscalité propre par strate démographique, au 31 décembre 2020

Strate démographique de l'intercommunalité	Nombre de groupements interco. sans fiscalité propre	Emplois au 31 décembre 2020 (en milliers)				Indicateurs sur les emplois principaux		Volume de travail en EQTP[b] (en milliers)	Taux d'administration (en EQTP[b] pour 1 000 hab.; en %)
		Emplois principaux		Emplois secondaires	Total des emplois	Effectif moyen	Dernier décile[a]		
		Hors bénéficiaires de contrats aidés	Contrats aidés						
Sans population[d]	328	23,5	0,5	1,3	25,3	75	174	21,0	n. d.[e]
Moins de 5 000 hab.	2 674	12,4	0,4	1,3	14,1	5	9	10,1	1,7
de 5 000 à 14 999 hab.	808	5,0	0,1	0,4	5,5	7	18	4,5	0,5
de 15 000 à 29 999 hab.	481	4,7	0,0	0,3	5,1	11	25	4,2	0,4
de 30 000 à 49 999 hab.	334	4,8	0,1	0,2	5,1	16	39	4,6	0,3
de 50 000 à 99 999 hab.	464	8,2	0,1	0,2	8,4	19	50	7,8	0,2
de 100 000 à 299 999 hab.	546	12,3	0,1	0,3	12,7	24	70	11,9	0,1
300 000 hab. et plus	415	16,3	0,2	0,2	16,7	40	90	15,7	0,0
Total	**6 050**	**87,2**	**1,5**	**4,2**	**92,9**	**15**	**33**	**79,8**	**n. d.[e]**

(a) Syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU), Syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM), syndicats mixtes et autres établissements publics intercommunaux.
(b) Le dernier décile est la valeur pour laquelle 10 % des observations sont au dessus. Par exemple, ici, 10 % des 2 674 groupements intercommunaux sans fiscalité propre ayant moins de 5 000 habitants font travailler plus de 9 agents.
(c) EQTP : équivalent temps plein.
(d) Pour quelques intercommunalités ou établissements publics locaux, comme des syndicats ouverts mixtes ou des centres intercommunaux d'action sociale, il n'est pas possible d'attribuer de population.
(e) n.d. : non déterminé. Étant donné qu'une partie des groupements intercommunaux sans fiscalité propre n'est rattachée à aucune population, il n'est pas possible de calculer un taux d'administration.
Note : Ici, pour un groupement intercommunal sans fiscalité propre donné, on compte les emplois exercés en son sein, qu'il soit l'employeur ou non.
Lecture : au 31 décembre 2020, les 2 674 groupements intercommunaux sans fiscalité propre dans lesquels au moins un agent travaille et se situant dans une intercommunalité de moins de 5 000 habitants comptent 12 400 agents occupant un emploi principal qui n'est pas un contrat aidé.
Source : Insee, SIASP ; DGCL, Banatic. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Groupements intercommunaux sans fiscalité propre ayant au moins un agent y travaillant, emplois principaux et secondaires confondus. Ensemble des emplois pour le volume de travail en EQTP et pour le taux d'administration. Tous statuts.

Emplois et indicateurs sur les départements par strate démographique, au 31 décembre 2020

Strate démographique du département	Nombre de départements	Emplois au 31 décembre 2020 (en milliers)				Indicateurs sur les emplois principaux		Volume de travail en EQTP[b] (en milliers)	Taux d'administration (en EQTP[b] pour 1 000 hab.; en %)
		Emplois principaux		Emplois secondaires	Total des emplois	Effectif moyen	Dernier décile[a]		
		Hors bénéficiaires de contrats aidés	Contrats aidés						
Moins de 300 000 hab.	22	28,6	0,1	0,2	28,9	1 303	1 694	27,5	6,3
de 300 000 à 499 999 hab.	22	44,1	0,1	0,3	44,6	2 010	2 566	42,3	5,1
de 500 000 à 799 999 hab.	24	64,2	0,2	0,4	64,8	2 684	3 169	62,3	4,1
800 000 hab. et plus	27	139,2	1,7	0,9	141,8	5 218	8 261	134,6	3,7
Total	**95**	**276,0**	**2,2**	**1,9**	**280,1**	**2 932**	**5 226**	**266,7**	**4,2**

(a) Le dernier décile est la valeur pour laquelle 10 % des observations sont au dessus (ou 90% sont en dessous). Par exemple, ici, 90 % des 22 départements ayant moins de 300 000 habitants ont moins de 1 694 agents.
(b) EQTP : équivalent temps plein.
Note : Ici, pour un département donné, on compte les emplois exercés en son sein, qu'il soit l'employeur ou non.
Lecture : au 31 décembre 2020, les 22 départements de moins de 300 000 habitants comptent 28 600 agents occupant un emploi principal qui n'est pas un contrat aidé.
Source : Insee, SIASP. Recensement de la population 2022. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Départements. Ensemble des emplois pour le volume de travail en EQTP et pour le taux d'administration. Tous statuts.

Emplois et indicateurs sur les services départementaux d'incendie et secours (SDIS) par strate démographique, au 31 décembre 2020

Strate démographique du département[a]	Nombre de SDIS	Emplois au 31 décembre 2020 (en milliers)				Indicateurs sur les emplois principaux		Volume de travail en EQTP[c] (en milliers)	Taux d'administration (en EQTP[c] pour 1 000 hab.; en %)
		Emplois principaux		Emplois secondaires	Total des emplois	Effectif moyen	Dernier décile[b]		
		Hors bénéficiaires de contrats aidés	Contrats aidés						
Moins de 300 000 hab.	25	4,1	0,0	0,0	4,2	165	304	4,1	0,8
de 300 000 à 499 999 hab.	23	7,1	0,0	0,0	7,1	307	419	7,0	0,8
de 500 000 à 799 999 hab.	24	12,3	0,0	0,0	12,4	513	627	12,1	0,8
800 000 hab. et plus	24	32,6	0,0	0,1	32,6	1 357	2 328	32,1	1,0
Total	**96**	**56,1**	**0,0**	**0,1**	**56,2**	**571**	**1 178**	**55,3**	**0,9**

(a) On attribue, à la collectivité, la population du département où est implanté l'établissement principal.
(b) Le dernier décile est la valeur pour laquelle 10 % des observations sont au dessus (ou 90% sont en dessous). Par exemple, ici, 90 % des 25 SDIS implantés dans des départements ayant moins de 300 000 habitants ont moins de 304 agents.
(c) EQTP : équivalent temps plein.
Note : Ici, pour un SDIS donné, on compte les emplois exercés en son sein, qu'il soit l'employeur ou non.
Lecture : au 31 décembre 2020, les 25 SDIS implantés dans un département de moins de 300 000 habitants comptent 4 100 agents occupant un emploi principal qui n'est pas un contrat aidé.
Source : Insee, SIASP. Recensement de la population 2022. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. SDIS. Ensemble des emplois pour le volume de travail en EQTP et pour le taux d'administration. Tous statuts.

8-8d L'emploi dans les collectivités locales selon le nombre d'habitants

Emplois et indicateurs sur les centres de gestion et le CNFPT[a] par strate démographique, au 31 décembre 2020

Strate démographique du département[b]	Nombre de centres de gestion et CNFPT	Emplois au 31 décembre 2020 (en milliers)				Indicateurs sur les emplois principaux		Volume de travail en EQTP[d] (en milliers)	Taux d'administration (en EQTP[d] pour 1 000 hab.; en %)
		Emplois principaux		Emplois secondaires	Total des emplois	Effectif moyen	Dernier décile[c]		
		Hors bénéficiaires de contrats aidés	Contrats aidés						
Moins de 300 000 hab.	25	1,3	0,0	0,1	1,4	52	86	1,2	0,3
de 300 000 à 499 999 hab.	23	2,2	0,0	0,1	2,4	96	247	2,3	0,3
de 500 000 à 799 999 hab.	24	3,8	–	0,1	3,9	157	464	3,6	0,2
800 000 hab. et plus	24	6,1	0,0	0,5	6,6	253	357	6,9	0,2
Total	**96**	**13**	**0,0**	**0,8**	**14,2**	**558**	**1 154**	**14,1**	**0,2**

(a) CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux).
(b) On attribue, à la collectivité, la population du département où est implanté l'établissement principal.
(c) Le dernier décile est la valeur pour laquelle 10 % des observations sont au dessus. Par exemple, ici, 10 % des 24 centres de gestion (ou CNFPT) implantés dans des départements ayant moins de 300 000 habitants comptent plus de 86 agents.
(d) EQTP : équivalent temps plein.
Note : Ici, pour un centre de gestion donné ou le CNFPT, on compte les emplois exercés en son sein, qu'il soit l'employeur ou non.
Lecture : au 31 décembre 2020, les 25 centres de gestion (ou CNFPT) implantés dans un département de moins de 300 000 habitants comptent 1 300 agents occupant un emploi principal qui n'est pas un contrat aidé.
Source : Insee, SIASP. Recensement de la population 2022. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Centres de gestion et CNFPT. Ensemble des emplois pour le volume de travail en EQTP et pour le taux d'administration. Tous statuts.

Emplois et indicateurs sur les régions par strate démographique, au 31 décembre 2020

Strate démographique de la région	Nombre de régions	Emplois au 31 décembre 2020 (en milliers)				Indicateurs sur les emplois principaux		Volume de travail en EQTP[b] (en milliers)	Taux d'administration (en EQTP[b] pour 1 000 hab.; en %)
		Emplois principaux		Emplois secondaires	Total des emplois	Effectif moyen	Dernier quartile[a]		
		Hors bénéficiaires de contrats aidés	Contrats aidés						
Moins de 2 000 000 hab.	5	15,7	0,7	0,1	16,4	3 270	4 227	15,7	7,0
de 2 000 000 à 3 499 999 hab.	4	17,0	0,1	0,0	17,1	4 273	4 639	16,5	1,4
3 500 000 hab. et plus	8	64,2	0,0	0,1	64,4	8 028	9 223	60,2	1,1
Total	**17**	**96,9**	**0,7**	**0,2**	**97,9**	**5 745**	**8 058**	**92,4**	**1,4**

(a) Le dernier quartile est la valeur pour laquelle 25 % des observations sont au dessus. Par exemple, ici, 25 % des 5 régions de moins de 2 millions d'habitants comptent plus de 4 227 agents.
(b) EQTP : équivalent temps plein.
Note : Ici, pour une région donnée, on compte les emplois exercés en son sein, qu'elle soit employeur ou non.
Lecture : au 31 décembre 2020, les 5 régions comptant moins de 2 000 000 d'habitants comptent 15 700 agents occupant un emploi principal qui n'est pas un contrat aidé.
Source : Insee, SIASP. Recensement de la population 2022. Calculs DGCL.

Part des femmes dans les différents types de collectivités selon le statut, la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2020

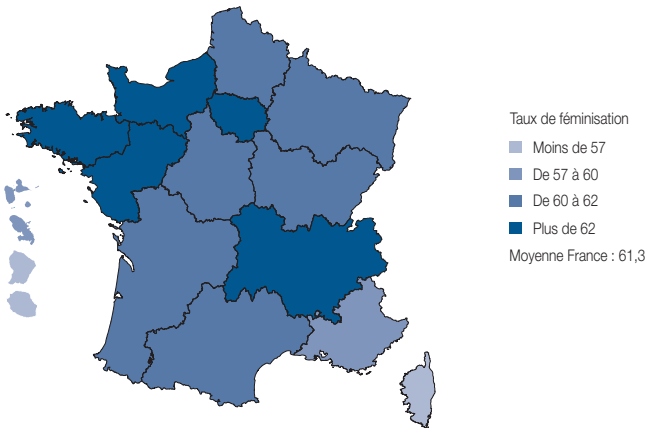
(en %)

	Organismes communaux		Organismes intercommunaux		Organismes départementaux			Régions	Autres[d]	Ensemble
	Communes	Établ. communaux[a]	EPCI[b] à fiscalité propre	Autres[c]	Départements	SDIS[b]	CDG et CNFPT[b]			
Ensemble hors bénéficiaires de contrats aidés										
Fonctionnaires	**60,0**	**87,8**	**51,1**	**54,7**	**64,6**	**15,3**	**76,5**	**58,1**	**55,0**	**59,0**
Catégorie A	68,2	88,6	62,7	56,4	82,4	20,7	68,6	63,7	51,2	71,1
Catégorie B	58,4	78,2	56,1	50,1	65,6	18,8	77,5	61,9	55,2	58,0
Catégorie C	59,5	88,4	47,3	55,2	55,1	13,9	82,4	56,9	57,9	57,2
Catégorie indéterminée	62,0	n.s.	n.s.	n.s.	66,1	15,2	n.s.	n.s.	31,2	57,8
Contractuels	**66,8**	**86,4**	**58,4**	**58,0**	**69,0**	**36,6**	**68,3**	**62,6**	**56,6**	**67,0**
Catégorie A	61,8	83,0	59,8	51,4	76,1	42,5	67,8	58,4	53,2	65,4
Catégorie B	56,3	78,1	49,4	42,4	63,0	36,9	62,6	58,8	52,8	55,0
Catégorie C	69,3	87,5	61,4	64,5	63,5	34,8	69,7	64,4	66,8	69,8
Catégorie indéterminée	66,3	84,6	53,5	48,2	73,3	26,3	64,6	63,2	49,1	65,3
Autres	**72,4**	**93,5**	**62,6**	**69,4**	**87,3**	**28,7**	**56,9**	**67,0**	**44,8**	**81,0**
Collaborateurs de cabinet (cat. A, B ou C)	98,8	99,6	94,7	98,1	89,6	-	n.s.	95,0	n.s.	91,7
Assistants maternels (cat. C)	50,5	78,5	48,5	48,3	53,2	28,2	57,4	47,3	46,6	50,9
Apprentis (cat. A, B ou C)	39,4	58,3	43,3	n.s.	50,0	n.s.	n.s.	44,1	n.s.	42,5
Total	**61,7**	**87,4**	**52,8**	**56,0**	**67,9**	**15,8**	**72,1**	**59,0**	**55,7**	**61,4**
Bénéficiaires de contrats aidés (cat. C)	**55,7**	**69,3**	**45,8**	**61,4**	**60,1**	**n.s.**	**n.s.**	**70,0**	**72,1**	**58,2**
Ensemble (y compris bénéficiaires de contrats aidés)	**61,6**	**86,6**	**52,7**	**56,1**	**67,9**	**15,8**	**72,1**	**59,0**	**55,8**	**61,3**
Catégorie A	66,1	86,5	61,7	54,0	81,1	22,0	68,3	62,0	52,2	69,4
Catégorie B	57,9	78,2	54,3	46,9	65,3	19,2	72,6	61,6	53,7	57,3
Catégorie C	61,6	87,2	50,1	58,4	62,5	14,4	74,1	58,3	61,2	60,6
Catégorie indéterminée	66,0	84,7	53,6	48,1	72,6	19,2	64,7	63,2	46,7	64,7

(a) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées. • (b) EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CDG : centre de gestion - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux). • (c) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux. • (d) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux. • n. s. : non significatif.
Note : les effectifs par statut et par type de collectivité figurent dans la fiche 8.4b.
Lecture : au 31 décembre 2020, dans les communes, sur 770 200 agents fonctionnaires, on dénombre 60 % de femmes.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts.

Part des femmes dans les collectivités locales selon les régions

(en %)



Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts

8-9b Les femmes dans les collectivités locales

Part des femmes dans les collectivités selon leur taille, au 31 décembre 2020

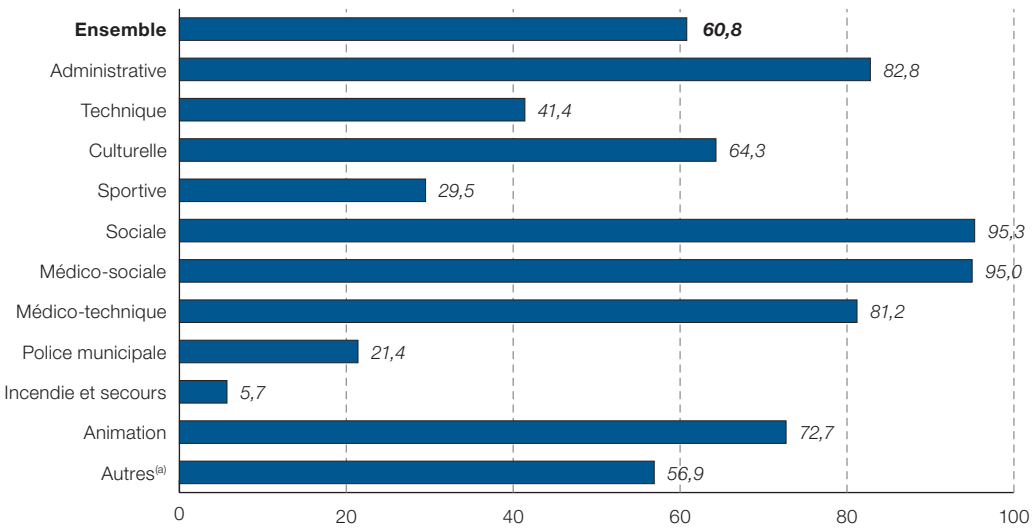
(en %)

Taille de la collectivité[a]	Emplois principaux			Emplois secondaires	Total des emplois
	Hors bénéficiaires de contrats aidés	Bénéficiaires de contrats aidés	Ensemble		
Aucun agent[b]	s. o.	58,1	58,1	78,8	75,7
de 1 à 4 agents	61,2	53,5	60,8	78,5	63,1
de 5 à 9 agents	70,4	63,1	70,1	81,8	70,5
de 10 à 19 agents	68,7	60,4	68,4	74,2	68,5
de 20 à 49 agents	65,9	61,0	65,7	66,6	65,7
de 50 à 99 agents	67,1	60,0	67,0	64,2	66,9
de 100 à 249 agents	63,4	56,5	63,3	59,2	63,2
de 250 à 349 agents	59,0	53,2	59,0	55,9	58,9
de 350 à 999 agents	58,2	54,8	58,1	57,2	58,1
1 000 agents et plus	59,5	58,9	59,5	64,3	59,5
Ensemble des emplois principaux	**61,4**	**58,2**	**61,3**	**67,9**	**61,5**

(a) En nombre d'agents en emploi principal hors bénéficiaires de contrats aidés.
(b) Ces collectivités n'ont aucun agent rémunéré en emploi principal (hors contrat aidé). Elles emploient soit des agents dont l'emploi est secondaire, soit des contrats aidés.
s.o.: sans objet.
Note : les effectifs par taille de collectivité figurent dans la fiche 8.7a.
Lecture : au 31 décembre 2020, dans les collectivités employant entre 1 et 4 agents sur un emploi principal hors contrats aidés, 60,8 % des emplois principaux sont occupés par des femmes.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux et secondaires. Tous statuts.

Part des femmes dans les filières, au 31 décembre 2020

(en %)



(a) Non classable dans une filière.
Note : La part des femmes en emploi principal, tous statuts confondus s'élève à 61,3 % contre 60,8 % si on restreint aux seuls fonctionnaires et contractuels.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Fonctionnaires et contractuels.

Les mouvements de personnel par type de collectivité entre 2019 et 2020

(en milliers)

	Effectifs au 31/12/2019 (1)	Entrées dans la FPT (2)	Sorties de la FPT (3)	Effet des changements de collectivité [a] (4)	Effectifs au 31/12/2020 = (1) + (2) - (3) + (4)
Communes	1 034,1	107,4	114,1	- 1,6	1 025,8
Organismes communaux[b]	133,2	23,4	23,8	- 1,3	131,6
EPCI[c] à fiscalité propre	274,4	28,0	30,0	2,7	275,2
Groupements intercommunaux sans fiscalité propre	72,9	9,4	9,5	- 0,4	72,3
Départements	278,6	20,2	21,7	1,1	278,2
SDIS[c]	55,4	5,8	5,2	0,1	56,1
Centres de gestion et CNFPT[c]	15,1	3,7	3,8	- 1,3	13,7
Régions	95,7	7,7	6,1	0,3	97,6
Autres[e]	9,2	1,7	1,3	0,3	9,9
Total	**1 968,5**	**207,2**	**215,4**	**0,0**	**1 960,3**

(a) Pour les agents présents au 31/12/2019 et au 31/12/2020.
(b) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées.
(c) EPCI : établissement public de coopération intercommunale; SDIS : services départementaux d'incendie et secours; CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux).
(d) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux.
(e) Régies et EPA locaux.
Lecture : sur les 1 034 100 agents en emploi principal dans les communes au 31 décembre 2019, 114 100 ont quitté la FPT. D'autre part, 107 400 ont rejoint la FPT. Les mouvements entre types de collectivités ont fait perdre 1 600 agents au communes.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts.

Les mouvements de personnel par statut entre 2019 et 2020

(en milliers)

	Effectifs au 31/12/2019 (1)	Entrées dans la FPT (2)	Sorties de la FPT (3)	Effet des changements de statut [a] (4)	Effectifs au 31/12/2020 = (1) + (2) - (3) + (4)
Fonctionnaires	1 469,0	41,2	93,2	38,6	1 455,6
Contractuels	407,7	139,5	95,8	- 31,5	419,9
Autres statuts hors bénéficiaires de contrats aidés[b]	59,3	10,0	11,0	- 1,9	56,3
Bénéficiaires de contrats aidés	32,5	16,5	15,4	- 5,1	28,5
Total	**1 968,5**	**207,2**	**215,4**	**0,0**	**1 960,3**

(a) Pour les agents présents au 31/12/2019 et au 31/12/2020.
(b) Collaborateurs de cabinet, assistants maternels et familiaux, apprentis.
Lecture : sur les 1 469 000 fonctionnaires en emploi principal dans la FPT au 31 décembre 2019, 93 200 ont quitté la FPT. D'autre part, 41 200 ont rejoint la FPT. Les changements de statuts ont également fait gagner à la FPT 38 600 agents fonctionnaires.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts.

8-11 La fonction publique territoriale au sein de la fonction publique

Effectifs dans les trois versants de la fonction publique, par statut

(en milliers)

	Effectifs au 31 décembre			Évolution	
	2018	2019	2020	2018-2019	2019-2020
Fonction publique territoriale (1) + (2)	**1 958,0**	**1 968,5**	**1 960,3**	**+ 0,5 %**	**- 0,4 %**
Ensemble hors bénéficiaires de contrats aidés (1)	**1 919,4**	**1 936,0**	**1 931,8**	**+ 0,9 %**	**- 0,2 %**
Fonctionnaires	1 468,8	1 469,0	1 455,6	+ 0,0 %	- 0,9 %
Contractuels	391,1	407,7	419,9	+ 4,2 %	+ 3,0 %
Autres[a]	59,5	59,3	56,3	- 0,3 %	- 5,0 %
Bénéficiaires de contrats aidés (2)	**38,6**	**32,5**	**28,5**	**- 15,7 %**	**- 12,4 %**
Fonction publique de l'État (1) + (2)	**2 503,0**	**2 503,9**	**2 524,5**	**+ 0,0 %**	**+ 0,8 %**
Ensemble hors bénéficiaires de contrats aidés (1)	**2 469,8**	**2 489,9**	**2 521,3**	**+ 0,8 %**	**+ 1,3 %**
Fonctionnaires	1 545,4	1 537,6	1 532,4	- 0,5 %	- 0,3 %
Contractuels	440,2	470,2	505,0	+ 6,8 %	+ 7,4 %
Autres[b]	484,2	482,1	483,9	- 0,4 %	+ 0,4 %
Bénéficiaires de contrats aidés (2)	**33,2**	**14,0**	**3,2**	**- 57,8 %**	**- 77,3 %**
Fonction publique hospitalière[c] (1) + (2)	**1 182,8**	**1 189,4**	**1 210,8**	**+ 0,6 %**	**+ 1,8 %**
Ensemble hors bénéficiaires de contrats aidés (1)	**1 176,0**	**1 184,2**	**1 207,0**	**+ 0,7 %**	**+ 1,9 %**
Fonctionnaires	816,6	810,5	806,7	- 0,7 %	- 0,5 %
Contractuels	239,1	248,0	271,8	+ 3,7 %	+ 9,6 %
Autres[d]	120,3	125,7	128,4	+ 4,5 %	+ 2,2 %
Bénéficiaires de contrats aidés (2)	**6,8**	**5,2**	**3,8**	**- 24,2 %**	**- 26,6 %**
Ensemble trois fonctions publiques	**5 643,8**	**5 661,8**	**5 695,6**	**+ 0,3 %**	**+ 0,6 %**

(a) Collaborateurs de cabinet, assistants maternels et familiaux, apprentis.
(b) Militaires, enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat, ouvriers d'État et apprentis.
(c) Y compris internes et résidents, hors praticiens hospitalo-universitaires.
(d) Principalement des médecins.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL, DGAFP.
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts.

Profil des agents dans les trois versants de la fonction publique

(parts en % ; âge moyen en années)

	2018	2019	2020
Fonction publique territoriale			
Part des agents de catégorie A	9,3	12,2	12,4
Part des agents de catégorie B	14,4	11,7	11,9
Part des agents de catégorie C	75,5	75,3	74,8
Part des agents de catégorie indéterminée	0,8	0,8	1,0
Part des femmes	61,1	61,2	61,3
Part des temps partiels[a]	26,7	26,3	25,4
Âge moyen	45,3	45,5	45,6
Fonction publique de l'État			
Part des agents de catégorie A	54,5	55,4	54,9
Part des agents de catégorie B	23,8	23,4	23,5
Part des agents de catégorie C	20,8	20,3	20,8
Part des agents de catégorie indéterminée	0,9	0,9	0,8
Part des femmes	56,5	56,6	57,2
Part des temps partiels[a]	16,5	16,7	17,1
Âge moyen	42,7	42,9	43,0
Fonction publique hospitalière			
Part des agents de catégorie A	35,2	39,3	39,6
Part des agents de catégorie B	16,5	12,7	12,4
Part des agents de catégorie C	48,3	48,0	48,1
Part des agents de catégorie indéterminée	0,0	0,0	0,0
Part des femmes	78,0	78,0	78,1
Part des temps partiels[a]	23,2	21,1	22,5
Âge moyen	41,9	42,0	41,9

(a) Inclut les temps non complets et incomplets.
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL, DGAFP.
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts.

Salaires nets mensuels moyens en équivalent temps plein en 2020

	Effectifs en équivalent temps plein annualisés		Salaires nets moyens (en euros)	Évolution des salaires nets moyens	
	Volume total (en milliers)	Répartition (en %)		en euros courants (en %)	en euros constants (en %)
Ensemble	**1 741,7**	**100,0**	**2 019**	**+ 1,3**	**+ 0,8**
Fonctionnaires	1 378,4	79,1	2 095	+ 1,2	+ 0,7
dont catégorie A	*171,9*	*9,9*	*3 245*	*+ 1,3*	*+ 0,9*
dont catégorie B	*168,1*	*9,7*	*2 418*	*+ 0,3*	*- 0,2*
dont catégorie C	*1 037,0*	*59,5*	*1 851*	*+ 1,3*	*+ 0,8*
Contractuels	340,5	19,6	1 747	+ 1,7	+ 1,3
Autres statuts[a] (hors contrats aidés)	2,2	0,1	3 469	- 2,8	- 3,2
Ensemble hors bénéficiaires de contrats aidés	**1 721,1**	**98,8**	**2 028**	**+ 1,2**	**+ 0,7**
Contrats aidés	20,6	1,2	1 262	+ 1,1	+ 0,7
Cadres et professions intellectuelles supérieures	155,0	8,9	3 440	+ 0,9	+ 0,4
Professions intermédiaires	287,3	16,5	2 331	+ 0,3	- 0,2
Employés et ouvriers	1 288,5	74,0	1 780	+ 1,4	+ 0,9
Professions indéterminées	10,8	0,6	1 857	- 2,3	- 2,8
Communes	914,6	52,5	1 909	+ 1,2	+ 0,7
Établissements communaux[b]	111,8	6,4	1 842	+ 3,7	+ 3,2
EPCI[c] à fiscalité propre	254,5	14,6	2 093	+ 1,0	+ 0,5
Groupements intercommunaux sans fiscalité propre[d]	63,4	3,6	2 021	+ 2,0	+ 1,5
Départements	231,7	13,3	2 216	+ 0,4	- 0,0
Services départementaux d'incendie et de secours	52,6	3,0	2 714	+ 1,6	+ 1,1
Centres de gestion et CNFPT[c]	13,4	0,8	2 121	+ 2,7	+ 2,2
Régions	91,1	5,2	2 179	+ 1,2	+ 0,7
Autres collectivités locales[e]	8,6	0,5	2 381	+ 1,5	+ 1,0

(a) principalement les collaborateurs de cabinet. • (b) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées. • (c) EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CDG : centre de gestion - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux). • (d) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux. • (e) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Tous statuts hors apprentis et assistants maternels et familiaux.

Rémunérations nettes mensuelles moyennes des personnes en place en équivalent temps plein en 2020

	Effectifs en équivalent temps plein annualisés[a]		RMPP[b] nette moyenne 2019 (en euros)	Évolution de la RMPP nette moyenne	
	Volume total (en milliers)	Répartition (en %)		en euros courants (en %)	en euros constants (en %)
Ensemble	**1 114,6**	**100,0**	**2 114**	**+2,0**	**+1,5**
Fonctionnaires	996,7	89,4	2 132	+1,9	+1,4
dont catégorie A	*119,6*	*10,7*	*3 343*	*+2,6*	*+2,1*
dont catégorie B	*122,1*	*11,0*	*2 458*	*+1,8*	*+1,3*
dont catégorie C	*754,3*	*67,7*	*1 887*	*+1,8*	*+1,3*
Contractuels	112,9	10,1	1 967	+2,8	+2,3
Autres statuts[c] (hors contrats aidés)	0,9	0,1	3 975	+3,8	+3,3
Ensemble hors bénéficiaires de contrats aidés	**1 110,4**	**99,6**	**2 117**	**+2,0**	**+1,5**
Contrats aidés	4,1	0,4	1 371	+6,1	+5,6
Cadres et professions intellectuelles supérieures	103,1	9,3	3 580	+2,7	+2,2
Professions intermédiaires	180,9	16,2	2 438	+2,0	+1,5
Employés et ouvriers	826,9	74,2	1 860	+1,9	+1,4
Professions indéterminées	3,7	0,3	2 298	+2,8	+2,3
Communes	587,9	52,8	1 989	+1,9	+1,4
Établissements communaux[d]	55,0	4,9	1 965	+4,1	+3,6
EPCI[e] à fiscalité propre	155,8	14,0	2 190	+2,0	+1,5
Groupements intercommunaux sans fiscalité propre[f]	35,6	3,2	2 170	+2,7	+2,2
Départements	159,6	14,3	2 273	+1,4	+0,9
Services départementaux d'incendie et de secours	44,0	3,9	2 783	+3,1	+2,6
Centres de gestion et et CNFPT[e]	5,2	0,5	2 607	+1,9	+1,4
Régions	66,5	6,0	2 251	+1,9	+1,4
Autres collectivités locales[g]	4,9	0,4	2 508	+2,1	+1,6

(a) Les agents sont classés en fonction de leur situation en 2019. • (b) La rémunération moyenne des personnes en place (RMPP) est calculée sur le champ des salariés des collectivités territoriales présents les deux années consécutives (24 mois) chez le même employeur et ayant la même quotité de travail les deux années. • (c) principalement les collaborateurs de cabinet. • (d) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées. • (e) EPCI : établissement public de coopération intercommunale - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux). • (f) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux. • (g) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Tous statuts hors apprentis et assistants maternels et familiaux.

8-13 Les élections professionnelles dans la fonction publique territoriale

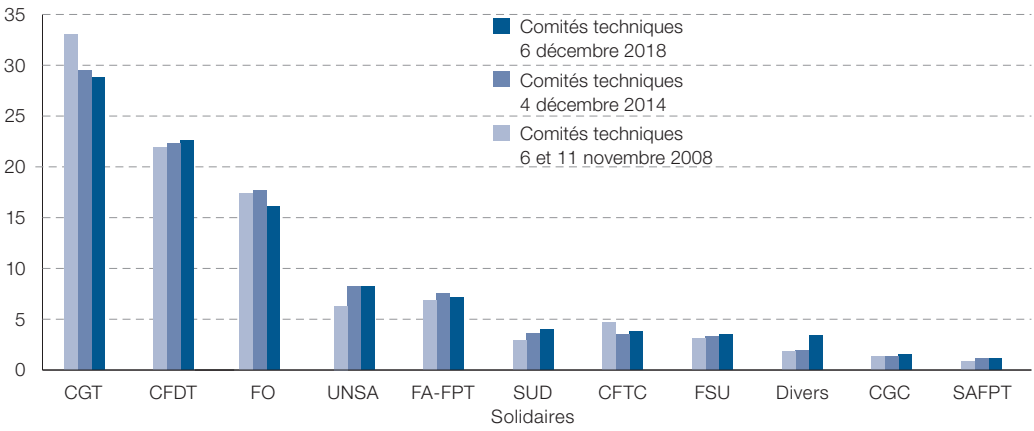
Résultats des élections professionnelles dans la fonction publique territoriale

	Comités techniques 6 et 11 novembre 2008		Comités techniques 4 décembre 2014		Comités techniques 6 décembre 2018	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Inscrits [a]	1 695 934	100,0	1 892 961	100,0	1 846 275	100,0
Votants	1 001 485	59,1	1 039 382	54,9	955 617	51,8
Suffrages exprimés [b]	949 571	94,8	988 630	95,1	897 714	93,9
dont [c] CFDT	207 949	21,9	220 777	22,3	202 618	22,6
CFTC	44 705	4,7	34 787	3,5	31 032	3,5
CGC	11 902	1,3	12 689	1,3	13 457	1,5
CGT	313 032	33,0	291 964	29,5	258 119	28,8
FA-FPT	65 016	6,8	73 858	7,5	64 008	7,1
FO	165 470	17,4	175 129	17,7	144 393	16,1
FSU	29 860	3,1	32 788	3,3	34 043	3,8
SAFPT	7 441	0,8	11 040	1,1	9 934	1,1
SUD Solidaires	27 762	2,9	35 697	3,6	35 586	4,0
UNSA	59 381	6,3	80 723	8,2	74 005	8,2
Divers	17 054	1,8	19 178	1,9	30 519	3,4

(a) En 2014 et 2018, les électeurs relevant des administrations parisiennes (76 000) sont comptabilisés dans les inscrits. Ils ne le sont pas en 2008.
(b) En % des votants.
(c) En % des suffrages exprimés.
Source : DGCL.

Résultats aux élections professionnelles dans la fonction publique territoriale

(en % des suffrages exprimés)



Source : DGCL.

9

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Présentation - Définitions 124

9-1 Le contexte européen 126

9-2 Le contexte régional 128

9-3 Le contexte départemental 130

9 Éléments de contexte

PRÉSENTATION

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant de la France est supérieur de 4,3 % à la moyenne des 27 pays membres de l'**Union européenne** en 2021 (hors Royaume-Uni), correction faite des différences de pouvoir d'achat. La France occupe à cet égard le 10e rang en Europe, entre la Finlande (12,9 % au-dessus de la moyenne européenne à 27) et Malte (1,2 % en dessous de la moyenne), tandis que les pays qui ont adhéré plus récemment se situent à des niveaux sensiblement en-deçà de la moyenne européenne. Alors que la France représente 15,1 % de la population de l'Europe à 27, elle compte près de 36,7 % des structures territoriales existantes du niveau de la commune *(fiche 9.1)*.

Les dépenses des administrations locales représentent en France 19,0 % des dépenses des administrations publiques, en dessous de la moyenne européenne à 27 (34,6 %) *(fiche 9.1)*. Elles représentent par ailleurs en France 11,2 % du PIB, proportion inférieure à la moyenne européenne à 27, qui est de 17,9 % en tenant compte cependant des dépenses des États fédérés.

En France, la part de la population résidant dans des communes de plus de 10 000 habitants est variable d'une **région** à l'autre : sur 18 régions, cette part est supérieure à 40 % dans 6 régions de la métropole et dans les 5 régions d'outre-mer ; elle est inférieure à 30 % en Bourgogne-Franche-Comté *(fiche 9.2)*.

La situation économique est très variable d'un **département** à l'autre, avec un taux de chômage supérieur à 10 % dans 11 départements (les 5 DOM, puis les Pyrénées-Orientales, la Seine-Saint-Denis, l'Hérault, l'Aisne, l'Aude, le Gard) et inférieur à 6 % dans 22 autres, notamment certains départements ruraux (Cantal, Lozère, Jura, Mayenne, où le taux de chômage est inférieur à 5 %) *(fiche 9.3)*.

POUR EN SAVOIR PLUS

Les données détaillées européennes et leurs métadonnées sont disponibles sur le site d'Eurostat
http://ec.europa.eu/eurostat/fr/data/database
– thème « Économie et finances », rubriques : « Comptes nationaux (PIB compris) » et « Secteur des administrations publiques » ;
– thème « Population et conditions sociales », rubrique : « Démographique et migration/Population ».

Pour la liste des régions statistiques européennes (NUTS), voir :
http://ec.europa.eu/eurostat/web/nuts/overview

Pour la liste des unités administratives locales (UAL) voir :
http://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/nuts/local-administrative-units

DÉFINITIONS

► **Le produit intérieur brut (PIB)**
Le PIB et le PIB par habitant sont des indicateurs de la valeur ajoutée d'un pays ou d'une région en termes d'activité économique totale. Il reflète la valeur totale de tous les biens et services produits, diminuée de celle des biens et services utilisés dans la consommation intermédiaire pour leur production.

► **Standard de pouvoir d'achat (SPA)**
Le SPA est une monnaie artificielle faisant apparaître les écarts entre les niveaux de prix nationaux. Les agrégats exprimés en SPA sont calculés en divisant les agrégats à prix courants et en monnaie nationale par les parités de pouvoir d'achat (PPA) respectives. En exprimant le PIB en SPA (standards de pouvoir d'achat), on élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PIB en volume entre les pays. Le PIB n'équivaut pas au revenu dont disposent en définitive les ménages d'une région. L'indice de volume du PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) est exprimé par rapport à la moyenne de l'Union européenne (EU-28) fixée à 100. Cet indice est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

► **Nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS)**
La NUTS 2016, entrée en vigueur au 1er janvier 2018, fournit une ventilation uniforme et cohérente des unités territoriales pour la production des statistiques régionales de l'UE. La NUTS, qui privilégie les découpages institutionnels et les unités régionales à caractère général, est une classification à trois niveaux :
– *la structure administrative des États membres repose en général sur deux niveaux principaux (régions et départements en France, Länder et Kreise en Allemagne, Comunidades autonomas et provincias en Espagne, regioni et provincie en Italie, etc.). Pour la France, Eurostat retient les nouvelles délimitations régionales comme NUTS1, les anciennes délimitations régionales comme unité NUTS2 et les départements comme NUTS3 ;*
– *à un niveau plus détaillé, on trouve les districts et les communes. Il s'agit des « unités administratives locales » (UAL).*

*Le secteur des **administrations publiques** comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Le PIB utilisé comme dénominateur est le produit intérieur brut aux prix courants du marché.*

*Les **dépenses des administrations publiques** sont définies dans le SEC2010 § 8.100 et chapitre 20 en référence à une liste de catégories : consommation intermédiaire, formation brute de capital, rémunération des salariés, autres impôts sur la production, subventions à payer, revenus de la propriété, impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature, transferts sociaux en nature correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands, autres transferts courants, ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension, transferts de capital à payer et acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits.*

*La **formation brute de capital fixe des administrations publiques** (SEC2010 code P.51g) est constituée par les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents au cours de la période de référence, plus certains ajouts à la valeur d'actifs non produits découlant de l'activité de production des unités productives ou institutionnelles. Les actifs fixes sont des actifs produits utilisés dans des processus de production pendant plus d'un an.*

*La **dette publique** est définie (dans le Traité de Maastricht) comme la dette brute consolidée des administrations publiques en valeur nominale, c'est-à-dire le passif exigible des administrations publiques dans les comptes suivants : les numéraires et dépôts, les titres autres qu'actions et les crédits. Les données de base sont exprimées en monnaie nationale, convertie en euros en utilisant les taux de change de fin d'année fournis par la Banque Centrale Européenne (BCE).*

9-1 Le contexte européen

Données économiques, territoriales et démographiques

	PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) (EU-27 = 100)		Découpages territoriaux[a]				Population en millions d'habitants (au 1er janvier)
			« Régions 1 » (NUTS 1)	« Régions 2 » (NUTS 2)	« Départements » (NUTS 3)	« Communes » (UAL)	
	2021	Rang	2021	2021	2021	2021	2021
Allemagne	120	8	16	38	401	11 002	83,2
Autriche	120	7	3	9	35	2 095	8,9
Belgique	121	6	3	11	44	581	11,6
Bulgarie	55	27	2	6	28	265	6,9
Chypre	88	15	1	1	1	615	0,9
Croatie	70	24	1	4	21	556	4,0
Danemark	134	3	1	5	11	99	5,8
Espagne	84	18	7	19	59	8 131	47,4
Estonie	87	17	1	1	5	79	1,3
Finlande	113	9	2	5	19	310	5,5
France	**104**	**10**	**14**	**27**	**101**	**34 966**	**67,7**
Grèce	65	26	4	13	52	6 137	10,7
Hongrie	76	20	3	8	20	3 155	9,7
Irlande	220	2	1	3	8	166	5,0
Italie	95	12	5	21	107	7 903	59,2
Lettonie	71	23	1	1	6	119	1,9
Lituanie	88	16	1	2	10	60	2,8
Luxembourg	277	1	1	1	1	102	0,6
Malte	99	11	1	1	2	68	0,5
Pays-Bas	131	4	4	12	40	355	17,5
Pologne	77	19	7	17	73	2 477	37,8
Portugal	74	21	3	7	25	3 092	10,3
Roumanie	73	22	4	8	42	3 181	19,2
Slovaquie	68	25	1	4	8	2 927	5,5
Slovénie	90	14	1	2	12	212	2,1
Suède	124	5	3	8	21	290	10,4
Tchéquie	91	13	1	8	14	6 258	10,7
Union européenne (à 27)	**100**		**92**	**242**	**1 166**	**95 201**	**447,2**
Royaume-Uni	n. d.		12	41	179	400	n. d.

(a) Il s'agit du découpage selon la nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS) et des unités administratives locales (UAL) d'Eurostat (voir définitions). Pour la France, Eurostat retient les nouvelles délimitations régionales comme NUTS1 en regroupant les régions ultrapériphériques en une seule unité, les anciennes délimitations régionales comme unité NUTS2 et les départements comme NUTS3.

Source : DGCL. Données Eurostat. Valeurs provisoires.

Données des finances publiques 2021

(en % du PIB)

	Dépenses des administrations locales		Formation brute de capital fixe des administrations locales		Dette des administrations locales	
	en % du PIB	part dans les APU (en %)	en % du PIB	part dans les APU (en %)	en % du PIB	part dans les APU (en %)
Allemagne	24,9	48,3	1,8	68,9	23,0	33,3
Autriche	19,0	33,8	1,4	39,9	10,9	13,2
Belgique	27,3	49,7	2,0	75,3	21,6	20,0
Bulgarie	8,9	20,6	1,7	52,4	1,0	4,0
Chypre	1,5	3,5	0,4	16,0	0,7	0,6
Croatie	13,2	26,9	2,0	42,3	2,6	3,2
Danemark	33,6	65,8	1,6	46,9	6,7	18,3
Espagne	25,0	49,4	1,8	67,5	27,7	23,4
Estonie	10,3	0,2	2,0	36,1	3,0	16,4
Finlande	22,7	41,3	2,5	60,6	10,4	15,8
France	**11,2**	**19,0**	**2,1**	**58,7**	**9,9**	**8,8**
Grèce	3,9	0,1	1,1	30,8	0,6	0,3
Hongrie	6,1	12,7	1,3	22,6	0,6	0,8
Irlande	2,2	8,8	0,6	29,2	1,6	2,9
Italie	15,0	27,1	1,5	52,7	6,7	4,5
Lettonie	10,8	24,1	2,3	44,2	6,8	15,1
Lituanie	9,3	24,0	1,1	35,5	1,0	2,3
Luxembourg	4,6	11,0	1,5	38,2	1,3	5,2
Malte	0,4	1,0	0,1	1,8	0,0	0,0
Pays-Bas	13,5	29,1	1,7	49,7	6,5	12,6
Pologne	14,2	32,2	1,8	44,3	3,9	7,2
Portugal	6,9	14,3	1,3	52,1	5,1	4,0
Roumanie	8,9	22,3	2,4	56,7	1,6	3,3
Slovaquie	7,9	16,8	1,0	30,7	2,3	3,6
Slovénie	8,9	18,1	1,8	37,6	1,8	2,4
Suède	24,8	49,5	2,3	48,7	12,4	33,7
Tchéquie	12,8	27,6	2,1	44,8	1,4	3,4
Union européenne (à 27)	**17,9**	**34,6**	**1,8**	**55,5**	**13,2**	**15,0**

Source : DGCL. Données Eurostat ; valeurs mises à jour le 20 juin 2022.

9-2 Le contexte régional

Caractéristiques physiques et démographiques

	Population[a]	Taux de croissance de la population entre 2016 et 2021 (en %)	Superficie (en km²)	Densité (en hab./km²)	Nombre de communes au 1er janvier 2021	Part (en %) de la population vivant : dans des communes de plus de 10 000 habitants[a]	Part (en %) de la population vivant : dans les communes urbaines (grille de densité Insee)[b]
Auvergne-Rhône-Alpes	8 042 936	+ 0,6	69 711	115	4 029	41,5	65,4
Bourgogne-Franche-Comté	2 805 580	- 0,1	47 784	59	3 700	26,3	45,3
Bretagne	3 354 854	+ 0,5	27 208	123	1 207	32,4	46,4
Centre-Val de Loire	2 573 180	- 0,0	39 151	66	1 757	35,1	51,1
Corse	340 440	+ 1,0	8 680	39	360	38,5	53,1
Grand Est	5 556 219	+ 0,0	57 441	97	5 121	36,6	61,1
Hauts-de-France	6 004 947	- 0,0	31 806	189	3 788	42,6	70,7
Normandie	3 325 032	- 0,1	29 907	111	2 652	32,8	50,7
Nouvelle-Aquitaine	6 010 289	+ 0,4	84 036	72	4 309	34,8	49,1
Occitanie	5 933 185	+ 0,7	72 724	82	4 454	40,3	60,7
Pays de la Loire	3 806 461	+ 0,6	32 082	119	1 235	44,3	50,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 081 101	+ 0,4	31 400	162	946	71,3	84,9
France métropolitaine sauf Île-de-France	**52 834 224**	**+ 0,3**	**531 929**	**1 233**	**33 558**	**41,0**	**60,0**
Île-de-France	12 262 544	+ 0,4	12 012	1 021	1 268	84,9	95,5
France métropolitaine	**65 096 768**	**+ 0,3**	**543 941**	**120**	**34 826**	**49,3**	**66,7**
Guadeloupe	384 239	- 0,8	1 628	236	32	74,9	86,7
Guyane	281 678	+ 2,2	83 534	3	22	84,3	70,2
Martinique	364 508	- 1,0	1 128	323	34	71,0	83,5
Réunion	861 210	+ 0,4	2 504	344	24	94,8	97,2
Mayotte	256 518	+ 3,8	374	685	17	81,2	82,9
Outre-mer	**2 148 153**	**+ 0,5**	**89 168**	**24**	**129**	**84,2**	**87,8**
France	**67 244 921**	**+ 0,3**	**633 109**	**106**	**34 955**	**50,4**	**67,4**

(a) Population municipale en vigueur en 2022 (millésimée 2019), délimitation communale au 1er janvier 2022.
(b) Grille de densité communale au 1er janvier 2022
Source : DGCL. Données Insee.

Caractéristiques démographiques et économiques

	Part (en %) de la population		Taux d'activité des 15-64 ans[b] (en %)	Taux de chômage[c] (en %)	PIB régionaux[d]		
	de moins de 20 ans[a] (en %)	de 60 ans et plus[a] (en %)			En millions d'euros	En euros/ habitant	En euros/ emploi
Auvergne-Rhône-Alpes	23,9	26,7	75,4	6,3	268 891	33 205	78 486
Bourgogne-Franche-Comté	22,2	31,0	74,3	6,2	75 561	27 026	69 842
Bretagne	22,7	30,2	73,8	5,8	99 659	29 500	71 649
Centre-Val de Loire	23,1	30,1	75,1	6,7	71 576	27 859	71 426
Corse	20,3	31,1	71,9	6,4	8 825	25 571	66 645
Grand Est	22,5	28,1	73,6	7,1	152 797	27 529	71 993
Hauts-de-France	25,1	25,4	71,4	8,7	161 638	26 948	72 748
Normandie	23,2	29,5	73,6	6,9	90 103	27 168	69 771
Nouvelle-Aquitaine	21,1	31,7	74,3	6,5	172 111	28 467	70 396
Occitanie	22,0	30,0	73,0	8,7	168 744	28 157	71 763
Pays de la Loire	24,1	28,0	75,8	5,9	116 159	30 258	71 136
Provence-Alpes-Côte d'Azur	22,2	30,2	72,5	8,2	161 299	31 580	75 670
France métropolitaine sauf Île-de-France	**22,9**	**28,9**	**n. d.**	**n. d.**	**1 547 364**	**29 175**	**72 886**
Île-de-France	25,6	20,9	76,4	7,0	710 128	57 600	111 073
France métropolitaine	**23,4**	**27,4**	**74,3**	**7,1**	**2 257 492**	**34 536**	**81 725**
Guadeloupe	23,3	29,2	70,7	18,1	8 801	23 198	68 560
Guyane	40,5	10,2	61,9	15,6	4 351	15 091	71 172
Martinique	21,1	31,8	71,7	12,3	8 856	24 728	67 676
Réunion	29,1	20,1	69,3	18,6	19 151	22 148	62 841
Mayotte	53,8	4,3	50,0	35,1	2 757	9 714	55 857
Outre-mer	**31,7**	**20,0**	**n. d.**	**n. d.**	**43 916**	**20 197**	**65 112**
France	**23,7**	**27,2**	**74,1**	**7,3**	**2 301 408**	**34 089**	**81 362**

(a) Insee - Estimations de population au 1er janvier 2022 (résultats provisoires).

(b) Recensement de population 2019, exploitation principale.

(c) France métropolitaine : taux de chômage localisés au 1 er trimestre 2022 ; Mayotte : enquête Emploi (situation au 2ème trimestre 2018) ; autres DOM : enquête Emploi DOM (taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2018) ; France : taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2021 ne comprend pas Mayotte.

(d) Comptes régionaux (données 2020).

Source : DGCL. Données Insee.

9-3a Le contexte départemental

Caractéristiques physiques, démographiques et sociales

	Départements	Population[a]	Superficie (en km²)	Densité (en habitants/km²)	Nombre de communes au 1er janvier 2022		Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants[a] (en %)
					Total	Rurales (communes peu et très peu denses Insee)[b]	
01	Ain	652 432	5 762	113	393	328	21,7
02	Aisne	531 345	7 362	72	799	756	29,6
03	Allier	335 975	7 340	46	317	303	30,9
04	Alpes-de-Haute-Provence	164 308	6 925	24	198	187	23,7
05	Hautes-Alpes	141 220	5 549	25	162	157	36,8
06	Alpes-Maritimes	1 094 283	4 299	255	163	110	78,6
07	Ardèche	328 278	5 529	59	335	304	15,3
08	Ardennes	270 582	5 229	52	449	423	23,1
09	Ariège	153 287	4 890	31	327	308	10,2
10	Aube	310 242	6 004	52	431	410	35,9
11	Aude	374 070	6 139	61	433	416	36,3
12	Aveyron	279 595	8 735	32	285	277	24,9
13	Bouches-du-Rhône	2 043 110	5 087	402	119	46	80,6
14	Calvados	694 905	5 534	126	528	447	27,3
15	Cantal	144 692	5 726	25	246	243	17,7
16	Charente	352 015	5 956	59	364	348	17,1
17	Charente-Maritime	651 358	6 864	95	463	425	22,2
18	Cher	302 306	7 235	42	287	280	29,8
19	Corrèze	240 073	5 857	41	279	273	25,5
20	Corse	340 440	8 680	39	360	348	38,5
21	Côte-d'Or	534 124	8 763	61	698	673	40,3
22	Côtes-d'Armor	600 582	6 878	87	348	323	20,1
23	Creuse	116 617	5 565	21	256	255	10,9
24	Dordogne	413 223	9 060	46	503	496	16,3
25	Doubs	543 974	5 234	104	571	514	34,2
26	Drôme	516 762	6 530	79	363	337	35,2
27	Eure	599 507	6 040	99	585	545	18,9
28	Eure-et-Loir	431 575	5 880	73	365	332	28,1
29	Finistère	915 090	6 733	136	277	244	36,4
30	Gard	748 437	5 853	128	351	286	36,4
31	Haute-Garonne	1 400 039	6 309	222	586	501	55,4
32	Gers	191 377	6 257	31	461	459	11,6
33	Gironde	1 623 749	9 976	163	535	447	56,3
34	Hérault	1 175 623	6 101	193	342	265	51,8
35	Ille-et-Vilaine	1 079 498	6 775	159	333	288	38,1
36	Indre	219 316	6 791	32	241	234	24,9
37	Indre-et-Loire	610 079	6 127	100	272	240	45,7
38	Isère	1 271 166	7 431	171	512	399	35,3
39	Jura	259 199	4 999	52	494	469	15,8
40	Landes	413 690	9 243	45	327	308	21,9
41	Loir-et-Cher	329 470	6 343	52	267	255	24,2
42	Loire	765 634	4 781	160	323	270	42,9
43	Haute-Loire	227 570	4 977	46	257	242	8,4
44	Loire-Atlantique	1 429 272	6 874	208	207	152	54,3
45	Loiret	680 434	6 775	100	325	281	40,9
46	Lot	174 094	5 217	33	313	310	11,5
47	Lot-et-Garonne	331 271	5 361	62	319	301	21,7
48	Lozère	76 604	5 167	15	152	151	16,1
49	Maine-et-Loire	818 273	7 107	115	177	160	56,8
50	Manche	495 045	5 951	83	446	430	28,6
51	Marne	566 855	8 169	69	613	580	47,6
52	Haute-Marne	172 512	6 211	28	426	420	26,0

(a) Population municipale en vigueur en 2022 (millésimée 2019), délimitation communale au 1er janvier 2022
(b) Grille de densité communale au 1er janvier 2022
Source : Insee, DESL.

Caractéristiques physiques, démographiques et sociales

	Départements	Population[a]	Superficie (en km²)	Densité (en habitants/km²)	Nombre de communes au 1er janvier 2022		Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants[a] (en %)
					Total	Rurales (communes peu et très peu denses Insee)[b]	
53	Mayenne	307 062	5 175	59	240	231	25,9
54	Meurthe-et-Moselle	733 760	5 246	140	591	508	33,6
55	Meuse	184 083	6 211	30	499	491	17,1
56	Morbihan	759 684	6 823	111	249	221	29,1
57	Moselle	1 046 543	6 216	168	725	598	37,6
58	Nièvre	204 452	6 817	30	309	300	16,1
59	Nord	2 608 346	5 743	454	648	382	57,0
60	Oise	829 419	5 860	142	679	587	32,5
61	Orne	279 942	6 103	46	385	375	19,3
62	Pas-de-Calais	1 465 278	6 671	220	890	701	33,3
63	Puy-de-Dôme	662 152	7 970	83	464	419	41,6
64	Pyrénées-Atlantiques	682 621	7 645	89	546	486	41,3
65	Hautes-Pyrénées	229 567	4 464	51	469	452	24,3
66	Pyrénées-Orientales	479 979	4 116	117	226	184	38,5
67	Bas-Rhin	1 140 057	4 755	240	514	388	45,6
68	Haut-Rhin	767 086	3 525	218	366	247	39,3
69	Rhône	1 875 747	3 249	577	267	149	70,9
70	Haute-Saône	235 313	5 360	44	539	521	10,9
71	Saône-et-Loire	551 493	8 575	64	565	531	23,7
72	Sarthe	566 412	6 206	91	354	330	32,1
73	Savoie	436 434	6 028	72	273	226	27,7
74	Haute-Savoie	826 094	4 388	188	279	194	37,9
75	Paris	2 165 423	105	20 545	1	0	100,0
76	Seine-Maritime	1 255 633	6 278	200	708	628	47,1
77	Seine-et-Marne	1 421 197	5 915	240	507	365	52,8
78	Yvelines	1 448 207	2 284	634	259	138	71,4
79	Deux-Sèvres	374 878	5 999	62	256	243	27,5
80	Somme	570 559	6 170	92	772	731	27,6
81	Tarn	389 844	5 758	68	314	287	33,3
82	Tarn-et-Garonne	260 669	3 718	70	195	191	34,1
83	Var	1 076 711	5 973	180	153	103	66,4
84	Vaucluse	561 469	3 567	157	151	121	55,4
85	Vendée	685 442	6 720	102	257	240	26,7
86	Vienne	438 435	6 990	63	266	255	29,8
87	Haute-Vienne	372 359	5 520	67	195	187	41,1
88	Vosges	364 499	5 874	62	507	488	14,2
89	Yonne	335 707	7 427	45	423	405	18,2
90	Territoire de Belfort	141 318	609	232	101	79	32,9
91	Essonne	1 301 659	1 804	721	194	80	69,0
92	Hauts-de-Seine	1 624 357	176	9 250	36	0	99,4
93	Seine-Saint-Denis	1 644 903	236	6 964	40	0	98,3
94	Val-de-Marne	1 407 124	245	5 743	47	0	97,7
95	Val-d'Oise	1 249 674	1 246	1 003	184	88	76,2
971	Guadeloupe	384 239	1 628	236	32	13	74,9
972	Martinique	364 508	1 128	323	34	17	71,0
973	Guyane	281 678	83 534	3	22	17	84,3
974	La Réunion	861 210	2 504	344	24	4	94,8
976	Mayotte	256 518	374	685	17	5	81,2
France métropolitaine sauf Paris		**62 931 345**	**543 836**	**116**	**34 825**	**30 706**	**47,5**
France métropolitaine		**65 096 768**	**543 941**	**120**	**34 826**	**30 706**	**49,3**
Outre-Mer		**2 148 153**	**89 168**	**24**	**129**	**56**	**84,2**
France		**67 244 921**	**633 109**	**106**	**34 955**	**30 762**	**50,4**

(a) Population municipale en vigueur en 2022 (millésimée 2019), délimitation communale au 1er janvier 2022

(b) Grille de densité communale au 1er janvier 2022

Source : Insee, DESL.

9-3b Le contexte départemental

Caractéristiques physiques, démographiques et sociales

	Départements	Part de la population de 15 à 64 ans[a] (en %)	Part de la population de 75 ans et plus[a] (en %)	Taux de chômage[b] (en %)	Nombre de bénéficiaires du RSA[c]	Voirie départementale (en km)[d]	Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants
01	Ain	61,9	8,6	5,4	8 647	4 453	6,8
02	Aisne	60,0	9,7	10,7	19 040	5 431	10,2
03	Allier	56,5	14,4	7,7	10 737	5 282	15,7
04	Alpes-de-Haute-Provence	57,3	13,4	8,2	4 750	2 545	15,5
05	Hautes-Alpes	58,4	12,3	6,9	3 412	1 933	13,7
06	Alpes-Maritimes	59,3	13,0	7,7	27 908	1 713	1,6
07	Ardèche	58,0	12,4	8,1	7 365	3 801	11,6
08	Ardennes	60,0	10,4	9,3	10 854	3 376	12,5
09	Ariège	57,7	13,4	9,2	6 888	2 669	17,4
10	Aube	60,0	10,4	9,7	10 216	4 497	14,5
11	Aude	57,2	13,0	10,1	16 958	4 300	11,5
12	Aveyron	57,1	14,2	5,6	4 836	5 910	21,1
13	Bouches-du-Rhône	61,3	10,3	8,7	85 165	3 001	1,5
14	Calvados	60,6	10,6	6,3	15 567	5 742	8,3
15	Cantal	57,1	14,3	3,9	2 396	3 970	27,4
16	Charente	58,4	12,7	6,9	11 053	5 142	14,6
17	Charente-Maritime	56,6	13,9	7,1	17 223	6 080	9,3
18	Cher	57,5	12,9	7,3	9 812	4 604	15,2
19	Corrèze	57,2	14,0	6,0	3 677	4 754	19,8
20	Corse	60,1	12,1	6,4	7 102	5 043	14,8
21	Côte-d'Or	62,1	10,4	5,5	10 854	5 813	10,9
22	Côtes-d'Armor	56,9	12,9	6,2	11 943	4 499	7,5
23	Creuse	55,3	15,2	7,0	2 845	4 395	37,7
24	Dordogne	55,9	14,8	7,1	11 461	4 990	12,1
25	Doubs	61,7	9,7	6,6	13 447	3 690	6,8
26	Drôme	59,4	11,0	7,9	12 677	4 213	8,2
27	Eure	60,6	9,0	7,1	14 499	4 328	7,2
28	Eure-et-Loir	59,9	9,9	6,6	9 429	7 440	17,2
29	Finistère	59,7	11,5	6,1	18 943	3 503	3,8
30	Gard	59,2	11,3	10,0	33 159	4 727	6,3
31	Haute-Garonne	65,4	8,2	7,5	40 488	6 141	4,4
32	Gers	56,6	14,4	5,7	4 300	3 558	18,6
33	Gironde	63,2	9,3	6,6	43 898	6 354	3,9
34	Hérault	61,1	10,8	10,1	45 194	4 722	4,0
35	Ille-et-Vilaine	63,2	8,9	5,2	19 779	4 651	4,3
36	Indre	56,2	14,6	7,0	5 717	4 982	22,7
37	Indre-et-Loire	60,7	10,8	6,3	15 189	3 653	6,0
38	Isère	62,4	9,1	5,9	24 802	4 659	3,7
39	Jura	59,1	11,9	4,9	4 096	3 543	13,7
40	Landes	58,2	12,4	6,9	8 999	4 294	10,4
41	Loir-et-Cher	57,8	12,7	5,9	7 771	3 424	10,4
42	Loire	59,2	11,2	7,0	18 384	3 799	5,0
43	Haute-Loire	58,6	11,9	5,6	3 509	3 411	15,0
44	Loire-Atlantique	62,6	8,6	5,7	33 146	4 294	3,0
45	Loiret	60,5	9,8	7,0	17 573	3 604	5,3
46	Lot	55,1	15,5	7,2	4 527	4 017	23,1
47	Lot-et-Garonne	57,2	13,6	7,6	10 394	2 956	8,9
48	Lozère	58,5	12,7	4,6	1 442	2 262	29,5
49	Maine-et-Loire	61,1	10,4	6,3	16 936	4 771	5,8
50	Manche	58,0	12,7	5,0	8 222	7 762	15,7
51	Marne	62,1	9,3	7,0	15 660	4 172	7,4
52	Haute-Marne	58,5	12,4	6,1	4 641	3 893	22,6

(a) Insee - Estimations de population au 1er janvier 2022.

(b) France métropolitaine : taux de chômage localisés au 1er trimestre 2022 ; Mayotte : enquête Emploi (situation au 2e trimestre 2018) ; autres DOM : enquête Emploi DOM (taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2018).

(c) Au 31 décembre 2020.

(d) Année 2020.

Source : DGCL. Données Insee, Drees.

Caractéristiques physiques, démographiques et sociales

	Départements	Part de la population de 15 à 64 ans[a] (en %)	Part de la population de 75 ans et plus[a] (en %)	Taux de chômage[b] (en %)	Nombre de bénéficiaires du RSA[c]	Voirie départementale (en km)[d]	Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants
53	Mayenne	59,3	11,2	4,8	4 364	3 675	12,0
54	Meurthe-et-Moselle	63,2	9,4	7,0	22 757	3 218	4,4
55	Meuse	59,5	10,8	7,2	5 157	3 529	19,2
56	Morbihan	58,0	12,1	5,8	14 864	4 175	5,5
57	Moselle	62,5	9,4	7,3	27 792	4 299	4,1
58	Nièvre	55,1	14,9	6,4	6 057	4 359	21,3
59	Nord	63,0	8,0	9,2	111 804	4 438	1,7
60	Oise	62,4	7,8	7,3	22 021	4 267	5,1
61	Orne	57,1	13,1	6,5	7 562	5 861	20,9
62	Pas-de-Calais	61,4	8,7	8,2	56 917	6 207	4,2
63	Puy-de-Dôme	61,4	10,5	6,2	16 689	6 965	10,5
64	Pyrénées-Atlantiques	59,6	12,6	5,7	16 237	4 447	6,5
65	Hautes-Pyrénées	58,1	13,6	7,9	6 076	2 961	12,9
66	Pyrénées-Orientales	57,1	13,5	11,7	24 420	2 154	4,5
67	Bas-Rhin	63,9	8,8	6,2	29 869	3 446	3,0
68	Haut-Rhin	61,9	9,6	7,1	17 192	2 602	3,4
69	Rhône	64,1	8,6	6,5	52 164	6 358	3,4
70	Haute-Saône	59,3	11,2	6,3	4 500	3 423	14,5
71	Saône-et-Loire	57,3	13,1	6,2	11 190	5 479	9,9
72	Sarthe	59,4	11,1	7,1	13 477	4 267	7,5
73	Savoie	61,4	10,3	5,4	6 396	3 121	7,2
74	Haute-Savoie	63,6	8,2	5,7	10 134	2 983	3,6
75	Paris	68,6	8,4	5,8	72 127	1 625	0,8
76	Seine-Maritime	61,2	9,7	7,9	43 579	5 829	4,6
77	Seine-et-Marne	63,9	6,8	6,7	33 555	4 321	3,0
78	Yvelines	62,9	8,2	6,4	28 725	1 579	1,1
79	Deux-Sèvres	58,9	11,9	5,2	7 196	4 010	10,7
80	Somme	62,1	9,6	8,6	19 378	4 523	7,9
81	Tarn	58,2	12,9	7,7	11 236	4 154	10,7
82	Tarn-et-Garonne	59,3	11,0	8,8	6 943	2 528	9,7
83	Var	57,6	13,7	7,4	35 586	2 966	2,8
84	Vaucluse	59,2	11,2	9,4	19 264	2 322	4,1
85	Vendée	57,6	12,0	5,2	8 107	4 680	6,8
86	Vienne	61,0	11,1	5,7	13 009	4 780	10,9
87	Haute-Vienne	59,0	12,5	6,4	10 636	3 998	10,7
88	Vosges	59,0	11,8	7,4	11 142	3 240	8,9
89	Yonne	57,9	12,0	6,5	9 551	4 860	14,5
90	Territoire de Belfort	62,2	9,7	8,2	4 557	547	3,9
91	Essonne	63,8	7,3	6,3	31 735	1 490	1,1
92	Hauts-de-Seine	65,7	7,5	6,0	34 922	332	0,2
93	Seine-Saint-Denis	65,2	5,2	10,3	91 733	344	0,2
94	Val-de-Marne	65,2	7,1	7,2	49 700	407	0,3
95	Val-d'Oise	63,9	6,1	8,1	39 219	1 080	0,9
971	Guadeloupe	61,6	9,7	18,1	44 929	582	1,5
972	Martinique	61,4	10,7	12,3	36 237	953	2,6
973	Guyane	62,2	2,3	15,6	23 393	448	1,6
974	La Réunion	64,4	5,5	18,6	101 593	724	0,8
976	Mayotte	53,6	0,9	35,1	4 864	144	0,6
France métropolitaine sauf Paris		**61,3**	**10,0**	**n. d.**	**1 774 942**	**376 992**	**6,0**
France métropolitaine		**61,5**	**9,9**	**7,1**	**1 847 069**	**378 617**	**5,8**
Outre-Mer		**61,6**	**6,0**	**n.d.**	**211 016**	**2 851**	**1,3**
France		**61,5**	**9,8**	**7,3**	**2 058 085**	**381 468**	**5,7**

(a) Insee - Estimations de population au 1er janvier 2022.

(b) France métropolitaine : taux de chômage localisés au 1er trimestre 2022 ; Mayotte : enquête Emploi (situation au 2e trimestre 2018) ; autres DOM : enquête Emploi DOM (taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2018).

(c) Au 31 décembre 2020.

(d) Année 2020.

Source : DGCL. Données Insee, Drees.

Les collectivités locales en chiffres 2022

Les Collectivités locales en chiffres est l'annuaire statistique de la Direction générale des collectivités locales (DGCL). Son objectif est de fournir annuellement les informations statistiques essentielles sur les collectivités locales. Il est réalisé par le Département des études et des statistiques locales (DESL) de la DGCL.

Le lecteur trouvera dans cet ouvrage :

- les chiffres clés des collectivités locales ;
- des données sur les structures, les finances, les personnels des collectivités locales.

Pour chacun des thèmes, un commentaire succinct, ainsi que des définitions et des références introduisent les données chiffrées.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le portail des collectivités locales : www.collectivites-locales.gouv.fr

Ministère chargé des collectivités territoriales
Direction générale des collectivités locales
Département des études et des statistiques locales
Place Beauvau – 75800 Paris Cedex 08
Tél. : 01 40 07 68 29

ISSN : 1263-0322
ISBN : 978-2-11-167887-3